R G B WH GR BL
Grey Scale #13
C M Y K
Part Code ST1316
DANES-PICTA .COM
A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19

Colour Chart #13
Blue
Cyan
Green
Yellow
Red
Magenta
White
3/Color
Black
Inches
Centimetres
DANES-PICTA .COM

GALERIE
MILITAIRE.

BONAPARTE.

GALERIE MILITAIRE.

OU

NOTICES HISTORIQUES.

SUR

LES GÉNÉRAUX EN CHEF, GÉNÉRAUX DE DIVISION, etc.; VICE-AMIRAUX, CONTRE-AMIRAUX, etc.

Qui ont commandé les Armées françaises depuis le commencement de la révolution jusqu'à l'an XIII.

OUVRAGE ORNÉ DE PORTRAITS.

PAR F. BABIÉ ET L. BEAUMONT.

..... Éternisons notre France chérie;
Disons aux temps futurs quels étaient nos héros

TOME SECOND.

A PARIS,
Chez BARBA, libraire, Palais du Tribunat, Galerie derrière le Théâtre français, n°. 51.

AN XIII.

92(2biorôue):355(328.32):940

7445/1

GALERIE MILITAIRE.

BONAPARTE. (NAPOLÉON)

Héros cher à la paix, aux arts, à la victoire,
Il conquit en deux ans mille siècles de gloire.
LEBRUN.

PARMI ces héros que la gloire immortalise et que leurs belles actions rendent à jamais chers à la patrie, la nation française a distingué cet homme de génie, qui, jeté comme par hasard ou plutôt par le bienfait d'une providence attentive, hors du sol où repose la cendre de ses pères, parut à nos regards surpris tantôt un *Alexandre* par son courage, sa bonne et constante fortune, et tantôt un autre *Numa* par la sagesse de ses

vues législatives et son habileté dans l'art de gouverner.

Cet homme de génie, ce mortel extraordinaire est Napoléon Bonaparte, né à Ajaccio en Corse, le 15 août 1769. A l'âge de dix ans il entra à l'école militaire de Brienne ; il dut ce bienfait au maréchal de Ségur. Dans cette école militaire, Bonaparte se fit un devoir d'acquérir les sciences exactes, et sur-tout la partie des mathématiques qui tient aux fortifications et au génie : il dévora de bonne heure les élémens arides de l'art des Montecuculli, des Vauban ; et lorsque, sombre, inaccessible, et renfermé dans l'asyle impénétrable de son jardin, des maîtres lui supposaient la misanthropie de l'ancien Timon, il développait en silence le germe de ce génie militaire qui devait un jour imprimer un nouveau mouvement à la machine politique de l'Europe.

C'est à l'école de Brienne que son cœur s'ouvrit à l'amitié : son isolement avait d'abord éloigné de lui les jeunes élèves ;

mais dans la suite, le besoin d'épancher des ames neuves amena un rapprochement ; Bonaparte en profita pour substituer aux amusemens frivoles de ses compagnons, des évolutions militaires, des combats simulés, des siéges de forteresses de neige ; il alla juqu'à vouloir repaître leurs regards avides d'un simulacre des luttes du cirque de Rome et du stade d'Olympie. C'est dans ces jours de l'adolescence qu'il prenait les premières leçons de la victoire.

Bonaparte, après avoir quitté Brienne, devint officier d'artillerie dans le régiment de la Ferre. En 1790 il passa en Corse avec Paoli. C'est à cette époque qu'il commença un poëme sur la liberté, ouvrage qu'il abandonna bientôt, parce qu'il trouva plus digne de sa grande ame de la procurer à sa patrie avec son épée qu'avec sa plume.

La guerre de la liberté appelait sous les drapeaux français tous les guerriers avides de gloire. Bonaparte obtint du service, et ce fut à la reprise de Toulon

sur les Anglais que ce héros commença à maîtriser sa destinée et celle de la France : c'est alors qu'il formait des plans extraordinaires et les exécutait avec énergie. Barras et Fréron avaient été envoyés par la convention pour surveiller les opérations du siége de Toulon : ils remarquèrent à l'attaque de la redoute du fort Pharon un jeune homme tout occupé de donner des ordres aux artilleurs français qu'il commandait. « Intrépide et calme (1) au milieu des plus grands dangers, ce jeune guerrier se trouvait par-tout avec une extrême activité et un sang-froid imperturbable. Il y eut un moment où ce jeune homme, presque seul au milieu des canonniers épars sur le carreau et nageant dans leur sang, fit, avec le secours unique de ses deux bras, tout le service d'une pièce d'artillerie, chargeant, foulant.... etc., faisant enfin, avec autant de célérité que d'audace, tout

(1) Histoire de Bonaparte. Se vend chez *Barba*, Palais Egalité, galerie du théâtre Français.

ce qu'auraient fait les soldats, s'ils ne fussent pas tombés sous le feu de l'artillerie ennemie. Ce jeune homme était Bonaparte. »

Barras voulut un jour faire changer de place une batterie qui avait été posée par Bonaparte : « Il n'en sera rien, dit ce héros ; commandez aux citoyens, et laissez-moi commander à mes canonniers ; cette batterie restera là, et je réponds du succès sur ma tête. » Bonaparte à cette époque avait réuni tous les suffrages, et le représentant du peuple en mission dans le midi lui expédia un brevet de général d'artillerie.

Bonaparte, après le siége de Toulon, vint à Nice. Des opinions républicaines, une ame grande et forte, l'offraient, aux yeux de quelques êtres pusillanimes ou trompés, comme un partisan de cette terreur, fille de la démagogie, de l'ignorance et d'un fol amour des nouveautés. Le représentant du peuple Beffroi, alors en mission dans ces contrées, le fit arrêter comme terroriste ; on visita ses papiers,

ils servirent à sa justification : Bonaparte fut mis en liberté.

« Infatigable au travail (dit l'historien de Bonaparte, page 35 et suivantes), et toujours en activité, il veillait une grande partie de la nuit. Dans cette dernière ville, un de ses amis qui avait besoin de lui pour des renseignemens urgens, alla le trouver au milieu de la nuit, et, comptant bien qu'il dormait, il frappa doucement à la porte, dans la crainte de l'éveiller en sursaut : quelle fut sa surprise de trouver Bonaparte tout habillé, avec son bonnet de police sur la tête, occupé à travailler au milieu d'une foule de plans, de cartes, de livres ouverts ! Vous n'êtes donc pas couché, lui dit-il ? — Bah, je suis déja levé. — Comment ? — Oui : quand j'ai dormi deux ou trois heures, c'est bien assez. »

On voulut ensuite le faire sortir de son corps, qu'il avait couvert de gloire, pour le faire servir dans l'infanterie. Il vint à Paris pour réclamer contre cette injustice, dans le temps que le repré-

sentant Aubry était à la tête de la partie militaire du comité de salut public : malgré la justice et la bonté de sa cause, Bonaparte n'obtint rien. Révolté du peu d'égards qu'on avait eu à sa réclamation, il sollicita la permission de se retirer à Constantinople; ce qui lui fut également refusé.

Le règne de la convention touchait à sa fin, et l'hydre de l'anarchie rugissait encore; les factions étaient en présence et la patrie était en danger; les sections de Paris, dirigées peut-être par des motifs d'une juste terreur, peut-être victimes des intrigues de quelques ambitieux, ou plutôt agitées par des scélérats à la solde de l'étranger, avaient juré la perte de la convention. Celle-ci devait se défendre; elle appela autour d'elle les guerriers qui se trouvaient dans Paris, et les bataillons dont elle pouvait disposer. Barras, député, fut nommé commandant en chef des troupes de ligne, et Bonaparte commandait sous lui. Le signal est donné, le canon du 13 ven-

démiaire retentit dans Paris, et les sections sont vaincues. Cependant cette journée fut moins désastreuse qu'elle aurait pu le devenir, et c'est à Bonaparte que les Parisiens sont redevables de ce bienfait. « Les Parisiens, disait un officier interrogé sur cette journée, ne savent pas toutes les obligations qu'ils ont à Bonaparte; s'il eut suivi à la lettre tous les ordres qu'on lui avait donnés, jamais journée n'eût été plus sanglante. »

Quelque temps après le 13 vendémiaire, Bonaparte fut nommé général en chef de l'armée d'Italie. La carrière était ouverte au talent, au génie : notre jeune héros, avec cette noble confiance, l'apanage des grandes ames, malgré les dangers et les obstacles, s'élance dans cette carrière. Des débris d'une armée qui, sur les rochers stériles de la rivière de Gênes, se tenait sur la défensive, qui manquait de tout, et avait à combattre deux cent mille hommes de la coalition, Bonaparte forme une armée invincible, qui, dans les champs de Montenote et

de Millesimo, apprit à Beaulieu, général en chef de l'armée autrichienne, que les Français reprenaient l'offensive, que les coalisés ne devaient plus songer qu'à se défendre, et, par une prompte fuite, se dérober à la mort. Lorsque la république confiait à Bonaparte ses destinées en Italie, il ne trouva sous les drapeaux qu'une armée sans magasins, sans habits, sans tactique militaire et sans discipline. Il eut à combattre les généraux les plus expérimentés; il applanit tous les obstacles avec ce que le vulgaire appelle du bonheur, et ce que les hommes de l'art nomment les combinaisons les plus ingénieuses, des connaissances acquises, du génie et de l'audace.

Après plusieurs actions importantes, où cependant l'armée française reçut quelques légers échecs, la bataille de Mondovi est livrée, les Piémontais sont totalement défaits, et le roi de Sardaigne est forcé de demander un armistice, qui lui fut accordé après qu'il eut livré entre les mains des Français les forteresses de Tortone et de Coni.

Bientôt Beaulieu est poursuivi : il veut en vain s'opposer au passage du Pô, le passage est effectué, les Autrichiens battent en retraite ; ils sont entrés dans Lodi, un combat livré sous les murs de cette ville les en déloge : le général Beaulieu, avec toute son armée rangée en bataille sur la rive gauche de l'Adda, défendait le passage du pont, qu'il n'avait pas eu le temps de couper, et de là commandait la ville, où les Français ne furent pas plutôt entrés, qu'il la fit canonner fortement. Dès l'instant que toute l'armée française fut arrivée, elle se forma en colonne serrée, le second bataillon de carabiniers en tête, et suivi par tous les bataillons de grenadiers, qui s'avançaient au pas de charge et faisaient retentir les airs des cris de *vive la république.*

On se présente sur le pont, l'ennemi fait un feu terrible ; la tête de la colonne hésite quelques instans à la vue d'un péril aussi imminent ; car trente pièces de canons de position défendaient le pas-

sage : un moment de plus tout était perdu. Les généraux Berthier, Massena et plusieurs autres chefs l'ont bien compris ; ils se mettent à la tête de la colonne, qui se précipite sur le pont et renverse tout ce qui s'oppose à elle ; toute l'artillerie est sur-le-champ enlevée : l'ordre de bataille de Beaulieu est rompu : nos soldats portent de tous côtés l'épouvante, le carnage et la mort ; en un clin d'œil l'armée ennemie est éparpillée : quelques divisions françaises qui arrivèrent ensuite achevèrent de décider la victoire.

L'Adda est franchie avec la même célérité que le Pô l'avait été quelques jours auparavant, et ce fut à la célérité de l'exécution qu'on dut le succès de cette journée.

Bonaparte le disait lui-même à ses soldats : « Si nous n'avons perdu que peu de monde, nous le devons à notre promptitude et à l'effet subit qu'à produit sur l'armée ennemie la masse et le feu redoutable de notre invincible colonne. Si j'étais tenu de nommer tous les militaires qui

se sont distingués dans cette journée ; ajoute Bonaparte, je serais obligé de nommer tous les carabiniers et grenadiers de l'avant-garde, et presque tous les officiers de l'état-major. »

L'armée française poursuit sa marche victorieuse, et Beaulieu est toujours obligé de fuir. Pavie se soumet, Pizzighthone et Crémone subissent la loi du vainqueur, toute la Lombardie est conquise, le château de Milan ouvre bientôt ses portes, le roi de Sardaigne signe la paix, les ducs de Parme et de Modene imitent son exemple, et Beaulieu se renferme dans Mantoue.

« Soldats, disait Bonaparte,... l'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil ne trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage ; le Pô, le Tesin, l'Adda n'ont pu vous arrêter un jour ; ces boulevards de l'Italie ont été insuffisans, vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apennin. »

» Oui, soldats, vous avez beaucoup fait... mais ne vous reste-t-il plus rien à

faire? Dira-t-on que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire? La postérité nous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie? Mais je vous vois déja courir aux armes; un lâche repos vous fatigue: les jours perdus pour la gloire le sont pour votre bonheur.... etc. »

Bonaparte mène les soldats au combat; il passe avec eux le Mincio, et l'Autrichien, épouvanté, va se former dans les gorges du Tirol; vingt-cinq mille hommes, commandés par Wurmser, sont battus à Castiglione, à Lonado, à Salo, à Gavardo; bientôt les Français triomphans font leur entrée dans la ville de Trente, qui subit la loi du vainqueur.

C'est à Lonado que se passa cet évènement mémorable qui fait l'éloge de la présence d'esprit, du sang-froid et du génie de Bonaparte.

Au lieu où se trouvait Bonaparte, l'ennemi se croyait vainqueur: un parlementaire se présente; il déclare que la gauche de l'armée française est cernée,

et que son général fait demander si les Français veulent se rendre.

« Allez dire à votre général, lui répond Bonaparte, que s'il a voulu insulter l'armée française, je suis ici ; que c'est lui-même et son corps qui sont prisonniers, qu'il a une de ses colonnes coupée par nos troupes à Salo et par le passage de Brescia à Trente ; que si dans huit minutes il n'a pas mis bas les armes, que s'il fait tirer un seul coup de fusil, je fais tout fusiller. Débandez les yeux à monsieur : voyez le général Bonaparte et son état-major au milieu de sa brave armée républicaine ; dites à votre général qu'il peut faire une bonne prise. »

On redemande à parlementer ; pendant ce temps tout se prépare pour l'attaque. Le chef de la colonne ennemie desire être entendu : il propose de se rendre ; il veut capituler. « Non, répond Bonaparte, vous êtes prisonnier de guerre. » L'ennemi veut se consulter ; Bonaparte donne aussitôt l'ordre de faire avancer l'artillerie légère, et d'attaquer :

alors le général ennemi s'écrie : *Nous sommes tous rendus.*

Trois bataillons autrichiens, forts de quatre mille hommes et deux cents hulans, ayant quatre pièces de canons et rangés en bataille, furent forcés, par douze cents hommes à déposer les armes.

L'armée française traverse les gorges de la Brenta, triomphe des efforts de l'armée autrichienne dans la forte position qu'elle avait choisie, force la ville de Bassano, fait sept mille prisonniers et s'empare de trente-cinq pièces de canon, de deux cents fourgons, d'une partie des bagages de l'armée, et de cinq drapeaux. Wurmser se jette dans Mantoue, après avoir fait, il est vrai, la plus glorieuse défense au pont et au village de la Ceria, et obtenu quelque succès parce que le pont de la Villa-Imprenta n'avait point été coupé, et qu'une division de l'armée française avait pris une route pour l'autre. Ces deux accidens sauvèrent l'armée impériale, qui, dans Mantoue, put attendre les cinquante mille

hommes que l'empereur faisait filer en Italie sous les ordres des généraux Alvinzi et Davidovich.

Bonaparte, en habile capitaine, vole à la rencontre de cette nouvelle armée, passe l'Adige, fait ses dispositions, et menace d'attaquer les Autrichiens par les flancs et les derrières de leur armée. Le général ennemi, qui avait été averti de sa manœuvre, avait jeté dans le village d'Arcole (extrêmement fort par sa position au milieu des canaux) un régiment de croates et quelques régimens hongrois. Ce village arrêta l'avant-garde de notre armée pendant toute la journée, malgré les efforts de nos généraux, qui, sentant de quelle importance était cette position, se précipitèrent à la tête de nos colonnes, pour les obliger à passer le petit pont. Presque tous furent blessés : Augereau saisissant un drapeau, le porta jusqu'à l'extrêmité du pont; il resta là plusieurs minutes sans produire aucun effet. Cependant il fallait passer ce pont, ou faire un détour de plusieurs lieues,

qui aurait fait manquer toute l'opération.

Bonaparte, sentant toute l'importance de l'action, se porta en personne, avec tout son état-major, à la tête de la division d'Augereau, et demanda aux soldats s'ils étaient les mêmes qui avaient forcé le pont de Lodi : alors voyant leur enthousiasme renaître, il saute à bas de son cheval, saisit un drapeau, s'élance à la tête des grenadiers et court sur le pont en leur criant : *Suivez votre général.* La colonne s'ébranla un instant, et l'on était à trente pas du pont, lorsque le feu de l'ennemi la fit reculer, au moment où il allait lui-même prendre la fuite.

Alors il fallut renoncer à forcer le village de front, et attendre qu'une colonne qui devait le tourner pût arriver : elle n'arriva que la nuit, s'empara du village et fit quelques centaines de prisonniers.

Le détachement ennemi qui défendait le pont et le village d'Arcole l'évacua pendant la nuit : il eut le temps de se replier sur le corps d'armée pour

recevoir nos troupes. A la pointe du jour, le combat s'engagea par-tout avec la plus grande vivacité; et enfin, après une vigoureuse résistance, l'ennemi fut obligé de plier sur tous les points.

On ne doit pas oublier ici une circonstance qui contribua en partie au succès de cette journée. Bonaparte avait ordonné à un officier des guides de choisir vingt-cinq hommes de sa compagnie, de longer l'Adige une demi-lieue, de tourner tous les marais qui appuyaient la gauche de l'ennemi, et de tomber ensuite au grand galop sur ses derrières, en faisant sonner plusieurs trompettes.

Cette mesure eut un tel succès, que l'infanterie ennemie se trouva ébranlée, et qu'elle fut mise entièrement en déroute par une petite colonne de quatre-vingts hommes que Bonaparte avait fait filer par Porto-Legnago; une division de l'armée se reporta au centre, marcha droit au village d'Arcole, et poursuivit l'ennemi jusqu'à la nuit, qui l'empêcha d'aller plus avant.

Les résultats de cette mémorable journée furent cinq mille prisonniers, quatre drapeaux, dix-huit pièces de canons, quatre mille morts et autant de blessés.

La perte de l'armée française, quoique peu considérable, fut très-sensible; elle eut beaucoup d'officiers de distinction tués ou blessés.

La nouvelle de cette victoire excita l'enthousiasme des Français et des autorités constituées; le corps législatif décréta que les drapeaux tricolores que les généraux Bonaparte et Augereau avaient portés à la bataille d'Arcole contre les bataillons ennemis, leur seraient donnés à titre de récompense.

Après la longue et sanglante bataille d'Arcole, dans la nuit, Bonaparte se déguisa en simple officier, et alla parcourir le camp; il y trouva une sentinelle profondément assoupie, la tête appuyée sur la crosse de son fusil: aussitôt il saisit la sentinelle, la posa doucement a terre, s'empara de son fusil,

et fit la faction pendant près de deux heures, au bout desquelles on vint le relever. Ce soldat se réveille : quelle est sa surprise ! Un jeune officier fait la faction à sa place ! Cette aventure l'épouvante ; mais il est effrayé bien davantage, lorsqu'observant attentivement l'officier, il reconnaît le général en chef. « Bonaparte ! s'écrie-t-il, je suis perdu. Non, répond le général avec douceur ; rassure-toi, mon camarade ; après tant de fatigues, il est bien permis à un brave comme toi de s'endormir ; mais une autre fois choisis mieux ton temps. »

Les Français ont gagné les batailles de Rivoli, d'Anghiari, et le général Provera et sa colonne, forte de six mille hommes, ont mis bas les armes ; Mantoue a été forcée de capituler, Venise a ouvert ses portes ; toutes les possessions vénitiennes sont au pouvoir des Français, et les monts Tyroliens ne sont plus une barrière insurmontable : sur leurs sommets glacés se déploient les bataillons français, et le pavillon tricolore flotte dans les airs.

En vain de vieux bataillons, accoutumés à vaincre sous les ordres du prince Charles et des grands capitaines de l'Autriche, prétendent-ils venger l'aigle germanique et l'honneur national; ils succombent, avec quelque gloire, il est vrai, mais qui ajoute encore à celle de nos braves guerriers, et immortalise à jamais le chef de nos phalanges invincibles.

C'est à Léoben que furent signés les préliminaires de cette paix que le génie de Bonaparte et la valeur française avaient conquise. Par ces préliminaires, l'Autriche promettait de renoncer à la Belgique, de reconnaître la république cisalpine, et de renoncer à tous ses droits sur le Milanais.

La paix est enfin conclue à Campo-Formio, et c'est encore avec le même bonheur que Bonaparte triomphe des petites intrigues, de l'opposition de quelques diplomates, de l'astuce et de la finesse. Un jour, impatienté des lenteurs, des obstacles, il se lève, saisit un superbe cabaret de porcelaine et le brise en mille

morceaux, en s'écriant : « *Eh bien ! c'est ainsi que je vous briserai tous, puisque vous le voulez.* »

Les plénipotentiaires, étonnés, revinrent à des sentimens plus pacifiques et plus concilians. On donna lecture du traité : dans le premier article l'Empereur déclarait qu'il reconnaissait la république française. « Rayez cet article, dit Bonaparte; la république française est comme le soleil sur l'horizon : bien aveugles sont ceux que son éclat n'a pas encore frappés. » Et l'article fut rayé.

Bonaparte obtint la victoire et la paix. Il n'avait que vingt-six ans lorsqu'il alla prendre le commandement de l'armée d'Italie. On rapporte à ce sujet qu'un de ses amis le voyant promu à ce grade lui dit : » Tu es bien jeune pour aller commander une armée. *J'en reviendrai vieux, lui repondit-il.*

De retour à Paris, le gouvernement directorial se montra juste un moment envers le vainqueur de Lodi et d'Arcole, et le nomma plénipotentiaire au congrès

qui devait donner la paix à l'Europe ; c'était le traiter comme Louis XIV avait traité, en 1714, le maréchal de Villars, qui, par son ordre, des champs de la victoire avait passé dans les cabinets de la diplomatie, et y avait négocié (c'était aussi à Radstat) une paix honorable avec ce même prince Eugène, contre lequel il s'était glorieusement mesuré. Le directoire était loin d'avoir le génie de Louis XIV. Il fut decidé que ce jeune héros tenterait une descente en Angleterre ; déja les préparatifs étaient faits : la politique du directoire changea d'objet ; peut-être la haine et l'envie furent-ils alors les conseillers de ces directeurs, qui redoutaient les grands talens et la popularité des hommes probes. Bonaparte était convaincu de cette vérité, même pendant sa brillante campagne d'Italie ; il ne doutait pas qu'il ne fût odieux à la majorité du directoire, et que cette majorité n'eût le dessein de le perdre ; c'est ce qui lui fit dire : « Où est en effet le soldat de mon armée qui n'ait pas desiré plusieurs

fois d'être affranchi par la mort des atteintes de l'envie, de la calomnie et des autres passions odieuses qui trop souvent paraissent diriger les actions des hommes ?.... etc. »

Le directoire avait résolu de s'emparer de l'Egypte ; c'était un moyen de punir l'Angleterre, en lui faisant craindre pour ses possessions dans l'Inde. Le chef de cette expédition militaire devait avoir la confiance du soldat, mériter l'estime de la nation, être doué d'un vaste génie, d'une ame grande et forte : il devait avoir un *esprit législateur*, des *lumieres étendues*, une *conception vive* et la *promptitude dans l'exécution*. Celui qui avait conçu ce projet était seul capable de l'exécuter : Bonaparte fut donc choisi pour chef de cette expédition.

Le 21 floréal, Bonaparte, arrivant à Toulon, avait adressé la proclamation suivante à l'armée maritime.

« Soldats, vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre : vous avez fait la guerre de montagnes, de plaines, de siéges;

il vous reste à faire la guerre maritime.... Les légions romaines que vous avez quelquefois imitées mais pas encore égalées, combattaient Carthage tour-à-tour sur cette même mer, et aux plaines de Zama. La victoire ne les abandonna jamais, parce que constamment elles furent braves, patientes à supporter les fatigues, disciplinées et unies entre elles.

» Soldats, l'Europe a les yeux sur vous : vous avez de grandes destinées à remplir, des batailles à livrer, des dangers, des fatigues à vaincre : vous ferez plus que vous n'avez fait pour la prospérité de la patrie, le bonheur des hommes et votre propre gloire..... Soldats, matelots, fantassins, canonniers et cavaliers, soyez unis : souvenez-vous que le jour d'une bataille vous avez besoin les uns des autres. Soldats matelots, vous avez été jusqu'ici négligés ; aujourd'hui la plus grande sollicitude de la république est pour vous ; vous serez dignes de l'armée dont vous faites partie. Le génie de la république, dès sa naissance l'arbitre

de l'Europe, veut qu'elle le soit des mers et des contrées les plus lointaines. »

Ce fut le 30 floréal an 6, qu'on vit sortir de Toulon une forte escadre composée de cent quatre-vingt quatorze voiles, portant dix-neuf mille hommes de débarquement, non compris deux mille hommes environ d'employés, artistes, savans....., etc. Elle se trouva le 21 prairial à la vue de l'île de Gozzo, où elle fut jointe par un convoi parti de Civita-Vecchia, et qui était arrivé depuis trois jours.

Le rocher de Malte est bientôt investi, la descente est effectuée : en vain les chevaliers veulent opposer quelque résistance; ils sont vaincus; Malte est au pouvoir des Français.

Le premier messidor, l'escadre met à la voile : on apperçoit les côtes d'Afrique : on est à quelques lieues d'Alexandrie. Bonaparte, au quartier-général de *l'Orient*, fit la proclamation suivante à son armée.

« Soldats, vous allez entreprendre une conquête dont les effets sur la civilisation

et le commerce du monde sont incalculables. Vous porterez à l'Angleterre le coup le plus sûr et le plus sensible, en attendant que vous puissiez lui donner le coup de mort. Nous ferons quelques marches fatiguantes, nous livrerons plusieurs combats, nous réussirons dans toutes nos entreprises, les destins sont pour nous. » Après avoir exhorté les soldats au respect dû à la religion des Mahométans, il ajoute. «Les peuples chez lesquels nous allons entrer traitent les femmes différemment que nous; mais, dans tous les pays, celui qui viole est un monstre. Le pillage n'enrichit qu'un petit nombre d'hommes, il nous déshonore, il détruit nos ressources, il nous rend ennemis des peuples qu'il est de notre intérêt d'avoir pour amis. La première ville que nous allons rencontrer a été bâtie par Alexandre; nous trouverons à chaque pas de grands souvenirs dignes d'exciter l'émulation des Français. »

Le débarquement est opéré : Alexandrie a capitulé, et les habitans paisibles de cette antique cité sont traités avec la plus grande

générosité. Un accord est conclu et signé entre le mufti, les principaux cheiks et Bonaparte.

L'armée part pour le Caire, elle rencontre les Mamelouks et les Arabes rassemblés pour lui disputer le passage ; elle les bat à Rhamanié, à Cherbrane. En vain la cavalerie des Mamelouks inonde la plaine, déborde toutes nos ailes, et cherche de tous côtés, sur nos flancs et nos derrières, le point faible pour pénétrer ; par-tout elle trouve que la ligne est formidable, et lui oppose un double feu de flanc et de front. Elle essaie plusieurs fois de charger, mais sans s'y déterminer. Enfin, après être restés une partie de la journée à demi-portée de canon, les Mamelouks opèrent leur retraite et disparaissent.

Le 22 messidor au matin, l'armée française aperçut les pyramides, et le soir elle se trouva à six lieues du Caire, où Bonaparte apprit que les vingt-trois beys avec toutes leurs forces s'étaient retranchés à Embabé, et qu'ils avaient garni leurs retranchemens de plus de soixante pièces de canon.

Le 23 à la pointe du jour, on rencontra leur avant-garde, qu'on poussa de village en village. A deux heures après midi, l'armée se trouva en présence des retranchemen ennemis. Bonaparte prit un ordre de bataille, formant des parallélogrames par divisions, disposés dans un ordre d'échelons, de manière que chaque division flanquait l'autre. L'artillerie était placée dans chaque division, et pouvait présenter du feu de quelque côté que l'ennemi vint l'attaquer, mais d'une manière beaucoup plus effective que dans la journée du 15.

« Les divisions des généraux Desaix et Regnier furent prendre position sur la droite, entre Giralo et Embabé, pour tâcher de couper à l'ennemi la communication de la Haute-Egypte, qui était sa retraite naturelle. La division du général Kléber était au centre; celle du général Bon formait la gauche de l'armée, et était appuyée sur le Nil.

Dès l'instant que Mourad-Bey s'aperçut du mouvement du général Desaix, il se résolut à le charger. Il envoya un de ses

beys les plus braves, avec un corps d'élite qui, avec la rapidité de l'éclair, chargea les deux divisions. On le laissa approcher jusqu'à cinquante pas, et on l'accueillit par une grêle de balles et de mitrailles, qui fit tomber un grand nombre de ses cavaliers sur le champ de bataille; les autres se jetèrent dans l'intervalle que formaient les deux divisions, où ils furent reçus par un double feu qui acheva leur défaite. Tandis que l'ennemi exécutait cette charge, les divisions Menou et Bon attaquaient les retranchemens d'Embabé, défendus par l'artillerie, et soutenus par l'autre moitié de la cavalerie des Mameloucks.

Les divisions Bon et Vial détachèrent aussitôt quelques corps pour se porter rapidement aux retranchemens, en même temps qu'un autre corps tournait le village, en profitant d'un fossé qui masquait les mouvemens et mettait le corps en sureté.

Le général Rampon, à la tête des colonnes d'attaque, se jeta sur les retranchemens avec la plus grande impétuosité, malgré le feu de l'artillerie. Les Mameloucks

firent une charge en sortant des retranchemens au grand galop. Nos colonnes eurent le temps de faire halte et front de tous les côtés, et de les recevoir la baïonnette au bout du fusil, et par une grêle de balles ; à l'instant même, le champ de bataille fut jonché de cadavres. Nos troupes eurent bientôt enlevé les retranchemens. Les Mameloucks, en fuite, se précipitèrent en foule sur leur gauche, mais on était en position de les recevoir : un bataillon de carabiniers, sous le feu duquel ils furent obligés de passer à cinq cents pas, en fit une boucherie effroyable ; un très grand nombre se jeta dans le Nil et se noya.

L'ennemi perdit dans cette bataille deux mille hommes de cavalerie d'élite, une grande partie des beys tués ou blessés ; Mourad-Bey fut blessé à la joue ; plus de quatre cents chameaux chargés de bagages, et cinquante pièces d'artillerie tombèrent au pouvoir des Français : ceux-ci n'eurent que trente hommes tués et cent-vingt blessés.

Nos troupes, dans ces journées mémo-

rables, firent des prodiges de valeur, et trouvèrent dans les Mamelouckes des adversaires dignes d'eux; mais la tactique, le talent et le génie devaient triompher.

Le 4 thermidor, la ville du Caire se rendit à l'armée française. Bonaparte fit précéder son entrée au Caire de la proclamation suivante. « Peuple du Caire, je suis content de votre conduite : vous avez bien fait de ne pas prendre parti contre moi. Je suis venu pour détruire la race des Mamelouckes, protéger le commerce et les naturels du pays; que tous ceux qui ont peur se tranquillisent; que ceux qui se sont éloignés rentrent dans leurs maisons; que la prière ait lieu aujourd'hui comme à l'ordinaire, comme je veux qu'elle continue toujours. Ne craignez rien pour vos familles, vos maisons, vos propriétés, et sur-tout pour la religion du prophète que j'aime.... »

Bientôt se livra à Aboukir ce combat naval si funeste à la marine française. Bonaparte, en écrivant au directoire, disait de cette fatale journée : « Les destins ont voulu dans cette circonstance, comme dans

tant d'autres, prouver que, s'ils nous accordent une prépondérance sur le continent, ils ont donné l'empire des mers à nos rivaux..... Si Brueys a fait des fautes, il les a expiées par une mort glorieuse.....»

Bonaparte, après être resté au Caire le temps nécessaire pour assurer sa nouvelle conquête, lui avoir donné des lois, et s'être montré à-la-fois un autre Alexandre, un autre Numa, se mit en marche pour finir de s'emparer de toute l'Egypte, et se porter dans la Syrie. Les généraux qui commandaient sous les ordres de Bonaparte, poursuivaient les Mameloucks de toute part; le général Desaix avait à combattre Mourad-Bey, qui fut vaincu à Sediman, le 16 vendémiaire: au Caire, une insurrection est réprimée, les rebelles punis, et les Français vengés.

Bonaparte avait donné ses ordres; ils avaient été publiés, et témoignaient toute sa sollicitude pour la conservation de sa conquête et la gloire du nom français. L'expédition de Syrie est résolue. En vain les Turcs ont rassemblé des forces im-

menses ; Bonaparte marche sur Suez, où il fait son entrée : c'est-là qu'il se propose de mettre à exécution le beau plan de jonction de l'Océan indien à la Méditerranée, et de tracer un canal sur la langue de terre qui sépare l'Afrique de l'Asie : projet sublime que les Pharaons avaient conçu, et que les Français seuls pouvaient exécuter. Gaza ouvre ses portes au vainqueur; Jaffa cède à la division Kleber, et cette place importante devient un port d'entrepôt pour tout ce qui doit arriver à l'armée de Damiette et d'Alexandrie.

Le 27 ventose, l'armée se trouve devant Saint-Jean-d'Acre, et les travaux du siége ont commencé. Djezzar, pacha de Syrie commandait dans cette place : elle était défendue par Sydney-Smith, par un officier de génie français, par cent Anglais et un nombre infini de Turcs. Hors de la place, des troupes innombrables prétendaient attaquer les Français : elles furent battues complètement à la journée du Mont-Thabor ou de la plaine d'Esdredon.

Le siége de Saint-Jean-d'Acre avait été

levé, il fut repris et continué avec la plus grande vivacité. Le 28 floréal Bonaparte fit afficher la proclamation suivante :

« Soldats, vous avez traversé le désert qui sépare l'Afrique de l'Asie avec plus de rapidité qu'une armée arabe. L'armée qui était en marche pour envahir l'Egypte est détruite ; nous avons pris son général, son équipage de campagne, ses bagages, ses outils, et ses chameaux. Vous vous êtes emparés de toutes les places fortes qui défendent les puits du désert. Vous avez dispersé aux champs du Mont-Thabor, cette nuée d'hommes accourus de toutes les parties de l'Asie, dans l'espoir de piller l'Egypte. Les trente vaisseaux que vous avez vu arriver devant Acre il y a douze jours, portaient l'armée qui devait assiéger Alexandrie ; mais obligée de courir à Acre, elle y a fini ses destins ; une partie de ses drapeaux orneront votre entrée en Egypte. Enfin, après avoir, avec une poignée d'hommes, nourri la guerre pendant trois mois dans le cœur de la Syrie, pris quarante pièces de campagne, cinquante dra-

peaux, fait six mille prisonniers, rasé les fortifications de Gaza, de Jaffa, Caïffa, Acre, nous allons rentrer en Egypte : la saison du débarquement m'y rappelle.

» Encore quelques jours, et vous aviez l'espoir de prendre le pacha même au milieu de son palais; mais dans cette saison, la prise du château d'Acre ne vaut pas la perte de quelques jours; les braves que je devrais d'ailleurs y perdre sont aujourd'hui nécessaires pour des opérations plus essentielles.

» Soldats, nous avons une carrière de fatigues et de dangers à courir : après avoir mis l'Orient hors d'état de rien faire contre nous cette campagne, il nous faudra peut-être repousser les efforts d'une partie de l'Occident; vous y trouverez une nouvelle occasion de gloire : et si, au milieu de tant de combats, chaque jour est marqué par la mort d'un brave, il faut que de nouveaux braves se forment et prennent rang à leur tour parmi ce petit nombre qui donne l'élan dans les dangers, et maîtrise la victoire. »

Le 26 prairial, après une marche longue et pénible, l'armée fit son entrée au Caire en se déployant dans l'ordre de parade. Mais ce qui avait déterminé Bonaparte à lever le siége de Saint-Jean d'Acre, et à quitter promptement la Syrie, ce fut la nouvelle qu'on lui avait donnée que les Turcs faisaient de nouveaux préparatifs, se disposaient à tenter un dernier effort, et à opérer un débarquement.

Le 26 messidor, Bonaparte part du Caire avec les guides à pied et à cheval. Les généraux Lagrange et Murat avaient battu les Mameloucks à Sababear et aux lacs Natron. Arrivé aux pyramides, il reçut une lettre d'Alexandrie : elle annonçait qu'une flotte turque de cent voiles avait mouillé à Aboukir, et paraissait avoir des vues hostiles contre cette ville. Bientôt il apprit que la redoute d'Aboukir avait été enlevée de vive force, que le fort d'Aboukir, dont le commandant avait été tué, s'était rendu le même jour par une de ces lâchetés qui méritent un exemple sévère de la part du gouvernement. Jusqu'au 7

thermidor, Bonaparte fit toutes les dispositions nécessaires. On marche à l'ennemi, la fusillade s'engage, on en vient aux mains presque sur tous les points; les Français redoublent d'efforts, les Turcs plient et prennent la fuite, le commandant en chef de l'armée turque est fait prisonnier avec deux cents hommes, deux mille restent sur le champ de bataille; toutes les tentes, tous les bagages, vingt pièces de canons tombent en notre pouvoir; dix mille ennemis sont noyés, et malgré les secours fournis par l'armée anglaise, le fort d'Aboukir est repris.

Tout est soumis en Egypte, les Mamelloucks ont fui au-delà des déserts: les Turcs et les Anglais ont cherché sur les mers un abri contre la valeur française.

Tout-à-coup Bonaparte a pris la résolution de revenir en Europe : il ne confie son dessein qu'au général Berthier : il donne ordre au contre-amiral Gantheaume d'armer deux frégates, un aviso et une tartane; l'ancre est levé, les bâtimens sont sous voile, ils portent Bonaparte, et sa fortune; c'était le 7 fructidor.

Le général Kléber fut choisi par lui pour gouverner en son absence, et commander l'armée dans toute l'Egypte.

Le 16 vendémiaire de l'an 8, on apprend en France que Bonaparte est de retour ; qu'il a débarqué à Fréjus, et qu'il vient au milieu de ses concitoyens, où la grande pensée du bonheur public semble le rappeler, pour sauver la France, lui donner un gouvernement et pacifier l'univers.

Une époque désastreuse occupe nos annales ; c'est le moment où la discorde divisait les deux conseils et le directoire : ce monstre avait en tous lieux porté sa funeste influence : dans les cités, il avait anéanti l'esprit public ; dans les camps, placé les traîtres, désorganisé les armées ; dans le sanctuaire des lois, fait pencher en faveur du crime la balance de Thémis ; dans le sénat, avili ou terrifié les représentans de la grande nation ; et parmi les chefs du gouvernement directorial, il avait semé la défiance, les soupçons, la haine et l'envie. Tous les esprits

étaient divisés, et les malheurs de la France étaient à leur comble. Au dehors, par un inconcevable oubli de la victoire, nos armées voyaient flétrir leurs lauriers; l'empire ne se soutenait, aux yeux des puissances, que par la renommée des vainqueurs d'Arcole et de Lodi : toutes les sources de la prospérité publique étaient taries, le commerce était anéanti, et tous les Français n'osaient plus attendre de beaux jours.

Tout-à-coup cet homme extraordinaire que les rochers des Alpes avaient vu se précipiter comme un torrent dans les champs de l'Italie et commander à la victoire, que l'Afrique étonnée avait admiré comme guerrier et législateur, vient se jeter au milieu des déchiremens politiques. Avec le même courage et le même bonheur qu'il luttait dans les camps contre une nature marâtre qu'il sut dompter, il apprend à maîtriser les discordes civiles; il a vengé ses concitoyens, puni la tyrannie, triomphé des méchans; il régénère l'état et devient le fondateur du gouvernement con-

sulaire. On respire, on est libre ; la vertu, les talens sont appelés au conseil, à l'exécution ; de grandes conceptions promettent de nouveaux bienfaits, et la France compte parmi ses jours heureux le 18 brumaire.

Il disait dans sa proclamation aux troupes stationnées dans Paris. « Dans quel état j'ai laissé la France ! dans quel état je la retrouve ! Je vous avais laissé la paix, et je retrouve la guerre ! je vous avais laissé des conquêtes, et l'ennemi passe vos frontières ! j'ai laissé vos arsenaux garnis, et je n'ai pas trouvé une arme ! vos canons ont été vendus, le vol a été érigé en système, les ressources de l'état sont épuisées ; on a eu recours à des moyens vexatoires, réprouvés par la justice et le bon sens ; on a livré le soldat sans défense. Où sont-ils les braves, les cent mille camarades que j'ai laissés couverts de lauriers ? que sont-ils devenus ? ils sont morts !..... »

Dans une seconde proclamation, il s'exprimait ainsi. « La république est mal gouvernée depuis deux ans ; vous avez espéré que mon retour mettrait un terme à tant

de maux ; vous l'avez célébré avec une union qui m'impose des obligations que je remplis. Vous remplirez les vôtres ; vous seconderez votre général avec la fermeté et la confiance que j'ai toujours vues en vous. La liberté, la victoire et la paix replaceront la république française au rang qu'elle occupait en Europe, et que l'ineptie et la trahison ont pu seules lui faire perdre. »

Le soldat applaudit, et le 19 brumaire voit rassemblés à Saint-Cloud, les autorités constituées, Bonaparte et la brave garnison de Paris. Le conseil des cinq cents délibérait ; Bonaparte entre dans la salle ; aussitôt le conseil est en mouvement. « Un général est ici, disent plusieurs voix : que veut ici Bonaparte? hors la loi : point de dictateur. » On crie, on menace Bonaparte, on allait le frapper..... Le général Lefebvre avec quelques grenadiers le garantissent du danger qui le menaçait. Il quitte la salle. Lucien Bonaparte présidait le conseil ; on le menace ; il se dépouille de son écharpe. Au même instant, entrent des grenadiers, ils se portent vers le bureau,

placent Lucien au milieu d'eux, et le conduisent dans les cours. Un moment aprés, des tambours battent le pas de charge, les grenadiers se présentent et forcent les députés d'évacuer la salle.

Reçu au milieu du conseil des anciens, Bonaparte disait : « ..... Le conseil des anciens est investi d'un grand pouvoir ; mais il est encore animé d'une plus grande sagesse ; ne consultez qu'elle et l'immensité des dangers ; prévenez les déchiremens ; évitons de perdre ces deux choses pour lesquelles nous avons fait tant de sacrifices, la liberté, l'égalité... » Pendant ce discours, Bonaparte fut interrompu lorsqu'il promit de sauver la république et la liberté ; Qui nous le garantira ? dit une voix. « Grenadiers, s'écria le général en se retournant vers ses compagnons d'armes, dites si je vous ai jamais trompés quand je vous ai promis la victoire ». Dans un moment d'un noble enthousiasme il s'écrie : « Souvenez-vous que la fortune et le dieu de la victoire sont avec moi. »

Le grand mouvement du 18 brumaire

fut terminé dans vingt-quatre heures. Les ennemis de Bonaparte, de l'ordre et des lois furent réduits à l'impuissance, et ne purent résister au génie du héros de la France, qui se montra avec un appareil plus menaçant que formidable, renversa en un instant, constitution, corps législatif, directoire. Bonaparte, comme dans ses belles campagnes d'Egypte et d'Italie, resta maître du champ de bataille avant que l'ennemi sût s'il devait combattre. Le beau mouvement du 18 brumaire a obtenu l'assentiment de la majorité, les éloges des gens de bien, l'admiration de l'Europe. Il a donné à la France un gouvernement, de sages lois, et préparé de plus grands bienfaits. Le premier pas vers la félicité générale fut le résultat de cette immortelle journée.

Un gouvernement provisoire avait été formé pour s'occuper sur-le-champ d'une nouvelle constitution; elle fut publiée à Paris, le 24 brumaire. Bonaparte fut nommé premier consul. Les premières démarches qu'il tenta furent pour obtenir la paix. Les

réponses évasives et machiavéliques de nos ennemis prouvèrent au premier consul, qu'il fallait se préparer à de nouveaux combats, à de nouveaux triomphes.

L'ordreen France était rétabli ; sous l'égide des lois protectrices, le citoyen obéissait aux lois, et secondait le gouvernement consulaire ; la Vendée était pacifiée ; mais il fallait ramener la victoire sous nos drapeaux, réparer des erreurs, peut-être des crimes ; venger le sang des braves que l'ineptie, la trahison et la faiblesse avaient fait verser.

Bonaparte ordonne, et quatre-vingt mille hommes suivent ses pas ; les Alpes sont une seconde fois franchies à la manière d'Annibal ; les monts Saint-Bernard, le Simplon et le Saint-Gothard sont traversés malgré les neiges, les rochers escarpés, et les avalanges. Le 10 prairial, le Tesin est passé, et l'armée française entre dans Milan. Bientôt elle passe le Pô, après avoir culbuté et mis en déroute l'ennemi, s'être emparée de tous ses magasins et de ses pièces d'artillerie. C'est au moment où les destins

vont prononcer, où la victoire va couronner le nouveau Scipion ou le moderne Annibal, que Bonaparte dit à son armée.

« Soldats, un de nos départemens était tombé au pouvoir de l'ennemi; la consternation était dans tout le midi de la France; la plus grande partie du territoire ligurien était envahie. La république cisalpine, anéantie dès la campagne passée, était devenue le jouet du grotesque régime féodal. Soldats, vous marchez, et déja le territoire français est délivré! la joie et l'espérance succèdent dans notre patrie à la consternation et à la crainte; vous rendez la liberté et l'indépendance au peuple de Gênes, il est pour toujours délivré de ses éternels ennemis. Vous êtes dans la capitale de la Cisalpine; l'ennemi, épouvanté, n'aspire plus qu'à regagner ses frontières; vous lui avez enlevé ses hôpitaux, ses magasins, ses points de réserve; le premier acte de la campagne est terminé. Des millions d'hommes, vous l'entendez tous les jours, vous adressent des actes de recon-

naissance. Mais aura-t-on donc impunément violé le territoire français; laisserez-vous retourner dans ses foyers l'armée qui a porté l'alarme dans vos familles ? Vous courez aux armes!.... Eh bien! marchez à sa rencontre; opposez-vous à sa retraite; arrachez-lui les lauriers dont elle s'est emparée; et par-là, apprenez au monde que la malédiction du destin est sur les insensés qui osent insulter le territoire d'un grand peuple. Le résultat de tous nos efforts sera : *Gloire sans nuages, paix solide.* »

Le général autrichien Mélas avait fait fortifier un pont sur le Pô, en face de Plaisance; il le fit couper. Le 17 prairial, deux demi-brigades passent le fleuve à Noceto, et pénètrent dans Plaisance; cette ville est au pouvoir des Français. Cependant Gênes avait capitulé, et Massena, pour rendre la vie aux Gênois mourans de faim, avait été obligé de proposer au général Ott, de consentir que l'armée française, sortant de Gênes avec armes et bagages, se réunît à celle du général Suchet.

L'avant-garde de l'armée française est

devant Montebello. Là se livre un de ces combats cruels, où les soldats, animés par la gloire, se disputent l'honneur de vaincre. Montebello fut pris et repris; les Français eurent un instant quelque désavantage; mais l'arrivée de la division du général Watrin rétablit nos affaires, le courage impétueux l'emporta; les Autrichiens ployèrent et se retirèrent promptement sur la Voghera, abandonnant le champ de bataille aux Français. Bonaparte assista lui-même à la bataille de Montebello: l'heureux événement de ce combat fut pour lui d'un bon augure; mais les chefs de l'armée autrichienne furent découragés.

Peu d'heures après la bataille de Montebello, le général Desaix, qui avait rendu de si grands services à l'armée d'Orient en Egypte, arriva au quartier-général à Bronni.

Le lendemain, Tortone fut environné par nos troupes. Bonaparte, avec sa garde à cheval et une pièce d'artillerie légère, côtoya Maringo; on le vit traverser la plaine, examiner attentivement le terrein,

méditer profondément et donner fréquemment des ordres.

On lui amena plusieurs déserteurs, des prisonniers, et entre autres un officier de la légion de Bussy portant la croix de Saint-Louis. Le premier consul les questionna tous avec intérêt; mais rien ne peut exprimer leur surprise lorsqu'on leur dit : *celui à qui vous venez de parler, qui a cette redingote, est Bonaparte.*

L'armée vint coucher à San-Juliano : il était onze heures du soir.

Nous transcrivons ici les détails relatifs au combat de Maringo, tels qu'ils ont été extraits des papiers officiels.

Le 23 prairial, à la pointe du jour, quelques coups de canons tirés à l'avant-garde, firent mettre en un clin d'œil une partie de l'armée sous les armes. A huit heures, l'ennemi avait déployé peu de moyens de vigueur ; il tâtonnait les endroits faibles, et faisait ses dispositions en conséquence. Notre armée se forma aussitôt sur deux lignes, ayant les ailes soutenues d'un gros de cavalerie.

On ne fut instruit véritablement, au quartier-général, des intentions de l'ennemi que sur la fin de la matinée, car alors il se déploya successivement sur trois colonnes.

Le consul monta à cheval à onze heures, et se porta rapidement sur le champ de bataille, où il trouva l'action engagée sur tous les points : on se battait de part et d'autre avec un égal acharnement; le canon et la mousqueterie s'animaient de plus en plus; un très-grand nombre de blessés, tant de la cavalerie que de l'infanterie, conduits et portés par leurs camarades, rétrogradaient d'une manière effrayante. La ligne des ennemis prit alors une si grande étendue, qu'elle tenait plus de deux lieues. La Bormida, quoique rapide et profonde, était néanmoins guéable en plusieurs endroits. Les ennemis marquaient vers le pont un acharnement incroyable; mais le point principal de l'action fut à San-Stephano. De cet endroit ils pouvaient gagner Voghera avant nous, et nous couper toute retraite : aussi tous leurs efforts se diri-

gèrent-ils sur cette partie la plus faible : on ne douta plus alors qu'on n'eût affaire à toutes les forces autrichiennes réunies.

Des ordres furent donnés aux troupes disponibles qui étaient sur les derrières, d'arriver promptement ; mais le corps de réserve, que commandait Desaix, était encore fort loin. L'aile gauche, sous les ordres du général Victor, faisait un mouvement rétrograde ; l'infanterie se retirait et la cavalerie était vivement repoussée ; le feu se rapprochait : au centre un roulement épouvantable se fit entendre et cessa tout-à-coup sur la Bormida.

Bonaparte, instruit que la réserve du général Desaix n'était pas encore prête, se porta lui-même à la division Lannes, pour ralentir son mouvement de retraite. Cependant l'ennemi s'avançait : Bonaparte ordonna différens mouvemens à la soixante-douxième brigade ; il voulut même prendre l'ennemi en flanc, et charger à la tête de cette demi-brigade ; mais un cri sortit de tous les rangs : *Nous ne voulons pas que le premier consul s'expose.*

La retraite se fit bientôt par échiquier, sous le feu de quatre-vingts pièces d'artillerie qui précédaient la marche des bataillons autrichiens, et vomissaient dans nos rangs une grêle de boulets et d'obus. Rien ne put ébranler nos bataillons ; ils se serrèrent et manœuvrèrent avec autant de sang-froid que s'ils eussent été à l'exercice ; les rangs qui venaient d'être éclaircis se trouvaient aussitôt remplis par d'autres braves : jamais on ne vit un mouvement plus régulier et plus imposant.

L'ennemi se croyait assuré de la victoire ; une cavalerie nombreuse, soutenue de plusieurs escadrons d'artillerie légère, déborda notre droite et menaça de tourner l'armée.

Les grenadiers de la garde des consuls, qui n'avaient pas encore pris une part active au combat, s'avancèrent pour soutenir la droite, et reçurent trois charges successives sans être ébranlés : ils entourent leurs drapeaux et leurs blessés en bataillon carré, épuisent leurs cartouches, se hâtent len-

tement et avec ordre, et regagnent l'arrière-garde, étonnée de leur sang-froid.

Cependant on battait en retraite de toutes parts, le centre fléchissait; l'ennemi dépassait et tournait nos ailes : à l'aile droite sur-tout il paraissait avoir un succès marqué; vers l'aile gauche, il pouvait nous prévenir au quartier-général. La garnison de Tortone, découvrant notre déroute, venait de faire une sortie : de tous côtés nous étions enfoncés.

Bonaparte, toujours au centre, encourageait le reste des braves qui défendaient la route et le défilé qu'elle traversait, fermés d'un côté par un bois, et de l'autre par des vignes très-élevées et touffues. Le village de Maringo flanquait à gauche cet endroit mémorable.

Que de sang fut versé dans ce lieu! Que de braves gens y périrent! Le courage le plus indomptable eut sans cesse à lutter contre le nombre croissant d'ennemis acharnés; notre artillerie, en partie démontée ou prise, avait peu de munitions; trente pièces de canon, activement servies, fou-

droyaient, coupaient en deux les hommes et les arbres, dont les branches dans leur chûte écrasaient encore les malheureux qui n'étaient que blessés.

Enfin, à quatre heures après midi, dans un rayon de deux lieues au plus, il ne restait pas six mille hommes d'infanterie présens à leurs drapeaux, mille chevaux et six pièces de canon en état de faire feu : un tiers de l'armée était hors de combat : le défaut de voitures pour le transport des malades, fit que plus d'un tiers était occupé à ce service : La faim, la soif et la fatigue avaient forcé un grand nombre d'officiers de s'absenter, et l'on sait ce que produit l'absence des chefs. Les tirailleurs pour la plupart avaient perdu la direction de ceux qui les guidaient ; enfin ce qui restait de l'armée, occupé à défendre vigoureusement le défilé dont nous avons parlé, ne songeait nullement à ce qui se passait derrière.

Dans ce moment affreux, où les morts et les mourans jonchaient la terre, Bo-

naparte bravait la mort au milieu des boulets qui soulevaient la terre sous les jambes de son cheval : au milieu de tous les combattans qui tombaient autour de lui à chaque instant, il donnait des ordres avec son sang-froid ordinaire ; il voyait approcher l'orage sans le craindre. Tous ceux qui l'appercevaient, oubliant le danger qui les menaçait eux-mêmes, disaient : *S'il allait être tué ! Pourquoi ne se retire-t-il pas ?*

L'ennemi ne pouvant forcer le défilé sur lequel s'était reployée la plus grande partie de nos troupes combattantes, avait établi une ligne formidable, sous la protection de laquelle il jetait son infanterie dans les vignes et les bois ; la cavalerie, rangée en bataille par derrière, n'attendait que le moment de nous en voir chassés, pour se précipiter sur nos rangs épars : si ce dernier malheur fût arrivé, tout était perdu sans ressource, et Bonaparte eût été pris ou tué.

Cependant la fortune et la victoire, qui pendant une grande partie de la

journée semblaient avoir abandonné nos drapeaux, allaient au devant des divisions de Monnier et Desaix; fidèles à Bonaparte, elles vinrent planer sur leurs têtes et leur servir de guides.

Malgré dix lieues d'une marche forcée, ces divisions arrivèrent au pas de course; elles avaient oublié leurs besoins, et n'étaient pressées que du desir de nous venger. L'affluence des fuyards et des blessés qu'elles rencontraient aurait pu attiédir leur courage; mais les yeux fixés sur Desaix, elles ne savent avec lui que braver les dangers et voler à la gloire.

Du plus loin que l'on apperçut ces renforts, l'espérance et la joie rentrèrent dans tous les cœurs. L'ennemi, harassé et fatigué de ses succès, qui lui coûtaient si cher, voyait nos braves se multiplier; ils ignoraient les secours qui arrivaient, et étaient résolus de périr dans ces nouveaux Thermopyles plutôt que de rétrogader.

Le général Mélas commit une grande faute dans cette journée : trouvant trop d'obstacles au centre, il crut en étendant

ses ailes nous cerner et nous couper entièrement ; il y porta ses forces, s'imaginant avoir assez masqué son mouvement, et pouvoir nous contenir par son artillerie. C'est ainsi que ne pouvant découvrir ce qui se passait de notre côté, et ignorant le renfort qui nous arrivait, il se prépara un revers inévitable. Bonaparte, toujours placé au poste d'honneur et à qui rien n'échappait, saisit l'occasion ; les ordres volèrent de toutes parts.

Aussitôt que le premier bataillon de la division du général Desaix eut atteint la hauteur, il se forma en colonnes serrées; chacun garda sa distance ; chacun reçut ses instructions.

Bonaparte, le général en chef, les généraux, les officiers de l'état-major parcoururent les rangs, et par-tout inspirèrent la confiance qui précède et enfante les grands succès. Cette opération dura une heure, qui fut terrible à passer; car l'artillerie autrichienne nous foudroyait; chaque volée emportait des rangs entiers : on recevait la mort sans bouger, et le soldat resser-

rait les rangs sur les cadavres de ses camarades.

Tout est prévu, tout est calculé ; les bataillons bouillonnent d'impatience : le signal est donné, le terrible pas de charge se fait entendre, tous les corps s'ébranlent à-la-fois : la fougue française, telle qu'un torrent, extermine tout ce qui s'oppose à son passage ; en un clin d'œil le défilé est franchi ; par-tout l'ennemi est culbuté : mourans, vivans, blessés et morts sont foulés aux pieds.

Chaque chef, parvenu sur le revers du défilé, et prêt à entrer dans la plaine, fait ranger sa division en bataille ; notre ligne présente alors un front formidable ; on met en batterie les pièces d'artillerie à mesure qu'elles arrivent : elles vomissent la mort à bout portant sur les ennemis épouvantés. Ils reculent ; leur immense cavalerie charge en masse avec fureur ; mais le feu continuel et nourri de la mousqueterie, la mitraille et la terrible baïonnette l'arrêtent court. Un de leurs caissons saute en l'air et met le désordre

dans leurs rangs ; ce désordre naissant se cache dans la fumée : les cris des vainqueurs et des vaincus augmentent la terreur ; enfin tout s'ébranle, tout ploie, tout fuit. La cavalerie française, profitant de ce commencement de déroute, se précipite dans la plaine, et, par son audace, cache son petit nombre : sans crainte d'être entamée, elle marche à l'ennemi ; à droite, Desaix saute les fossés, franchit les haies, culbute, foule, écrase tout ce qui s'oppose a son passage ; sur la gauche, la division rivalise en vîtesse, emporte Maringo et vole vers la Bormida.

Le général Murat, avec sa cavalerie et le centre de l'armée, s'avança alors dans la plaine à demi-portée du canon : il inquiéta le centre de l'ennemi, précipita et suivit son mouvement, tint en échec un corps énorme de cavalerie qui ne put manœuvrer que sous le feu de trois pièces de canon et d'un obusier. Notre infanterie fut prête à le tourner, ayant moins de distance à parcourir pour arriver au

pont, et lui couper à notre tour le point principal de sa retraite.

L'intrépide Desaix, ayant obliqué vivement à droite sur Santa-Stephano, coupa entièrement l'aile gauche autrichienne : au même instant, Kellermann fils, avec huit cents chasseurs réunis de plusieurs régimens, fit mettre bas les armes à six mille grenadiers hongrois. Le général Zag, chef de l'état-major, fut pris par un cavalier du deuxième régiment.

C'est en cet instant que fut frappé le général Desaix : sa mort enflamma d'une nouvelle ardeur les braves qu'il commandait; ils jurèrent tous de le venger, et se précipitèrent avec fureur sur la première ligne de l'infanterie ennemie, qui résista après s'être repliée sur la seconde ligne.

L'ennemi avait encore une troisième ligne d'infanterie soutenue du reste de l'artillerie et de la cavalerie; on marcha avec impétuosité contre cette ligne, qui fut mise en déroute et obligée de se retirer avec précipitation.

Les Autrichiens en désordre arrivèrent

sur le pont de la Bormida : on s'y battit pendant une heure dans les ténèbres. La nuit sauva leur armée.

Cette journée coûta à l'ennemi douze drapeaux, vingt-six pièces de canon, treize mille hommes, dont trois mille tués, trois mille blessés et sept mille faits prisonniers; sept de ses généraux, et plus de quatre cents de ses officiers furent blessés.

Les Français eurent un grand nombre de tués, deux mille blessés et douze cents faits prisonniers: parmi les blessés se trouvèrent quatre généraux de brigade.

Jamais combat ne fut plus opiniâtre; jamais victoire ne fut disputée avec plus d'acharnement : les deux armées se trouvèrent engagées pendant quatorze heures à portée du mousquet.

Cette journée suffit pour soumettre à notre pouvoir toutes les places de la Lombardie, toutes celles du Piémont, et cette ville de Gênes défendue avec tant de courage et d'habileté.

Le général Mélas, après la perte de

la bataille, avait encore des forces auss nombreuses que celles des Français ; mais tous ses magasins étaient en notre pouvoir, et son armée manquait de subsistances. Il envoya au quartier-général le général Skal pour traiter de la convention, dont voici les principaux articles :

Les châteaux de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, de Turin, de Pizzigitone, de Véronne, de Plaisance, seront remis à l'armée française, du 27 prairial au 1er messidor, ou du 16 au 20 juin.

La place de Coni, les châteaux de Ceva, Savonne, la ville de Gênes, seront remis à l'armée française, du 16 au 24 juin, ou du 27 prairial au 2 messidor.

Le fort Urbain sera remis le 26 juin (17 messidor). L'armée autrichienne se rendra à Mantoue, par Plaisance, en trois colonnes, suivant les époques où elles doivent se mettre en marche.

Il y aura armistice et suspension d'hostilités entre l'armée française et l'armée d'Italie jusqu'à la réponse de la cour de Vienne.

Quelle que soit la réponse de la cour de Vienne, aucune des deux armées ne pourra attaquer l'autre qu'en se prévenant deux jours d'avance.

Bonaparte vainqueur revint à Milan pour veiller à l'exécution des articles de l'armistice, qui furent remplis avec exactitude.

Un congrès est bientôt établi à Lunéville, malgré les intrigues des Anglais, et la rupture de l'armistice sur le Rhin et en Italie. Moreau a triomphé à Hohenlinden, et Brune, qui a passé l'Adige, l'Alpone, la Féasséna et la Brenta, a surmonté tous les obstacles ; il est aux portes de Venise : une nouvelle suspension d'armes est proposée par le conseil impérial, et acceptée pour l'Allemagne comme pour l'Italie. Le 20 pluviose la paix est conclue à Lunéville par Joseph Bonaparte, plénipotentiaire français, et par le comte de Cobentzel, ministre impérial.

« Les avantages assurés à la France par ce traité et par celui de Campo-Formio, étaient les mêmes que ceux obtenus à Léoben ; le Rhin et les Alpes devenaient

les limites françaises vers l'Allemagne et l'Italie. L'Empire cédait à la France le petit pays de Fricktal, que la maison d'Autriche avait conservé à la gauche du Rhin, dans les enclaves du canton de Bâle. Le gouvernement français se proposait de donner cette province au corps helvétique, en échange du Bas-Rhin, dont la possession livrait à la république française tous les passages de France en Italie, depuis le Simplon, sur lequel on pouvait ouvrir une route sûre.

» Il était stipulé que les princes séculiers qui perdraient des possessions à la gauche du Rhin seraient indemnisés par la voie de sécularisation d'une quantité suffisante de bénéfices princiers, à la droite du fleuve.

» La république italienne était reconnue; la maison d'Autriche conservait les provinces vénitiennes qui lui avaient été cédées par le traité de Campo-Formio; l'Adige devait servir de limites entre ces provinces et la république italienne. L'infant duc de Parme, obtenait le grand duché de Toscane, érigé en royaume;

l'empereur se chargeait d'indemniser le grand-duc, en Allemagne, des pertes par lui souffertes en Italie. Ce traité fut ratifié à Ratisbonne, le 7 mars, par la diète de l'Empire, et à Paris, le 28 ventose, par le corps législatif. »

La paix conclue avec l'Allemagne ne pouvait être plus glorieuse pour la nation française. Les consuls disaient dans leur message au corps législatif : « La paix du continent a été signée à Lunéville ; elle est telle que la voulait le peuple français. Son premier vœu fut la limite du Rhin ; des revers n'avaient point ébranlé sa volonté ; des victoires n'ont pas dû ajouter à ses prétentions. »

La fière Albion cède bientôt aux propositions loyales du premier consul ; elle consent à donner la paix au monde, et des bords de la Tamise aux rives de la Seine, un cri de joie se fait entendre, *la paix ! la paix !* le temple de Janus est fermé.

Les préliminaires de la paix avec l'Angleterre avaient été signés à Londres le

9 vendémiaire an 10 (1er octobre 1801). Le traité de paix ne fut qu'une ratification de ces préliminaires.

«Les deux puissances rétablissaient sur-le-champ entre elles les liaisons d'amitié et de bon voisinage sur terre et sur mer, dans toutes les parties du monde. Il était convenu que le gouvernement britannique restituerait à la France et à ses alliés toutes les possesions occupées par les forces anglaises dans le cours de la guerre, à l'exception de l'île de la Trinité, et des établissemens bataves dans l'île de Ceylan.

» Le port du cap de Bonne-Espérance devait rester ouvert au commerce et à la navigation des Anglais : on restituait l'île de Malte aux chevaliers maltais, et l'Egypte aux Ottomans.

» Les états du Portugal Etaient maintenus dans leur intégrité ; les Français évacuaient le royaume de Naples, les Anglais Porto-Ferrajo et tous les territoires occupés par eux sur la Méditerranée ou sur l'Adriatique ; la république française

reconnaissait l'indépendance de Corfou, de Céphalonie et des autres îles vénitiennes sur les côtes de la Grèce. »

Naples avait fait sa paix particulière, le nouveau pontife romain Pie VII avait amené la cour papale dans le palais du vatican; il avait l'approbation des Français, et avait acquis l'estime et la protection de Bonaparte.

Le héros de la France, vainqueur et pacificateur, ajoute à ses bienfaits ceux que produisent une sage administration. De retour à Paris, après la victoire de Maringo, la grande idée du bonheur des Français l'occupe tout entier. Il rétablit l'ordre dans toutes les parties du service public. Par ses soins, toutes les tables de proscriptions sont brisées, les exilés par des lois révolutionnaires sont rappelés, les déserts de Synamary ne seront plus l'effroi des victimes de la tyrannie, la fatale liste des émigrés est fermée, la loi sur les otages est abolie, une nouvelle division du territoire français et de l'administration intérieure est entreprise et terminée, les rouages

de la machine politique sont simplifiés; l'administration judiciaire est réformée, l'institution des tribunaux de conciliation et des juges de paix est ramenée à un but plus salutaire et plus utile, le code civil est confié aux talens des jurisconsultes les plus célèbres, un nouvel ordre est établi dans les finances, l'agriculture est honorée, les impôts sont mieux répartis, la contribution foncière trouve un soulagement dans l'établissement des contributions directes, enfin l'administration commerciale des Colbert et des Sully est mise en activité, les manufactures sont encouragées, et des récompenses nationales accordées à tous les genres d'industrie, à tous les arts, à tous les produits des connaissances et des talens.

Ce n'était pas encore assez pour la sollicitude paternelle du premier consul. L'anarchie avait porté des coups funestes à l'état, les mœurs avaient eté dépravées par des lois intolérantes sur les cultes, la croyance pieuse de nos aïeux avait été avilie, tournée en ridicule, méprisée; des crimes secrets, multipliés à l'infini, attes-

taient l'impuissance des lois, les progrès de l'athéisme, et le danger de l'indifférence en matière de religion. Le premier consul prend tous les cultes sous sa protection, et rend hommage à celui de la majorité.

Des milliers de victimes de nos dissentions politiques gémissaient sur des plages étrangères : le temps était venu où il fallait pardonner à l'erreur, réparer les injustices, tendre les bras à des Français qui, par leur repentir ou leur amour pour la patrie, étaient dignes de la sollicitude nationale. Une loi prudente et sage console des fugitifs accueillis par le gouvernement, par leurs concitoyens, par la France entière.

Une constitution, fille de la sagesse, de l'expérience et de la raison, exempte des vices qui hâtèrent le renversement de celles qui l'ont précédée, avait besoin de quelques changemens, ils s'opérèrent, et tout dans le gouvernement est centralisé ; la volonté réside dans un seul point, et son action maîtrise toutes les autres volontés, qui ne tendent qu'au bien de la

chose publique ; les vices des assemblées délibérantes n'existent plus ; cependant, toutes les formes républicaines sont conservées.

Des actes si multipliés d'une prévoyance attentive pour le bonheur de tous ont passé nos espérances ; ils ont porté l'étonnement dans l'ame de ses ennemis, justifié la grande opinion que les Français avaient conçue de ce nouveau Timoléon, forcé au silence de vils pamphlétaires ou de fades adulateurs, commandé l'enthousiasme, enflammé le génie de ces écrivains illustres, dignes de transmettre à la postérité les faits héroïques d'un grand homme.

Cependant les factions osèrent méditer un crime, et lorsque tout les invitait au repentir, à la reconnaissance, elles armèrent dans le silence les vils suppôts qu'elles avaient salariés. Unies pour l'exécution des plus exécrables forfaits, mais divisées lorsqu'il fallait en recevoir le prix, elles avaient juré la mort du pacificateur de l'Europe, du bienfaiteur des Français. Le 18 vendémiaire et le 3 nivose avaient été marqués

pour l'exécution des plus horribles attentats. Le ministre de la police, instruit de tous les détails de la première conspiration, alla prendre les ordres du premier consul. « *Ce ne sont point mes affaires, répondit-il, ce sont les vôtres. — Vous irez à l'opéra? — Sans doute.* »

Les conspirateurs furent punis; la ville de Paris, le préfet de la Seine, les maires et adjoints des douze municipalités de Paris vinrent témoigner à Bonaparte leur indignation sur l'attentat médité contre lui. « Dites à vos concitoyens, disait le premier consul, que gouverner la France après dix ans d'événemens aussi extraordinaires est une tâche difficile; elle ne sera pas impossible à remplir, aidé par des magistrats estimables, et soutenu par l'espérance d'assurer le bonheur de la nation et de mériter son estime. »

Le citoyen Bigot-Préameneu, s'entretenant avec Bonaparte de ce complot, exprimait les regrets du tribunal de cassation, de ne s'être pas présenté pour lui témoigner

ses sentimens; mais que, comme il serait possible que les coupables fussent poursuivis criminellement, et que cette affaire ressortît du tribunal de cassation, il voulait rester impassible, autant au moins qu'il le pourrait. Bonaparte lui répondit: « Citoyen Préameneu, plût au ciel que depuis dix ans nos tribunaux eussent toujours eu ces principes! que de victimes de moins!....»

Le 3 nivose, des scélérats subalternes avaient placé dans la rue Saint-Nicaise, une petite voiture chargée d'un gros baril rempli de poudre, de mitrailles et de gargousses, et devaient y mettre le feu à l'instant que Bonaparte traverserait cette rue pour aller à l'Opéra. Bonaparte y passa effectivement; mais le ciel permit que l'explosion n'eut lieu qu'après que sa voiture fut passée. Les scélérats furent découverts, ils ont expié leur attentat sur l'échafaud; les chefs de cette conspiration restèrent ignorés; ils ne sont maintenant que trop connus.

Les gens de tous les pays furent indignés de ce double attentat, et apprirent avec

satisfaction que les jours du premier consul avaient été conservés, et que les coupables étaient punis.

De grands événemens occupaient alors l'Europe. Paul Ier avait été cruellement assassiné par Subow et quelques soldats de sa garde. Son successeur, Alexandre, jaloux de maintenir son empire en paix, renouait ses anciennes liaisons entre les Russes et les Anglais. Des négociations entamées en Allemagne pour l'exécution du traité de Lunéville étaient terminées à la satisfaction des parties intéressées, et le *conclusum* de la diète fut émis; en Toscane, les Français donnaient la couronne et le titre de roi à un prince de la maison d'Espagne; dans les Antilles, le général Leclerc rétablissait à Saint-Domingue le régime des lois, et son armée, par des prodiges de valeur, mettait fin au brigandage. Une *consulta* italienne avait été assemblée à Lyon : elle publia pour ces contrées une constitution nouvelle en quinze titres. Le premier consul de la république française, Napoléon Bonaparte fut nommé président de cette répu-

blique italienne; les Italiens, par l'organe du cit. Prina, témoignèrent toute leur reconnaissance au héros qui avait créé leur république, et qui l'avait défendue. « Notre confiance, disaient-ils, doit être égale à l'admiration que nous inspire le héros à qui nous devons notre bonheur ». Dans les montagnes helvétiques la discorde agitait ses torches funèbres; le premier consul offre sa médiation : les Suisses mettent bas les armes, se réunissent, et bientôt ils ont un gouvernement, une constitution et la paix.

Une grande nation, faite pour juger les héros et apprécier les belles actions, devait se montrer magnifique dans ses récompenses; mais la munificence nationale était réduite à l'impuissance : des statues, des honneurs, des dignités, des titres paraissaient insuffisans pour une si grande renommée, pour de si glorieux travaux, pour des services aussi signalés. C'est alors que le sénat conservateur de la république française, cette première autorité constitutionnelle, prend l'initiative, devient l'organe

de la nation entière, et désigne Bonaparte *consul à vie.*

Le héros doit-il accepter ce bienfait, et voudra-t-il se charger encore d'une mission pénible sans avoir obtenu le consentement du peuple? Bonaparte se rappelle ces mots adressés à Trajan, par Pline, son panégyriste: « César, si tu veux juger ceux qui t'entourent, tu t'en rapporteras à l'opinion publique; c'est elle qu'il faut voir, c'est elle qu'il faut entendre, et non pas quelques hommes; car quelques hommes peuvent séduire, mais personne n'a trompé un peuple entier, comme un peuple entier n'a jamais trompé personne. »

Bonaparte remercia le sénat conservateur dans son message. « Le suffrage du peuple m'a investi de la suprême magistrature; je ne me croirais pas assuré de sa confiance, si l'acte qui m'y retiendrait n'était sanctionné par son suffrage. Dans les trois années qui viennent de s'écouler, la fortune a souri à la république, mais la fortune est inconstante, eh combien d'hommes qu'elle avait comblés de ses fa-

veurs ont vécu trop de quelques années ! L'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur sembleraient avoir marqué le terme de ma vie publique où la paix du monde est proclamée ; mais la gloire et le bonheur du citoyen doivent se taire quand l'intérêt de l'état et la bienveillance publique l'appellent. Vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice ; je le ferai, si le vœu du peuple me commande ce que votre suffrage autorise. »

Un sénatus-consulte émané d'une grande autorité pouvait suffire au mortel ambitieux, mais le héros modeste veut la ratification du peuple ; les consuls ses collègues sont chargés de la demande du fardeau d'une *réélection anticipée*, et Bonaparte, comme disait un des tribuns, ne consentant à le porter que pour le peuple, ce n'est que par lui qu'il veut en recevoir l'obligation.

Le peuple français, après avoir consulté ses intérêts, l'honneur national, l'utilité de tous, et le bonheur des Français, s'empresse d'acquitter la dette de la justice

et de la reconnaissance ; c'est à une très-grande majorité qu'il émet ce vœu :

Napoléon Bonaparte sera consul à vie.

Ce héros était digne de cet honneur, et tous les jours il s'acquitte par ses bienfaits de la dette qu'il a contractée envers le peuple. Par ses soins, le temple de Janus est fermé, l'oubli des maux cruels faits à la patrie devient tous les jours plus réel, le bien qui s'opère nous console, le présent nous laisse l'espérance, l'avenir nous offre le bonheur, la prospérité publique, qui tous les jours prend un nouveau degré d'accroissement, présage les plus beaux jours des plus illustres consulats de Rome; le peuple français et tous les peuples policés sont forcés d'avouer que, par ses vertus, sa valeur, ses bienfaits et son génie, Bonaparte est digne de l'estime universelle, du poste honorable qui lui a été confié, et de sa grande renommée.

BONNARD.

TANDIS que les généraux en chef des armées françaises occupaient toutes les bouches de la renommée, une foule de généraux du second ordre effaçaient, par leur bravoure et leurs connaisances dans l'art militaire, les exploits qui rendirent fameuses les batailles des guerres précédentes. Les uns sortaient tout-à-coup de l'obscurité par une action d'éclat; d'autres, moins favorisés par le hasard, ne laissaient pas échapper l'occasion de se signaler lorsqu'elle se présentait; tous, dans le poste qu'ils occupaient, rendirent à la patrie des services dont le souvenir sera toujours cher aux Français.

Bonnard, confondu d'abord dans les rangs des soldats qui volèrent des premiers à la défense de la patrie, ne tarda pas à se faire connaître; son avancement ne fut l'ouvrage que de ses talens mi-

litaires, de sa bonne conduite, de l'estime de ses chefs et de ses compagnons d'armes. Le général Carteaux fut plusieurs fois témoin de sa bravoure; il s'empressa de le récompenser en l'élevant au grade d'officier, et se l'attacha en qualité d'aide-de-camp, dans la guerre qui eut lieu en 1793 contre Marseille et Toulon.

Bonnard ne tarda pas à prouver qu'il était digne de ce choix; il se distingua dans plusieurs rencontres, et mérita de plus en plus la confiance de ses chefs. Le général Carteaux ne crut pouvoir mieux reconnaître les services qu'il avait rendus à son armée, qu'en le chargeant de l'honorable mission de porter à la convention nationale trois drapeaux pris sur les rebelles de Marseille. Le 31 août 1793, Bonnard parut à la barre de la convention, portant d'une main ces trois drapeaux, et de l'autre une épée; aussitôt les plus vifs applaudissemens se firent entendre.

« Citoyen président, dit-il, j'arrive de l'armée des Alpes; notre camp est situé aux portes de Marseille; les rebelles occu-

paient cinquante lieues du territoire de la république; ils en ont été chassés, battus et défaits en trois semaines; deux cent cinquante des leurs sont restés sur le champ de bataille à Salons; armes, canons, habillemens, tout leur a été pris : un des commandans de Marseille a été tué dans les vignes, en se sauvant avec sa troupe; j'ai ramassé son épée pour armer le premier brave Parisien qui partira aux frontières.

» Nous occupons Aix et toutes les villes voisines : voilà, citoyen président, les trois drapeaux que vous présente le général Carteaux, c'est tout ce que les rebelles possédaient; ils se sont sauvés jusqu'à Marseille. Il y a deux mois, citoyen président, que j'ai apporté à la convention nationale l'adresse de Grenoble et le vœu de toute l'armée; eh bien, citoyens représentans, pas un seul soldat n'a manqué à sa parole; mourir à leur poste! vive la convention et la république! la mort aux rebelles! voilà quel est leur serment.

Je dois, citoyens représentans, vous entretenir un moment des vœux de toute

l'armée, et de ce dont elle m'a chargé. L'armée est très-faible ; et si les rebelles n'eussent point été lâches et armés pour une mauvaise cause, nous aurions peut-être eu le dessous. Au nom de toute l'armée je vous demande seulement deux cent cinquante hommes de troupes à cheval, dont cent hommes de gendarmerie de Paris, cent hommes de dragons qui sont à l'école militaire ou à Versailles, et cinquante hommes de hussards, que je prendrai, d'après vos ordres, dans la légion dont le dépôt est à Mâcon. Je les conduirai moi-même à l'armée, et je réponds qu'ils se couvriront de gloire ; j'en connais une partie. Si nous étions attaqués vivement, nous ne pourrions protéger la retraite de nos troupes, de nos vivres et munitions : il est même impossible de placer ses pièces de canons, si l'on n'a pas en avant de la cavalerie pour sonder le terrein. L'armée, qui se conduit bien, compte sur votre justice et mon exactitude. Je pars le 9 septembre pour me rendre à mon poste. Vous ne pouvez refuser sa demande, tant pour sa tranquil-

lité que pour le bien général de toute la république, pour laquelle nous mourrons tous plutôt que de céder. »

Cette harangue militaire fut favorablement accueillie. « Vaincre ou tomber avec gloire, lui répondit le président, voilà la destinée des défenseurs de la liberté. La convention reçoit avec transport les gages précieux de votre courage et du triomphe de la république. Dites à vos frères d'armes que les représentans du peuple sont contens de leur bravoure; dites-leur que nous acquitterons envers eux la dette de la patrie, en accueillant les justes demandes que vous venez de nous présenter en leur nom; dites-leur que nous déploierons ici contre les ennemis de la république l'énergie qu'ils montrent dans les combats. La convention vous invite aux honneurs de la séance. »

Bonnard rejoignit l'armée; il y soutint la réputation de bravoure qu'il s'était faite dès son début dans la carrière des armes, et mérita de plus en plus la confiance de ses chefs. Après trois campagnes où ses talens et son habileté ne s'étaient pas dé-

mentis, il fut créé général de division à l'armée du Rhin.

Il serait difficile de détailler les diverses affaires dans lesquelles il prouva qu'il savait aussi bien commander que se battre; il faudrait décrire une foule de combats où les talens des chefs se confondirent souvent pour ne former qu'un seul et même trophée; mais nous ne saurions passer sous silence la part glorieuse qu'il eut à la bataille d'Altenkirchen. A cette fameuse bataille gagnée en l'an 4 par l'armée de Sambre-et-Meuse, le général Bonnard eut occasion de développer ses talens militaires. La victoire, dans cette journée, dépendait en quelque sorte de l'impétuosité avec laquelle l'ennemi devait être attaqué. Bonnard avait ordre de marcher rapidement à Lintz, par la route du Rhin, et de se porter de-là sur Wisbach avec quelques bataillons. En vain les Autrichiens tentèrent d'arrêter sa marche; obligé de passer par des défilés très-étroits, il força les retranchemens qui s'opposaient à son passage, et parvint à sa destination, malgré la ré-

sistance la plus opiniâtre de l'ennemi.

Au mois de fructidor an 6, lorsque l'Angleterre s'occupait de susciter une nouvelle guerre à la France et de former une seconde coalition, le général Bonnard, placé dans les départemens réunis, commandait toute l'aile droite de l'armée d'Angleterre, et s'occupait de mettre à l'abri d'une invasion toute l'étendue des postes qui étaient successivement menacés par l'escadre anglaise en croisière sur les côtes de la Hollande. Ses dispositions furent faites avec tant de sagesse, que l'ennemi aurait infailliblement été repoussé, quand il aurait attaqué plusieurs postes à-la-fois.

Il restait encore au général Bonnard un autre genre de gloire à acquérir. En l'an 7 le directoire exécutif jeta les yeux sur lui pour rétablir la tranquillité dans les neuf départemens réunis. Quelques troubles avaient éclaté dans ces provinces conquises, où des déserteurs autrichiens s'étaient introduits en assez grand nombre. Plusieurs bandes de brigands, contre lesquels les lois étaient impuissantes, se-

maient le désordre et l'épouvante dans les campagnes; il fallait un homme ferme et prudent pour arrêter le cours de ces excès, qui menaçaient de devenir encore plus dangereux si le gouvernement n'y apportait un prompt remède. Le général Bonnard, chargé de ce soin, se disposait à poursuivre les perturbateurs, et à ramener la paix dans les départemens soumis à son commandement; mais il n'eut pas le temps de remplir sa mission; le général Collaud, auquel il avait succédé, s'étant justifié auprès du directoire des reproches qui avaient motivé son rappel, venait d'être réintégré dans son commandement.

En messidor an 8, Bonnard, commandant de la vingt-quatrième division militaire, reparut à Bruxelles; il s'occupait de mettre les côtes en état de défense; les Anglais se montraient toujours à l'embouchure de l'Escaut.

Le 18 brumaire et la paix permirent enfin à nos guerriers de se reposer de tant de fatigues, et l'estime publique devint la récompense de leurs glorieux travaux.

Le général Bonnard fut jugé digne par le gouvernement consulaire de commander dans ces mêmes départemens où il avait été précédemment envoyé pour y ramener la tranquillité et les mettre à l'abri d'une invasion de la part des Anglais. Il fut confirmé dans le commandement de la vingt-quatrième division militaire, et sut mériter, dans ce poste honorable, l'estime et la reconnaissance des habitans.

BONNAUD.

LORSQUE nos neveux liront les prodiges opérés par les armées françaises, ils se croiront transportés au pays des songes et des chimères; en effet, l'immortelle journée de Maringo, le passage du Rhin, la conquête de la Hollande au milieu des glaces, surpassent tout ce que les romanciers ont imaginé de merveilleux pour étonner leurs lecteurs; ici, la vérité toute nue l'emporte sur les combinaisons presque inépuisables de leurs fictions romanesques.

Empressons-nous de payer à ces braves armées notre tribut d'admiration; hâtons-nous de transmettre à la postérité les noms de ces guerriers auxquels la victoire resta constamment fidèle; qu'ils vivent dans le souvenir des hommes aussi long-temps que ces derniers priseront la véritable gloire! Bonaparte, Moreau, nous n'affaiblirons pas l'éclat de vos conquêtes, en détour-

nant sur des guerriers moins fameux quelques rayons de votre gloire; vos triomphes se composent aussi de leurs succès, comme de la valeur du soldat; leur rendre cet hommage, c'est imiter le noble exemple que vous avez vous-même offert au monde.

Le général Bonnaud fut un de ces guerriers qui contribuèrent aux succès éclatans de l'armée du Nord : il avait embrassé de bonne heure la carrière des armes; cette guerre lui offrit une occasion favorable de servir sa patrie, et il s'empressa de suivre l'ivresse générale qui précipitait les Français aux frontières. Il avait déja mérité en 1794 le grade de général de division, et il prouva, dans plusieurs combats, que ses talens et son audace le rendaient digne du commandement. L'ennemi fit dans cette campagne les plus grands efforts pour empêcher les Français de pénétrer dans la West-Flandre; il avait à réparer les pertes de Courtray, de Menin, de Mouqueron; et ces échecs, loin d'avoir abattu sa constance, semblaient avoir doublé ses forces et son courage. Il rassembla tout-à-coup une

grande partie de ses troupes qu'il tenait ordinairement au centre, et attaqua l'armée française avec la plus grand vigueur. Plusieurs postes importans tombèrent en leur pouvoir malgré la résistance opiniâtre des Français; Pont-à-Marck, Launoy, Turcoing et Mouraux furent contraints de se rendre; déja l'ennemi, fier de ces succès, se proposait de couper les communications de l'armée française, mais on ne lui donna pas le temps d'exécuter ce projet: le lendemain, 29 floréal an 2, à la pointe du jour, il fut attaqué de toute part, et par-tout la victoire couronna les Français.

La division commandée par le général Bonnaud fit dans cette affaire des prodiges de valeur; l'arme de la baïonnette fit presque tous les frais du combat; l'ennemi fut mis en pleine déroute, et perdit plus de soixante pièces de canon, et environ deux mille prisonniers tant Hessois qu'Anglais et Hanovriens. Un parc d'artillerie tout entier tomba en notre pouvoir; la garnison de Launoy fut faite prisonnière; Pont-à-Marck, envahi la veille, fut repris sur

l'ennemi qui se replia sur Orchies, et la communication de Lille à Douai fut entièrement rétablie.

Bonnaud suivit en l'an 3 le général Pichegru dans sa conquête de la Hollande ; les fameuses lignes de Breda furent témoins de sa valeur ; il venait de traverser, à la tête des troupes, le Waal, que la glace avait rendu solide, lorsque, sans donner à l'ennemi le temps de se reconnaître, il se précipite sur les retranchemens, force les lignes de Breda, enlève dix-huit bouches à feu, quatre cents prisonniers, un drapeau, et la caisse du régiment. Cette victoire, due tout entière à l'intrépidité du général Bonnaud, facilita la prise de Grave. Cette place importante, étonnée de la marche audacieuse des Français, fut forcée de capituler, et tomba en leur pouvoir.

L'armée n'eut plus dès-lors qu'à se présenter pour vaincre ; le général Bonnaud, toujours à l'avant-garde, entra le premier dans la Haye à la tête d'un escadron de hussards ; il y fut bientôt suivi d'un

corps nombreux commandé par le général Pichegru.

La campagne de la Hollande ne fut pas le terme de ses succès; Bonnaud fit, l'année suivante, partie de cette armée de Sambre-et-Meuse qui présentait l'image d'une seule famille conduite par des chefs auxquels toute autre rivalité que celle du bien public était étrangère : probité, sobriété, discipline austère et nerveuse, tels furent les mobiles qui conduisirent cette brave armée à sa haute réputation et à la victoire.

La cavalerie rendit les plus grands services; obligée de soutenir les efforts d'une immense cavalerie ennemie, elle lutta toujours avec courage contre les charges réitérées qu'elle faisait contre notre infanterie, et malgré la grande disproportion des forces elle remporta souvent la victoire : l'attaque de Kœnigsberg et de Berg-Eberach, le 17 thermidor an 4, et le combat de la Rednitz, quelques jours après, en sont d'éclatans témoignages. Le général Bonnaud commandait une division de cavalerie dans

ces différentes affaires ; et Kleber, alors général en chef, s'empressa d'attribuer à ses talens militaires une grande partie des succès qu'il remporta sur les Autrichiens.

L'armée française venait d'entrer dans Bamberg; elle poursuivit l'ennemi jusqu'aux rives de la Rednitz, qu'il fit mine de vouloir défendre ; Kleber ordonne de l'attaquer sur les deux points ; le général Kray, qui commandait les Autrichiens, est forcé de plier malgré l'immense supériorité de sa cavalerie. Cependant la victoire restait indécise ; tous les villages sur les deux rives étaient occupés par de l'infanterie hongroise, et protégés par un grand nombre de bouches à feu établies sur les hauteurs; ces villages sont attaqués avec impétuosité, mais la résistance de l'ennemi fut opiniâtre, et quelques-uns de ces postes furent enlevés et abandonnés jusqu'à trois fois ; enfin la baïonnette seule est employée, et l'ennemi prend la fuite après avoir laissé le terrein jonché de ses morts et de ses blessés.

Cette victoire était l'ouvrage de Cham-

pionnet, qui avait tout-à-coup débouché avec sa division sur la rivière d'Aich, par Lauff, et profitait de la sécurité de l'ennemi. Le général Kray observait l'attaque et le déploiement de cette colonne, parce que le feu de l'artillerie et de la mousqueterie y était des plus vifs; mais pendant qu'il examinait sa manœuvre, la colonne aux ordres de Bernadotte débouchait sur Hochtett, sans toutefois l'attaquer, et le général de cavalerie Bonnaud passait la rivière, et tournait l'ennemi par son flanc gauche. Kray, qui ne s'attendait pas à ce mouvement, resta un moment indécis; alors Bernadotte et Bonnaud profitèrent de cette indécision pour le déterminer, après des charges réitérées d'infanterie et de cavalerie, à effectuer sa retraite; il la fit en effet, protégé par un grand feu d'artillerie; mais la nôtre y répondit, et parvint à mettre les Autrichiens dans le plus grand désordre. Les trois divisions qui avaient obtenu cet avantage, se mirent à leur poursuite et les forcèrent à repasser la Rednitz.

Le général Bonnaud continuait de rendre d'importans services à l'armée de Sambre-et-Meuse, lorsque Jourdan en reprit le commandement; la prise de Castel fut due à son courage et à son intelligence; mais ce fut aussi la dernière victoire à laquelle il contribua. Peu de temps après, Bonnaud périt au champ d'honneur, et par sa mort glorieuse couronna une vie qu'il avait consacrée tout entière à sa patrie. Tous les officiers le regrettèrent; la brave armée de Sambre-et-Meuse, à laquelle il avait donné si souvent l'exemple de la discipline et de l'intrépidité, s'empressa d'honorer sa mémoire : aux fêtes nationales, son buste fut placé parmi ceux de Dugommier, de Marceau, de Laharpe, etc., qui, comme lui, périrent au milieu des combats; et dans nos fastes militaires, son nom s'unit glorieusement au titre de *Nestor français*, qui lui fut donné par tous ses compagnons d'armes.

BOUDET.

Le général de division Jean Boudet, âgé de trente-quatre ans, né à Bordeaux, commença à servir très-jeune. Il fit en Hollande, en qualité de sous-lieutenant dans la légion de Maillebois, ses premiers pas dans la carrière militaire. Il entra ensuite dans le régiment de Penthièvre dragon, comme simple dragon. Il avait quitté ce régiment et vivait paisiblement dans sa famille lorsque la révolution le rappela à ses premiers goûts. Nous allons parcourir la carrière honorable qu'il a suivie, que des époques mémorables distinguent, et pendant lesquelles il n'a jamais cessé de bien mériter de la patrie.

Il commandait en 1792 une compagnie franche de chasseurs, composée de jeunes gens de Bordeaux. Les habitans de Bayonne avaient souvent admiré la composition de cette troupe et sa bonne tenue, lorsque la guerre avec l'Espagne leur apprit légale-

ment à apprécier sa valeur. Elle se montra dans toutes les occasions l'émule du régiment des Cantabres qui s'est acquis tant de gloire à l'armée des Pyrénées Occidentales, et la compagnie de Boudet formait avec ce régiment l'avant-garde de cette armée.

Dans l'attaque que firent les Espagnols, le 23 avril 1793, sur Andaye et la Bidassoa, la compagnie de Boudet, exposée pour la première fois à un feu terrible d'artillerie, le soutint avec intrépidité, tandis que son chef déployait le calme et la prévoyance d'un vieux capitaine.

Le 6 juin suivant, Boudet se trouva à l'affaire qui eut lieu à Castel-Pignon, près Saint-Jean-Pied-de-Port. Les Espagnols y ayant déployé plus de douze mille hommes contre une poignée de chasseurs aux ordres du général Moncey, alors capitaine; Boudet, à la tête de sa compagnie, tomba le sabre à la main sur l'artillerie espagnole, qu'il enleva. Elancé avec ardeur au milieu des ennemis, il reçut un coup de feu qui lui traversa l'épaule, et la chaleur de cette

action fut telle, que de cent vingt hommes qu'il commandait, vingt-deux seulement revinrent sans blessures.

Les différentes compagnies franches ayant été ensuite réunies en un bataillon, il en fut nommé le chef, et quitta avec ce nouveau corps l'armée des Pyrénées-Occidentales, pour former l'avant-garde du détachement de cette armée destiné à marcher contre Toulon livré aux Anglais; mais la reprise de cette ville changea la destination du bataillon que commandait Boudet. Il fut dirigé sur la Vendée, et de-là à l'île de Rhé, pour passer dans les Colonies.

Les commissaires civils agens du gouvernement envoyés en l'an 2 aux îles du Vent ne reçurent pour toute troupe que le bataillon de Boudet, et c'est avec cette poignée de jeunes gens que celui-ci rendit bientôt la Guadeloupe le théâtre des actions les plus mémorables. Ces triomphes éloignés n'ont pas été assez connus en Europe, où les mouvemens d'une multitude d'armées et l'éclat d'une foule de victoires semblaient concentrer l'admiration de l'univers. Ce-

pendant, si l'on compare les moyens aux résultats, on verra que les armes françaises ont reçu dans cette partie du monde un lustre qui n'est point effacé par toutes les merveilles militaires dont cette guerre nous a rendus les témoins.

Les agens du gouvernement, arrivés à la vue de la Guadeloupe, apprennent que l'île entière est au pouvoir des Anglais depuis deux mois. Ils n'ont à leur disposition qu'un seul bataillon, mais c'est celui de Boudet, et ils le trouvent disposé à tout entreprendre. Dans la nuit du 15 au 16 prairial, la descente est exécutée à la pointe dite des Salines. Les Anglais se réunissent sur-le-champ au nombre de neuf cents hommes au fort Fleur-d'Epée, défendu par sa position presque inexpugnable, et par seize pièces d'artillerie.

Les Français, obligés de chercher un port pour mettre à l'abri leur petite division navale dans des parages couverts d'une immense flotte ennemie, devaient tâcher de s'ouvrir l'entrée de celui de la Pointe-à-Pitre, mais ils ne pouvaient y parvenir sans

s'emparer du fort Fleur-d'Epée, qui en défend les approches, et il fallait brusquer cette attaque, car le moindre retard pouvait entraîner leur perte, en amenant contre eux les forces anglaises, réunies en partie à la Martinique, comme point central des îles du Vent. En conséquence Boudet à la tête des siens se charge de l'enlever d'assaut. Il reconnaît la position, fait tous ses préparatifs avec diligence, et, à l'heure la plus obscure de la nuit, parcourt rapidement l'étroite chaussée qui y conduit, gravit ses flancs escarpés, s'en empare après un combat opiniâtre qui couvrit de morts l'intérieur du fort et toutes les issues. Ainsi, avec un nombre d'hommes inférieur à celui des assiégés, il se rendit maître d'une place qui, deux mois auparavant, défendue par cent dix hommes seulement, avait coûté beaucoup de sang à trois mille cinq cents Anglais qui l'attaquèrent, munis de tout l'attirail nécessaire à un siége. Ce premier succès de Boudet paraissait tenir du prodige, et inspira une telle terreur aux ennemis, que, quoique toujours plus nombreux,

ils évacuèrent de suite la ville de la Pointe-à-Pître, et cinq autres petits forts qui l'entourent.

Les Anglais, ayant ainsi perdu une partie de l'île, attendirent quelques jours des secours, et se virent bientôt renforcés de toutes leurs troupes de terre et de mer dispersées dans les Antilles, et commandées par sir Charles Grey et sir John Jarvis (aujourd'hui lord Saint-Vincent). Pleins de confiance dans leurs moyens contre cette poignée de Français, il vinrent débarquer où ceux-ci avaient débarqué eux-mêmes, et prirent position sur les hauteurs voisines du fort Fleur-d'Epée, qu'ils commencèrent à canonner et à bombarder sans oser l'assaillir. Boudet, à la tête des siens, eut l'audace de marcher à eux et d'attaquer leur camp, placé sur le morne Mascot. Enfin arriva la journée du 14 messidor, où les Anglais, disposés en trois colonnes, chacune plus forte que la troupe entière des Français, tentèrent de pénétrer dans la ville de la Pointe-à-Pître. Boudet, prévenu de leur approche par leurs signaux, les arrêta assez long-temps en

dehors de la ville, pour que ses divers postes pussent gagner en sûreté une petite hauteur située au milieu de la Pointe-à-Pître, et appelée le *Morne du Gouvernement*; et bientôt, exécutant une petite marche rétrograde, il s'y retira lui-même. Là, décidé à mourir, sans perdre cependant l'espérance de vaincre, il se défendit avec un opiniâtreté qui bientôt même se changea en audace; il profite de la lenteur et de quelque irrésolution dans les manœuvres de l'ennemi, il ose sortir de ses retranchemens, et s'élance avec une telle impétuosité, que, sans considérer le nombre de ceux qui les attaquent, les Anglais fuient avec précipitation, et la terre est couverte de leurs morts. Après cette action, qu'il comptera toujours au nombre des plus mémorables de sa vie, Boudet fut nommé chef de brigade.

Les Anglais s'étant alors décidés à évacuer la partie de l'île dite la *Grande-Terre*, concentrèrent leurs forces dans un camp formé à portée de canon de la ville de la Pointe-à-Pître, et commencèrent le bom-

bardement, espérant ainsi la réduire. La nécessité d'organiser de nouvelles troupes, pour suppléer aux pertes qu'il avait faites, y retint Boudet, qui, rassemblant quelques habitans du pays et des nègres de choix, en composa plusieurs corps qu'il disciplina et instruisit aux manœuvres sous les éclats des bombes ennemies.

Enfin, le 9 vendémiaire an 4, Boudet ayant embarqué neuf-cents hommes dans de faibles barques, vint opérer une descente en arrière de la position de l'ennemi, et il eut à essuyer avant son débarquement le feu d'une corvette anglaise, qui ne cessa de tirer à mitraille sur sa flottille. L'ennemi fut culbuté dans tous ses avant-postes, et obligé de se resserer dans son camp retranché à l'habitation de Berville. Boudet tenta de le leur enlever d'assaut, à la tête de trois compagnies, se faisant soutenir par le reste de ses troupes, et au milieu de l'action il reçut une blessure très-grave. L'attaque fut arrêtée, mais elle avait été poussée avec tant d'intrépidité, que les Anglais, effrayés, cédèrent aux premières pro-

positions de capitulation qui leur furent faites. Ainsi les assiégeans se rendirent aux assiégés à la vue d'une escadre anglaise de douze vaisseaux de ligne et de seize frégates ou corvettes mouillés à deux lieues de distance, et qui pouvaient aisément appercevoir le désarmement de ces troupes avec lesquelles ils avaient cru marcher à la destruction d'une poignée de Français jetés sans asyle dans un monde ennemi.

Boudet fut, après cette action, nommé général de brigade.

Les Anglais, alors chassés de tous les points voisins de la Grande-Terre, avaient encore des forces à la Basse-Terre. Ils y déposèrent de nouvelles troupes, et mirent le fort Saint-Charles dans l'état de défense le plus formidable. Le commandement en fut confié au général Prescot, officier très-considéré. Les troupes françaises, victorieuses, ne tardèrent pas à marcher sur ce point, quoiqu'elles ne fussent pas en assez grand nombre pour en former le blocus, et qu'elles n'eussent aucun moyen pour y transporter de l'artillerie, les chemins de terre étant

presque impraticables à d'autres que des piétons, et la voie de la mer étant interdite par la présence de l'escadre anglaise. Cependant on marche, invité par le passé à bien présumer de l'avenir. Déja quelques travaux avaient été commencés autour du fort, lorsque le général Boudet, dont la blessure était encore ouverte, fut invité par l'agent Victor Hugues à venir avec lui pour activer et surveiller le siége. Il fallut d'abord engager différentes actions pour enlever aux Anglais des pièces de gros calibre placées dans les fossés mêmes du fort Saint-Charles et dans les batteries de côté établies sous la volée; on sent toute la difficulté d'une telle entreprise, qui fut cependant exécutée avec le bonheur ordinaire. Deux mois s'écoulèrent dans des travaux consécutifs et pénibles à l'excès. Le manque de poudre força d'établir les batteries à la plus petite distance du fort, et c'est sous un feu continuel qu'on les construisit presque à la portée du pistolet. Enfin les batteries commencèrent à jouer, et battirent pendant trois

jours le front d'attaque du fort Saint-Charles. Déja la brèche s'ouvrait, et le général Boudet avait tout préparé pour l'assaut, lorsque les Anglais, sous la protection de leur escadre, évacuèrent le fort pendant la nuit, avec une telle précipitation, qu'ils abandonnèrent jusqu'à leurs effets.

Ainsi se termina au bout de six mois l'entière conquête de la Guadeloupe, que huit cent cinquante français osèrent entreprendre contre dix mille Anglais, dont quatre mille au moins tombèrent en leur pouvoir. Ils en ont été les paisibles possesseurs, quoique pendant tout le temps de la guerre les Anglais n'aient cessé d'entourer cette île de leurs escadres, pour prévenir l'attaque de leurs propres colonies; et ils ne purent malgré cela réussir à empêcher qu'on s'emparât à leurs yeux de Marie-Galande, de Sainte-Lucie, de la Desirade, des Saintes, de Saint-Martin, etc., etc.

Le général Boudet, tranquille sur la possession de la Guadeloupe, s'appliqua à mettre cette île sur un pied de défense respectable.

La tranquillité intérieure de la colonie fut également due à ses soins. Une révolte de noirs se déclara dans la commune de Lamentin : les rebelles débutèrent par des assassinats. Le général Boudet n'hésita point à s'y porter à la tête d'une trentaine de dragons, et trouva les révoltés réunis au nombre de plus de quinze cents. Ils proposèrent de parlementer avec lui, mais pour toute réponse il s'élança sur eux avec son petit détachement, et les dispersa après avoir couru les plus grands risques, plusieurs des révoltés étant venus tirer sur lui jusqu'à brûle pourpoint.

Le 9 vendémiaire an 5, il fut nommé général de division, et reçut peu de temps après, comme récompense de ses services signalés en Amérique, une ceinture de ce grade, qui lui fut envoyée par le directoire exécutif.

Le général Boudet partit de la Guadeloupe en l'an 7, et revint en France. Peu de temps après son retour, la campagne de l'an 7 commença. Les Anglo-Russes avaient opéré leur débarquement en Hol-

lande lorsqu'il reçut l'ordre de se rendre à cette armée, et il fut chargé spécialement d'y diriger des troupes et de l'artillerie, qu'il eut ordre de rassembler à Lille. L'activité qu'il mit à l'exécution de ces ordres procura à l'armée ses premiers renforts. Il combattit, le 10 vendémiaire an 8, contre une grande partie de l'armée anglaise, qui, ayant choisi l'estran (plaine de sable) qui borde les Dunes, voulait déborder le corps de l'armée; mais la résistance qu'il lui opposa contint l'ennemi. Le lendemain de cette affaire, il opéra, d'après les ordres reçus, une retraite si sagement conçue et exécutée, qu'elle laissa tout le reste de l'armée libre de ses mouvemens, tandis qu'il tenait en échec sur le point principal les forces de l'ennemi.

Le 14 vendémiaire, le général Boudet reçut l'ordre du général Vandamme de prendre le commandement de l'avant-garde qui occupait alors Castricum, tandis que le général de division Gouvion commandait en avant de Vic-op-zée. L'armée anglo-russe attaqua généralement

toute la ligne, et Castricum fut le lieu où se livra le combat le plus opiniâtre. Ce village fut pris et repris plusieurs fois dans la journée, et l'artillerie russe tomba toute au pouvoir des troupes aux ordres du général Vandamme et du général Boudet. Le général en chef Brune fut témoin de cette lutte, et la victoire presque assurée aux armes françaises fut encore au moment de leur échapper, lorsqu'à cinq heures du soir les Anglais firent donner une réserve fraîche contre des troupes harassées de fatigues, de faim et de soif. Deux régimens des gardes anglaises débordèrent encore, à la nuit tombante, les hauteurs de Castricum. Les généraux Vandamme et Boudet, ainsi que tous les officiers, encouragent leurs troupes; Boudet met pied à terre, et saisissant un fusil il s'élance avec les troupes ralliées sur le corps anglais, qui ne tire que quelques coups et se rend prisonnier. Les deux armées avaient combattu avec tant d'acharnement, et la fatigue de la journée avait été telle, que les vainqueurs et les vaincus ne purent

rien entreprendre le lendemain. Les Français s'occupèrent cependant jusqu'à la nuit à ramasser les prisonniers épars. Le 16, le général Boudet, prévenu de quelques mouvemens dans l'armée ennemie, se mit à ses trousses avant le jour. Seize cents prisonniers furent le fruit de son activité, et à midi il se trouva rendu au premier poste, sur la ligne du Zuiderzée.

Cette dernière affaire décida la capitulation que fit le duc d'Yorck le 26 vendémiaire an 8. Le général en chef Brune chargea le général Boudet de la porter au directoire exécutif : il disait de lui dans sa lettre : « Le général Boudet, qui vous remettra le traité, est un des généraux qui, par ses talens et sa bravoure personnelle, ont le plus contribué à nos succès. C'est lui qui à Catriscum vit le premier l'ennemi, et qui le lendemain le poursuivit dans sa retraite. J'ai cru devoir lui donner le plaisir de vous présenter le fruit de nos travaux. »

La belle campagne de Brune en Hollande est terminée. Le général de division

Boudet, se trouvait à Paris le 18 brumaire et son nom est placé sur la liste des officiers-généraux qui dans cette journée firent leur devoir, et donnèrent à la France un gouvernement stable.

Boudet est désigné pour faire partie de cette illustre armée de réserve qui doit être dirigée par Bonaparte : il part de Dijon avec sa division, et marche immédiatement après l'avant-garde.

La division du général Boudet investit le fort de Bard, et ouvrit la communication avec Donax. Elle soutint les attaques faites sur Ivrée et sur la Chiusella, et exécuta les passages des rivières de la Sesia et du Teséin avec la plus grande intelligence. Milan fut occupé le 13 prairial par la division Boudet, qui faisait alors partie de la lieutenance du général Murat.

La division du général Boudet partit de Milan pour se porter vers Lodi ; l'ennemi avait un fort corps de troupes à Mellegnano, et il se disposait à une résistance très-opiniâtre sur son pont construit sur la rivière Lambro, lorsque le général Boudet,

se portant à la tête de son avant-garde, fit, par une manœuvre audacieuse, enlever cette position par quelques chasseurs de la neuvième légère ; position qui, prise en tâtonnant, eût couté beaucoup de monde. L'ennemi essuya une grande perte. De-là le général Boudet marcha sur Lodi, célèbre par les premiers combats que Bonaparte y a livrés. L'ennemi l'évacua après une faible résistance.

Le général Boudet se porta sur Plaisance, un des principaux magasins de l'armée ennemie. Plaisance avait une tête de pont défendue par une forte artillerie, et soutenue par une plus nombreuse encore placée sur l'autre rive. Le lieutenant-général Murat et le général Boudet font leurs dispositions pour l'attaque de la tête du pont, d'où partait le feu le plus terrible. L'ennemi sacrifia les hommes qui la défendaient, pour avoir le temps de détruire son pont, et se retira après un combat long et opiniâtre. Par-tout on vit le général Boudet se porter et soutenir par son exemple la valeur des troupes.

Le passage du Pô devant Plaisance offrait toute espèce de difficultés. L'ennemi avait fait éloigner et détruire toutes les barques qu'il avait pu rencontrer. Le général Boudet charge son chef d'état-major Dalton, dont il connaissait l'intelligence, de parcourir les rives du Pô, et de faire remonter tout ce qu'il trouverait. Une douzaine de barques fut réunie, et sa division passa le Pô. Plaisance cependant était encore à enlever. La neuvième légère, aux ordres du général de brigade Musnier, veut venger les pertes que lui a fait essuyer l'ennemi dans le combat précédent, et rien ne résiste au choc qu'elle donne. Le général Boudet prend toutes les précautions pour qu'un trop grand abandon ne compromette pas ce succès, enlevé à la baïonnette. Il connaissait dans Plaisance une force de deux mille hommes, ayant une retraite assurée dans la citadelle; la possession de cette place était certaine, lorsqu'on est prévenu qu'un corps d'ennemis marche pour secourir Plaisance. Les troupes étaient à peine assises, qu'il faut

de nouveau se porter en avant. De sages dispositions font repentir l'ennemi de s'être engagé; il avait cependant fait un feu très-violent de son artillerie. Une charge opérée à propos par un escadron du onzième de hussards, à la tête duquel s'était mis le général Boudet, met bientôt en sa possession tout ce que ce corps ennemi a de bagages et d'artillerie. Deux mille prisonniers et des magasins immenses de tout genre trouvés dans Plaisance, et qui deviennent le soutien de l'armée, sont le fruit de ce succès (1).

Bonaparte avait passé le Pô à Pavie, avec une partie de l'armée. Montebello fut un théâtre glorieux pour les troupes qui combattirent sous ses yeux, et la division Boudet ne put qu'être témoin de cette gloire; mais elle était destinée à paraître pour un résultat décisif.

Le général Desaix, arrivé à l'armée, eut dans sa lieutenance les divisions Bou-

(1) Voyez le rapport du général Murat au ministre de la guerre; il y donne les plus grands éloges au général Boudet.

det et Monnier. Le 23 prairial, la division Monnier fut détachée, et le général Boudet resta avec le général Desaix. Le 24, le général Boudet eut ordre de se porter à Rivalta. Le gonflement de la Scrivia ne permit que le passage de quelques troupes; et le lendemain 25, le torrent étant diminué, le reste parvint à passer. Le corps d'armée avait combattu la veille, et eut encore à soutenir le lendemain matin l'attaque générale que fit l'armée autrichienne. Le lieutenant-général Desaix et le général Boudet, qui entendaient le bruit de l'action, brûlaient d'y prendre part, lorsqu'ils reçurent l'ordre de se porter sur San-Gugliano.... Heureuse division ! la fortune de Bonaparte a-t-elle guidé tes pas, ou ta gloire est-elle due à ce bonheur toujours compagne de tes armes ? Général Boudet ! la postérité doit savoir que tu commandais avec Desaix cette division, qui fut l'appui d'une armée harrassée d'un combat opiniâtre et sanglant, et à qui furent dûs en partie les résultats de l'illustre journée de Marengo.

La bataille a commencé à la pointe du jour ; on se bat avec acharnement : les généraux des deux armées font preuve de talent, et les soldats de courage. Quatre fois les Français sont en pleine retraite ; quatre fois ils ont marché en avant. Plus de soixante pièces de canon sont, de part et d'autre, en différens points et à différentes heures, prises et reprises. Douze fois la cavalerie exécute des charges vigoureuses et avec différens succès ; on se heurte, on se mêle, le canon retentit, et le combat se prolonge sur toute la ligne ; tous les guerriers ont fait leur devoir. La victoire semble vouloir favoriser l'aigle germanique ; mais la réserve, commandée par les généraux Desaix et Boudet, s'avance : elle a pénétré jusqu'à San-Gugliano.

Boudet place ses troupes dans l'ordre le plus parfait, sur les deux côtés du chemin, marchant toujours en avant. Ce renfort ranime l'espérance, des soldats viennent se rallier, et l'armée elle-même prend position en arrière de cette division. Bonaparte se place à la tête, il harangue les

troupes pendant que l'artillerie ennemie détruit leurs rangs. Il donne l'ordre de marcher : le lieutenant-général Desaix et le général Boudet s'élancent avec leur division. Le premier est atteint d'un coup mortel, et le général Boudet d'une balle qui ne lui causa qu'une forte contusion, mais qui ne l'empêcha pas de combattre. Plusieurs fois chargé par la cavalerie, il sut opposer une résistance qui dérouta l'ennemi. La neuvième légère eut sur son front le corps des grenadiers hongrois, qui, pressé d'un autre côté par la cavalerie aux ordres du général Kellermann, mit bas les armes, et fixa le sort de cette journée mémorable.

Le général en chef Berthier, dans ses rapports, disait : « La division Boudet, soutenue par les grenadiers de la garde et la division Watrin, marche contre la troisième ligne de l'armée autrichienne, qui avait de la cavalerie et de l'artillerie. C'est là qu'elle soutient un combat glorieux, qu'elle met l'ennemi en déroute, et le pousse jusqu'au pont de la Bormida. Sans la nuit, les débris de

l'armée autrichienne tombaient en notre pouvoir». Ainsi la division Boudet fut placée au poste d'honneur, au poste le plus périlleux, et vint seconder le noble dévouement de cette colonne des grenadiers de la garde que le premier consul appelait *la colonne de granit*.

L'Autrichien, oubliant tous les succès qu'avait eus l'armée française dans la campagne précédente, veut encore tenter la fortune. Le général Boudet commande une division à l'armée d'Italie, sous les ordres du général Brune. Le général en chef ennemi, M. de Bellegarde, se trouvait en personne avec son avant-garde, composée de dix mille hommes, occupant les hauteurs de Mozambano, qu'il avait fortifiées. Le général Boudet avait ordre de s'emparer de cette position : des renforts devaient le soutenir; mais s'il les attend, l'heure ne permettra plus de combattre. Il fait des dispositions savantes; l'ennemi résiste avec opiniâtreté; il ne faut pas moins que la présence du général Boudet sur tous les points pour assurer le succès, et il ne l'ob-

tint qu'après avoir eu deux chevaux tués sous lui. Le rapport du général en chef qui relate cette affaire dit que le général Boudet mérite la plus grande distinction. L'armée se dispose à passer le Mincio : la division du général Boudet est chargée de soutenir l'avant-garde aux ordres du général Delmas, qui éprouve quelque résistance. Le général Boudet porte des corps de troupe sur les points les plus attaqués. Valeggio est enlevé par les grenadiers de sa division, sous le commandement de son chef d'état-major Dalton, qui y reçoit le coup de la mort. L'ennemi bat en retraite sur tous les points. Un corps beaucoup plus nombreux que la division du général Boudet se retire devant lui sans vouloir engager le combat. L'armée se porte sur l'Adige et passe ce fleuve à Bussolengo. Le général Boudet, faisant partie de l'aile gauche, commandée par le lieutenant-général Moncey, est destiné à remonter l'Adige. Le fort de la Chiusa est le premier obstacle qu'il rencontre ; mais des dispositions fortes et hardies le mettent bientôt en son

pouvoir. Il eut à combattre très-vigoureusement à Alla et à Marco : la célérité de ses marches inquiéta beaucoup l'ennemi, qui, jusqu'à Roveredo, perdit plus de quinze cents hommes faits prisonniers, et eut beaucoup de tués et de blessés. Le général Boudet devait opérer sa réunion à Roveredo avec la division du général Rochambeau, qui faisait partie de la même lieutenance. L'armée des Grisons, sous les ordres du général Macdonald, étant arrivé à Trente, le général Boudet se porta à Levico, sur la Brenta, par le travers des montagnes. Dans sa marche, jusqu'à Bassano, il eut toujours à combattre, et l'ennemi perdit beaucoup de prisonniers et de bagages. L'arrière-garde ennemie fut surprise à Bassano et faite en partie prisonnière. Cette campagne fut terminée par le traité conclu sur les bords de la Piave.

L'expédition de Saint-Domingue est résolue ; le général Boudet est désigné pour faire partie de cette armée ; il va s'embarquer à Rochefort, à bord de l'escadre de l'amiral Latouche-Tréville. Le 9 pluviose

an 9 la division Boudet et le contre-amiral Latouche arrivent devant le Port-Républicain (Port-au-Prince); la frégate *la Guerrière* est détachée pour porter la proclamation du gouvernement. Le général Boudet envoie son aide-de-camp Sabés avec deux lettres pour les officiers civils et militaires. Cet officier est reçu par le général Augé avec tous les égards dûs à sa mission. Mais les chefs noirs et mulâtres ne tardèrent pas à suspecter les intentions du général Augé, qui est blanc: ils s'insurgèrent, retinrent prisonniers l'aide-de camp du général Boudet, ainsi que les matelots, et s'emparèrent du canot. Le général Augé fit dire au général Boudet que son autorité était méconnue, qu'il l'engageait à ne pas entreprendre le débarquement de vive force, que ce serait le signal du massacre des blancs et de l'incendie de la ville.

La position du général Boudet était embarrassante; il avait l'ordre de s'emparer du Port-au-Prince, et il avait à craindre d'un autre côté qu'une trop grande précipitation ne fût la cause du commence-

ment de la guerre à S.-Domingue. Il savait que le reste de l'armée devait débarquer, et n'avait aucun indice qui pût lui faire croire qu'elle avait rencontré les mêmes obstacles. Il ne vit, dans la conduite de ces noirs et mulâtres que le dessein de gagner du temps pour s'apprêter à se réunir. Il fixa donc, d'accord avec le général Latouche, le débarquement, que cet amiral fit exécuter avec la plus grande précision. Le premier fort à enlever fut le fort Biroton, défendu par cinq cents hommes. L'avant-garde, sous les ordres du chef de brigade Dhénin se porta en avant, ayant ordre de ne point tirer à moins qu'on n'attaquât, et de se contenter de crier aux troupes qu'il verrait, *vive la république ! vive la liberté !* Les troupes du fort Biroton arrêtèrent cette avant-garde, en lui disant de ne point avancer, sinon qu'on ferait feu sur elle, et d'attendre les ordres qu'on avait envoyé demander au Port-au-Prince. Ce fort, reconnu, pouvait être enlevé d'assaut, et le général Boudet en ordonnait les dispositions lorsqu'un officier noir, paraissant

très-déterminé, se dit parlementaire, et demanda à parler au général Boudet. « J'ai ordre, lui dit-il, de ne point vous laisser passer, et je viens vous le signifier ». « Allez, répondit le général Boudet, retournez dans votre fort, défendez-vous bien, je vous attaque et vous enlève ». Cette résolution étonna l'envoyé, quelques autres officiers descendirent, et le fort fut occupé sans coup férir.

La division Boudet, entièrement débarquée et réunie, se porta aussitôt au Port-au-Prince. Des forts, des batteries flanquaient le seul chemin qui y aboutit. Quatre mille noirs des troupes d'élite de Toussaint formaient la garnison de la place, et présentaient à la porte de Léogane un front imposant. La colonne est arrêtée à quelque distance de la ville ; on lui fait la même défense qu'au fort Biroton. La nuit commençait à tomber, le plus petit retard compromettait l'attaque. Le général Boudet envoya ses aides-de-camp à la tête pour presser la marche ; lorsque, impatient, il s'y porta lui-même avec son état-major ;

et ayant bien examiné la position de l'ennemi, il vit qu'on ne pouvait balancer à l'attaquer. Il ordonna de resserrer les troupes pour donner une plus grande impulsion à leur mouvement. Les noirs se mirent à crier qu'ils avaient ordre de nous recevoir; mais ils commencèrent en même temps un feu de mousqueterie et d'artillerie des plus terribles. Le général Boudet se trouva heureusement mêlé parmi les premières troupes, et put de suite parer, par ses dispositions, à l'effet de cette surprise. Son chef d'état-major et deux de ses aides-de-camp furent blessés. Le front où il fit son attaque fut forcé à la baïonnette par un bataillon de la soixante-huitième demi-brigade, tandis que les autres troupes contournaient la ville. Des combats répétés dans toutes les rues et sur toutes les places suivirent cette action, dont le résultat fut de sauver la ville du Port-au-Prince du pillage et des flammes, de conserver l'existence à des milliers de blancs, et de se rendre maître des provisions qui servirent aux premiers besoins de l'armée.

De cette prise dépendait aussi la tranquillité de la partie du sud. Le général Boudet ne fut pas moins adroit politique que militaire actif, et il sut mettre du parti du gouvernement les chefs noirs qui commandaient sur ce point. Il montra au Port-au-Prince une très-grande confiance et ne négligea aucune précaution. Plusieurs marches et différens combats éloignèrent des départemens du sud et de l'ouest tout ce qui pouvait en troubler la tranquillité. Les belles plaines du cul-de-sac de Léogane, n'éprouvèrent aucun ravage. Cette dernière ville, ainsi que la Croix-des-Bouquets, furent cependant la proie des flammes. Un corps entier d'insurgés qui avaient incendié Léogane fut fait prisonnier et mis à bord de l'escadre. Les chefs signalés par leurs crimes furent également mis dans les fers. Les positions de Cabaretcarde et de Trianon, renommées par leur accès difficile, furent enlevées par l'adjudant-commandant Darbois, et le chef de brigade Dhénin. Le général Boudet, qui avait ordre du gé-

néral en chef Leclerc d'occuper Saint-Marc et de se porter sur la ligne gauche de l'Artibonite, partit lui-même du Port-au-Prince avec une faible partie de sa division, ayant laissé dans les départemens du sud et de l'ouest un gros corps de troupes pour s'assurer de leur tranquillité. L'amiral Latouche le seconda avec un zèle particulier. Les vaisseaux portent et reportent les troupes dont dispose le général Boudet, afin d'en simuler un plus grand nombre. Le général Boudet débarque au Montrouis, à une journée de marche de Saint-Marc. Il y est joint par les troupes qui s'étaient emparées, deux jours avant, de l'Arcaye : il a réuni douze cents hommes, et marche sur Saint Marc, qui, défendu par l'art et sa position, est évacué à son approche par les noirs : ceux-ci mettent le feu à la ville, mais le général Boudet parvient à en préserver une partie. Il poursuit les noirs jusqu'au bac de l'Artibonite, d'où, après avoir laissé un officier intelligent pour établir sa jonction avec l'armée, qu'il savait déja rendue sur l'autre rive, il re-

vient au Port-au-prince, sa présence y étant nécessaire.

Le général en chef se rendit également au Port-au-Prince et témoigna publiquement au général Boudet combien il était satisfait de ses opérations. Un corps de troupes ayant éprouvé un échec au fort de la Crête-à-Pierrot, près le bourg de la Petite-Rivière, le général Boudet reçut l'ordre de s'y porter, et de prendre pour cette opération les troupes qu'il avait portées au Mirebalais.

L'attaque de la Crête-à-Pierrot fut décidée par le général en chef, il devait faire donner sur un point, au même instant que le général Boudet, qui avait pris un très-long détour, annoncerait son arrivée. Le général Boudet arrive, avec le détachement de ses troupes, presque sur le camp retranché des noirs, qu'il force et enlève du premier coup de main. Ce succès fut arrêté par le fort, principal point de défense pour les noirs. Ils en avaient rendu les approches impraticables, ayant garni les fossés de branches d'acacia. Le général

Boudet, suivant son impétuosité ordinaire, s'élance jusque sous le revêtement des fossés du fort, et comme il reconnaît l'impossibilité de l'enlever de vive force, il reçoit une blessure d'une balle qui lui traverse le pied. Dans cet état, il ne contint pas moins ses troupes dans l'ordre le plus parfait et veilla au ralliement sous le feu de l'artillerie et de la mousqueterie le plus suivi de la part des noirs. Il remit ensuite le commandement de sa division à son chef d'état-major l'adjudant-commandant Pamphile Lacroix.

La blessure du général Boudet n'était pas entièrement guérie lorqu'il reçut l'ordre du général Leclerc de se rendre à la Guadeloupe pour prendre le commandement de cette île, qu'il trouva occupée par le capitaine Richepanse. Il revint à Saint-Domingue, et prit le commandement du département du Nord, où une nouvelle révolte de nègres lui donna occasion de déployer encore son activité. La position dans laquelle cette insurrection avait mis la colonie fit juger au général Leclerc

qu'il était à propos de faire connaître au gouvernement d'une manière directe l'état de Saint-Domingue; il envoya à cet effet le général Boudet en France, où il est de retour depuis le mois de frimaire an 11.

BOUGAINVILLE. (LOUIS-ANT.)

Il est plus d'un genre de courage destiné à faire l'admiration des hommes. Si la bravoure du guerrier fixe sur lui les regards, quel sentiment d'admiration ne doit pas inspirer l'intrépidité du marin voué aux découvertes! A la guerre tout anime et soutient : l'appareil, l'exemple, la foule des spectateurs; et pour un jour de dangers brillans, il en est cent de jouissances flatteuses à l'amour-propre; enfin si le guerrier périt, c'est au milieu des siens, et le laurier couronne l'urne où se déposera sa cendre.

Mais le navigateur : c'est isolé, c'est dans le plus vaste des déserts, entre le ciel et les flots, souvent ennemis, qu'il lui faut combattre des dangers tristes et sans cesse renaissans; c'est dans tous les instans dont se composent les jours, les mois, les années,

qu'il faut un courage froid, une constance inaltérable; et de plus, il sait que si, après une longue suite d'efforts couronnés par le succès, il périt à la fin peut-être de son entreprise, il n'en restera pas plus de traces que son vaisseau n'en laisse sur cette onde qu'il a sillonnée. Hélas! savons-nous où adresser nos chants funéraires à l'illustre Lapeyrousse?

Nudus in ignota, Palinure, Jacebis arena!

C'est ce genre de courage qui distingue particulièrement la vie de M. de Bougainville. Son voyage autour du monde, le premier de cette espèce entrepris par des Français, a depuis long-temps marqué sa place parmi les hommes chers à la patrie. Le souvenir de ses services est maintenant lié à la mémoire de ces navigateurs célèbres qui ont fait le généreux sacrifice de leur vie pour faire faire un pas de plus à la science de la navigation, et enrichir leur nation de leurs précieuses découvertes. Mais plus heureux que Cook et Magellan, qui suivirent la même carrière, le destin, pour ré-

compense de ses travaux, lui a réservé la satisfaction de jouir vivant de la reconnaissance de ses compatriotes. Encore ému par le tableau des dangers qu'il a courus sur les mers, admirateur zélé de tant de dévouement et de gloire, j'essaie aujourd'hui de mêler mon faible hommage à ceux que lui rendent chaque jour et les marins de tous les pays, et l'heureuse patrie qu'il éclaira de ses lumières.

M. de Bougainville, digne élève de l'illustre Dalembert, dont il suivit les leçons, fut initié aux sciences dès sa jeunesse. Il publia de bonne heure un ouvrage sur la géométrie, qui fut favorablement accueilli du public. Ce premier succès redoubla son ardeur pour le travail et lui fit vivement desirer le moment où ses forces, égalant son courage, lui permettraient de joindre la pratique aux préceptes de la théorie. A travers des périls sans nombre, son imagination lui présentait, dans une perspective lointaine, la gloire qui devait illustrer son nom; et, guidé par cette audace qui n'appartient qu'aux hommes de génie,

il s'élança dans l'immensité des mers aussitôt que l'occasion favorisa ses désirs, et confia sa destinée aux vagues incertaines, résolu d'aller visiter, sous un autre climat, des peuples jusqu'alors inconnus.

En 1763, M. de Bougainville avait proposé au ministère de faire un établissement aux îles Malouines; ses vues parurent sages et avantageuses à la France, et l'année suivante, il partit, secondé par MM. de Nerville et d'Arboulin, embarquant avec lui plusieurs familles arcadiennes, espèce d'hommes laborieuse, intelligente, et qui devait être chère à la France par l'inviolable attachement que ce peuple lui prouva dans plusieurs circonstances. La colonie ne fut d'abord composée que de vingt-neuf personnes, parmi lesquelles cinq femmes et trois enfans. On leur laissa des vivres, des hardes et des provisions de toute espèce pour deux ans; M. de Bougainville leur fit bâtir par les gens de son équipage un fort en terre et gazon capable de contenir quinze pièces de canon. M. de Nerville, son oncle, consentit

à rester dans la colonie et à partager les hasards d'un faible établissement aux extrémités de l'univers, le seul qu'il y eût alors à une latitude aussi élevée dans la partie australe de notre globe.

En 1764, M. de Bougainville repartit avec de nouveaux habitans et toutes sortes de provisions; la colonie, qui avait prospéré, se trouvait par ce renfort, composée de quatre-vingts personnes, en y comprenant un état-major payé par le roi. Déja plusieurs maisons avaient été bâties en pierre, et deux goëlettes construites pour reconnaître les côtes; *l'Aigle* retourna en France, chargée d'huiles et de peaux de loups marins, tannées dans le pays. On avait aussi fait divers essais de culture; la plus grande partie des graines arrivées d'Europe s'était facilement naturalisée, la multiplication des bestiaux était certaine, et le nombre des habitans se montait déja à cent cinquante, lorsque l'Espagne revendiqua ces îles comme étant une dépendance de l'Amérique Méridionale.

Son droit ayant été reconnu par le roi,

M. de Bougainville, fondateur de la nouvelle colonie, fut chargé d'aller remettre cet établissement aux Espagnols, et de se rendre ensuite aux Indes orientales en traversant la mer du Sud entre les tropiques. On lui donna pour cette expédition la frégate *la Boudeuse* et la flûte *l'Etoile*, et le 17 novembre 1766, il partit de Nantes pour se rendre à la rivière de la Plata.

Ici je m'arrête; je ne veux pas affaiblir, par une analyse incomplète, la relation qu'il a donnée lui-même de son voyage. Ses nombreux lecteurs y ont admiré cette bonté de cœur, cette simplicité de mœurs, ces sentimens généreux, ce désintéressement, qui furent le partage du magistrat dont j'esquisse les principaux traits. Les savans rendent hommage à ses observations, à ses découvertes; les gens de lettres au goût qui conduisit sa plume. Qui n'a pas applaudi à cette charmante description de l'île de Taïti, aux détails remplis d'intérêt dans lesquels il est entré sur les usages et les mœurs de ses habitans? Qui n'a pas frémi au récit des dan-

gers et des fatigues que sut braver son courage ? L'admiration s'arrête sur ces vertus qui font le grand homme ; mais il reste encore à rendre hommage à la bonté de son cœur. On le voit au milieu des braves marins qui s'associèrent à ses travaux, comme un père au milieu de ses enfans, les animant par son exemple, souffrant avec eux la faim et la soif, et se réduisant avec scrupule à la faible ration qui leur était distribuée dans des circonstances difficiles.

Je ne puis mieux compléter cet intéressant tableau qu'en rappelant sa conduite généreuse envers son insulaire Aotourou, qu'il amena de Taïti en France. Bien différent des Anglais, qui enlevèrent de force plusieurs sauvages sur les côtes où ils abordaient, M. de Bougainville ne consentit à le prendre à son bord que sur ses vives instances, et après avoir obtenu l'approbation des chefs du pays. Aotourou était lui-même un des premiers de l'île ; rien ne fut épargné de la part de son protecteur pour rendre son séjour à Paris agréable et

utile ; il y resta onze mois, pendant lesquels il ne témoigna aucun ennui. L'empressement pour le voir fut vif ; Aotourou sortait seul et parcourait la ville sans jamais s'égarer. Le seul spectacle qui lui plût etait l'Opéra, car il aimait passionnément la danse. Il était particulièrement attaché à madame de Choiseuil, qui le combla de bienfaits, et sur-tout de marques d'intérêt et d'amitié auxquelles il était infiniment plus sensible qu'aux présens : aussi allait-il de lui-même voir cette généreuse bienfaitrice toutes les fois qu'il savait qu'elle était à Paris.

Il en partit au mois de mars 1770, et alla s'embarquer à la Rochelle, sur le navire *le Buffon*, qui le transporta à l'Ile-de-France, d'où il fut envoyé dans son île. Les bienfaits de madame de Choiseuil l'y accompagnèrent ; elle chargea le bâtiment qui le portait d'une grande quantité d'outils et de provisions qui devaient être extrêmement utiles aux habitans de Taïti. M. de Bougainville, de son côté, donna un mémoire fort détaillé sur la route à faire

pour s'y rendre, et 36,000 francs (c'était le tiers de son bien) pour armer le navire destiné à cette navigation.

M. de Bougainville était de retour de son voyage autour du monde le 16 mars 1769, n'ayant perdu que sept hommes pendant deux ans et quatre mois qui s'étaient écoulés depuis sa sortie de Nantes. Ses remarques nautiques, les rectifications importantes qu'il fit dans les cartes de la mer du sud, devinrent des instructions utiles pour les navigateurs. Admiré de ses concitoyens, il jouissait au milieu d'eux de la considération due à sa réputation, à ses éminens services, lorsque la révolution éclata en France. Sans doute M. de Bougainville avait bien payé sa dette à sa patrie, mais c'était un bonheur pour lui que de trouver encore à la servir. On sait qu'à l'époque où la révolution se déclara, la marine française était composée d'officiers distingués, qui honoraient à-la-fois les sciences et les lettres. On sait aussi par quelle conduite honorable ces officiers répondirent à l'estime générale dont jouis-

sait ce corps respectable, et combien furent amers les fruits de leur glorieux attachement à leurs sermens comme à leurs devoirs. M. de Bougainville alors, se montrant digne de commander à des Français fidèles à la gloire, à l'honneur, occupa de nouveau les bouches de la Renommée.

Il était chef d'escadre commandant l'armée navale rassemblée dans la rade de Brest, lorsqu'au mois de novembre 1790, il éclata sur cette escadre une violente insurrection. M. de Bougainville se rendit à bord du vaisseau où la sédition avait pris naissance, fit arrêter en sa présence dix-sept mutins qui lui furent désignés comme les ennemis de la discipline et les perturbateurs de l'ordre, et les fit descendre à terre sur-le-champ. Cette mesure ramena la tranquillité. M. de Bougainville rappela aux marins assemblés qu'ils avaient toujours reçu de leurs officiers des exemples glorieux à la guerre, qu'ils avaient toujours trouvé en eux de véritables amis et des pères intéressés à leur bien être, qu'il serait fâcheux à ces officiers d'être obligés

d'employer des peines sévères contre les séditieux ; il leur représenta les maux et le désordre qui résulteraient de l'impunité : « mais, leur dit-il, un repentir sincère va bientôt expier leur faute ; la patrie leur pardonnera cette fatale effervescence qui pouvait ternir la gloire de la marine française ; ils se souviendront qu'il n'existe point de liberté sans subordination ; qu'une armée qui méconnaît l'autorité des chefs n'est qu'un vain fantôme qui serait bientôt la proie de l'ennemi ; que le respect pour la discipline honore autant un équipage que la bravoure. A présent le mérite seul peut vous porter aux premiers emplois ; il n'en est plus auquel vous ne puissiez parvenir avec des talens et des vertus ; toute belle action sera récompensée sans égard pour la naissance ; une subsistance honnête est assurée à la vieillesse et aux infirmités ; la paie est augmentée pour tous les grades ; le code pénal est modifié ; les punitions avilissantes sont réservées pour le crime, et l'accusé n'en peut subir aucune si ses égaux ne l'ont jugé coupable ;

les peines de discipline que peuvent et doivent infliger les supérieurs sont fixées par la loi. Que vous reste-t-il encore à désirer, et de quoi pourriez-vous vous plaindre ? »

On croit entendre les sages remontrances d'un père à sa famille ; à la voix d'un guerrier qui les avait jadis conduits à la gloire et aux combats, les équipages qui avaient d'abord paru disposés à prendre part à la révolte, étouffèrent jusqu'aux moindres sentimens d'indiscipline, et tout rentra dans l'ordre. Cette victoire ne fut pas celle dont s'honorait le moins M. de Bougainville ; il ramenait à la patrie des enfans égarés, et ne lui coûtait aucune larme ; il dut s'en applaudir comme de son plus beau triomphe.

Aux premiers jours d'une révolution qui paraissait ne devoir frapper que les abus, succédèrent bientôt des jours sinistres. M. de Bougainville, déja affaibli par l'âge et les fatigues, crut devoir chercher loin des affaires, le repos dont il avait un si pressant besoin ; ne pouvant pas espérer de tirer sa patrie de l'abyme où la plongeaient

les novateurs qui dévastaient la France, c'était aussi le seul moyen d'échapper à la proscription lancée contre les vertus et les talens ; quoique cependant il ne fût que trop prouvé par la suite que l'obscurité ne les sauva pas toujours de la fureur des assassins.

Lorsque l'orage commençait à se dissiper; lorsque, fatigué du désordre, on fut obligé d'appeler à la tête du gouvernement des hommes qui eussent d'autre mérite que leurs opinions révolutionnaires, la voix de quelques amis de leur pays se fit entendre jusque dans la retraite modeste qu'avait choisie M. de Bougainville. Le bruit courut en l'an 5 qu'il allait reprendre le commandement d'une escadre : à-peu-près dans le même temps, il fut porté, par les suffrages du conseil des 500(1), sur la liste des

(1) Ces suffrages ne durent pas flatter M. de Bougainville. A cette époque, la politique des députés qui lui donnaient leurs voix, consistait à mêler les noms d'hommes estimables à ceux d'hommes tarés dans l'opinion, afin de porter plus facilement ces derniers aux premières dignités de l'état.

candidats pour une place vacante au directoire exécutif; mais ce n'est qu'au héros du 18 brumaire qu'il était réservé de récompenser ses services. M. de Bougainville, convaincu par cette heureuse victoire que le jour de gloire avait enfin lui sur la France, consentit, malgré son grand âge, à sortir de son obscurité et à aider le gouvernement naissant de ses talens et de son expérience. L'Institut s'est empressé de le recevoir au nombre de ses membres, et si son bras ne peut plus rien pour la défense de sa patrie, il prouve du moins, dans le sein du sénat conservateur, qu'il peut encore la servir par la sagesse de ses conseils. L'estime publique l'a suivi dans ce poste honorable, où l'a placé la confiance du gouvernement.

BOURSIER.

Si la victoire et l'intrépidité fondent les empires, la sagesse et les vertus les conservent et les fortifient. Les Français, victorieux de tous leurs ennemis, n'eussent été peut-être que des conquérans, sans un homme de génie qui a su établir sur leurs victoires un gouvernement sage, et asseoir le repos de l'Europe sur des bases solides. Honneur donc à ces guerriers qui se montrent aussi habiles dans l'art de gouverner, qu'ils ont déployé de bravoure au milieu des combats; la paix dont nous jouissons est leur ouvrage : ils sauront la défendre aussi habilement qu'ils ont su la conquérir.

Le général Boursier, né à la Petite-Pierre, près Phalzbourg, s'est placé depuis longtemps au nombre de ces guerriers, par une suite de services non interrompus, son instruction et ses talens militaires. En l'an 2 de la république il fut nommé général de

division, et dans les premières campagnes de cette guerre on le vit contribuer par son courage aux triomphes des armées françaises.

On le voit ensuite, chef d'état-major de l'armée du Rhin, donner des preuves de talens dans ce grade, qui a tant d'influence sur les succès d'une armée. En l'an 4 il commandait une division de cavalerie qui eut une très-grande part aux victoires que Moreau remporta dans cette campagne. Au combat d'Ingolstadt, une charge de cavalerie, qu'il effectua avec autant de bravoure que d'intelligence, fit tomber en son pouvoir un escadron tout entier de cavalerie légère des ennemis; enfin, à la tête de sa division, le général Boursier protégea cette fameuse retraite que l'armée du Rhin dut regarder comme sa plus belle victoire.

Les services rendus à la patrie sur le champ de bataille ne sont pas les seuls qui aient obtenu à nos guerriers la considération et l'estime de leurs concitoyens; ils ont également bien mérité de la république, ceux qui l'ont fondée par leur bra-

voure, honorée par leur désintéressement et leurs vertus. Tandis que les uns combattaient sur les frontières les ennemis de la liberté, et remplissaient l'Europe du bruit de leurs exploits ; les autres, placés sur un théâtre moins éclatant, préparaient, dans le silence de la méditation, les triomphes de leurs compagnons d'armes, ou faisaient aimer et respecter les lois par leur exemple. Tous, également recommandables par leurs victoires et leur dévouement sans borne à la patrie, voient aujourd'hui leurs noms se confondre dans l'expression de la reconnaissance et de l'admiration publiques.

Ainsi le général Boursier se rendit utile sous plusieurs rapports ; celui qui avait donné dans les combats des preuves multipliées d'intrépidité, fut jugé digne d'occuper un poste qui exigeait de grands talens et une expérience consommée. Dans le cours de l'an 6, le directoire exécutif, sentant la nécessité de rétablir l'instruction et de maintenir l'ordre et la régularité dans l'administration des troupes de la république, crut devoir confier à des généraux

instruits, la surveillance de ces détails administratifs; le général Boursier fut nommé, le 29 fructidor de cette année, inspecteur-général des troupes à cheval des armées de Mayence et d'Helvétie.

Il rendit des services dans ces nouvelles fonctions, et le directoire eut souvent occasion d'applaudir aux talens qu'il y déploya. Le bien du service fut amélioré d'une manière sensible, et dans toutes les parties de l'administration confiée à ses soins, une multitude d'abus, plus dangereux les uns que les autres, disparut par sa vigilance et son activité.

Enfin le 18 brumaire a donné la paix à la France; la liberté triomphe à Maringo, à Hoenlinden, et les vœux de ses défenseurs sont remplis. C'est leur offrir une récompense digne d'eux que de les appeler à rendre à leur pays de nouveaux services, et le guerrier qui a versé son sang dans les combats peut encore servir sa patrie dans les conseils. Les services du général de division Boursier ne pouvaient manquer d'être récompensés par un gouvernement qui s'em-

presse d'accueillir le mérite, et s'environne de tous les genres de gloire qui peuvent ajouter à son éclat et à sa considération ; aussi ce général fut-il nommé, le 10 nivose an 11, conseiller d'Etat, membre du conseil d'administration du département de la guerre.

BROGLIE (VICTOR.)

PARMI les membres de cette assemblée à jamais célèbre qui jeta les premiers fondemens de la liberté en France, essaya de mettre en pratique la théorie d'un système philosophique si vanté par les écrivains et les publicistes du siècle dernier, et développa de grandes vues, beaucoup d'énergie, de civisme et d'amour pour la patrie, on doit accorder quelque distinction à C. L. Victor Broglie, né à Paris en 1757, fils du célèbre maréchal de ce nom.

Victor Broglie était né prince : il tenait le premier rang dans cet ordre de la noblesse qui, sous la monarchie, offrait le monstrueux assemblage de toutes les vertus et de tous les vices, de tous les talens et de l'ignorance la plus complète, l'orgueil le plus insoutenable, et la plus aimable philanthropie ; la plus basse soumission aux volontés du monarque et la plus noble fierté

jointe à des principes d'une sage philosophie et au véritable amour de la patrie. Une brillante éducation fit valoir les heureuses dispositions dont la nature avait doué le jeune Broglie. Sa naissance l'appelait à la défense de la patrie : il était colonel du régiment de Bourbon lorsque le roi convoqua les états-généraux et voulut rendre aux lois leur ancienne vigueur, à la monarchie sa primitive splendeur, une patrie à tous les Français, aux finances de l'état un crédit qui leur était nécessaire.

Victor Broglie fut élu membre des états-généraux par la noblesse d'Alsace. Cette distinction était bien due à son civisme, à ses talens, à son courage. Il est assis au milieu des représentans de la nation, et prend pour but de sa conduite et de ses opinions le bien public, la gloire de la patrie, la splendeur de la monarchie et l'intérêt du monarque. On le voit toujours voter avec les amis de la liberté, avec ces hommes sages et prudens qui veulent le triomphe des lois, la réforme des abus, et qui rougiraient de se laisser maîtriser par

les corruptions des factions, l'orgueil des préjugés, et une ambitieuse cupidité.

Dans la nuit du 4 août, où les deux premiers ordres de l'état ont fait de généreux sacrifices, mais peut-être trop tardifs, Victor Broglie adhère, pour la noblesse de la province d'Alsace, aux arrêtés qui sont pris à Versailles par l'assemblée constituante.

Quelques jours après il vote en faveur de l'admissibilité de tous les citoyens français aux emplois. Dans les grandes questions agitées dans le sein de cette illustre assemblée, où se faisaient remarquer les hommes les plus célèbres et les plus grands orateurs, Victor Broglie prouve qu'il a de grandes connaissances, une grande facilité pour s'exprimer, et qu'il est fait pour obtenir à la tribune des représentans de la nation française les plus beaux triomphes.

L'Espagne et l'Angleterre sont divisées, Louis XVI veut s'occuper leurs différends, Victor Broglie fait remarquer que le conseil du roi a préjugé la question du droit de la paix et de la guerre.

Lorsque des troubles ont eu lieu à Hague-

nau et dans tout le département du Haut-Rhin; que la guerre civile promène ses fureurs dans le Comtat Venaissain; que le département de la Meurthe a vu des soldats insubordonnés; qu'il s'agit de punir des magistrats séditieux qui prétendent résister à la volonté nationale, s'opposer aux décrets de l'assemblée constituante, et qui à Toulouse ont organisé une double opposition, se croyant fort de l'appui que leur offre une légion (la légion d'Aspe) qui a réuni autour d'elle des mécontens prêts à servir de coupables desseins; Victor Broglie est chargé de présenter, au nom des comités de l'assemblée, des mesures promptes et énergiques, et des décrets qui puissent s'opposer aux progrès des insurrections, à l'indiscipline des corps, aux tentatives de l'aristocratie.

Les connaissances militaires de M. de Broglie lui ont mérité d'être appelé au comité qui doit proposer d'utiles réformes, adoucir le sort du soldat, fixer le mode d'avancement. Il présente à la tribune les décrets qui concernent l'armée, et prouve

qu'il est digne de commander aux Français, et d'être compté parmi les législateurs de l'assemblée constituante.

Toutes les questions lui paraissent familières. Il a présenté des observations sur l'aliénation des domaines nationaux, voté avec ceux qui voudraient une création indéfinie d'assignats; et présenté le décret qui traduit à la haute cour nationale toutes les personnes en contravention à la loi sur la prestation du serment civique.

Les orages se sont accumulés sur la France et ont amené de funestes résultats. Il a fallu des lois répressives contre les séditieux et contre les émigrés qui abandonnaient la mère patrie. Parmi eux on a placé le vieux maréchal de Broglie, le père du jeune représentant du peuple Victor Broglie.

Un fils tendre, respectueux, et maîtrisé par l'amour de la patrie, ne peut souffrir sans indignation que son père soit accusé, qu'il soit placé sur la liste des ennemis de l'état, et que son exil soit prononcé.

Une pétition à la main, il monte à la

tribune de l'assemblée, et plaide lui-même la cause du maréchal son père.

Il rappelle les services rendus par ce vieux guerrier, que les ennemis de la France ont appris à redouter, que la victoire a couronné à Berghen, et qui a versé son sang pour la défense de l'état. « Cependant, ajoute le jeune Broglie, mon père ne fut récompensé de son zèle, de ses travaux, de ses blessures, que par une disgrace éclatante et par l'exil. Il vivait ignoré et tranquille à la campagne. Il a fallu la nouvelle positive et officielle des dangers dont on était parvenu à persuader au roi lui-même que sa personne était environnée, pour décider le maréchal, qui reçoit à l'instant cet avis alarmant et un ordre positif de se rendre auprès du monarque. Il arrive, il voit, et les premières paroles qu'il prononce expriment l'étonnement : *Je vois bien une armée, mais où sont les ennemis ?*

« M. Necker est parti, des préparatifs ont été faits contre Paris ; le maréchal ne peut donner son assentiment à des actes hostiles. Cependant la Bastille est au pouvoir des

Parisiens, le sang a coulé, et le maréchal est regardé comme le complice de la cour et des traîtres qui environnaient le roi. Il a fui; arrivé à son commandement, entouré des soldats qui le pressent d'entrer à Metz, il craint d'être un objet d'inquiétude pour les citoyens; il fuit les lieux où il a été accueilli, il part et se trouve dans des contrées étrangères. Quelle fatalité l'enchaîne sur ces rives lointaines? a-t-il renoncé pour toujours à cette France qu'il chérit?.... Non, jamais son intention ne fut d'émigrer. Voici ce qu'il disait à ces agens perfides qui lui conseillaient l'émigration. *Je conçois qu'on peut être opposé d'opinion à ce qui s'est fait en France; mais je ne puis entendre sans indignation le projet formé par des Français de porter les armes contre la patrie: allez, vous me faites horreur.* »

Victor Broglie reclamait en faveur de son père l'ajournement du décret qui doit le dépouiller des titres militaires que le maréchal a obtenus sous la monarchie.

« Ajournez votre décret, disait-il, et

vous rendrez à la patrie un vieillard qui l'a servie si bien pendant soixante années d'une vie glorieuse : donnez le temps à sa santé de se rétablir, à son ame celui de se pénétrer de ces sentimens, altérés peut-être par d'anciennes habitudes, mais qui sont si dignes de lui...»

Le jeune Victor Broglie trouve dans l'assemblée des amis, des soutiens. « Appelé à être courtisan, disait M. Goupil, le maréchal a préféré être vertueux : s'il est tombé dans quelques erreurs, un demi-siècle de vertus les efface; il ne doit plus rester que le souvenir de ses services et l'espoir de le rappeler à nos armées. »

L'assemblée constituante rendit un décret; il portait que, vu les grands services du maréchal, il ne serait rien statué quant à présent sur le rang et le grade dont jouissait en France M. de Broglie avant la révolution, et qu'il serait maintenu provisoirement dans le grade qu'il avait, malgré son absence, à raison de la maladie dont il était affligé.

La piété filiale de Victor Broglie devait

être récompensée. Le 14 août 1791, il fut nommé président de l'assemblée constituante, après M. Alexandre de Beauharnais.

Les travaux de cette auguste assemblée sont terminés, la première législature l'a remplacée, et la guerre a été déclarée.

Victor de Broglie a obtenu de servir la patrie dans les rangs de nos guerriers. Il y eut un moment difficile à Brisach; des soldats mutinés osent résister aux lois et faire violence aux autorités constituées. M. de Broglie se montre aux séditieux, leur oppose la loi, son courage; ils rentrent dans le devoir. L'assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de son comité, chargea son président d'écrire à M. Victor Broglie pour lui témoigner sa satisfaction de la conduite qu'il avait tenue à Brisach. Stanislas Girardin, alors président, remplit les vues de l'assemblée.

Les sous-officiers et soldats du 13e régiment d'infanterie se plaignaient d'être accusés d'avoir été insubordonnés: ils écrivirent à Victor Broglie, maréchal-de-camp, et chef de l'état-major de l'armée du Rhin....

Ils terminaient leur lettre par ces mots « Obéissance aux lois, subordination la plus stricte, courage inébranlable, vivre libres ou mourir. »

Victor de Broglie leur répondit qu'il avait su distinguer l'insubordination et les délits de quelques individus, de la conduite du 13e régiment, toujours digne de porter le nom de *régiment sans tache*. « C'est à vous, disait cet officier-général, c'est à vous, mes braves camarades, qui avez connu mes sentimens et ma conduite, à prononcer si je peux être soupçonné. Je livre ma vie entière à mes ennemis les plus acharnés, s'ils sont de bonne foi ; mais je déclare aux traîtres, aux conspirateurs, que, fidèle à mon poste, je suis prêt à mourir de la main des rebelles ou de celle des ennemis, plutôt que de souffrir que les uns ou les autres portent atteinte à la constitution. »

Après la journée du 20 juin, il se joignit au général Lamarlière, qui, dans le camp de Plobsheim, au milieu des soldats, protesta de son dévouement à la constitution et au roi.

Quelques jours après, Victor Broglie fit paraître un mémoire sur la défense des frontières de la France et du Rhin, qui obtint les suffrages des militaires instruits.

Après la journée du 10 août 1792, la convention exigea des officiers de l'armée des actes de soumission. Biron avait donné l'exemple, Victor Broglie avait imité son général ; mais le jour même, ayant offert sa rétractation aux représentans du peuple en mission, il fut destitué.

Depuis qu'il a quitté l'armée, des ennemis puissans ont juré sa perte : on l'accusait d'avoir augmenté le nombre des émigrés. Il crut devoir repousser cette calomnie, et se servit des journaux pour apprendre à ses concitoyens qu'il était aux eaux de Bourbonne-les-bains. Il assurait que jamais un tel parti ne lui fut plus en horreur, et qu'aucun événement ne pouvait le déterminer à l'adopter.

Quelques mois après, la commune de Langres écrivit à l'assemblée nationale pour lui annoncer qu'elle avait fait arrêter un individu nommé Broglie. Victor se hâta

de réclamer auprès de l'assemblée nationale, et terminait sa lettre en demandant d'être employé à l'armée de Biron, en qualité de volontaire.

Mis en liberté, il vint à Paris au moment où les lois sur les suspects étaient en vigueur. On fit dans sa maison une visite domiciliaire : le comité de sûreté générale et de surveillance attesta que sa conduite le mettait à l'abri de tout soupçon, et que rien ne pouvait fonder à son égard des mesures extraordinaires prises contre les ennemis de la république.

Le 11 mars 1793, une députation de la section des Invalides fut admise à la barre de la convention nationale. Victor Broglie était l'orateur de cette députation. Il fit part à l'assemblée des mesures prises par la section en faveur des défenseurs de la patrie, et pour assurer aux veuves et enfans des soldats morts aux frontières des moyens de subsistance et les effets de la reconnaissance nationale.

Cependant les ennemis de Victor Broglie ont réuni tous leurs efforts.... Sa perte

est jurée, le jour de la vengeance approche, il est arrêté à la Côte - d'Egalité département de la Saône, mis en prison, traduit au tribunal révolutionnaire le 9 messidor de l'an 2, livré au glaive des bourreaux, et à l'âge de 37 ans il a cessé de vivre, après avoir fourni une belle carrière, servi la patrie, et s'être montré législateur intègre, brave soldat et bon citoyen.

BRUEYS.

Le nom de l'amiral Brueys est pour jamais lié au souvenir du plus fameux combat dont les annales de la marine française aient encore fait mention. En vain y chercherait-on un second exemple d'une bataille navale aussi meurtrière, aussi féconde en traits d'héroïsme et de dévouement que celle d'Aboukir. L'Europe entière a retenti du choc des flottes ennemies ; mille guerriers, célèbres par mille actions d'éclat, ont mérité d'occuper les bouches de la renommée, étonnée d'avoir à publier cette fois la défaite des soldats français.

Depuis long-temps la marine française voyait dans Brueys un officier aussi distingué par ses connaissances que par son courage ; l'estime particulière que lui témoigna Bonaparte, lorsqu'il commandait en Italie, vint encore ajouter à ces suffrages honorables. Brueys s'était élevé, par

ses talens et par une longue suite de services, au grade d'amiral, lorsqu'en l'an 6, l'escadre qu'il commandait fut mise par le directoire exécutif à la disposition du vainqueur d'Arcole et de Lodi. Le 8 brumaire, il eut ordre de mouiller dans la rade de Raguse, à l'effet de défendre l'indépendance de cette république, et de la protéger contre les tentatives des Anglais. La bonne conduite de cette escadre, l'ordre et la discipline qui régnaient parmi les équipages, fixèrent l'attention de Bonaparte, qui s'empressa d'en témoigner sa satisfaction aux officiers et aux soldats. Il fit présent à l'amiral de la meilleur lunette d'Italie, sur laquelle était écrit : *Donnée par le général Bonaparte au contre-amiral Brueys.* Tous les équipages reçurent en gratification un habillement neuf, et ce qui restait d'arriéré dans la solde leur fut entièrement payé.

Nous n'énumérerons pas ici les services que Brueys rendit à la marine et à sa patrie depuis le commencement de la révolution ; les digressions dans lesquelles cet exposé nous forcerait d'entrer paraîtraient

d'ailleurs d'un intérêt bien faible auprès de la grande époque de sa carrière militaire, que nous allons nous hâter d'aborder.

Le traité de Campo-Formio, en rétablissant la paix sur le continent, permettait à la France de s'occuper du soin de relever l'honneur de sa marine : des armemens formidables se firent à-la-fois dans tous les ports. Les Anglais, d'abord confians dans la supériorité de leurs vaisseaux, perdirent peu-à-peu de leur sécurité. La persevérance avec laquelle les Français réunissaient leurs efforts, finit par leur inspirer des craintes sur l'objet de ces préparatifs redoutables ; le nom de Bonaparte, chargé de diriger l'expédition, ajoutait encore à leurs alarmes, lorsqu'on apprit, dans le cours du mois de floréal de l'an 6, qu'il était parti de Paris pour aller se mettre à la tête de l'armée rassemblée sur les bords de l'Océan et de la Méditerranée. Les uns pensaient que le but de cette expédition était de rendre quelque activité au congrès de Rastadt, dont les négociations traînaient en longueur; les autres assuraient que,

marchant sur les traces de Guillaume-le-Conquérant, le vainqueur de l'Italie allait tenter d'envahir la Grande-Bretagne.

Pendant que ces conjectures amusaient les oisifs, Bonaparte s'embarquait à Toulon, sur une flotte de plus de quatre cents voiles, conduite par l'amiral Brueys. Cette flotte, qui portait trente mille combattans vainqueurs à Arcole et à Rivoli, se composait de treize vaisseaux de ligne, savoir: *l'Orient*, vaisseau amiral de 120 canons, capitaine Casa-Bianca; *le Guillaume-Tell*, capitaine Saulnier; *le Tonnant*, capitaine Dupetit-Thouars; *le Franklin*, de 80, capitaine Gillet; *l'Aquilon*, de 74, capitaine Thevenard fils; *le Généreux*, capitaine Lejoille; *le Mercure*, capitaine Lalonde; *l'Heureux*, capitaine Etienne; *le Guerrier*, capitaine Trulet aîné; *le Timoléon*, capitaine Trulet cadet; *le Peuple souverain*, capitaine Racors; *le Conquérant*, capitaine Dalbarade; *le Spartiate*, capitaine Emerilan : de cinq frégates, *la Diane*, capitaine Peyret; *la Justice*, capitaine Villeneuve; *l'Artémise*, capitaine Stendelet;

la Junon, capitaine Pourquier; *l'Alceste*, de 40 canons, capitaine Barrée, et *la Fortune*, de 36, capitaine Marchand : des bricks *le Corcyre* et *le Lody*, et de huit flûtes armées en guerre.

La célérité avec laquelle une flotte aussi considérable fut armée et approvisionnée, attestait la vigilance de l'amiral Brueys : Bonaparte se plut à l'en féliciter et lui fit présent d'une magnifique paire de pistolets qui avaient appartenu au prince Eugène. Le 30 floréal, l'expédition sortit de Toulon, et le 18 prairial une partie de la flotte parut devant Malte. Cette île, si célèbre par la bonté de ses fortifications, qui avaient résisté à toutes les forces ottomanes sous la régence du grand-maître Jean de la Valette, fut enlevée par un coup de main. L'armée navale fut reçue dans le port, et Bonaparte entra dans la ville. Cette utile conquête favorisant désormais le succès de ses desseins, il fit voile pour Alexandrie, laissant dans Malte une garnison française aux ordres du général Vaubois. Toute l'armée débarqua le 13 mes-

sidor à Alexandrie ; les français, en peu d'heures, se rendirent maîtres de la ville et des forts qui la défendaient. Alexandrie possède deux ports, l'un appelé *le Nouveau*, l'autre *le Vieux*. Le premier est moins important ; la flotte la plus nombreuse peut mouiller dans le second ; mais Brueys, prétendant que ce dernier n'était accessible qu'aux vaisseaux de ligne de troisième rang, à cause des bas-fonds qui en rendaient l'entrée dangereuse, alla mouiller dans la rade d'Aboukir, entre Alexandrie et Rosette.

Plusieurs officiers de marine, qui ne partageaient pas l'avis de l'amiral, pensèrent que l'escadre, dans ce mouillage, pouvait être jetée à la mer par un coup de vent, ou détruite par une armée navale supérieure ; que la gauche de l'armée française n'étant pas assez appuyée à la terre, il fallait s'en rapprocher davantage ou couler des bâtimens entre elle et l'escadre. Brueys craignit cette opération dans une rade dangereuse, où un coup de vent pouvait faire échouer les vaisseaux

si l'on ne laissait point autour d'eux l'espace nécessaire pour qu'ils pussent tourner sur leurs ancres. Il craignit, si un malheur arrivait, qu'on ne le taxât d'ignorance, et ces craintes le perdirent.

Déja près d'un mois s'était écoulé depuis l'arrivée des Français en Egypte, et l'escadre française ne songeait plus qu'à faire son retour en France, lorsque, le 14 thermidor, en jetant les yeux sur la grande mer, on découvrit plusieurs voiles. Bientôt quatorze grands vaisseaux se montrèrent et s'approchèrent d'Alexandrie; la générale battit, on ne douta plus dans la ville que ce ne fussent les Anglais. A leur marche régulière et hardie, à la manière dont ils s'approchèrent du port pour le reconnaître, on augura qu'ils voulaient attaquer l'escadre française; elle fut prévenue de leurs dispositions. Les Anglais ne tardèrent pas à s'avancer en bon ordre, et le combat s'engagea entre les deux escadres à cinq heures et demie du soir.

L'amiral Nelson, parfaitement instruit qu'il pouvait passer entre les vaisseaux

français et la terre, défila devant la ligne française, conduit par une chaloupe du pays. Entre le premier vaisseau de gauche et la terre était la frégate *la Sérieuse*, et comme les vaisseaux ennemis prennent moins d'eau que les nôtres, les Anglais pensèrent avec raison qu'entre la frégate et le premier vaisseau, il y avait assez d'eau pour eux; cela ne leur réussit que trop bien. Une autre faute que fit l'amiral, fut celle de ne pas garnir l'île de bonnes batteries capables de flanquer la gauche de l'armée et de la garantir. Au lieu de charger de ce travail un officier supérieur de mérite, on en chargea le premier venu; on n'établit qu'une mauvaise batterie, qui fit plus de mal que de bien. Enfin, l'amiral Brueys se perdit par sa trop grande confiance; il s'était persuadé qu'une armée embossée était inattaquable, et que jamais les Anglais n'oseraient approcher; il se trompa.

Les ennemis tournèrent sa gauche; la frégate *la Sérieuse* fut coulée d'abord: le premier vaisseau anglais toucha; mais le second trouva la passe, et bientôt six vais-

seaux ennemis se trouvèrent entre notre escadre et la terre. Les trois premiers attaquèrent le premier vaisseau français, il ne put résister; ils passèrent de suite au second, et ils firent amener ainsi successivement tous les vaisseaux, jusqu'à *l'Orient*, qui était au centre. Ce dernier fit beaucoup de mal aux trois qui l'attaquèrent; un fut démâté, l'autre criblé, et le troisième amena son pavillon; mais les trois qui suivaient ranimèrent le combat. L'action s'engagea de nouveau avec une opiniâtreté dont l'histoire n'offre point d'exemple; on s'approcha à portée du pistolet, et tout ce qui existe de moyens de destruction fut employé de part et d'autre. Ce fut dans cette circonstance que l'amiral Brueys fut blessé à la tête et à la main; cependant il continuait de commander et d'animer son équipage, lorsqu'un boulet de canon le coupa en deux. Il vécut encore un quart-d'heure, et mourut en disant à ceux qui voulaient le conduire au poste des blessés : *Un amiral français doit mourir sur son banc de quart.* Un moment après, le capitaine du vaisseau amiral,

Casa-Bianca, ancien député, fut mortellement blessé à la tête, d'un éclat de bois.

L'amiral Brueys venait d'être tué, le contre-amiral Blanquet-Duchayla blessé dangereusement, et personne ne se présentait pour commander : on ne savait pas même à la droite de l'armée la mort de l'amiral, lorsque le feu prit à bord de *l'Orient :* tous les efforts pour l'éteindre furent inutiles. Ce malheur ne fut pas l'ouvrage des Anglais; mais il fut causé par l'incendie de plusieurs seaux de peinture à l'huile qu'on avait eu l'imprudence de laisser sur le pont, et par la négligence avec laquelle se faisait le service des poudres. L'embrasement devint général ; rien ne put sauver ce superbe vaisseau ; *l'Orient* sauta en l'air avec un fracas horrible. Les vaisseaux qui étaient le plus près de lui s'étaient empressés de s'en éloigner lorsqu'ils le virent en feu, et bientôt on put distinguer, à la lueur enflammée de l'air, des voiles, des canons, des hommes qui retombaient sur l'escadre ; horrible moment de destruction ! ! !

Que d'actions de courage signalèrent cette affreuse nuit! que de traits d'héroïsme furent ensevelis dans les ténèbres ou dans le vaste sein des mers! quel moment d'incertitudes cruelles pour les Français qui étaient à terre! Ils applaudissaient d'abord en voyant que le feu des vaisseaux qui étaient le plus près d'eux était le plus vif; ils ne savaient pas que ces vaisseaux étaient ceux des ennemis. Bientôt ils aperçurent une flamme qui éclairait la mer et le désert; la fumée s'amoncelait vers les étoiles, et le ciel, toujours pur dans ces climats, voyait pour la première fois des nuages arrêtés sur l'Egypte. Une masse de fumée longue et épaisse s'élevait d'Aboukir, semblable à un énorme aérostat : des cris de désespoir se faisaient entendre le long de la côte, lorsque le soleil vint éclairer les sanglans désastres de cette nuit horrible.

Cependant il n'y avait eu jusqu'alors que sept vaisseaux français qui avaient pris part au combat; les autres ayant été coupés du reste de l'escadre par la manœuvre des Anglais. Nelson, victorieux, attaqua les six

autres vaisseaux ; ceux-ci, ne recevant point d'ordre ni de signaux, se jetèrent à la côte et se battirent individuellement aussi long-temps qu'ils le purent, excepté *le Guillaume-Tell* et *le Généreux*, qui, brisant leurs cables, mirent à la voile et se sauverent. Les ennemis voulurent les poursuivre, mais ils étaient si maltraités eux-mêmes que les deux vaisseaux français n'eurent pas beaucoup de peine à leur faire lâcher prise. *le Tonnant*, *l'Heureux* et *le Mercure* furent pris ; *le Timoléon* se brûla à la côte, après avoir mis à terre son équipage.

Le combat, qui n'avait pas discontinué pendant toute la nuit, durait encore le lendemain matin : quelques vaisseaux parvinrent à échapper au vainqueur : *le Guillaume-Tell* se réfugia à Malte, avec les frégates *la Diane* et *la Justice* ; *l'Artémise* fut brûlée pendant l'action, et *la Sérieuse*, coulée bas, put sauver une partie de son équipage ; *le Généreux* se retira à Corfou ; *le Timoléon* s'était brûlé lui-même ; *l'Orient* avait sauté en l'air : les neuf autres vais-

seaux tombèrent entre les mains des Anglais, mais il y en avait entre autres trois en si mauvais état, qu'ils les brûlèrent dans la rade. Presque tous les leurs avaient été désemparés; leur perte s'éleva, de leur propre aveu, à 1000 hommes tués et 1800 blessés; l'amiral Nelson lui-même le fut grièvement à la tête : mais les secours de tout genre qu'ils trouvèrent dans les ports de Sicile permirent bientôt aux ennemis de profiter des avantages de leur victoire. Les communications entre les ports de France et ceux d'Egypte furent interceptées, et les Anglais dominèrent sans obstacle sur la Méditerranée.

Telles furent les suites de cette malheureuse journée : une foule de braves Français y périt en faisant des prodiges de valeur; presque tous les officiers furent blessés, et ce qu'ils firent encore, même après des blessures mortelles, pour disputer la victoire, laisse les plus glorieux souvenirs. L'amiral Brueys commit une grande faute en abandonnant aux ennemis l'avantage incontestable de la position, mais l'exemple

qu'il donna d'un dévouement et d'une valeur héroïques doit en quelque sorte lui servir d'excuse et l'acquitter envers sa patrie. Le généreux sacrifice de sa vie, qu'il a fait pour expier sa fatale erreur, nous autorise peut-être à dire de lui que *pour vaincre il ne lui a manqué que de vivre.*

BRUIX.

EUSTACHE BRUIX, né à Saint-Domingue en 1759, fut élevé au collége Mazarin, où il se fit remarquer par des talens précoces et un goût décidé pour peindre des vaisseaux et des marines.

Son père le destinait au service de terre, mais la nature l'appelait à celui de mer; on prétend qu'elle lui avait fait un don rare et précieux : dans sa jeunesse il avait la vue si bonne et si perçante qu'il découvrait, avec le seul secours de ses yeux, ce que les marins les plus clair-voyans n'apercevaient pas même avec des lunettes.

Après avoir fait de brillantes études pendant tout le cours de l'an 1776, il se mit à même d'être reçu dans le corps militaire de la marine. Le vif amour de la gloire ne lui permit pas de solliciter des protecteurs. On ne parlait alors que des belles actions du capitaine Américain Wilk; il voulut voir

ce héros, apprendre de lui l'art de vaincre sur le sein des mers, et s'associer à sa gloire, à ses dangers. En vain le gouvernement français a défendu de s'embarquer sur les vaisseaux américains, Bruix a résolu de suivre Wilk, il se jette dans un canot et attend à quelques lieues du port la frégate que montait le capitaine. Mais la fortune en avait décidé autrement ; Wilk, pour échapper aux Anglais, fut obligé de dérader pendant la nuit, et Bruix, abandonné, revint tristement au port.

Notre jeune marin ne songe plus qu'à acquérir des connaissances, et veut joindre la théorie à la pratique. La compagnie de la Guyane annonce le projet d'établir des comptoirs en Afrique, et de faire sur cette côte d'importantes découvertes; Bruix veut être de cette expédition, il ne demande ni émolumens ni grades, son unique desir est d'acquérir de la gloire et de s'instruire. Il s'embarque sur la gabarre *la Négresse :* le gros temps la contraint de relâcher à Lisbonne. C'est là que Bruix s'aperçoit que

l'expédition n'a pour objet qu'un vil intérêt, et qu'il apprend que la France a déclaré la guerre à l'Angleterre : ces deux motifs l'engagent à revenir dans sa patrie.

En 1778, un officier supérieur, qui rendait justice à ses connaissances, lui fit obtenir l'ordre du gouvernement pour les examens. Il eut un tel succès le jour qu'il parut devant les examinateurs, qu'il fut promu au grade de garde de la marine, sans passer par celui d'aspirant.

Il s'embarque aussitôt sur une frégate ; pendant la croisière, il se fait remarquer par son assiduité, son zèle, ses connaissances. Une tempête s'étant élevée, il eut la gloire de sauver la frégate, dont on lui confia momentanément le pilotage.

Il sert ensuite avec distinction sous les amiraux d'Orvilliers, de Grasse, d'Estaing. Lorsque la guerre contre l'Angleterre est terminée, il est admis à l'académie de marine, et passe bientôt comme capitaine en second sur la frégate d'instruction des élèves.

Lorsque le pavillon tricolore est placé sur

nos vaisseaux, et que l'heure de la liberté sonne pour la France, Bruix est chargé du commandement de la première frégate qui sort de nos ports, et qui reçoit l'ordre d'observer les mouvemens de la marine anglaise. En 1792, il commande un vaisseau de 80 canons. Un décret qui prive les ex-nobles du bonheur de servir l'état l'oblige d'abandonner son vaisseau. Il se retire dans un lieu champêtre et solitaire ; c'est là qu'il compose un petit ouvrage ayant pour titre : *Essai sur les moyens d'approvisionner la marine par les seules productions du territoire français.*

Après le règne de la tyrannie décemvirale, Bruix offre ses services à la patrie ; ils sont acceptés. Il est successivement major-général d'escadre, major-général de la marine, chef des mouvemens des ports de Brest.

Alors le gouvernement français s'occupait d'une descente en Angleterre, que l'arme du génie et la marine française ont toujours regardée comme possible. Hoche

est chargé de commander l'expédition dirigée contre l'Irlande. Bruix, à qui les préparatifs de cette expédition ont été confiés, comme administrateur et comme marin, rend les plus grands services : par ses soins la flotte navigue sur le vaste océan, et il sauve, par l'habileté et la précision de ses manœuvres, le vaisseau de guerre qui ramenait Hoche en France, des circonstances malheureuses ayant fait échouer les projets du général de l'armée de terre et rendus nuls les talens de Bruix.

Il venait d'être élevé au grade de vice-amiral lorsque, le 8 floréal de l'an 6, il fut nommé, par le directoire, ministre de la marine, à la place du citoyen Pleville-le-Peley, démissionnaire.

Les premiers actes de son administration ne furent point publiés avec ostentation : c'est dans le silence du cabinet qu'il s'occupait des moyens de rendre à notre marine son ancienne splendeur, de prouver aux marins qu'ils étaient toujours chers au gouvernement, et que son ministère serait entièrement consacré à la réforme des abus

et à l'encouragement de la marine militaire et marchande.

Bientôt les actes du ministre de la marine sont publiés; il fait un appel à la jeunesse française et lui montre la gloire qui couronne le marin intrépide, nos vaisseaux qui les attendent et qui ont besoin de leurs bras pour punir de superbes rivaux qui se disent insolemment les rois des mers.

Il écrit aux négocians, leur annonce que le cabotage est autorisé, qu'il sera protégé, parce que l'intérêt du commerce l'exige, et qu'il est l'école de nos jeunes marins, que la guerre retient dans nos ports.

Indigné que des armateurs aient l'audace et l'incivisme de séduire les matelots en leur offrant de l'or et du service sur leurs bâtimens, et les excitant ainsi à déserter les vaisseaux de la république, il proclame avec solennité les lois contre les déserteurs de la marine et contre ceux qui les favorisent ou essaient de les séduire.

Dans un article inséré dans les feuilles publiques, il fait publier le cartel d'échange

des prisonniers de guerre français et anglais, passé le 27 fructidor an 6, entre le commissaire Niou et M. Winckam, et annonce avec enthousiasme que les anglais ont été forcés d'évacuer Saint-Domingue et de remettre cette île au général Hédouville. Bientôt il apprend aux marins, aux négocians, que les relations commerciales avec Saint-Domingue sont rétablies.

Dans un rapport fait au directoire, il s'éleva contre la course, qui nuisait à nos intérêts, nous faisait des ennemis parmi les puissances neutres, et nous privait des marins les plus intrépides et les plus expérimentés. Il concluait par demander que l'on suspendît pendant quelque temps toute permission d'armer en course, et d'autoriser seulement les expéditions en guerre et marchandises qui se font pour les colonies.

Bruix fit connaître au directoire la belle défense du *Francklin*, monté par le contre-amiral Duchayla; il paya à ce brave marin le tribut de reconnaissance que méritait une belle défense contre un ennemi supérieur.

Des opérations maritimes avaient lieu à Brest: elles avaient pour objet un système d'attaque et de défense qui pouvait nuire à nos ennemis et protéger nos côtes; mais il fallait activer les opérations et remplir le vœu du gouvernement. Bruix quitte Paris et se rend à Brest; là, il voit tout par ses yeux, il ordonne et l'on exécute; sa présence imprime dans le port un tel mouvement d'activité, d'enthousiasme, que les travaux sont accélérés et que les différens convois sont rendus à leur destination à l'époque fixée par le directoire.

Quoiqu'il arrivât journellement des marins des différentes parties des côtes, cependant les équipages n'atteignaient pas le complet auquel le ministre de la marine voulait les porter : soudain il fait un appel au canonniers des deux brigades de la marine pour s'embarquer volontairement, et bientôt dans les bureaux on ne peut suffire à recevoir les inscriptions des canonniers de bonne volonté. On fut obligé de suspendre l'embarquement d'une partie de ces braves gens, tant pour assurer le

service du port jusqu'au moment où on aurait pourvu à leur remplacement, que pour réserver les canonniers nécessaires à l'armée.

Ce fut Bruix qui fit élever au grade de contre-amiral, pour cette campagne, l'intrépide Linois, alors chef d'état-major de l'armée d'Angleterre, dont Moulins était provisoirement général en chef.

Le 7 floréal an 7, Bruix donne le signal de l'embarquement, il monte le vaisseau amiral; et la flotte de Brest, forte de vingt-cinq vaisseaux de ligne et d'un nombre proportionné de frégates, lève l'ancre et sort de la rade. Les Anglais parurent le 8 et le 9 devant Brest, mais la flotte française était partie depuis quarante-huit heures. Favorisée par les vents, elle parcourait le vaste océan; tous les équipages des vaisseaux étaient au complet, seize mille hommes de troupes étaient répartis sur les vaisseaux; ils étaient commandés par le général Kilmaine : les marins avaient reçu trois mois d'avance et on était approvisionné pour plusieurs mois.

Au moment où les vaisseaux sortirent du port, l'escadre anglaise était en vue d'Oueſsant et son avant-garde avait pénétré jusque dans l'Iroise. L'amiral crut néanmoins devoir mettre sous voile : il prit la tête de l'armée en lui faisant le signal de suivre une manœuvre hardie, qui fut éxécutée et que le succès couronna. Il s'éleva à plus de cinquante lieues au large avant que l'ennemi put avoir connaissance de son départ. Après six jours de navigation, parvenu à douze lieues du détroit de Gibraltar, il aperçoit l'escadre de l'amiral Saint-Vincent. Aussitôt il donne le signal de l'attaque, et sur tous les vaisseaux on se prépare au combat; matelots et soldats font éclater cette vive alégresse, cette confiance, présage de la victoire; tout annonce que la journée peut être fatale aux Anglais. Mais l'escadre s'est à peine formée en ordre de bataille, que les élémens déchaînés annoncent la tempête; elle éclate, et l'amiral anglais profite de ce moment pour se placer sous la protection des forts qui bordent la côte

portugaise. L'amiral Bruix ayant perdu l'espoir d'atteindre l'ennemi, entre dans la Méditerranée, et le vingt-unième jour depuis son départ elle est en vue de Carthagène. En passant devant Malaga on s'empara d'une frégate et d'un vaisseau anglais.

A la fin du mois l'escadre entra à Toulon; son séjour devait être de courte durée; elle avait à se munir de plusieurs objets nécessaires pour sa destination ultérieure: elle devait se joindre à toute la flotte espagnole; des circonstances empêchèrent cette jonction. Les équipages, pendant la traversée, montrèrent le meilleur esprit, et les officiers des talens que les ennemis de la marine française voudraient en vain déprécier. Lors de son passage devant Carthagène, six vaisseaux espagnols se joignirent à la flotte de Bruix.

On écrivit de Toulon le 6 prairial: « L'escadre légère a mis à la voile, elle est sortie du port, et le reste de l'armée navale n'attend plus qu'un moment favorable pour la suivre. Nos marins et nos

soldats sont dans la meilleure tenue. Ils offrent tous un spectacle délicieux pour les amis de la patrie. Bruix a tout créé, tout ranimé, rendu la vie à notre marine; il a la confiance des officiers et des soldats. Il peut tout oser avec des hommes intrépides, qui aiment la patrie, et qui sont prêts à tout sacrifier pour elle.»

Bruix, pendant son séjour à Toulon, redoubla de zèle et d'activité: il accéléra les travaux, et prouva qu'il était bon marin, excellent ministre, qu'il ne songeait qu'aux devoirs de sa place et à la gloire de la marine française.

L'escadre anglaise suivait celle de Bruix; mais le vent avait secondé nos efforts, et nos vaisseaux n'avaient plus rien à craindre de la réunion de vingt-six vaisseaux de ligne, effectuée pendant la route, et que les Anglais croyaient nous opposer si nous tenions la pleine mer. Bruix avait rempli sa mission; une partie des troupes qu'il avait à bord de son escadre, des approvisionnemens nécessaires à l'armée d'Italie et à la république Ligurienne, des muni-

tions et de l'artillerie avaient été débarqués à Gênes; la flotte était de retour à Toulon, et avait su, par une manœuvre hardie et parfaitement exécutée, éviter un engagement avec des forces supérieures qui l'observaient. Gênes était ravitaillée, et des moyens venaient de lui être fournis pour une glorieuse défense; elle pouvait occuper l'Autrichien jusqu'au moment où la Victoire, traversant les Alpes, viendrait réparer nos pertes, venger la France, et donner la paix au monde.

Bruix a prouvé que tout est possible à un fonctionnaire public qui veut servir sa patrie; il a rempli les ordres du gouvernement avec célérité, avec tout le bonheur que devaient lui promettre ses talens, son activité, son zèle, et le desir bien prononcé qu'il avait de réussir. La flotte quitte Toulon, et il a cru que son devoir lui prescrivait de la ramener; ni l'incommodité du voyage, ni le grand nombre des vaisseaux anglais qui vont le suivre, ne peuvent mettre obstacle à sa résolution. Nos marins ont triomphé des élémens, de la vigilance et des forces

de la marine anglaise, réduite à l'impuissance; ils partent avec joie, Bruix est avec eux. On arrive à Carthagène, et l'on aperçoit l'escadre espagnole, forte de dix-huit vaisseaux de ligne, de cinq frégates, une corvette et trois bricks; l'amiral Massaredo la commande. On accueille Bruix et nos braves marins; des fêtes brillantes leur sont données à Carthagène.

Avant de quitter ces parages, les amiraux français et espagnol firent publier deux proclamations. Bruix disait aux marins français: « Réunis enfin avec nos fidèles alliés, nous touchons au moment de punir l'Angleterre et de délivrer l'Europe de sa tyrannie. Souvenez-vous qu'il est de l'intérêt de votre nation et de votre honneur que nous donnions bonne opinion de nous à une nation que nous estimons; c'est en dire assez à des Français. Vous êtes au milieu d'un peuple généreux et le plus fidèle allié de la France. Respectez ses coutumes, ses usages et sa religion. . . . »

La flotte combinée mit à la voile; à la hauteur de Cadix, elle s'empara de plu-

sieurs bâtimens anglais richement chargés, d'un brick algérien et de deux vaisseaux américains. Elle poursuivit sa route, et, sans avoir rencontré l'ennemi, elle parvint au port de Brest, où furent accueillis les amiraux Bruix et Massaredo, qui, le 9 fructidor, se mirent en route pour Paris. Le commandement de la flotte française fut alors confié au contre-amiral Delmotte, et celui de la flotte espagnole au lieutenant-général Gravina.

Bonaparte arrivait d'Egypte, et cet événement heureux comblait de joie tous les Français. On prévoyait déja que ce héros favorisé du ciel réparerait nos maux et opérerait par son courage et son génie une utile révolution. Les gens de bien, les bons citoyens et les vrais militaires entourèrent ce jeune héros, et l'invitèrent de mettre un terme à nos maux et aux secousses révolutionnaires. L'amiral Bruix fut du nombre de ces hommes qui, n'ayant que l'intérêt de la patrie en vue, savent rendre justice aux héros et seconder le ciel qui les favorise; il offrit ses services à Bonaparte, et son nom est le premier

inscrit sur la liste des militaires qui, à la journée du 18 brumaire, délivrèrent la France de la tyrannie directoriale, et mirent un terme aux complots des factieux.

Lorsque la constitution fut acceptée par le peuple Français, et le gouvernement organisé, Bonaparte, élu premier consul, appela auprès de lui les hommes les plus distingués par leurs talens; il ne pouvait oublier les services que Bruix avait rendus à notre marine, comme ministre et comme amiral; il le nomma conseiller-d'état, section de la marine.

BRUNE,

BRUNE.

BRUNE est du nombre des généraux français dont la révolution développa les talens, et qui contribuèrent par leur courage à assurer la liberté de leur patrie. Il exerçait en 1791 l'état d'imprimeur, et cultivait les lettres avec quelque succès. Ses connaissances littéraires et son instruction l'avaient fait considérer des ses concitoyens, et leurs suffrages l'appelèrent plusieurs fois aux emplois publics; mais Brune avait un penchant décidé pour les armes : ses inclinations, sa jeunesse, sa constitution robuste lui firent préférer le tumulte des camps à l'étude des belles-lettres ou à celle de l'économie politique, dans lesquelles il pouvait également espérer de réussir.

Son avancement ne fut l'ouvrage ni de l'intrigue ni de la faveur; il ne doit sa fortune qu'à lui-même, et ce fut toujours sur le champ de bataille que ses chefs l'avancèrent en grade, jusqu'à celui de général

de division. Confondu dans les rangs des grenadiers, son intrépidité et sa bonne conduite le faisaient aimer et admirer de ses camarades, qui l'appelaient, comme un autre Latour-d'Auvergne, *le premier grenadier français*.

Le même caractère de bravoure qu'il avait montré lorsqu'il n'était que simple volontaire, le conduisit toujours à la victoire lorsqu'il fut appelé au commandement. Dans la Suisse, comme dans l'Italie et dans la Hollande, il semblait oublier qu'un général ne doit pas exposer ses jours comme le dernier soldat de son armée; il bravait la mort au milieu d'une grêle de balles et de mitrailles avec un sang-froid qui étonnait ses braves frères d'armes, et se précipitait toujours à leur tête où le danger paraissait le plus imminent.

Il était, en l'an 5, général de brigade en Italie, sous les ordres de Bonaparte, lorsqu'à l'attaque de Véronne par les Autrichiens, enhardis par quelques avantages, il se jetta, à la tête des grenadiers de la soixante-quinzième demi-brigade,

sur leurs pièces de canon, qu'il enleva à la baïonnette. Ce fut à cette affaire meurtrière qu'il reçut sept balles dans ses habits. Bonaparte, en faisant au directoire l'éloge de sa bravoure, écrivait : *Le général Brune a reçu sept balles dans ses habits ; aucune ne l'a blessé : c'est jouer de bonheur.*

En l'an 6, lorsque des troubles éclatèrent en Suisse, le directoire confia au général Brune le soin de les appaiser, et le mit à cet effet à la tête d'une petite armée destinée à agir contre les révoltés de Berne et de Fribourg. Il n'est pas inutile de rappeler ici l'origine de ces troubles, puisqu'ils furent le sujet ou le prétexte des hostilités de la part du gouvernement français. Les sénats de ces deux cantons refusaient d'admettre les prétentions du pays de Vaud, qui voulait former un quatorzième canton helvétique ; et le directoire avait rendu les deux sénats responsables des atteintes portées aux libertés d'un peuple qui s'adressait à la république française pour le protéger contre d'injustes oppresseurs.

La guerre ne fut pas longue, quoique l'armée eût à vaincre les difficultés de l'art et de la nature. Soleure ouvrit ses portes au général français; Fribourg fut emporté d'assaut, et cependant n'eut qu'à se louer de la modération du vainqueur. Les personnes et les propriétés furent aussi religieusement respectées que si la ville se fût rendue par capitulation. Les prisonniers furent renvoyés et des larmes de joie attestèrent leur reconnaissance. La marche de Brune jusqu'à Berne ne fut qu'une suite de victoires d'autant plus glorieuses qu'elles avaient été disputées avec une valeur et un acharnement inconcevables, et Berne elle-même fut prise après un combat des plus sanglans, qui avait duré quatorze heures consécutives.

Les Bernois, vaincus, évacuèrent Morat, ville fameuse par la bataille que les Suisses y avaient gagnée sur les Bourguignons en 1476, et par l'appareil avec lequel les ossemens des vaincus y étaient conservés. Ce trophée insultant pour la nation française ne pouvait manquer d'être détruit dans

cette circonstance; il le fut en effet, et ce qui est très-remarquable, il le fut par des bataillons du département de la Côte d'Or, le jour même de l'anniversaire de la bataille de Morat.

Ces brillans succès furent suivis de plusieurs autres combats, où les talens du général, la valeur et la discipline des troupes décidèrent la victoire en faveur des Français. Le fameux passage de Gumine, que l'ennemi avait hérissé de batteries, fut emporté à la baïonnette; vingt-neuf drapeaux, une artillerie nombreuse, tombèrent au pouvoir du vainqueur. Par-tout il fallut surmonter des obstacles qu'offraient des positions presque inexpugnables, que l'art joint à la nature avait fortifiées de toutes ses ressources, et qui étaient défendues par la plus formidable artillerie.

Jusque-là les instructions reçues par le général Brune avaient été fidèlement exécutées, l'aristocratie bernoise avait été renversée, et l'objet de la guerre était rempli; Brune l'avait terminée avec autant d'habileté dans ses dispositions militaires que de

générosité envers les vaincus. Mais lorsqu'il fut question de donner à la Suisse une constitution préparée par les directeurs, et de la leur faire accepter par la force des armes, alors tous les habitans des cantons de Berne, de Zurich, d'Uri, etc., se levèrent en masse, les uns armés de fusils, les autres de haches, de faux, de hallebardes, de piques et de sabres, et se soulevèrent contre les Français. Les principaux habitans, jugeant bien que le courage de cette multitude, combattant sans ordre et sans tactique, ne résisterait pas longtemps à des troupes nombreuses et aguerries, prirent le parti de se dérober par la fuite au résultat des événemens : toute la partie de l'Argau fut révolutionnée ; tous les commissaires et les baillis bernois s'éloignèrent avec leurs partisans et se retirèrent dans le Frickthal, sur les bords du Rhin; par-tout on planta l'arbre de la liberté, et ce prétendu bienfait leur était offert au milieu des vexations inouies exercées contre ce peuple simple et tranquille. Elles n'eurent d'autre résultat que de

forcer les plus pacifiques des hommes à se jeter dans les bras des Autrichiens, leurs éternels ennemis; c'est de cette époque qu'il faut dater les malheurs qui ont accablé pendant six ans ce peuple bon et hospitalier. Ces malheurs et le brigandage qui dévasta si long-temps ces belles contrées sont l'ouvrage des directeurs, qui forçaient les peuples à haïr la liberté qu'ils leur présentaient; et à cet égard la conduite de quelques généraux français mérite des éloges : on ne saurait passer sous silence la générosité avec laquelle ils mitigeaient la sévérité de leurs instructions; et les trois bataillons zuricois faits prisonniers renvoyés dans leurs foyers, et le canton de Lucerne rendu à sa propre administration, évacué par les troupes françaises; et les habitans de Fribourg, prise d'assaut, éprouvant la clémence du vainqueur, n'oublieront jamais le nom de Brune, et se le rappellent tous les jours avec attendrissement.

Pendant que la Suisse était livrée aux fureurs de l'anarchie, Brune reçut plusieurs

couriers du directoire, qui l'appelait à la tête de l'armée d'Italie. Il se rendit à Milan et devait commander en chef dans toute l'étendue du pays soumis à l'armée française. Son premier soin fut d'y maintenir l'ordre et la discipline; il défend, sous peine de mort, à tout individu, de porter des poignards ou des couteaux à gaîne, menace de destitution tous payeurs ou caissiers de l'armée qui joueraient ou donneraient à jouer dans des lieux publics, prend des mesures pour assurer aux troupes leur subsistance, et veille à ce qu'il leur soit distribué des vivres d'une bonne qualité, fait arrêter un officier de son armée accusé d'avoir pris part aux égorgemens du Midi et aux désordres de Marseille pendant le temps des réactions, prononce la peine de mort contre tout individu qui enrôlerait des Français sous d'autres drapeaux que ceux de la république. Toutes ces mesures sages, et commandées par la prudence dans un pays livré aux séditions, furent le salut de l'armée.

Brune ne borna pas là ses vues bien-

faisantes ; son ame sensible était touchée des maux auxquels les fertiles contrées du Piémont étaient en proie : la cour de Turin sévissait alors avec la plus grande rigueur contre les habitans des campagnes qui s'étaient insurgés à l'approche des français. Ces malheureux, placés entre la crainte de voir leurs propriétés envahies ou d'encourir la vengeance du roi s'ils n'opposaient pas une forte résistance, étaient fusillés par bandes aussitôt qu'ils tombaient entre les mains des troupes royales. Le général français stipula dans cette circonstance la cause de l'humanité, et détermina le roi de Sardaigne à proclamer une amnistie en faveur des insurgés qui mettraient bas les armes.

Cette conduite de la part de la cour de Turin occasionna un rapprochement entre elle et le gouvernement français ; bientôt la paix fut conclue à des conditions avantageuses aux deux partis : le roi de Sardaigne cédait aux Français la citadelle de Turin, et le général Brune, au moyen de cette concession, s'engageait à ramener

la tranquillité sur les frontières du Piémont, et à employer son influence pour faire cesser toute hostilité de la part de la république ligurienne, empêcher toute espèce d'agression que voudrait tenter la république cisalpine, et rendre au Piémont son ancien ordre de choses.

La paix semblait être rendue à cette partie de l'Italie, mais de nouveaux malheurs vinrent encore y semer le deuil et la plonger dans une nouvelle guerre. Les campagnes et les villes se trouvaient chaque jour le théâtre de scènes sanglantes ; à peine échappées aux fureurs des combats, la discorde venait les y rappeler de nouveau : toutes les passions qui se déchaînent avec les révolutions agitaient les esprits en sens divers ; les uns craignaient de perdre leurs anciens priviléges ; les patriotes qui s'étaient insurgés à l'approche des Français redoutaient le retour de l'ancien système et les vengeances des nobles ; l'armée française, cernée de séditions et de guerres civiles, était vivement inquiétée ; les Anglais ne manquaient pas de fomenter ces

désordres favorables à leurs desseins, et faisaient tous leurs efforts pour empêcher l'organisation des nouvelles républiques en Italie. Parmi ces rebelles que l'armée avait à punir, il s'en trouvait aussi qui n'étaient qu'égarés ; il fallait réduire les premiers à l'impuissance de nuire, et ramener les autres au bonheur en assurant leur tranquillité.

La cour de Turin, sans violer ouvertement le traité, continuait d'agir d'après le plan tracé par les puissances ennemies de la France; l'incendie qui paraissait éteint n'était que ralenti ; les insurgés continuaient d'être inquiétés : on les traînait en prison, et la cour publiait, malgré l'amnistie, que ce pays serait exposé à de nouvelles calamités si l'on rendait ces hommes féroces à la société. Le général Brune se plaignit de ces infractions à la paix récemment établie; il en accusa les conseillers du roi, demanda la liberté des insurgés détenus, l'approvisionnement de la citadelle de Turin pour deux mois, le rétablissement des munitions et autres objets nécessaires qui en avaient été extraits lors de

l'entrée des troupes françaises, et dont la privation compromettait la sûreté du dépôt. Brune exigea de plus le licenciement des milices, et le rappel du comte de Solar, commandant d'Alexandrie. L'histoire ne doit pas passer sous silence la réponse froidement atroce de ce commandant aux plaintes du général français : « On assassine vos militaires, lui dit-il; c'est une erreur de nos milices, qui les prennent pour des insurgés piémontais....»

Ces conditions, fidèlement remplies, pouvaient seules engager la république à croire encore à la fidélité de son allié, et bannir tout soupçon, malgré des erreurs trop funestes; mais la cour de Turin, aveuglée sur ses propres intérêts, refusant d'écouter les conseils de la sagesse et les leçons de l'expérience, courait à une perte inévitable : on sait quelles furent les suites fatales de sa conduite hostile contre la France; ses états furent envahis par les troupes de la république, et le roi de Sardaigne fut obligé d'abandonner sa capitale avec toute sa famille.

Pendant que tout ceci se passait en Piémont, le système du gouvernement de la république cisalpine subissait des changemens commandés par le directoire de France. Brune, mandé à Paris, avait eu des conférences avec les directeurs; il repartit de suite pour Milan, avec l'ordre d'appuyer les changemens projetés des forces qu'il commandait.

Le 14 fructidor an 6, l'ambassadeur français envoya officiellement aux députés cisalpins la nouvelle constitution, les lois organiques, la liste, réduite à cent vingt, des membres des deux conseils, et celle des directeurs, parmi lesquels il s'en trouvait deux nouvellement élus. Les conseils approuvèrent cette nouvelle organisation; une députation fut nommée pour aller féliciter l'ambassadeur et le général français.

Trois mois après, le directoire exécutif, mécontent de cette révolution, qui était son propre ouvrage, désavoua formellement les mutations opérées par ses agens dans la constitution de la république Cisalpine, et voulut que Fouché, alors am-

bassadeur, rappelât au directoire et au sénat cisalpins tous ceux que la révolution en avait fait sortir.

Une nouvelle campagne allait s'ouvrir en Italie, et pendant que tous les efforts de la coalition attaquaient en même temps l'est de la France, l'Angleterre préparait contre la Hollande la plus redoutable expédition. Brune fut chargé de défendre la république Batave; il abandonna au général Joubert le commandement de l'armée d'Italie, et partit pour le Texel, en désirant que le mot *victoire* eût ses rives pour écho. Le choisir pour aller combattre les Anglais, c'était lui donner de nouveaux lauriers à cueillir; c'était lui présenter l'occasion favorable d'asseoir sa réputation militaire sur des bases aussi glorieuses que durables. En effet, le souvenir de l'affranchissement de la Hollande et de la défaite des Anglais, est pour jamais inséparable du nom du général qui s'est immortalisé par ces actions mémorables.

Brune, en arrivant dans la Hollande, commença par visiter les frontières et les

côtes ; il s'assura par lui-même si les dispositions étaient faites pour une vigoureuse défense, passa en revue les milices bourgeoises nouvellement armées, les encouragea, et les fit traiter comme les troupes françaises en campagne. Tous les bataillons et les brigades bataves furent mis sous ses ordres ; il annonça au directoire d'Amsterdam que l'intention du gouvernement français était de défendre l'indépendance du peuple Batave, son antique allié, par tous les moyens qui seraient en son pouvoir ; il invita les habitans d'Amsterdam à surveiller les ennemis intérieurs, pendant qu'il marcherait contre les Anglais.

Le 2 fructidor an 7, une flotte anglaise de cent quarante à cent cinquante navires de tous rangs, parut devant le Texel. Sir Ralph Abercrombie débarqua au Helder, avec environ quinze milles hommes. L'armée anglaise envahit bientôt une partie de la Nord-Hollande. Le général Brune n'avait alors sous ses ordres qu'un petit nombre de troupes disséminées sur tous les points des côtes où l'on soupçonnait

que l'ennemi voulait attaquer. Son armée fit d'abord un mouvement rétrograde devant l'ennemi, supérieur en nombre; mais il reçut bientôt des renforts qui lui permirent de reprendre l'offensive; les positions des Anglais ne tardèrent pas à être emportées à la baïonnette; malgré la résistance la plus opiniâtre, ils furent bloqués et poussés vers le rivage. Cependant l'armée ennemie grossissait tous les jours, et prenait une attitude véritablement menaçante; elle aurait pu même écraser l'armée française si l'on en était venu aux mains; mais il paraît qu'elle comptait sur une contre-révolution dans l'intérieur : c'est du moins la seule manière d'expliquer son inaction après le débarquement.

Tandis que des troupes détachées de la Belgique et du camp sous Liége se rendaient dans la Hollande à marches forcées, la situation des affaires sur mer était entièrement désespérée; la flotte batave se rendait aux Anglais par la plus insigne trahison. L'amiral Story, sommé de se rendre par le commandant anglais, avait répondu

en donnant le signal du combat; déja les mèches étaient allumées, lorsque la révolte éclata sur plusieurs vaisseaux à-la-fois; ceux qui tenaient les mèches furent jetés à la mer; les équipages posèrent des gardes pour veiller sur les caisses à poudre, désarmèrent les capitaines et hissèrent le pavillon des états-généraux. La flotte fut ainsi livrée, à la honte éternelle de la marine batave.

Cette flotte, composée de douze vaisseaux, portait six cent trente-deux pièces de canon et trois mille six cent quatre-vingt-dix hommes d'équipage. Ce fut la troisième que les Hollandais perdirent depuis 1795. La première fut livrée par l'amiral Lucas, devant le cap de Bonne-Espérance; et la seconde, sous le commandement du brave Dewinter, fut détruite en 1797, dans la fatale journée du 11 octobre.

Outre la flotte de l'amiral Story, les Anglais prirent encore au Helder huit vaisseaux de 66 jusqu'à 24 pièces de canon, les vaisseaux des Indes orientales, cinq frégates et quatre autres bâtimens plus petits; la marine batave fut entièrement détruite.

Story, sommé de se rendre par l'amiral Mitchell, répondit que les traîtres qu'il commandait ayant refusé de se battre, il ne lui restait plus, ainsi qu'à ses officiers, qu'une rage impuissante; qu'il remettait donc la flotte, et se déclarait, lui et ses officiers, prisonniers de guerre, voulant être traités comme tels. Après que le pavillon amiral eut été abattu, le commandant anglais envoya un officier à bord de chaque vaisseau, pour en prendre le commandement, ainsi que les équipages hollandais l'avaient eux-mêmes demandé; il fournit des drapeaux oranges à plusieurs bâtimens qui n'en avaient pas, et il adressa aux équipages un court manifeste pour les inviter au bon ordre et à la tranquillité.

Il ne s'était livré jusque-là que des combats partiels entre les avant-postes des deux armées; et le général Brune, par quelques petits avantages remportés dans ces différentes affaires, était parvenu à resserrer les ennemis et à les acculer à la mer. La disette d'eau les faisait extraordinairement souffrir, et leur cavalerie, dans

la position où ils se trouvaient, leur était plus embarrassante qu'utile. Les troupes françaises s'animaient en voyant la confiance de leur général, et les Anglais, qui s'étaient annoncés comme les libérateurs de la Hollande, apprenaient qu'il est plus facile de surprendre les Français que de les vaincre.

Les Russes n'avaient pas encore opéré leur débarquement; l'armée ennemie était entièrement composée d'Anglais, parmi lesquels il y avait deux régimens de montagnards écossais, avec leurs habits de montagnes. Les Hollandais les prirent d'abord pour des Russes.

La défection de la flotte batave, non-seulement exposait sans défense les flancs de l'armée française au feu des vaisseaux anglais, mais elle menaçait Amsterdam d'une invasion prochaine, si le général Brune n'avait pris aussitôt les mesures les plus vigoureuses pour défendre les approches de cette capitale. Cette trahison laissait encore appréhender que, parmi les troupes de terre, il ne se trouvât des partisans de la maison d'Orange, qui, dans un

jour de combat, abandonnant le parti pour lequel ils étaient armés, se rangeassent sous les drapeaux ennemis. Des murmures de cette nature se manifestaient; ils exigeaient de la part du général en chef une délicate circonspection. Elle était augmentée par la nécessité de veiller sur la sureté d'Amsterdam, sans paraître se défier des habitans de cette grande ville, dont la majorité était attachée aux principes de la révolution, mais où les mécontens étaient si nombreux, qu'ils pouvaient à chaque moment introduire les ennemis dans le port; enfin, la situation de l'armée française, qui tirait de très-loin ses principales ressources, gênait encore les opérations du général Brune.

Les Anglais, au contraire, maîtres de la mer, non-seulement recevaient régulièrement des armes, des munitions, des subsistances; mais de nouveaux bataillons rassemblés sur les côtes d'Angleterre, et qui arrivaient successivement, remplissaient les vides laissés par les batailles. Ces observations semblaient justifier l'au-

dace avec laquelle le ministre (M Pitt) avait assuré le parlement britannique que le duc d'Yorck s'emparerait infailliblement de la Hollande. Cette expédition, il est vrai, ne ressemblait en rien aux débarquemens ordinaires, à la suite desquels les troupes débarquées, réduites à elles-mêmes dans les pays attaqués, peuvent être exterminées par une force majeure augmentant sans cesse : les Anglais avaient pris terre dans une presqu'île dont la plupart des habitans, étrangers au fracas des armes, cherchaient dans Amsterdam un asile contre les horreurs de la guerre. Toutes ces considérations enhardissaient les chefs de l'expédition, et le succès leur paraissait infaillible.

Cependant le général Brune se crut assez fort pour les attaquer avant l'arrivée des renforts qui lui étaient envoyés; la victoire couronna son audace. Le 24 fructidor, à quatre heures du matin, l'armée s'avança dans la plaine; le général Hollandais Daëndels commandait la droite, Dumonceau le centre, et la gauche obéissait

aux ordres de Vandamme. Brune avait fait les meilleures dispositions; les avant-postes de l'ennemi furent enlevés avec la rapidité qui caractérise les Français; l'action dura huit heures; l'armée s'empara des dunes de Campe et de Haperdyck, et resta maîtresse du champ de bataille.

L'attaque des Bataves, c'est-à-dire de la droite, ne réussit pas aussi bien qu'on s'en était flatté; sans cela les Anglais eussent été entièrement débusqués du Zyppe. Daëndels avait été battu et forcé à la retraite, par une colonne ennemie considérable qui avait filé sur sa droite pour le tourner. Quelques lâches avaient, dans le même instant, répandu l'alarme et abandonné leurs postes: le désordre fut extrême, le général batave voulut en vain retenir les fuyards; la terreur avait gagné tous les rangs; le parc d'artillerie fut abandonné, et les charretiers, effrayés, s'enfuirent avec leurs chevaux jusqu'à Alkmaër; plusieurs fuyards ne s'arrêtèrent même qu'à Harlem. Le général Brune, résolu de prévenir de semblables désordres, ordonna aux géné-

raux de division de faire juger par des conseils de guerre les officiers lâches et les traîtres qui avaient donné le mauvais exemple : plus de cent officiers Bataves qui s'étaient mal conduits furent destitués.

L'armée anglaise était fière de cette espèce de succès, mais il ne devait pas être de longue durée. Brune, après avoir reçu des renforts puissans, fut attaqué, le troisième jour complémentaire an 7, par les Anglais et les Russes réunis. Déja ils s'étaient avancés jusqu'à Berghem, dont ils s'étaient rendus maîtres, mais les forces des Français, réunies sur ce point, leur permirent de reprendre l'offensive ; Berghem fut repris à la baïonnette : le général Vandamme, obligé de lutter contre une colonne ennemie supérieure en nombre au corps qu'il commandait, commençait à faire pencher le sort en sa faveur, lorsque plusieurs bataillons bataves vinrent seconder ses généreux efforts; le combat redoubla de vigueur et l'ennemi fut par-tout culbuté. Ce fut à cette affaire que le général Hermann, qui commandait une co-

lonne des Russes, fut fait prisonnier avec quinze cents des siens et environ quarante de ses officiers. Tous les postes dont les Anglais s'étaient d'abord emparés furent repris, la déroute de l'ennemi fut complète ; on se battait encore après douze heures de combat. Les Russes étaient à cette bataille au nombre de douze à quatorze mille : plus de deux mille hommes restèrent sur la place ; cinq drapeaux pris aux Russes et vingt pièces d'artillerie furent les trophées de cette glorieuse victoire.

Il n'y avait que trente-six heures que les Russes étaient débarqués, lorsque les Anglais les placèrent à l'avant-garde ; réunis au nombre de trente-cinq mille hommes, ils attaquèrent, avec des forces supérieures, la division française, qui n'était que de huit mille hommes. Leur projet était de détruire cette division, qu'ils regardaient comme le plus grand obstacle à l'invasion de la Hollande ; les Anglais s'étaient prudemment réservé les Bataves, dont ils croyaient avoir bon marché, mais ceux-ci leur prouvèrent

qu'ils étaient dignes de combattre avec les soldats de la grande nation.

Le général Brune avait prévu les intentions des Anglais ; il donna l'ordre aux troupes françaises de se retirer successivement, afin d'attirer l'ennemi hors de ses retranchemens et de pouvoir profiter de l'avantage du terrein. L'artillerie légère formait l'avant-garde, et à mesure que les Russes avançaient en colonne, elle les foudroyait par sa mitraille. A midi, toutes les munitions se trouvaient épuisées, et il n'y avait pas un coup de canon qui n'eût criblé les Russes à demi-portée. De nouvelles munitions arrivèrent bientôt après ; les Français battirent la charge, une demi-brigade batave, détachée de la division du centre, prit l'ennemi en flanc ; un instant la fusillade fut terrible, mais la victoire ne tarda pas à se décider. Les Russes et les Anglais furent repoussés la baïonnette dans les reins, et, si la journée n'eût pas été trop avancée, ils eussent été suivis dans leurs retranchemens : leurs canons, leur ambulance, tout fut abandonné. C'est

à cette journée que les Français apprirent à connaître les Russes et à ne plus les craindre. On avait dit à ces derniers, avant la bataille, que s'ils se rendaient les Français leur couperaient la tête. Il y avait de ces malheureux qui, s'attendant à ce supplice, se mettaient à genoux pour le subir, et se relevaient en baisant les mains et les habits de nos soldats, lorsque ceux-ci leur faisaient signe qu'ils n'avaient rien à craindre.

Les Russes se plaignaient des Anglais, qui ne les avaient pas secondés et les avaient laissés seuls exposés au péril du combat. Plusieurs officiers, pris au commencement de l'affaire, refusèrent même d'être confondus avec eux dans la même chambre, et les accusaient de lâcheté et de trahison. Le général Hermann écrivit de sa prison d'Amsterdam au duc d'Yorck : « Général-duc, nous aurions infailliblement gagné la bataille, si j'avais été secondé par les Anglais, mais vous ne commandez que des lâches ». Le général augmenta encore l'amertume de ses reproches en déclarant

qu'il allait rendre compte à sa cour de sa défaite et de la conduite de ses alliés ; en effet il écrivit sur-le-champ, et invita le général français à le venir voir; il lui fit lecture, à haute voix, de son rapport, le lui remit, et le pria de le faire passer en Russie.

Dans cette mémorable journée les soldats français, qui n'avaient pas encore mangé à sept heures du soir, rapportaient sur leurs épaules des Anglais blessés ; la belle réponse d'un grenadier français doit trouver ici sa place. Un individu lui disait : *Pourquoi, soldat, t'amuses-tu à ramasser ces gueux-là ? il est temps d'aller manger la soupe. A-t-on faim*, lui répondit le grenadier, *quand il reste de belles actions à faire ? Et n'en faisons-nous pas deux à-la-fois en conservant la vie à un Anglais blessé ? Nous remplissons les devoirs de l'humanité, et nous tirons des prisons d'Angleterre un de nos malheureux camarades.* Brave grenadier ! je regrette de ne pas savoir ton nom, et je te remercie des larmes que tu m'as fait verser.

En général, les officiers prisonniers s'accordèrent à vanter la bravoure et la générosité des Français. Le régiment de Suwarow est celui qui fut le plus maltraité; il fut presque entièrement détruit.

Tout le monde fit son devoir du côté des Français; le conscrit égala le vieux soldat; les Hollandais se battirent comme les Français, et partagèrent avec eux l'honneur de cette journée. Leur sang coula pour arracher aux Anglo-Russes ce territoire enlevé avec tant d'industrie aux fureurs de l'Océan par leurs ancêtres. Dès-lors, avec leur liberté et leur patrie, ils eurent encore à défendre la gloire qu'ils venaient d'acquérir, et cette alliance de bravoure et de gloire entre les deux républiques était pour le gouvernement français une nouvelle garantie, une nouvelle sanction de leur alliance politique.

On commençait à craindre à Londres que les triomphes en Hollande ne fussent ni aussi rapides ni aussi brillans qu'on s'en était flatté d'abord. Il est vrai que l'on avait moins compté sur l'expérience des géné-

raux que sur l'astuce des ministres ; on s'attendait à trouver la partie mieux liée, et les stathoudériens plus en force et en mesure. Mais cette expédition ne devait faire que grossir la liste des tentatives de cette espèce, qui ont presque toujours été malheureuses pour ceux qui les avaient faites. Les partisans du stathouder en Hollande, voyant d'ailleurs que le prince d'Orange et le général Abercrombie, qui leur parlaient de leur liberté et de leurs priviléges, ne leur disaient mot de la restitution des colonies hollandaises, avaient hésité de se déclarer, et laissaient les Anglais abandonnés à leurs propres forces. Il y avait bien eu quelques insurrections partielles en leur faveur; la ville de Hoorn leur fut livrée par les orangistes, qui leur en ouvrirent les portes, mais ils l'abandonnèrent après la bataille de Berghem.

Ce ne fut qu'un combat continuel depuis le troisième jour complémentaire jusqu'au 21 vendémiaire an 8 : le 10, les Russes, qui avaient reçu du renfort, engagèrent la ba-

taille; l'attaque dura jusqu'au lendemain 11 avec un égal acharnement; l'action fut meurtrière; les Français, forcés de plier, disputèrent le terrein pied à pied; mais la victoire devait cette fois se montrer infidèle à nos soldats : Brune se vit contraint d'ordonner la retraite; elle se fit en bon ordre : magasins, hôpitaux, état-major, tout partit d'Alkmaër pour aller à Beverwytz, trois lieues environ derrière Alkmaër; cette dernière position fut évacuée le 11 à cinq heures du soir, l'ennemi en prit possession une heure après.

La nouvelle de la marche rétrograde de l'armée française avait répandu la consternation dans la république batave; quoique les républicains eussent combattu avec leur intrépidité naturelle; quoique l'ennemi eût acheté bien cher le succès de cette journée, les résultats en étaient fâcheux et inquiétans. Mais le général Brune, obligé de se retirer momentanément devant des forces supérieures, méditait une revanche qui ne fut pas long-temps différée; deux jours après on apprit que les deux armées

étaient aux prises; on fut persuadé que la victoire, en quittant pour un instant nos braves défenseurs, n'avait voulu que les éprouver, et qu'elle ne tarderait pas à retourner sous leurs drapeaux. L'événement justifia cette espérance.

Attaqués le 14, à cinq heures du matin, sur toute la ligne, les Français firent des prodiges de valeur; presque toute la journée la victoire fut indécise; ce ne fut qu'après dix heures d'un combat opiniâtre qu'elle parut se déclarer en notre faveur, au moment où le général Brune, fatigué de cette incertitude, s'élança à la tête d'un bataillon, ordonna le pas de charge et renversa tout ce qui se trouvait sur son passage. Onze pièces de canon, quinze cents prisonniers Anglais et Russes, beaucoup de tués, grand nombre de blessés, attestèrent le triomphe des Français. Pendant plus de huit heures le feu à mitraille, le feu de deux rangs n'avaient cessé de rouler sur toute la ligne. L'ennemi fut repoussé et poursuivi jusque vers Egmont.

Le général Brune avait été en danger

d'être pris ou tué : un cavalier cosaque fondait sur lui avec sa lance ; il allait le percer lorsqu'un des guides du général détourne le trait, du premier coup démonte le cavalier ennemi, d'un second lui fend la tête, prend son cheval et dit à Brune : « *Mon général, je vous présente un cheval cosaque.* »

L'ennemi mettait la plus grande importance au succès de cette attaque, qu'il formait en même-temps sur toutes les positions de l'armée française. En renversant les Gallo-Bataves, il s'ouvrait un chemin pour aller attaquer par terre Amsterdam, pendant que la ville eût été bombardée du côté de la mer. Ce plan était assez bien concerté, mais sa défaite ne lui permit pas de le réaliser ; ce ne fut aussi qu'avec des efforts inouis de courage que l'on parvint à le faire rentrer dans ses positions : il voyait Amsterdam derrière notre armée, la vue de cette riche proie l'animait ; les Français n'étaient pas moins intéressés à la défendre.

Les deux armées se livrèrent de nouveaux

combats le 15 et le 16 ; mais la division s'était mise entre les Anglais et les Russes. Ceux-ci, sans doute par suite de leur mécontentement, ne firent aucun mouvement, tandis que les Anglais, attaqués avec vigueur, se défendaient avec courage, et supportaient seuls les charges des Français. Cette mésintelligence accéléra leur perte ; on les vit tout-à-coup, abandonnant, à la suite de cette journée, Alkmaër et le Lemmer, demander la liberté de se retirer en gardant leurs armes ; Egmond, Alkmaër, Almond et Pelten, lieux devenus fameux par les retranchemens formidables qu'ils y avaient construits après leur débarquement, retombèrent au pouvoir du vainqueur ; ils tentèrent de couvrir leur retraite par des inondations, mais ce moyen leur fut plus funeste qu'à leurs adversaires ; ces inondations produisirent beaucoup de maladies dans l'armée gallo-batave, et les Anglais furent attaqués par un des fléaux les plus redoutables pour une armée, la dyssenterie.

Le duc d'Yorck avait fait reprendre à

ses troupes leurs premières positions derrière le Zipe; mais là, manquant de vivres et de munitions, elles refusaient toute espèce de distribution aux Russes, et étaient réduites à renvoyer sans échange les prisonniers qu'elles avaient faits.

L'évacuation d'Alkmaër par les Anglais donne lieu à quelques rapprochemens: il est à remarquer que deux cent vingt-six ans auparavant, le fils du duc d'Albe, qui, comme le duc d'Yorck, se nommait Frédéric, évacua avec ses Espagnols la ville d'Alkmaër, le 8 octobre, précisément le même jour que les Anglais abandonnèrent cette ville en l'an 8.

Le duc d'Yorck avait écrit en Angleterre, qu'il était obligé de se retirer sous les batteries du Helder, faute de subsistances; le cabinet de Londres vit alors que l'expédition était manquée, et la troisième division de troupes qui allait mettre à la voile des ports d'Angleterre, reçut contre-ordre. Sur ces entrefaites, Brune reçut un courier du général ennemi, qui demandait à capituler : la lettre qu'il lui écrivait ne

contenait que deux lignes, par lesquelles il l'invitait à lire une dépêche détaillée de son secrétaire. Le général Brune, pour ne rien changer à cette nouvelle manière de négocier, écrivit aussi deux lignes, et invitait également le duc d'Yorck à lire la réponse détaillée de son secrétaire. Le général français exigeait la reddition du Helder dans l'état où les Anglais s'en étaient emparés; celle de dix mille prisonniers français et bataves, sans échange; la liberté de l'amiral Dewinter, également sans échange; et la restitution de la flotte batave. Le duc d'Yorck répondit que ni lui ni le roi n'avaient le droit de disposer de la flotte hollandaise sans l'aveu de la nation; Brune demanda alors un équivalent en argent ou de quelque manière que ce fût.

L'armée française aurait pu facilement écraser l'ennemi et achever de le détruire, si le général avait voulu faire le sacrifice de quelques mille hommes; mais l'on n'était plus alors sous l'empire de Robespierre, où l'on sacrifiait tant d'hommes aux principes.

La capitulation fut conclue aux conditions que Brune avait proposées; les Anglais s'engageaient, de plus, à réparer toutes les batteries du Texel, et les dommages commis dans le pays, et le duc d'Yorck livrait, pour garans de sa fidélité à exécuter la convention, quatre lords de son armée.

Tout fut évacué, le 30 novembre 1799, par l'armée combinée; les Russes partirent les premiers; le temps qui s'écoula entre la cessation des hostilités et l'embarquement se passa, entre les officiers russes et français, en visites et en prévenances mutuelles, et tout ce qui annonçait la meilleure intelligence, c'est-à-dire qu'on finissait par où l'on aurait dû commencer.

L'embarquement des Anglais fut très-pénible par la contrariété des vents; plusieurs naufrages vinrent encore ajouter aux désastres de l'expédition britannique. La Hollande, délivrée de ses ennemis, se félicitait enfin d'être sortie victorieuse d'une guerre qui menaçait sa liberté; elle se rappelait avec effroi les dangers qu'elle avait courus dans un moment où les Anglais se

retiraient de Winkel; l'ennemi avait fait plusieurs coupures à la digue du Zuyderzée, lorsque les troupes gallo-bataves arrivèrent; une de ces coupures avait déja dix-neuf pieds de profondeur, et pour peu qu'on lui eût laissé le temps de continuer à détruire la digue, en vingt-quatre heures toute la Hollande pouvait être inondée.

Les Anglais, en quittant le territoire batave, laissèrent derrière eux des souvenirs qui les rendront long-temps odieux; ils guérirent pour toujours ce peuple de l'envie de recourir à leur médiation pour obtenir son affranchissement. Le général Brune reçut dans toutes les villes où il passa les bénédictions d'un peuple qui l'appelait son libérateur; Amsterdam et Rotterdam lui donnèrent des fêtes brillantes; et, satisfait d'avoir rendu la paix et la liberté à leurs industrieux habitans, il partit pour la France, emportant leur estime et celle des ennemis qu'il avait vaincus.

Il commençait à peine à se reposer de ses fatigues lorsque l'heureuse révolution

du 18 brumaire, en retirant les rênes du gouvernement aux mains inhabiles qui précipitaient la France vers sa ruine, appela autour de Bonaparte les talens et les lumières. Ses premières pensées s'étaient tournées vers la paix, et ses premiers regards sur les malheureuses contrées de l'ouest, dévastées par la guerre civile. Le plan de la campagne de l'intérieur est arrêté; le gouvernement consulaire a senti le danger de l'influence des divisions intestines sur la guerre extérieure; il veut tout terminer au-dedans avant que la campagne s'ouvre sur le Rhin ou sur les Alpes. Une armée de soixante mille hommes marche pour venger la république et détruire les espérances de la royauté. Un chef militaire, devenu conseiller-d'état, est placé à la tête de ces républicains armés pour la paix de l'intérieur. Celui qui naguère chassa des côtes du Helder le duc d'Yorck, et ses fencibles, et ses cosaques, est encore destiné à chasser des côtes du Morbihan les émigrés, les royalistes et les Anglais.

Le choix que le gouvernement fit du gé-

néral Brune, en cette occasion, fut universellement approuvé; il appartenait au vainqueur de la Hollande, au guerrier qui n'avait jamais pris les couleurs d'aucune faction, de rallier entre eux des Français divisés d'opinions. D'ailleurs, à la dignité de général d'armée il joignait celle de conseiller-d'état; sous ce double rapport, les habitans de la Vendée trouvaient en lui un magistrat et un guerrier armé du glaive de Mars et de celui de Thémis.

Le général Hédouville commandait les forces républicaines lorsque Brune arriva dans ces contrées. Hédouville, loin de témoigner aucune jalousie, offrit d'environner le nouveau général des connaissances locales, fruit d'une longue expérience, et mit, par cette conduite, le comble à sa réputation.

La voix de la patrie s'est fait entendre; l'ordre de déployer toutes les forces est donné; Hédouville se charge des deux rives de la Loire; Brune fait ses dispositions pour soumettre le Morbihan: le temps des conseils est passé, celui de l'action est venu.

A peine la loi qui met les quatre départemens du Morbihan, de la Loire-Inférieure, des Côtes-du-Nord, d'Ille-et-Vilaine hors la constitution a été promulguée, à peine les sages proclamations de Brune et d'Hédouville sont connues, que la pacification s'opère avec la plus étonnante rapidité.

La volonté de vaincre précède l'armée commandée par Brune; le vainqueur de la Hollande va remporter une victoire moins brillante sans doute, mais bien plus utile. Il a senti que pacifier l'ouest de la France, c'est éloigner les flottes anglaises, c'est faire prisonnier dans Paris l'invisible état-major de la Vendée, c'est abattre la coalition et les émigrés, ces deux implacables ennemis de la république.

Déja l'armée est en mouvement vers la partie la plus occidentale de la France; Nantes, fière de son patriotisme mille fois éprouvé, répond de la paix des bords de la Loire, tandis que le général Brune va offrir le pardon ou la guerre aux rebelles rassemblés dans le Morbihan.

Ses premières paroles à l'armée, en la

dirigeant contre ces Français égarés, sont pour l'observation d'une discipline exacte et sévère, qui seule soutient la réputation et la victoire; il défend toute réquisition de fonds qui ne serait pas approuvée et signée par lui; *et lorsque le hasard des marches forcerait*, dit-il, *de vivre chez l'habitant, les chefs de colonnes républicaines répondront personnellement de tout excès commis* (1).

L'armée républicaine s'est montrée, et déja d'Autichamp, Châtillon, Bourmont, Lachevalerie, Vernon et autres chefs de la rebellion de l'ouest ont mis bas les armes et licencié leurs bandes parricides; il ne se trouve plus que quelques brigands épars, restes impurs de la corruption anglaise, qui sont poursuivis sans relâche. Les bons citoyens s'unissent, les armes sont déposées entre les mains des généraux de la république; l'incendie, allumé par l'impéritie et la faiblesse tyranniques du directoire, s'éteint depuis les côtes du Calvados

(1) Ordre général de l'armée de l'Ouest, du 30 nivose an 8.

et du Finistère jusqu'aux portes de Paris, et tout annonce que la fermeté des généraux a dissous la rebellion par le seul appareil des armes, tandis que leur sagesse et celle du gouvernement a rapproché les cœurs aigris par les dissentions civiles. Une tranquillité inespérée succède tout-à-coup au bruit des armes, dans ces départemens trop long-temps malheureux; Brune, investi des plus grands pouvoirs, en fait usage pour rendre à leurs habitans l'usage de leur religion, la liberté des consciences; et l'olivier de la paix, planté par ses mains généreuses, couvre de son ombre favorable les campagnes fertiles qu'arrose la Loire.

Grâces éternelles te soient rendues, intrépide vainqueur de la Hollande! Les mêmes ennemis ont été soumis par les républicains que tu commandas au Helder et dans le Morbihan; c'est toujours l'Angleterre que tu as vaincue, c'est toujours de l'Angleterre que tu as triomphé, sur les bords de la Loire comme aux bouches de l'Escaut. Tes travaux ont enlevé à nos ennemis les plus cruels ce vaste champ de

bataille que le fanatisme, la royauté et la corruption n'avaient cessé, pendant huit ans, de couvrir d'incendies, de ruines et de cadavres.

Pendant que le général Brune s'occupait de consolider son ouvrage, les armées françaises se signalaient par de nouvelles victoires, et celle d'Italie préparait à Marengo le bienfait d'une paix prochaine. Peu de temps après cette bataille, le guerrier célèbre par les campagnes d'Helvétie et de la Hollande, et par la pacification de la Vendée, fut appelé au commandement de l'armée d'Italie. Les négociations de Lunéville et l'armistice conclu entre les deux armées avaient suspendu les hostilités; les dispositions du général français se bornaient alors à entretenir une sévère discipline parmi les troupes, et à conserver le fruit de l'immortelle victoire de Bonaparte. Mais l'infidélité avec laquelle l'ennemi exécutait les conditions de l'armistice obligea bientôt les Français à reprendre les armes; la ville d'Arezzo avait levé l'étendard de l'insurrection : un corps armé de Napo-

litains et de paysans protégeait les insurgés; d'un autre côté, le bruit se répandait qu'une flotte anglaise sur laquelle se trouvaient douze mille hommes de troupes de débarquement devait entrer dans Livourne, de connivence avec le général Sommariva, commandant les troupes autrichiennes dans le grand-duché de Toscane.

On ne pouvait se dissimuler que cette armée ne fût un noyau laissé en réserve pour recommencer la guerre lorsque l'occasion serait favorable; le général Brune fit notifier à Sommariva que si les insurgés ne posaient les armes et ne rentraient chez eux sur-le-champ, il se porterait en Toscane pour les désarmer. Sommariva n'ayant fait aucune réponse, le général Brune se mit en mesure d'occuper la Toscane. Florence ouvrit ses portes, le général Sommariva évacua l'Etrurie avec les troupes sous ses ordres, et les Français se mirent en possession de Livourne et de tout le territoire toscan. Arezzo fut prise d'assaut le 27 vendémiaire an 9; une partie des insurgés fut massacrée sur les remparts, dans les

rues, dans les maisons; la ville fut presque entièrement détruite.

On pensait à Londres que cette expédition romprait le congrès de Lunéville. Les Anglais prodiguaient l'or pour engager le roi des Deux-Siciles à troubler les Français dans la possession de l'Etrurie; ils promettaient à la cour de Vienne les subsides les plus abondans si elle voulait encore une fois tenter le sort des combats. Soit que ces offres séduisissent le cabinet autrichien, soit qu'il s'aveuglât sur sa situation presque désespérée, le terme fixé par l'armistice arriva sans qu'on fût convenu des articles de paix entre l'Autriche et la France, et les hostilités recommencèrent.

Pendant que Moreau remportait en Allemagne la victoire de Hohenlinden, une nouvelle campagne s'ouvrait en Italie. Macdonald, à travers les glaces et les neiges, avait escaladé les rochers du Splugen; il franchissait, au cœur de l'hiver, la chaîne des montagnes qui couronnent les vallées de Maïcra, d'Adda, d'Oglio, et pénétrait en Italie par le Haut-Adige, pour prendre

de revers les redoutables lignes de l'Adige et du Mincio. En même temps le général Brune, ayant rassemblé ses forces au bord de l'Eridan, poursuivait les Autrichiens dans les états de Venise.

L'armée ennemie défendait les bords du Mincio, depuis Peschiera jusqu'à Mantoue; ses retranchemens furent forcés le 26 brumaire an 9, après la résistance la plus opiniâtre. Le général Brune fait jetter rapidement un pont sur l'Adige; les Autrichiens, effrayés, fuyaient devant les Français, qui comptaient leurs victoires par leurs journées de marche. Brune passe successivement l'Adige, l'Alpone, la Feassena, la Brenta; il vient établir son quartier-général dans Trévise, sur les bords de la Silis, à quelques lieues de Venise.

Jamais la monarchie autrichienne ne s'était trouvée dans une crise aussi alarmante; l'armée de Moreau pénétrait sur deux points dans les états héréditaires: Macdonald, maître des montagnes du Tirol, pouvait également descendre en Allemagne ou en Italie. Brune, dans une cam-

pagne de vingt jours, avait fait vingt mille prisonniers : ce général, laissant derrière lui quelques places qui ne pouvaient lui échapper, allait entrer dans les montagnes de la Carinthie, et se joindre à l'aile droite de Moreau, lorsqu'une nouvelle suspension d'armes, conclue à Trévise le 26 nivose, arrêta sa marche victorieuse. Un mois après, le traité définitif de paix fut signé à Lunéville; Brune revint dans sa patrie, couvert de lauriers, et trouva, dans l'admiration publique et les suffrages du gouvernement, la juste récompense de ses travaux.

Après le traité d'Amiens, il fut nommé ambassadeur de la République Française auprès de l'empire Ottoman. Il arriva à Constantinople le 16 nivose an 11. Depuis long-temps on n'avait reçu à la cour ottomane un ambassadeur avec autant de de pompe et de distinction : son entrée dans le palais du grand-seigneur fut de la plus grande magnificence. Les riches présens faits au général Brune, l'accueil qu'il reçut du sultan Sélim III, sont le gage certain que désormais une parfaite har-

monie règnera entre les deux gouvernemens, et que les liens de leur ancienne amitié se resserreront de plus en plus.

CAFARELLI-DUFALGA.

LOUIS-MARIE-JOSEPH-MAXIMILIEN CAFARELLI-DUFALGA était né au Falga, canton de Saint-Félix, département de la Haute-Garonne, le 13 février 1756, de parens honnêtes et vertueux, qui faisaient leurs délices des occupations rurales et de l'éducation de leur famille.

A l'âge de 12 ans, il souffrit avec courage la douloureuse opération de la pierre, qui ne lui arracha pas même une plainte : son amour pour le travail et son application infatigable à l'étude fixèrent l'attention et lui gagnèrent l'estime et le cœur de ses maîtres. A 18 ans il se faisait remarquer par des talens réels, par la douceur, la gaieté et l'aménité de son caractère.

Après avoir recueilli les derniers soupirs d'une mère adorée, Dufalga resta l'aîné d'une famille de dix enfans, dont il se déclara le père.

En 1792, Cafarelli-Dufalga était officier d'artillerie. Le 10 août, si fameux dans nos annales, avait renversé la royauté ; Louis XVI n'était plus roi, et le Temple lui servait de prison. Les députés envoyés en mission près l'armée du Rhin donnèrent aux différens corps de l'armée lecture des décrets relatifs aux évènemens. Biron commandait alors cette armée; tous les officiers avaient les yeux fixés sur lui. Les commissaires, d'après les ordres dont ils étaient porteurs, demandèrent à Biron s'il se soumettait purement et simplement aux décrets de l'assemblée nationale : il fallait répondre catégoriquement par *oui* ou par *non*. Biron répondit *oui*, sans restriction ; plusieurs officiers généraux comme lui firent la même réponse ; quelques-uns tâchèrent d'éluder la question par des tergiversations. MM. Victor Broglie et Brezé se rétractèrent le soir. Cafarelli-Dufalga fut le seul qui refusa de reconnaître l'autorité de l'assemblée nationale, à l'égard des objets sur lesquels elle avait prononcé ; il déclara en outre, avec beaucoup de fermeté, que sa

résolution était de combattre les factieux de toute espèce; qu'il marcherait également contre les ennemis extérieurs et intérieurs, et contre Paris même, s'il était commandé. Au camp, à l'assemblée nationale, dans toute la France, il ne fut question que de Cafarelli-Dufalga, que de son audace, ou plutôt de son courage, des dangers qu'il avait à redouter, et des peines qui pouvaient lui être infligées.

Il fut suspendu de ses fonctions; mais les commissaires chargés des ordres de l'assemblée nationale n'agirent qu'à regret. Ces commissaires étaient Carnot, Prieur, Coustard, Riller; ils firent part à l'assemblée de la résistance de Cafarelli aux décrets du sénat français, et de sa suspension; mais en même temps ils furent obligés de rendre justice à cet officier, qui, disaient-ils dans leur rapport, jouit d'une réputation distinguée, par son mérite personnel, et même par ses principes philosophiques et ses vertus civiques.

Une telle suspension ne pouvait affliger Cafarelli-Dufalga, ni lui ravir l'estime de

ses camarades et de ses concitoyens ; il croyait avoir fait son devoir, et son ame était tranquille. L'assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de ses commissaires, ne savait à quoi se déterminer : des hommes fougueux exigeaient une punition exemplaire, et demandaient l'acte d'accusation. La majorité des députés trouvait Cafarelli imprudent ; mais elle ne pouvait lui faire un crime d'une opinion. On opposa aux bonnes intentions des gens de bien les armes de la calomnie ; on prétendit que Cafarelli-Dufalga, dans les assemblées électorales du département de la Haute-Garonne, avait donné des preuves d'incivisme : on répondit aux calomniateurs ; alors de nouvelles propositions furent faites en sa faveur ; elle furent repoussées, après de longs débats, par la question préalable.

L'homme de bien est souvent calomnié, et ses ennemis peuvent un instant obtenir quelque succès ; mais la vérité, quoique tardive, triomphe tôt ou tard des tentatives des méchans ; le mensonge paraît au grand jour, et sa nudité fait horreur. Cafarelli fut

pleinement justifié par sa conduite; en l'an 4 il était déja réintégré dans son grade, et placé à l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par Jourdan.

Bientôt Cafarelli-Dufalga se fait remarquer par ses talens, et se distingue au passage du Rhin, où les Français firent des prodiges de valeur; il parvint le premier, avec Kléber sur la rive opposée, où, malgré le feu de la mousqueterie ennemie, l'armée française les suivit.

Dans la retraite de l'armée vers les bords de la Nahe, le 16 frimaire an 4, Dufalga, à côté du général Moreau, fut atteint d'un boulet à la jambe gauche, dont il souffrit l'amputation. Le lendemain, l'opération était à peine achevée, qu'il écrivit au général une lettre sur les moyens qu'il jugeait les plus propres à contenir l'ennemi : son conseil fut suivi, et un détachement dont on redoutait la perte fut sauvé.

Après cette mémorable expédition, Cafarelli revint à Paris. Pendant son séjour dans cette grande commune on fit courir le bruit qu'il avait été nommé au ministère

de la guerre; mais ce bruit fut bientôt démenti, et cet officier languit dans l'obscurité jusqu'au moment où Bonaparte partit pour l'Egypte.

Employé à l'armée d'Orient en qualité de général du génie, il rendit de grands services à la prise de Malte, au débarquement des Français dans le port et le voisinage d'Alexandrie, aux différentes affaires qui eurent lieu sur la route du Caire, où il suivit l'armée dans le désert, avec sa jambe de bois. Il était un des douze mille braves qui s'enfoncèrent dans les déserts pour aller châtier l'insolence du pacha de Syrie.

Le 29 ventose an 7, les généraux Dommartin et Cafarelli font une reconnaissance de la place de Saint-Jean-d'Acre, et on se décide à attaquer le front de l'angle saillant à l'est de la ville..... Les batteries de brêche, les contre-batteries étant prêtes, on y plaça provisoirement l'artillerie de campagne, consitant en quatre pièces de douze, huit pièces de huit, et quatre obusiers...

Le 20 germinal, nos soldats étaient oc-

cupés dans la tranchée; l'ennemi sort de la place avec des forces imposantes, et se précipite sur les travailleurs; on oppose de la résistance; Cafarelli est entouré : une balle l'atteint et lui fracasse le coude. On l'emporte de la tranchée; sa blessure était grave, elle nécessita l'amputation du bras; les accidens augmentèrent; Cafarelli rendit le dernier soupir. Cet officier en mourant fut universellement regretté; toute l'armée manifesta ses vifs regrets : elle perdait un soldat aussi brave qu'actif, un chef du génie que l'expérience devait conduire à devenir un jour un des premiers de son arme.

Bonaparte crut qu'il était de son devoir de payer aux mânes de Cafarelli un tribut d'estime et de reconnaissance. Il ordonna que le fort du général à Alexandrie serait appelé fort Cafarelli.

L'institut national au Caire, fit l'éloge de ce brave officier, cher à l'école du génie, à la gloire, à la patrie.

Cafarelli-Dufalga a laissé deux frères; le plus âgé était au 18 brumaire chef de l'état-major de la dix-septième division

militaire ; il est aujourd'hui adjudant-commandant de la garde des consuls ; l'autre exerce maintenant les fonctions de préfet maritime à Brest.

CANCLAUX.

Lorsque la gloire distribuait des couronnes aux généraux français, et que sur nos frontières le courage de nos soldats faisait repentir la coalition de son imprudence et de son audace ; des guerriers aussi habiles dans l'attaque que dans la défense, aussi intrépides dans les combats, mais plus malheureux, puisqu'ils avaient à combattre des frères, des Français, se distinguaient dans les champs vendéens et dans les campagnes arrosées par les Deux-Sèvres et la Loire. Jean-Baptiste-Camille Canclaux, né à Paris, le 2 août 1740, fut un des généraux chargés par la patrie de réduire les habitans de ces rives infortunées. Avant cette époque désastreuse il commandait dans les départemens qui formaient la ci-devant Bretagne.

Le 7 septembre 1792, Canclaux fut nommé lieutenant-général (général de

division), et au mois d'avril de la même année, commandant en chef de l'armée de l'Océan. On lui confia le soin de maintenir la paix dans ces contrées maritimes, où le patriotisme avait de nombreux prosélytes, mais que les ennemis du nom français voulaient agiter. En vain l'Anglais a-t-il osé jeter sur les côtes de la ci-devant province de Bretagne, des armes, des munitions, et de l'or; en vain les citoyens sont-ils divisés entre-eux ; le général Canclaux, par sa vigilance et son zèle, déjoue les projets du gouvernement anglais, trompe l'espoir des factieux, maintient l'ordre dans les communes et dans les campagnes, fait respecter les lois, et la volonté de la représentation nationale.

A cette époque, quelques communes des départemens du Finistère avaient donné des marques d'insurrection : des ennemis du bien public avaient pris les armes, et fait feu sur les troupes républicaines. Le général Canclaux, par de promptes et sages mesures, sut désarmer et punir les rebelles; la tranquillité fut rétablie dans le dé-

partement, et depuis ne fut jamais troublée.

Cependant la guerre civile promenait ses fureurs aux rives vendéennes : elle armait les habitans, autrefois si paisibles, de Fontenay, de la Chateigneraye, de Montaigu. Le drapeau blanc servait de ralliement aux peuples insurgés de ces contrées, qui ne demandaient que leurs prêtres, leurs autels antiques, la religion de leurs aïeux, la paix et la liberté dans leurs chaumières (Voyez les *Mémoires de Phelippeaux*). Agité par la haine et l'intrigue, le gouvernement républicain faisait passer à travers des taillis et des fourrées de la Vendée de nombreux bataillons, mais indisciplinés, que l'ineptie de quelques-uns des chefs, leur avarice et leur intérêt devaient long-temps encore priver des honneurs de la victoire. Plusieurs fois le pavillon tricolore fut obligé de se replier au-delà de Saumur, et la Loire n'était plus une barrière pour ces phalanges composées d'hommes robustes, de paysans aguerris, et de propriétaires qui couraient à la vengeance.

La guerre vendéenne fut d'abord une guerre religieuse; les prétentions de ceux qui se croyaient opprimés n'étaient pas excessives; mais lorsque des chefs eurent été donnés à ces paysans, qui d'une main tenaient la bêche, et de l'autre leurs armes; qui cachaient leurs fusils dans les sillons, et conduisaient leurs charrues dans les champs; qui vivaient de pain noir et de légumes, et reposaient sans inquiétude à l'ombre de leur bocage, à côté des clairières où ils se plaçaient en embuscades; la Vendée prit une attitude menaçante. Les nobles qui commandaient prétendirent ressusciter les coutumes de l'ancienne chevalerie; ils voulurent ressembler aux paladins, et affectèrent d'unir la clémence à la bravoure. Sur leurs drapeaux blancs on lisait, *Dieu et le Roi;* et sur les hauteurs et dans les vallons des campagnes vendéennes le paysan et le citadin armés faisaient retentir les cris de *vive la religion, vive le roi*: la guerre civile fut organisée. Heureuses ces contrées, si le gouvernement républicain n'eût point été maîtrisé par des factions qui vou-

laient tour-à-tour donner des lois : alors, il eût pacifié le bocage insurgé, et ramené des cœurs aigris par la violence et l'injustice.

Le Vendéen avait obtenu des succès nombreux; mais il ne pouvait se glorifier d'avoir en tous lieux trouvé des généraux faciles à séduire et à vaincre. A Port-Saint-Père, il avait essuyé un échec; le général victorieux était Canclaux : la victoire se déclara pour le chef républicain qui marchait au combat pour servir la patrie, et non pour telle ou telle faction, ou pour quelque système oppresseur. Ce succès fut le prélude de plusieurs avantages remportés particulièrement le jour de la Saint-Pierre, et à l'attaque de Nantes, où les Vendéens, quoique au nombre de quatre-vingt mille hommes, furent battus et repoussés.

C'était alors en France un temps pénible pour les gens de bien, et favorable aux méchans. La tourmente révolutionnaire agitait le vaisseau de l'état; les citoyens épouvantés cherchaient en vain un pilote habile, un port assuré; le naufrage paraissait iné-

vitable : des cris de mort retentissaient de toute part ; chaque parti, le jour du triomphe, choisissait ses victimes, et à son tour lorsqu'il était vaincu, il était sacrifié La haine et la vengeance régnaient par la terreur, et pour frapper des coups plus certains dans le temple de Thémis, elles faisaient parler le magistrat, et guidaient à leur gré le glaive des lois.

Le général Beysser commandait alors le département de la Loire-Inférieure. La journée du 31 mai, si fatale aux républicains, avait couvert la France de deuil, et fait couler le sang français : dans presque tous nos départemens l'étendard de la guerre civile était levé; tous les esprits étaient divsés, Beysser et les administrateurs du département qu'il commandait s'étaient étroitement liés entre eux d'intérêt et d'opinion. Tout-à-coup une accusation grave pèse sur eux ; on prétend qu'ils ont voulu fédéraliser la contrée : le fait pouvait être réel, et ce n'est pas ici le lieu d'examiner quelle fut la réalité de ce complot; mais le général Canclaux, qui savait que l'accusation était à

l'ordre du jour, et qu'il ne fallait pas mépriser les accusateurs, prit le parti que lui dictait la prudence; il fut sourd aux sollicitations, aux promesses, même aux menaces de ce parti qui, réfugié dans le département du Calvados, cherchait à se grossir du nombre des mécontens. La convention lui sut gré de ses précautions, de sa vigilance, et les représentans du peuple près l'armée des côtes de Brest, se firent un devoir de louer ce général de son zèle et de son attachement à la majorité des représentans du peuple.

On ignore quel fut le motif du comité de salut public; mais Canclaux, qui, par ses vertus, sa probité, avait obtenu l'estime de tous ceux qui l'environnaient, fut remplacé le 6 octobre 1793, par les généraux Rossignol et l'Echelle; l'ordre qu'il en reçut lui arriva le jour même qu'il venait de remporter à Saint-Symphorien une victoire signalée sur les Vendéens. Il avait alors sous ses ordres l'armée de Mayence, commandée par Aubert-Dubayet, dont l'avant-garde était guidée par le brave Kléber. Les gens

de bien sont étonnés; les vrais militaires ne peuvent contenir leur indignation. La commission militaire de Nantes fit une adresse, qu'elle envoya à la convention; elle fut lue à la tribune, et appuyée par le représentant du peuple Villers, qui rendit un hommage solennel aux vertus et aux talens du général Canclaux.

Cette disgrace ne pouvait être de longue durée. Après le 9 thermidor, si célèbre dans nos fastes, le général Canclaux fut rappelé, et nommé commandant en chef de l'armée de l'Ouest. Peu de temps après son arrivée, les insurgés qui désolaient ces contrées furent bien convaincus que ce général n'était pas si facile à vaincre, et que son patriotisme était réel; ils osèrent l'attaquer plusieurs fois, et toujours ils furent battus et dispersés.

La santé du général Canclaux, affaiblie par les fatigues et les veilles, ne lui permit pas de combattre à la journée de Quiberon; mais il n'en contribua pas moins au succès de cette journée, par l'envoi de toutes les

troupes qu'il put rassembler, et entr'autres de cette fameuse légion Nantaise qui fixa la victoire sous les drapeaux républicains. Ce fut alors que le comité de salut public, en le rappelant de l'armée de l'Ouest pour le faire jouir de quelques momens de repos, le nomma au commandement de l'armée du Midi, de cette armée qui eut la gloire de fournir les premiers bataillons de celle d'Italie, que le favori de la fortune devait conduire à la victoire sur les rives du Pô, de l'Adige et du Mincio.

Le midi était agité; mais Canclaux sut maintenir la tranquillité publique, protéger les citoyens paisibles, et rendre nuls les efforts des ennemis de la patrie dans ces départemens, où régnait alors un violent esprit d'opposition.

En l'an 5, le général Canclaux fut nommé ambassadeur près sa majesté catholique; sa mauvaise santé ne lui permit pas d'accepter cette ambassade. Quelques mois après il fut envoyé ministre plénipotentiaire près le roi des Deux-Siciles. Canclaux fit chez les Na-

politains aimer et respecter le gouvernement français; il fut remplacé par le sénateur Garat.

Le gouvernement directorial ne pouvait oublier les services rendus à la patrie par ce général, qui, à la tête de nos armées et à la cour des rois, avait fait preuve de courage, de civisme, de désintéressement, de probité. Le directoire exécutif venait d'établir près de lui *un bureau militaire*; à côté des noms à jamais célèbres de Moreau, d'Arçon, Kellermann et Muller, il plaça celui de Canclaux, et rendit ainsi justice au guerrier diplomate, qui fit avec gloire la guerre dans la Vendée, mérita l'estime des gens de bien, servit la patrie et le gouvernement comme un brave guerrier, un homme probe et un bon citoyen!

Sous le gouvernement consulaire, après avoir rempli les fonctions d'inspecteur-général des deux armes dans la seconde armée de réserve et l'armée des Grisons, le général de division Canclaux occupe aujourd'hui une des places d'inspecteur-général de ca-

valerie, qui est l'arme où il a servi depuis 1756, jusqu'à sa promotion au grade de maréchal-de-camp, à l'époque de la révolution.

CARTEAUX.

On reproche aux républiques de la Grèce leur ingratitude envers plusieurs de leurs généraux qui avaient rendu de grands services; les républiques modernes ne sont pas exemptes de ce reproche, et il paraît prouvé, par une foule d'exemples, que ce vice est particulier à cette sorte de gouvernement. Parcourons l'histoire de notre république naissante, nous verrons à chaque page l'envie environner les plus fidèles amis de leur pays, leur enlever la confiance publique, et les laisser dans un injurieux oubli, alors même que la patrie reconnaissante plaçait leurs noms parmi ceux de ses plus chers défenseurs.

La révolution française, il est vrai, en donnant un libre essor aux talens comme aux passions, aux vertus comme aux vices, avait vu son berceau entouré d'amis et d'ennemis. Il était difficile de ne pas se laisser

CARTEAUX.

tromper par la conduite perfide des uns, et de distinguer la sévère probité des autres: de là tant d'erreurs funestes, tant d'injustices, tant de crimes. Aujourd'hui que le calme a succédé aux tempêtes, versons une larme sur le sort des sincères amis de leur pays qui ont succombé, et félicitons les autres qui ont eu le bonheur d'échapper à tant d'orages. Que la reconnaissance publique soit le prix de leur dévouement, la récompense des dangers qu'ils ont courus pour leur patrie; que l'estime de leurs concitoyens les accompagne dans leur vie publique ou privée, et répare en quelque sorte les persécutions dont ils furent victimes!

Jean-François Carteaux, né à Allevant (Haute-Saône), en 1751, est du nombre de ces hommes qui savent s'élever eux-mêmes, sans s'appuyer du nom ou de la fortune de leurs ancêtres. Fils d'un dragon du régiment de Thianges, il passa ses premières années dans les camps; son père ayant eu une jambe emportée par un boulet de canon, il le suivit aux Invalides, y vit

les chefs-d'œuvre de nos premiers peintres, et dit avec le Corrège: *Et moi aussi, je serai peintre!*

Le célèbre Doyen, qui travaillait alors aux Invalides, l'adopta pour élève; ses progrès furent rapides, mais son goût pour le militaire n'était pas affaibli; il servit dans plusieurs corps en qualité de soldat. Jaloux de se distinguer de plus d'une manière, en passant ses semestres à Paris, il étudiait à l'académie. Le jeune Carteaux se fit connaître, comme peintre, par plusieurs tableaux d'histoire, et les amis des arts le forcèrent de quitter les armes pour se faire peintre de batailles. Il eut dans ce genre les plus grands succès, parcourut les principales cours de l'Europe, et y fut accueilli avec distinction.

De retour en France, au commencement de la révolution, arrivant de Prusse, où il s'était livré avec transport aux exercices militaires, il fut nommé au 14 juillet premier aide-de-camp de la ville de Paris; il entra, en qualité de lieutenant, dans la cavalerie nationale Parisienne, s'y distingua, et

la journée du 10 août lui valut le grade d'adjudant-général. Il fut envoyé à Grenoble, pour la levée des trois cent mille hommes, en qualité de commissaire-supérieur du conseil exécutif, et bientôt élevé au grade de général de brigade.

Carteaux réunissait à des talens militaires une éducation cultivée, de l'instruction et une inflexible probité, qualité essentiellement nécessaire à l'homme public, mais qui ne fut pas toujours, dans le cours de la révolution, le partage des premiers magistrats. A tant de titres, il mérita d'être distingué dans la foule des braves qui s'étaient empressés d'offrir leurs services à la patrie.

En 1793, lorsque le midi de la France fut agité par la guerre civile, Carteaux fut chargé de combattre les insurgés qui avaient pris les armes, et d'étouffer les semences de la rebellion: le mal avait déja fait des progrès rapides, et l'on ne songeait pas encore à les arrêter. Dans ces circonstances difficiles, les représentans du peuple en mission, desirant confier le com-

mandement des troupes à un homme dont les talens inspirassent quelque confiance, jetèrent les yeux sur Carteaux. Les services qu'il avait rendus, l'espoir de ceux qu'il pouvait rendre encore, déterminèrent leur choix; il fut nommé général de division.

Nous ne rechercherons pas les premières causes de cette guerre du Midi; elles sont entièrement étrangères à la vie publique et militaire que nous essayons de tracer. Forcé de combattre ses concitoyens égarés, le général Carteaux ne triomphait qu'à regret et pour épargner à son pays les malheurs qu'entraînent après elles les guerres civiles; mais lorsqu'il considérait que l'ennemi extérieur souriait de nos discordes intestines et se disposait à en profiter, alors il sentait redoubler son courage, et toutes les fois que l'occasion se présenta de livrer le combat aux Anglais, aux Napolitains et aux Espagnols, il ne se fit plus un scrupule de remporter une victoire qui ne devait coûter aucune larme à la patrie.

Les troupes qu'il réunissait sous son commandement étaient destinées à repousser

les rebelles du midi et toutes les forces départementales, depuis S.-Vallier, Valence, Lapalud, le Pont-S.-Esprit, Orange, Avignon, et successivement en passant la Durance, Salon, Aix et Marseille jusqu'à Toulon. Le sort du midi de la France était, pour ainsi dire, entre ses mains, et si, par des manœuvres hardies et habilement dirigées, il n'eût pas empêché la jonction des Marseillais avec les Lyonnais, qui avaient aussi pris part à l'insurrection, on ne peut douter que toutes les provinces du midi ne fussent bientôt tombées au pouvoir des Anglais.

Déja une de leurs escadres croisait devant Marseille, dans le dessein de s'emparer de cette intéressante cité. Carteaux, résolu de leur arracher une si belle proie, fait toutes ses dispositions pour vaincre; il bat les insurgés sur les bords du Rhône, au château de Cadenet, sur les hauteurs de Septême, et après des succès aussi rapides qu'étonnans, il réussit à entrer dans Marseille le 25 août 1793.

Etranger à toute espèce d'intrigue et de

parti, il s'empressa de ne voir dans les Marseillais soumis que des Français égarés que la clémence allait faire revenir de leurs erreurs. Toutes les propriétés furent religieusement respectées, la discipline la plus sévère régna parmi les troupes, et pas une goutte de sang ne fut versée par ses ordres tant qu'il commanda dans la ville. La convention décréta que Carteaux avait bien mérité de la patrie; elle oublia de dire qu'il avait aussi bien mérité de l'humanité.

Mais pendant qu'il conservait Marseille à la république, les Anglais s'emparaient de Toulon. Le peu d'ensemble qui régnait dans les opérations des commissaires conventionnels fut la principale cause de ce revers; ils retinrent pendant environ quinze jours Carteaux à S.-Remy, et l'on ne peut douter que si ce général avait pu s'emparer de Marseille le 10 août, au lieu du 25 Toulon n'aurait pas reçu les Anglais dans ses murs. La convention, en apprenant cette fâcheuse nouvelle, ordonna de pousser le siége de Toulon avec vigueur, et Carteaux,

déja couronné par la victoire, fut chargé d'en diriger les opérations.

Ses dispositions furent aussitôt faites pour mener ses troupes à de nouveaux triomphes. Quoique leur nombre ne s'élevât qu'à trois mille trois cent quatorze hommes, il sut les répartir avec tant d'art, qu'il gardait tout le pays depuis Villeneuve-lès-Avignon, Beaucaire, Arles, la Ciotat; et qu'en quittant Aix il avait encore fait marcher une colonne, avec l'ordre de se diriger droit sur le Bosset, afin d'empêcher l'ennemi de venir le couper sur ses derrières.

Sa droite et sa gauche étant bien appuyées, Carteaux fit sur-le-champ filer des troupes sur le chemin qui conduit directement de Marseille à Toulon. Son avant-garde, qui arrivait par Rocquevaire et que commandait le général Mourret, fut d'abord repoussée par les Anglais; mais la journée du 7 septembre répara complètement cet échec. A neuf heures du matin, le général Carteaux alla lui-même reconnaître les gorges d'Ollioules, jusqu'alors réputées imprenables. L'ennemi, fort de son nombre et

de sa position, se présenta pour disputer le passage.

Aussitôt l'attaque est ordonnée; le général commande en personne la colonne du centre, et son exemple enflamme les soldats. Le combat fut des plus vifs; Carteaux, exposé au feu comme un simple grenadier de son armée, était à-la-fois général et canonnier; il pointait lui-même les canons, avec le brave Dommartin, qui fut blessé à ses côtés, et qui tomba en lui disant: *Général, surveillez vos pièces.*

Malgré des prodiges de valeur, le succès était encore incertain, et la résistance opiniâtre de l'ennemi lassant la constance de quelques soldats, le cri de la retraite se fit entendre dans les rangs. Carteaux réussit à étouffer ce cri séditieux; il fait sur-le-champ avancer deux pièces de canon de 4, ordonne de battre la charge, conduit de nouveau les troupes au combat; à deux heures de l'après-midi il avait remporté une victoire complète, et son armée campait devant Toulon.

De nouveaux succès couronnèrent ses

armes dans la journée du 14 octobre suivant. Les Anglais, les Napolitains et les Espagnols, réunis au nombre d'environ six mille hommes, tentèrent une sortie dont ils croyaient la réussite assurée, vu le petit nombre de troupes qu'ils avaient à combattre; mais ce petit nombre était composé de braves, qui se multipliaient par leur courage, leur sang-froid et leur intrépidité. Les Anglais, à la suite d'un combat sanglant, furent contraints à la retraite et laissèrent un grand nombre de morts sur le champ de bataille.

Cette petite armée, commandée par le général Carteaux, fut pour ainsi dire une pépinière d'officiers qui se firent dans la suite un nom célèbre. Tel fut le brave Dommartin, qu'une mort glorieuse enleva en Egypte; tels sont les généraux Victor, Laborde, Junot, ,Almeyras, qui se sont distingués sur le Rhin et en Italie; tel, et plus fameux encore, est ce guerrier qui a rempli le monde du bruit de ses victoires. Bonaparte fit ses premières armes sous le général Carteaux, qui, témoin du

rare courage et des talens qu'il montra dans le combat du 14 octobre, le nomma, le jour même, chef de bataillon.

Cependant Carteaux campait depuis deux mois devant Toulon; il avait préparé par des succès particuliers le moment décisif où cette ville devait tomber en son pouvoir, lorsqu'il reçut l'ordre de partir sur-le-champ pour se mettre à la tête de l'armée d'Italie.

Quoiqu'il eût pu se plaindre avec quelque raison d'un ordre qui l'enlevait à son armée au moment où la victoire allait être le fruit de ses travaux; quoiqu'il dût voir avec peine qu'un autre recueillerait presque toute la gloire d'une expédition dont il avait seul préparé le succès, il ne crut pas devoir mettre en balance son devoir et son amour-propre offensé. Celui qui avait appris dans les camps l'art de commander savait que la discipline et l'obéissance sont les premières vertus du soldat. Il partit donc, laissant aux chefs du gouvernement le regret de n'avoir pas apprécié ses services, et à ses soldats celui de se voir sépa-

rés d'un père, d'un ami qui les avait conduits si souvent à la victoire.

Arrivé à Marseille, Carteaux reçut un courier du ministre de la guerre, qui changeait sa destination et l'envoyait à l'armée des Alpes. Ce général se consolait de cette disgrâce par le souvenir de ses succès; incapable d'aucune basse jalousie, il se montrait encore plus empressé à servir sa patrie, en faisant passer des munitions et de l'artillerie de siége à l'armée qu'il venait de quitter. Mais la haine de ses ennemis le poursuivit dans ce nouveau poste d'honneur; de lâches calomniateurs tentèrent de flétrir ses lauriers, et, tandis que la France entière applaudissait à sa conduite, le comité de salut public chargeait de fers ses bras victorieux. Il languit pendant huit mois dans les cachots, destiné sans doute à grossir le nombre des victimes qu'on envoyait à la mort, si ses persécuteurs n'avaient craint que son jugement ne proclamât et son innocence et leur tyrannie. Une foule de pétitions furent adressées en sa faveur à la convention, et réclamèrent sa mise en liberté.

Le 9 thermidor mit un terme à sa longue captivité. Carteaux reparut au milieu de sa famille comme un parent qu'on croit avoir perdu, et dont on avait déja pleuré la perte. L'amitié touchante, l'attachement de son épouse, qui avait tout bravé pour l'arracher à ses bourreaux, et l'estime de ses concitoyens, effacèrent à l'envi les traces de ses malheurs. Trop généreux pour y trouver un prétexte de calomnier la république, il brûlait de se signaler encore à sa défense, et ne balança pas à lui sacrifier ses prétentions : il consentit à devenir le lieutenant des généraux Hoche et Dubayet, chargés de terminer la guerre de la Vendée.

A la tête d'une division, il protégeait les départemens de l'ouest contre les tentatives des Anglais, et sa présence dans ces contrées fut marquée par de nouveaux services qu'il eut occasion de rendre à sa patrie. En l'an 3 il éclata dans la ville de Caen une insurrection qui aurait eu sans doute les plus funestes résultats sans la sagesse et le courage avec lesquels, en déployant

à temps l'appareil militaire, le général Carteaux parvint à étouffer la rebellion. Par l'heureux effet de ses dispositions tout rentra dans l'ordre, la discorde cessa d'agiter les habitans de la ci-devant Normandie, et Carteaux s'acquit de justes droits à la reconnaissance de ces riches départemens. Enfin on doit dire à sa louange, que tout le temps qu'il conserva ce commandement, son patriotisme et son inaltérable probité ne se démentirent jamais.

Tant de dévouement ne fut pas apprécié; dans un temps où l'administration de la guerre était confiée à des mains inhabiles, on n'eut pas égard aux services que Carteaux avait rendus : il fut réformé. Dépouillé d'un grade qu'il avait acquis à de si justes titres, il résolut de réclamer publiquement contre cette injustice. Le 26 fructidor an 3 il se plaignit à la barre de la convention de l'oubli fatal dans lequel languissait un des premiers soldats de la liberté. Ses réclamations furent accueillies avec intérêt; mais une main invisible sembla depuis ce moment suspendre le rapport qui devait

être fait en sa faveur à la convention nationale.

Ce ne fut qu'au 13 vendémiaire qu'il fut réintégré dans son grade, et conservé en activité jusqu'au premier vendémiaire de l'an 10.

Fidèle aux vertus militaires qu'il a reçues de son père, au goût passionné que la nature lui a inspiré pour la peinture, le général Carteaux a montré, dans toutes les circonstances, la franchise d'un soldat unie au désintéressement et à la sensibilité d'un homme cher aux beaux arts; il mérite d'être compté avec honneur au nombre de ceux de nos braves qui, dans le cours de la révolution, n'ont eu de passion que celle de la gloire, et de but que celui de donner la paix à l'Europe et le bonheur à leur patrie.

Le général Carteaux est aujourd'hui l'un des administrateurs de la loterie nationale; il jouit dans ce poste honorable de la considération due à ses services passés, à ses talens administratifs, au désintéressement et à l'intégrité qui l'ont toujours distingué.

CASA-BIANCA.

Le nom du guerrier qui nous occupe en ce moment est placé avec quelque distinction dans les annales du peuple Corse, dans les monumens historiques de la ville de Gênes et de quelques autres cités de l'Italie. Raphaël Casa-Bianca, Corse d'origine, est né à Vescovato, canton de Casinca, département du Golo, le 27 novembre 1738. Il est Français; les lieux qui l'ont vu naître ont toujours été regardés, sous la monarchie, comme une province française, et ils composent aujourd'hui deux départemens de cette république, une et indivisible, que le 14 juillet 1789 a fondée, que nos guerriers ont su faire respecter, et que la journée du 18 brumaire rend à jamais immortelle.

Casa-Bianca avait fait toutes les campagnes de Corse avec les Français, depuis 1768 jusqu'au premier janvier 1770, qu'il

fut fait capitaine au régiment d'infanterie de Buttafoco. Le 23 août 1772 il passa dans un régiment provincial corse, dont il fut choisi capitaine des grenadiers. Le 25 août 1773 il eut le brevet de major du même régiment. Ce fut à cette époque qu'il obtint la confiance de M. de Marbœuf, commandant de la Corse, qui le chargea du soin de surveiller les rebelles et de pacifier la contrée. Le 19 septembre 1779 il fut élevé au grade de colonel du corps dont il était major.

Dans les premiers temps de la révolution, Casa-Bianca se fit remarquer par son civisme. Il fut un des quatre députés extraordinaires de la Corse qui, le 22 avril 1790, accompagnèrent le général Paoli lorsqu'il se présenta à la barre de l'assemblée constituante, et qu'il y fut accueilli par les applaudissemens des représentans de la nation française. Le 15 septembre 1791, il fut nommé colonel du 49e régiment d'infanterie, ci-devant Berri, et fut employé à la tête du bataillon de campagne du même régiment lors de l'attaque de Mons

par l'armée française, commandée par le général Biron. Casa-Bianca fut chargé de guider les colonnes de droite ; il s'acquitta avec succès de plusieurs opérations militaires qui lui avaient été confiées autour de Mons, et mérita l'approbation du général en chef par sa bravoure et son intelligence.

Le lendemain, la retraite ayant été ordonnée, les colonnes commandées par Casa-Bianca campèrent, avec toute l'armée, sous les tentes, qui avaient été posées dans la plaine. Les hullans à pied et à cheval se réunirent en force et vinrent le même jour attaquer nos soldats : ils furent reçus à coups de canon, et obligés de se replier sur Quiévrain.

Le général Biron ordonne au colonel Casa-Bianca d'aller, avec son seul bataillon de campagne et deux pièces de canon, attaquer cette ville et de s'en emparer. Ces ordres sont exécutés avec promptitude, malgré le feu de l'ennemi. Quiévrain était entouré de fortes murailles, et défendu par un nombre assez considérable de hullans ;

mais Casa-Bianca se met à la tête de ses grenadiers, ordonne le pas de charge, parvient à la porte, qu'il force; met en fuite les hulans, les poursuit un quart de lieue au-delà de Quiévrain : il est entièrement maître de la ville.

Quel est l'étonnement de Casa-Bianca et des soldats qu'il commandait, lorsque, de retour de la poursuite des fuyards, ils voient que les Français ne sont plus au camp, et qu'on leur apprend qu'il n'y a plus dans la plaine que des tentes, des caissons, et autres effets militaires abandonnés ! Tristes effets de l'indiscipline ! Une terreur panique s'est emparée des huit mille hommes commandés par Biron; des malveillans ont annoncé que Casa-Bianca et sa troupe ont été taillés en pièces, et que les hullans s'avancent en force; des soldats furieux augmentent le désordre, et Biron, indigné, est obligé de battre en retraite.

Casa-Bianca, craignant que le bataillon qu'il a dans Quiévrain ne soit entouré par les hullans, se hâte de rejoindre l'armée; mais le général en chef est satisfait de sa conduite.

Cette affaire vaut à Casa-Bianca le grade de maréchal-de-camp, et le gouvernement lui ordonne de se rendre à l'armée du Midi, sous les ordres du général Montesquiou.

Casa-Bianca emporte les regrets de toute l'armée; les généraux Biron, Luckner et Valence lui donnent des preuves non équivoques de leur estime et de leur amitié.

Il arrive à l'armée des Alpes, et Montesquiou lui offre le commandement de l'avant-garde, placée du côté de Pont-Voisin. Casa-Bianca accepte ce commandement; il se met en marche avec l'avant-garde, et se trouve à la hauteur du fort Barreau, où il commence ses opérations contre les Piémontais; et tandis que le général en chef parvient à Chambéry, Casa-Bianca s'ouvre le passage de la Grotte, et joint Montesquiou une heure après, dans la capitale de la Savoie, qui est au pouvoir des Français.

Casa-Bianca poursuit le lendemain les troupes piémontaises; il s'empare de Chatellard, où il trouve des magasins de toute espèce, qu'il fait transporter à Chambery.

Il pénètre ensuite dans la Tarentaise, ou il rencontre l'ennemi en force; il l'attaque, le met en fuite, se place avec avantage au pied du petit S.-Bernard, tandis que les Piémontais fugitifs gagnent les hauteurs et se hâtent d'évacuer les campagnes de la Maurienne et de la Tarentaise. Toute la Savoie devient la conquête des Français.

Le général Casa-Bianca reçut du gouvernement l'ordre de se rendre en Corse.

Le 11 octobre 1792, le général Montesquiou lui écrivit en ces termes :

« Je suis très-affligé, mon cher général, de la nécessité où je me vois de vous perdre; les raisons que vous me donnez pour aller en Corse sont sans réplique. J'aurais voulu du moins, avant votre départ, vous embrasser, vous remercier et vous dire combien je vous regrette: vous emportez ma plus sincère estime, et je voudrais bien me flatter que je conserverai un peu de part à votre amitié..... »

Le commandement provisoire de la Corse fut confié à Casa-Bianca, à l'époque de la trahison de Paoli et des tentatives des

Anglais, qui s'étaient emparés d'une partie du territoire corse.

Casa-Bianca se trouvait à Calvi : bientôt la ville est investie par les troupes anglaises aux ordres du général Stuard, et par l'escadre ennemie; un grand nombre de mécontens corses s'étaient joints à Paoli et aux Anglais. La ville de Calvi se trouvait dans une position critique ; la troupe manquait de tout, l'ennemi faisait le siége dans les règles, et la garnison n'était composée que de six cents hommes ; il n'y avait dans la place ni vivres, ni munitions, et point de casemates pour se mettre à l'abri des bombes lancées par l'ennemi, qui ne cessait de faire feu de ses canons, de ses mortiers et de ses obus. Déja tous les remparts sont rasés, des magasins à poudre ont sauté en l'air, la plus grande partie des maisons de la ville, incendiées, n'offrent plus que des ruines ; la garnison ne reçoit plus que le tiers de sa ration, qui consiste en de mauvais pain noir, et cependant elle ne cesse de donner des preuves de son courage et de son dévouement. Enfin, après trente-neuf jours de

siége, le général anglais ayant offert un armistice de douze jours, Casa-Bianca se voit obligé de l'accepter. Le 1^er^ du mois d'août 1793 il signe une capitulation qui portait qu'elle n'aurait son entier effet que le 10 du même mois, et qu'elle serait regardée comme non avenue si des secours de France lui étaient envoyés. Ces secours si nécessaires n'étant point arrivés, Casa-Bianca fut obligé de rendre la place; la garnison sortit de Calvi avec tous les honneurs de la guerre, et fut conduite à Toulon. Casa-Bianca fut mis en liberté sans avoir fait la promesse de ne plus servir sur le continent pendant la durée de la guerre.

Le 29 ventose an 2, Casa-Bianca fut nommé général de division. En l'an 8, il servait à l'armée de l'Ouest, où il avait combattu la chouannerie, lorsqu'il fut nommé membre du sénat conservateur par un gouvernement juste et reconnaissant qui voulut récompenser ainsi ce guerrier des services qu'il avait rendus à la patrie.

Un autre Casa-Bianca, parent de celui dont nous venons de parler dans cette no-

tice, et qui a fait également les campagnes de la liberté, Joseph Casa-Bianca, né en Corse, a combattu avec gloire contre les Piémontais. Lorsque l'armée française fut obligée de quitter Rome, et le territoire romain, il rendit de grands services. Il est aujourd'hui général de division, et commande à Mantoue.

A la bataille d'Aboukir, un Casa-Bianca, qui avait été membre d'une de nos assemblées nationales, neveu du sénateur de ce nom, commandait le vaisseau amiral *l'Orient*, de 110 canons. Dans ce combat mémorable, les Français firent des prodiges de valeur. L'amiral Brueys venait de recevoir le coup mortel; le capitaine du vaisseau *l'Orient*, Casa-Bianca, est blessé mortellement à la tête par un éclat de bois; au même instant le feu prend au vaisseau, et tous les moyens pour l'éteindre sont inutiles. Ce fut alors le moment du triomphe de la piété filiale; Casa-Bianca avait à ses côtés son fils, âgé de dix ans, de la plus belle espérance (1).

(1) Il avait été élevé à Paris, à l'école du citoyen Boucheseiche, homme de lettres recommandable.

Depuis le commencement du combat, cet aimable enfant ne cessait de donner des preuves de son intelligence et de son courage. Son père était renversé sur le pont ; il le prend entre ses bras, et le pose sur un mât qu'il espère pouvoir jeter à la mer. On presse le jeune Casa-Bianca, on l'invite de se sauver dans la chaloupe ; mais il refuse, et ne veut point abandonner son père blessé : il allait s'élancer avec lui dans les flots, lorsque tout à coup *l'Orient* saute en l'air avec un fracas horrible, la mer s'entr'ouvre, et tout disparaît.

CERVONI.

L'ISLE de Corse, où la liberté trouva aussi des défenseurs, occupe aujourd'hui plusieurs pages de notre histoire ; elle s'honore d'avoir donné le jour à plusieurs guerriers qui combattirent pour la liberté française, et les exploits de plusieurs généraux qui sont sortis de son sein suffiraient seuls à sa gloire, si le nom de Bonaparte ne l'avait pas rendue célèbre à jamais.

Parmi ces soldats qui cueillirent les premiers lauriers sous les drapeaux de la république, on distingue Cervoni, né en 1768, à Soëria, petite ville du département du Golo. En l'an 2, lorsque la carrière était ouverte à la bravoure et aux talens militaires ; lorsque les dangers de la patrie appelaient tous ses enfans à la défendre, Cervoni, qui avait embrassé le parti des armes, obtint de l'emploi, et partit pour l'armée des Alpes. La fortune lui réservait

sur sa route une occasion de se faire connaître ; il trouva devant Toulon des ennemis à combattre, de la gloire à acquérir, des services à rendre à son pays : tant de motifs enflammèrent aisément son courage, et Cervoni prit sa place parmi les guerriers qui vengèrent devant Toulon l'honneur national.

Au siége mémorable de cette ville, une foule de guerriers donnèrent, dès leurs premiers pas dans la carrière militaire, les plus brillantes espèrances. Cervoni, alors adjudant-général, mérita par ses connaissances, ses talens et son activité, l'honneur d'être cité plusieurs fois au nombre des vainqueurs des Anglais. Ce fut sur-tout à l'attaque du fort Malbosquet que le général en chef Dugommier eut occasion d'éprouver son courage. Dans les rapports qu'il fit à la convention nationale, il présenta Cervoni comme un des officiers qui avaient rallié les troupes, excité leur ardeur, et contribué le plus au succès de ce combat.

L'éloge de Cervoni dans la bouche de Dugommier ajoutait à sa gloire et semblait

présager qu'elle allait briller bientôt d'un nouvel éclat.

Toulon a succombé sous les efforts de nos soldats; leur courage a enlevé aux Anglais une place qu'ils ne devaient qu'à la trahison, et de nouveaux lauriers les attendent à l'armée des Alpes. Cervoni fait, en qualité de général de brigade, la campagne de l'an 3, sous le général Dumerbion. L'armée avait alors à lutter contre les besoins de tout genre, et contre un ennemi supérieur en nombre; mais ces obstacles ne lassèrent point sa constance: dans plusieurs affaires Cervoni justifia la confiance que le général en chef avait en ses talens; il contribua sur-tout à fixer la victoire sous nos drapeaux, dans les combats où l'armée austro-sarde, réunie avec les flottes combinées de l'Angleterre et de l'Espagne, faisait des tentatives pour s'emparer de Savonne; déjà cette armée poussait ses avant postes jusque sur le territoire de Gênes, lorsque les Français la chassèrent à la baïonnette des postes de la Bormida, Mallere, Pallere, Altare, de Cairo, de Dégo, et à plus de cinq lieues

de ce dernier village, pour se porter sur Alexandrie.

L'armée d'Italie est appelée à fournir une carrière plus importante ; Bonaparte la commande en chef, et les officiers qui composent son état-major sont connus, ou par une bravoure éprouvée, ou par de longs services et des blessures honorables. Cervoni contribue aux succès de cette étonnante campagne de l'an 4, et les mêmes lieux où il avait si glorieusement combattu l'année précédente, deviennent une seconde fois les témoins de sa valeur et de ses triomphes.

Le 20 germinal an 4, Beaulieu, après avoir fait faire divers mouvemens à ses troupes pour donner le change aux Français, fit avancer dix mille hommes pour attaquer le poste de Voltri. Le général Cervoni était dans ce poste avec trois mille hommes ; après s'y être défendu avec le plus grand courage, il reçut l'ordre de Bonaparte de se retirer sur la Madone de Savonne. Le plus grand ordre fut mis à exécuter, à l'insu de l'ennemi, cette retraite, qui fut protégée par quinze cents hommes que le

général en chef fit placer à cet effet sur les avenues de Sospello, et sur les hauteurs de Veraggio.

Le 24 germinal, à la pointe du jour, les deux armées se trouvèrent en présence; près du village de Dego se livra un combat sanglant; une colonne française commandée par Cervoni passa la Bormida sous le feu de l'ennemi, ayant de l'eau jusqu'au milieu du corps, et marcha droit à lui, pendant qu'une autre colonne, après avoir passé la rivière, attaquait l'aile gauche des Autrichiens. La victoire fut complète, elle était due à l'ensemble qui régna dans les opérations des divers généraux, au sang-froid et au courage que déployèrent les Français dans cette occasion: l'ennemi fut enveloppé de tous côtés, et n'eut pas le temps de capituler. Le général autrichien Provera se rendit prisonnier de guerre avec le corps de troupes qu'il commandait à Cossaria.

Ainsi le général Cervoni parut avec honneur dans ces divers combats, qui coûtèrent à Beaulieu quatre mille hommes de ses meilleures troupes, environ soixante offi-

ciers et plusieurs drapeaux. Le directoire exécutif s'empressa de lui donner un témoignage éclatant de sa satisfaction ; voici la lettre qu'il lui écrivit à cette époque :

Au général de brigade Cervoni.

« Les travaux de la dernière campagne avaient trop fait connaître votre courage au directoire pour qu'il ne sût pas d'avance qu'en vous faisant éprouver le premier choc les Autrichiens vous ménageaient le premier avantage. »

Ce brevet d'honneur redoubla le zèle du général Cervoni ; l'occasion se présenta bientôt de justifier les éloges du directoire et d'en mériter de nouveaux. Après le passage du Pô, qu'on doit regarder comme une des opérations les plus hardies, et la bataille de Millesimo, les Autrichiens furent poursuivis vers Lodi. Là se donna une de ces fameuses batailles où l'armée d'Italie se couvrit d'une gloire immortelle ; trente pièces de canon de position défendaient le fatal passage du pont de Lodi, qui a cent toises de longueur ; l'ennemi faisait un feu

terrible, et bravait les efforts de nos soldats. Une mort assurée sera le prix de ceux qui passeront les premiers; le deuxième bataillon des carabiniers reçoit l'ordre de frayer le passage; ils partent, et la plupart meurent en héros. Ils sont suivis par tous les bataillons de grenadiers, marchant au pas de charge et aux cris de vive la république! Mais la mitraille moissonne des rangs entiers; la tête des colonnes hésite, et la victoire est prête d'abandonner nos drapeaux, lorsque des généraux français voient le danger, se précipitent à la tête des colonnes, et par leur dévouement héroïque, décident le sort en balance. Cervoni était un de ces généraux.

L'affaire de Lodi suffirait seule à sa gloire militaire, mais la patrie attendait encore de grandes choses de la part de nos soldats; de nouveaux combats sont nécessaires pour conquérir cette paix l'objet de leurs nobles efforts, et dans ces combats Cervoni continue de se distinguer parmi les braves de l'armée d'Italie. La paix a été signée à Campo-Formio, et des récompenses sont dues aux guerriers qui ont bien servi leur

patrie ; le 26 pluviose an 6, Cervoni est élevé, par un arrêté du directoire, au grade de général de division.

Il fit, en cette qualité, partie de l'armée de Rome, dans la campagne de l'an 6, et joua un des premiers rôles dans la révolution qui changea en république le gouvernement papal. Lorsque le général en chef eut fait son entrée dans Rome, et proclamé au capitole la république romaine, le général Cervoni se rendit auprès de Pie VI, et lui annonça que le peuple avait cru devoir changer la forme du gouvernement. A cette époque, où les principes philosophiques de la révolution rendaient le gouvernement français peu scrupuleux en matière de religion, le général Cervoni honora la mission dont il avait été chargé par les égards qu'il témoigna au pape dans cette circonstance. Il le rassura sur les craintes qu'il parut avoir, et lui donna une garde nombreuse pour sa sureté.

Le général Cervoni alla ensuite à la loggia di monte Citorio, harangua le peuple, publia l'installation du gouvernement pro-

visoire, en déclarant que la république française voulait être la sœur de la république romaine, et que toutes les forces de la première seraient communes à la seconde.

Après avoir ainsi contribué à l'établissement de la république romaine, Cervoni reçut le commandement des forces françaises chargées de maintenir la tranquillité dans les neuf départemens réunis, et lorsque le 18 brumaire rendit à la France un gouvernement sage, et la paix à l'Europe, les consuls de la république, pour prix de ses longs services, lui confièrent le commandement de la huitième division militaire, composée des départemens des Bouches-du-Rhône, des Basses-Alpes, des Alpes-Maritimes, du Var et de Vaucluse. Dans ce poste honorable, le général Cervoni fait respecter les lois, le gouvernement; il veille à la tranquillité publique, et mérite l'estime des habitans du midi de la France.

CHABRAN.

DÉJA les noms de plusieurs de nos guerriers ont paru dans cette Galerie, avec les titres qui les recommandent à l'admiration de la postérité; déja ils ont épuisé, pour ainsi dire, tous les éloges, et une foule de généraux, non moins célèbres par leurs talens et leur courage, n'ont point encore été placés dans cet ouvrage au rang honorable qu'ils y doivent occuper. Chabran est un de ces guerriers, dont nous allons essayer d'esquisser la vie militaire et de rappeler les nombreux services.

Chabran (Joseph) est né à Cavaillon, département de Vaucluse, le 22 juillet 1763 (1). L'âge et une éducation soignée

(1) Il ne faut pas confondre ce général avec un nommé Chabran, également né à Cavaillon, qui, dans les premiers troubles de la révolution, sortit des rangs de la marine pour venir dans le lieu de

développèrent en lui le goût de l'étude, et à l'époque de la révolution Chabran appartenait à une corporation séculière particulièrement consacrée à l'éducation de la jeunesse. Livré à ces paisibles occupations, il était loin sans doute de penser qu'il se ferait un jour un nom distingué dans la

---

sa naissance, prendre part aux troubles qui désolaient le Comtat. Cet individu fut maire de la petite ville de Cavaillon, et mérita d'être, lors du siége de Carpentras, un des lieutenans de Jourdan, dit *Coupe-Tête*. Son arrestation et sa tradition aux Carpentraciens furent la cause du sac de Cavaillon par les Avignonnais. Peu après son retour parmi les siens, il fut massacré sur les bords de la Durance. Il est remarquable que tous les factieux que cette contrée vit naître dans son sein ont péri successivement victimes de la populace qu'ils avaient soulevée, ou des évènemens dont ils avaient précipité la marche. Le général Chabran, dont nous allons parler, est vivant et n'a rien de commun avec le Chabran massacré sur les bords de la Durance. Pendant que celui-ci désolait son pays, le général Chabran figurait dans nos armées parmi les officiers qui firent les premières campagnes de cette guerre.

carrière des armes, lorsque le bruit de la guerre retentit dans toute l'Europe. Chabran était Français, et la patrie le compta bientôt au nombre de ses défenseurs. Egalement propre à la servir dans les camps ou en remplissant des fonctions civiles, il embrassa de préférence le parti des armes, pour lequel il avait une inclination décidée ; ses compatriotes lui donnèrent un témoignage d'estime particulier, en lui déférant l'honneur de les commander. Il se rendit à leurs vœux et fut nommé, le 4 août 1792, capitaine du cinquième bataillon des Bouches-du-Rhône. Il fit les premières campagnes de l'armée d'Italie, sous les généraux Anselme, Biron, Brunet, Dumerbion, Kellermann et Schérer.

Le 12 mai 1793 il fut fait adjoint provisoire à l'état-major de l'armée d'Italie. Cette armée, alors commandée par le général Brunet, remporta, dans la journée du 8 juin, une victoire importante à l'attaque de Perus et Lignière. Le combat qui eut lieu dans cette circonstance fut un de ceux qui, par la force et la position de

l'ennemi, et par la valeur de nos troupes, honorèrent le plus l'armée d'Italie. Chabran y eut sa part de gloire; le général Brunet, dans son rapport à la convention, fit l'éloge de sa bonne conduite; elle lui valut le grade d'adjudant-général chef de bataillon.

Il continua de rendre dans ce grade des services à l'armée d'Italie, jusqu'à l'importante affaire du 2 frimaire an 4. La bravoure qu'il déploya dans ce combat lui mérita le grade d'adjudant-général chef de brigade. Il commença en cette qualité la campagne de l'an 4, et Bonaparte eut souvent occasion de se louer de son intelligence et de ses talens.

Chabran se signala particulièrement au fameux passage du pont de Lodi. Le général Massena et l'adjudant-général Chabran furent des premiers qui, osant braver le feu d'une artillerie formidable, se présentèrent sur le pont avec les carabiniers, commandés par l'intrépide Dupat. Ils passent le pont au milieu d'un peloton de grenadiers : la mitraille criblait ces

braves soldats; Chabran, par un bonheur incroyable, ne reçut aucune blessure. Une balle atteignit un hussard à ses côtés, il fléchit; Chabran l'aperçoit, le soutient par le bras, et lui dit avec un rare sang-froid : *Allons, mon ami, un peu de courage, et nous arrivons.*

Bonaparte, dans la relation qu'il fit alors au directoire des traits de bravoure qui signalèrent cette mémorable journée, oublia de citer le général Chabran parmi les guerriers qui se dévouèrent dans cette occasion. Le seul motif de cet oubli fut la précipitation avec laquelle le général en chef était obligé d'écrire ses rapports. C'est à l'histoire qu'il appartient de réparer cette omission, et de marquer la part de gloire que le général Chabran obtint dans la célèbre journée de Lodi.

Dans les combats qui suivirent, Chabran justifia par sa bravoure la réputation que ses premières armes lui avaient acquise. Toujours à l'avant-garde, qui sous Massena n'éprouva pas un seul revers dans cette mémorable campagne, il répondit à

la confiance du général en chef, et son nom fut cité parmi les vainqueurs de Montebaldo, de la Corona, de Preabolo. La bataille de Lonado, la retraite de Rivoli, le combat de Dego, si féconds en traits de courage et d'intrépidité, rappellent encore que Chabran s'y fit remarquer par son audace et son sang-froid. Enfin il cueillit de nouveaux lauriers à la bataille de Roveredo, et dans cette affaire, l'une des plus heureuses de cette guerre, il fut fait général de brigade sur le champ de bataille.

Les fatigues d'une campagne aussi active avaient altéré sa santé: il obtint un congé; mais à peine commençait-il à se rétablir qu'il reçut l'ordre de partir précipitamment et de retourner à son poste. A son arrivée à Milan, il trouva l'occasion de rendre un service signalé à l'armée d'Italie. Bonaparte marchait alors sur la route de Vienne; mais pendant qu'il portait au loin ses armes victorieuses, les habitans de la Terre-Ferme s'étaient insurgés, et interceptaient ses communications et ses moyens de retraite. Véronne avait arboré l'éten-

dard de la révolte ; le danger devenait chaque jour plus pressant. On ne crut pouvoir faire un meilleur choix qu'en confiant au général Chabran le soin d'une expédition contre les rebelles. Il montra qu'il était digne de cet honneur ; à la tête d'une faible colonne, il ne craint pas de marcher à l'ennemi, le disperse, se présente devant Véronne, en force les portes à coups de canon, et entre en vainqueur dans la ville.

Chabran, pouvant déployer toute la sévérité des lois de la guerre contre des habitans rebelles, sut résister aux desirs d'un parti qui voulait livrer la ville au pillage. La discipline la plus exacte empêcha que cette victoire ne fût souillée par aucun désordre. On ne saurait laisser dans l'oubli cette conduite généreuse, et la modération du général Chabran dans cette circonstance ajoute encore à l'éclat de son triomphe.

La paix de Campo-Formio rendit pour un moment le repos à l'Europe, et la reconnaissance publique marquait déja la place que le général Chabran devait occuper parmi les guerriers qui avaient bien

mérité de la patrie : les suffrages de ses concitoyens le désignèrent pour remplir les fonctions législatives, mais le terme de sa carrière militaire n'était pas encore arrivé.

Depuis quelque temps des troubles intérieurs agitaient les départemens des Basses-Alpes et des Bouches-du-Rhône : le général Chabran fut chargé d'y ramener l'ordre et l'obéissance aux lois. Dans cet emploi difficile, il prouva que l'alliance du courage à la modération est l'unique moyen d'étouffer les discordes civiles. Son arrivée dans le département des Basses-Alpes fut suivie d'une proclamation énergique ; les habitans qui avaient été séduits reconnaissent leur erreur ; les auteurs des troubles sont contraints de renoncer à leurs sinistres projets, et bientôt l'appareil militaire achève de dissiper les rebelles.

Le département des Basses-Alpes respira ; mais les brigands avaient transporté dans celui des Bouches-du-Rhône le théâtre de la guerre civile ; Chabran reçoit ordre du directoire, de s'y porter : sa présence répand l'effroi dans leur ame ; il les poursuit

par-tout, parcourt à cheval toutes les communes du département, se concerte avec les administrations du pays, et les brigands ont disparu sans retour.

Cependant les hostilités n'avaient été que suspendues par le traité de Campo-Formio; l'intrigue et l'or avaient rompu les négociations de Rastadt, et des deux côtés l'on avait repris les armes.

Nous avons vu le général Chabran se faire un nom dans les campagnes de l'Italie; nous allons le voir fournir une nouvelle carrière à l'armée du Danube, et ajouter un nouvel éclat à sa réputation militaire. C'était sous la conduite de Massena qu'il avait combattu à Roveredo, à Rivoli, c'est encore sous les ordres de l'*Enfant chéri de la Victoire* qu'il va contribuer aux succès de l'armée du Danube, et rendre les rochers de la Suisse témoins de la valeur française.

Le 16 ventose an 7 il eut le commandement d'une brigade qui se porta sur la rive droite du Rhin, entre Richenau et Steig, où il devait effectuer le passage du

fleuve vis-à-vis Mayenfeld; mais ce passage ayant été reconnu inexécutable, il fit des attaques simulées sur ce village et facilita la prise de Steig. Le 17, le général Chabran passa le Rhin à un gué qui est au-dessous de Mayenfeld; l'ennemi en abandonna la position et se retira derrière la Lanquart, et successivement jusque sur les hauteurs de Coire, toujours en faisant une résistance opiniâtre. Là, le général Chabran, à la tête de la 37^e^ demi-brigade et 103^e^, attaqua les Autrichiens, enfonça leurs rangs et les mit en pleine déroute. Le fruit de cette victoire donna beaucoup de prisonniers (parmi lesquels était le général Auffenberg, commandant en chef les Grisons), quantité de bagages, et rendit les Français maîtres de Coire.

Après cet heureux évènement, le général en chef lui confia le commandement du poste important de Lucisteig.

Le 12 floréal an 7, à la pointe du jour, une colonne ennemie, forte de deux mille hommes, vint l'attaquer sur les points de Lucisteig et de Flaich, et dans la gorge

de la Lanquart. Le général Chabran la fit charger vigoureusement par un bataillon de la 109e et les carabiniers de la 14e légère : toute la colonne fut forcée de mettre bas les armes et de se rendre prisonnière de guerre, au nombre de quinze cents hommes.

Le 25 du même mois, les Autrichiens se portèrent avec des forces supérieures sur les crêtes des montagnes du Voralberg qui dominent le poste de Lucisteig, en chassèrent la 14e légère, après la résistance la plus opiniâtre, débusquèrent toutes les troupes qui défendaient la vallée de Mayenfeld, et les forcèrent à repasser le Rhin par le Zolbroug, au-dessus de Ragatz. Le 26 le général Chabran, attaqué avec vigueur, effectua victorieusement sa retraite : obligé de traverser la grande vallée de Mels, entourée de rochers, et dans laquelle la cavalerie ennemie pouvait facilement l'écraser, il sut tellement en imposer par sa bonne contenance, que l'ennemi n'osa pas l'attaquer.

La retraite des Grisons présentait les plus grandes difficultés; mais l'audace, les bonnes dispositions et l'intrépidité du gé-

néral Chabran n'y trouvèrent que des motifs de gloire pour nos braves bataillons. Avant d'effectuer le passage de la plaine de Mels, Chabran fit exécuter aux troupes, dans leur camp, les mêmes manœuvres et évolutions qu'elles allaient faire devant l'ennemi; alors, sûr du succès, il les fait former en bataillon carré, et s'avance dans la plaine. La contenance de ce bataillon, cette forêt de baïonnettes qu'il présentait de toutes parts, déconcertent les Autrichiens, qui, sur les hauteurs, voient défiler un ennemi qui les brave, et dont ils n'osent troubler la marche imposante.

La retraite se fit alors en bon ordre à Raperswill, par Walentatt et les montagnes de Murg, en longeant des précipices affreux, et brûlant tous les ponts importans établis sur la Linth. Enfin, accablé par l'ennemi, le général Chabran alla prendre possession sur la gauche du lac de Zurich. Le général Suchet, commandant la droite de la division Chabran, le seconda puissamment dans cette glorieuse retraite, par sa marche savante et pénible.

Au combat de Venther, le 7 prairial, où le général Massena remporta une victoire complète sur le prince Charles, le général Chabran, à la tête de la deuxième division de l'armée, obtint quelques avantages, et par plusieurs diversions heureuses et bien combinées, réussit à faire des prisonniers à l'ennemi. Le 11 prairial, partie de sa division prit position sur la chaîne des montagnes de l'Albi, tandis que le reste appuyait sa droite au lac de Zug. Il occupa pendant quelque temps cette position, jusqu'à l'époque où il s'opéra un mouvement général sur toute la ligne.

Dans les journées des 27 et 28 thermidor le général Chabran attaqua l'ennemi dans son camp retranché de Wolrau; la résistance fut vive, la victoire fut des plus complètes; officiers et soldats se signalèrent par des actions d'éclat. Le général Chabran avait avec lui un aide-de-camp nommé Bergier, qui l'avait accompagné dans toutes ses campagnes; ce brave militaire se distingua particulièrement dans le combat de Wolrau, et pour récompense de sa bravoure

il fut nommé, sur le champ de bataille même, par le général en chef Massena, chef de bataillon (1).

Environ trois mille Autrichiens furent faits prisonniers dans ce combat; de ce nombre était un vieux général ennemi, le même qui avait eu à combattre Chabran dans la vallée de Mels, et n'avait pu l'empêcher d'effectuer sa brillante retraite.

Ce ne fut qu'après avoir combattu toute la journée, que l'audace des troupes, le courage et les bonnes dispositions des chefs forcèrent la victoire à se ranger sous nos drapeaux.

C'est après cette affaire que le général Chabran eut occasion d'éprouver combien il était aimé du soldat et des habitans. Les blessés du camp de Wolrau avaient été transférés à l'hôpital de Zug: les bons habitans de ce pays allèrent au-devant de nos

(1) Cet estimable officier a fait toutes les campagnes avec son général, et a mérité, dans toutes les circonstances, des éloges de la part de ses chefs. Il est dans ce moment en activité de service, et toujours attaché au même général.

frères d'armes blessés ; ils s'empressaient de leur procurer tous les soulagemens dont ils avaient besoin, et demandaient à l'envi de les recevoir dans leurs maisons.

Chabran s'y rendit peu de temps après, pour donner à ces braves soldats quelques consolations. Son arrivée dans l'hôpital fut une fête pour les habitans de Zug ; les Français mutilés, étendus sur le lit de douleur, semblaient retrouver leurs forces pour voir leur général, et sa présence leur avait en quelque sorte rendu la santé ; ils furent tous élevés à des grades supérieurs.

Ainsi le général Chabran se faisait admirer des ennemis et chérir dans les lieux où il était forcé de porter le théâtre de la guerre. Les habitans n'ont pas oublié avec quel soin il sut maintenir la discipline parmi ses soldats et faire respecter les propriétés. Sa bonne conduite les portait à lui pardonner d'avoir brûlé plusieurs ponts, et ce malheur nécessaire était le seul auquel le souvenir de son nom fût attaché. C'est du général Chabran que le prince Charles fit un jour un si bel éloge, en présence de quelques

officiers. *Ce général*, dit-il, *se mire dans ses grenadiers.*

Pour récompenser ses services le directoire l'éleva, par un arrêté du 7 messidor an 7, au grade de général de division : ce fut un motif pour lui de s'efforcer d'en rendre de nouveaux. A Stein, Ceeven et Schwitz, il contribua aux succès de l'armée du Danube, jusqu'au moment où de nombreux bataillons, venus du fond du nord, se présentèrent pour disputer la victoire aux Français.

Jusqu'alors les talens des chefs et le courage des soldats avaient suffi pour décider le sort en notre faveur. Bientôt va s'ouvrir devant eux une carrière plus difficile; ils vont être obligés de lutter à-la-fois contre les obstacles que leur opposent l'art et la nature, contre les rigueurs de la saison, les privations de tout genre, les paysans révoltés, enfin contre les Russes, accoutumés à braver la mort sur le champ de bataille, et contre la prévention qui les montrait comme des soldats invincibles.

Déja ces dignes rivaux des Français pour

la bravoure ont essayé leurs armes; à la première affaire nos soldats ont appris à les connaître, et la défaite des Russes a suivi de près celle des Autrichiens. Le général Chabran écrivit au directoire, le 3 vendémiaire an 8 : « Aujourd'hui, à trois heures du matin, nous avons attaqué les Russes près de Ditikon; nos troupes ont passé très-heureusement la Limmath; les Russes, pressés de tous côtés, ont abandonné le champ de bataille aux Français victorieux: ils ont été contraints à repasser la Thur. »

L'arrivée des Russes dans les montagnes de la Suisse donna lieu à une de ces batailles mémorables qui décident du succès d'une campagne; elle dura quinze jours consécutifs, sur une ligne de plus de soixante lieues de développement, contre trois armées combinées, conduites par des généraux expérimentés, la plupart environnés de grandes réputations, et occupant des positions réputées imprenables. Ces trois armées furent battues et dispersées, neuf de leurs généraux tués ou pris, l'Italie et

le Bas-Rhin dégagés, l'Helvétie libre, le prestige de l'invincibilité des Russes dissipé; tel fut le résultat de ces combats mémorables qui valurent à l'armée du Danube et à son chef des couronnes civiques et la reconnaissance de la patrie.

Les fatigues de cette campagne avaient tellement altéré la santé du général Chabran, qu'il fut forcé de quitter quelque temps son poste pour la rétablir. Cependant, dans les plaines de Dijon se rassemblent ces guerriers que l'amour de la gloire presse sur les pas de Bonaparte. Le vainqueur de l'Italie n'a pas oublié que les talens de Chabran lui furent souvent utiles, et dans les nouveaux combats qui doivent décider de la paix de l'Europe, Chabran est appelé à conduire à la victoire une division de l'armée française.

Des traits incroyables de constance et d'intrépidité signalèrent le passage des monts S.-Bernard; le général Chabran franchit avec sa division le petit S.-Bernard, et ce passage fut marqué par l'enthousiasme des soldats et par les témoignages les plus écla-

tans de l'attachement (1) des bons Savoisiens. Leur zèle dans cette circonstance n'eut point de bornes, et ils secondèrent tellement le général Chabran, qu'il atteignit le reste de l'armée cinq jours plutôt qu'on ne l'attendait.

Les Alpes sont franchies, et l'ardeur de nos soldats est le présage d'un succès assuré; rien ne peut les arrêter; l'exemple des chefs a produit l'enthousiasme, et tous les corps brûlent de se mesurer les premiers contre l'ennemi.

---

(1) Le général Chabran s'était tellement concilié l'amitié de ce bon peuple, toujours disposé à aimer ceux qui le protègent, qu'ayant appris, peu de temps après, que l'épouse de ce général devait passer par leurs montagnes pour aller rejoindre son époux en Italie, une foule d'habitans alla au-devant d'elle; en un instant sa voiture a disparu; elle est remplacée par un brancard orné de feuillages, sur lequel ils la transportent avec tous les témoignages de leur joie franche et naïve. (Ce fait nous a été raconté par un habitant de ce pays, où le nom du général Chabran est encore dans toutes les bouches).

L'honneur d'une première victoire était en partie réservé à la division du général Chabran. Il fut chargé par le général en chef de presser la reddition du fort de Bard, qui, par sa position, semblait devoir arrêter l'armée, et d'ouvrir à nos légions le chemin de l'Italie. Déja ce fort avait présenté de la résistance aux premières troupes qui tentèrent de l'attaquer. On avait essayé l'escalade, mais elle avait été sans succès, parce que l'accès des ouvrages n'avait pas été trouvé praticable, et la nécessité d'y faire brèche fut reconnue.

Le général Chabran fut chargé de ce soin; après avoir examiné l'état de la place, il fit monter, à force de bras, dans le clocher d'une église, deux pièces de 12 qui ouvrirent l'enceinte du fort. En vain le commandant lui fit demander deux heures pour délibérer; « Je ne lui donne qu'une demi-heure » fut la réponse que fit Chabran à cette proposition. Le 12 prairial au matin, il avait commencé l'attaque du fort, et le même jour, à neuf heures du soir, il s'en

était rendu maître. La garnison, composée de quatre cents hommes, fut faite prisonnière de guerre; dix-huit bouches à feu tombèrent en son pouvoir, et la communication de l'armée avec la France se trouva désormais assurée par la vallée d'Aost, qui conduit aux deux S.-Bernard, ainsi que par le Simplon et le mont S.-Gothard.

Le premier consul, en recevant la nouvelle de ce succès, auquel il attachait le plus grand prix, chargea le général en chef d'en témoigner toute sa satisfaction au général Chabran. Sa division vint alors occuper la vallée d'Aost, en se prolongeant jusqu'au Pô. Deux de ses demi-brigades observaient le cours de la Doria-Baltea, depuis Ivrée jusqu'à Chiavessa, d'où elles éclairaient la rive gauche du Pô. Dans ces circonstances, la victoire se déclara en faveur des Français à Montebello, et le général Mélas se trouva dès-lors cerné entre la Bormida et le Pô. Le général Chabran marcha le long de ce dernier fleuve, vis-à-vis Valence, pour empêcher les Autrichiens de le passer. La seule retraite qui leur res-

tât se trouvait interceptée, et cette position respective des deux armées amena la célèbre bataille de Marengo. Le général Chabran contribua, par la sagesse de ses dispositions, au succès de cette mémorable journée; il reçut ensuite le commandement du Piémont. Redevenu administrateur, et dans un pays ravagé par tous les fléaux que la guerre traîne à sa suite, il ramena l'ordre, protégea la sûreté des routes, et fit naître la confiance dans des esprits aliénés par le fanatisme et par d'anciens préjugés.

La paix de l'Europe enfin a couronné le généreux dévouement de nos guerriers, et tous les vœux de Chabran sont remplis. Satisfait d'avoir combattu pour la république et la liberté, il ne forme d'autre desir que de voir assurer leur triomphe; par lui le nom français est chéri et respecté dans tous les pays où il a porté la gloire de nos armes; et si la discorde parvenait jamais à troubler la paix de l'Europe, le général Chabran se trouve toujours prêt à défendre l'honneur national. Il jouit aujourd'hui du grade de général de division en activité de

service, honoré de la confiance du gouvernement, de l'estime de ses concitoyens, jouissant de la satisfaction que procure une vie sans reproches et dont tous les instans ont été marqués par un dévouement sans bornes à la patrie.

CHALBOS.

Dans la foule des généraux que leurs talens ou le hasard portèrent à la tête des armées françaises au commencement de la guerre de la révolution, il en est dont le nom seul est un éloge; l'Europe étonnée les admire, et la république, enorgueillie de leurs victoires, les regarde comme ses libérateurs : il en est d'autres dont la fortune n'a pas aussi bien servi le courage. C'est sur-tout à l'occasion des premières campagnes de la guerre de la Vendée, que les armes républicaines eurent plus de revers que de succès, par la mauvaise politique du gouvernement et l'impéritie des chefs chargés du commandement dans ces contrées.

En 1793, François Chalbos, né à Cubières, département de la Lozère, fut mis à la tête d'une division dans la Vendée : Chalbos était brave, mais il n'avait pas l'expérience nécessaire pour conduire avec

succès une guerre aussi difficile ; et ce fut moins à ses talens éprouvés qu'à ses opinions républicaines qu'il dut la faveur d'être appelé au commandement par le comité de salut public.

Cependant sa conduite dans la Vendée fut exempte de reproches, et ses actes publics sont loin de témoigner qu'il participât aux massacres et aux brigandages qui désolèrent les contrées de l'ouest. Sa correspondance repousse toute idée de le confondre avec des scélérats qui s'enhardissaient à des crimes nouveaux par les éloges prodigués à ceux qu'ils commettaient chaque jour, et insultaient avec une joie féroce aux victimes qu'ils immolaient. Hâtons-nous donc de lui rendre cette justice, en le distinguant de ces individus indignes du nom de généraux français, et dont la mémoire est un éternel opprobre (1).

Le général Chalbos donna des preuves

(1) On voit que nous voulons parler ici des Ronsin, des Rossignol, qui ont déshonoré les armes françaises dans la Vendée.

de bravoure dans plusieurs affaires; il ne ménagea pas sa vie à la déroute de Fontenay par les républicains, non plus qu'à la défaite de la Chateigneraie; malheureusement la fortune trahit ses nobles efforts : les Vendéens, par-tout vainqueurs, enfoncèrent les bataillons français.

On vit, sur-tout à l'affaire de la Chateigneraie, ce que pouvait le désespoir sur des esprits aigris par les persécutions et embrasés par le fanatisme. Les rebelles, qui jusque-là n'avaient point eu d'artillerie, se précipitaient en forcenés sur les canons qui les foudroyaient; les femmes, mêlées avec les hommes, montraient un courage égal et un égal acharnement. Cette multitude, naguère armée de fourches et de bâtons, mettait en déroute les républicains, qui, pour se dérober plus vîte à la fureur des Vendéens, abandonnaient fusils, munitions, artillerie, bagages. En peu de temps ces derniers se trouvèrent maîtres de munitions de guerre immenses, d'environ soixante mille fusils et deux cents pièces de canon.

La perte de la bataille de la Chateigne-

raie, où presque toute l'armée républicaine fut détruite, fut plutôt causée par la trahison de quelques lâches, que par l'impéritie du général : il est même certain que, si toutes les troupes avaient fait leur devoir, la victoire se fût déclarée en sa faveur. Les Vendéens, marchant sur trois colonnes et poussant des cris horribles, se jetèrent sur les républicains et principalement sur leur artillerie, qu'ils voulaient enlever à quelque prix que ce fût : le combat s'engagea de toute part et devint extrêmement chaud. Plusieurs bataillons paraissaient composés de héros ; déja ils ébranlaient les colonnes ennemies, lorsque le général Chalbos donna l'ordre à la gendarmerie à cheval de les charger pour achever de les rompre. Les Vendéens n'eussent peut-être pas résisté à cette attaque, si l'ordre du général avait été exécuté ; mais cinq gendarmes seulement marchèrent en avant ; le reste, effrayé par le danger ou par la désertion de quelques lâches, plia et s'enfuit à bride abattue, en foulant aux pieds l'infanterie qui se trouvait sur son passage ;

grand nombre de soldats furent écrasés par les chevaux des fuyards. Chalbos fit de vains efforts pour les arrêter ; l'infanterie, se voyant abandonnée par la cavalerie et succombant sous le nombre, se mit elle-même en désordre : bientôt la déroute fut complète ; l'armée républicaine, dissipée par les rebelles, fut poursuivie jusque sur la route de Fontenai à Niort. Beaucoup de soldats désertèrent ; les chemins étaient au loin couverts de morts et de blessés.

Le général Chalbos brûlait de réparer cette fameuse défaite, lorsque, le 16 mai 1793, les Vendéens, enorgueillis de la déroute de la Chateigneraie, se présentèrent dans la plaine qui entoure la ville de Fontenai ; ils furent battus cette fois, et forcés à la retraite. Le général Chalbos, à la tête de sa cavalerie, essaya d'abord de charger le flanc de l'ennemi, protégé par une artillerie nombreuse et bien servie : il fut contraint de se retirer ; alors il gagna les derrières de l'armée vendéenne, et la chargea avec une telle impétuosité, que plus de quatre cents ennemis restèrent sur la place ;

à la faveur de ce désordre, il se porta ventre à terre sur leur artillerie, qu'il enleva, et les poursuivit jusqu'à Baguemard, distant de cinq mille toises du champ de bataille.

Quelque temps après Chalbos fut mis sous les ordres de Ronsin et de Rossignol, nommés par le comité de salut public généraux en chef des forces républicaines dans la Vendée; dès cette époque, il ne put qu'être le témoin de nos revers et de l'inepties des nouveaux généraux. Le 10 septembre 1793, il reçut l'ordre de replier ses colonnes, qui occupaient Niort, Luçon et Fontenai. Quoiqu'il reconnût que l'évacuation de ces positions importantes compromettrait le salut de l'armée, il fallut obéir, et il eut la douleur de voir le funeste résultat qu'elle produisit. La fameuse déroute de Mortagne et de S.-Fulgent, où les républicains eurent un nombre considérable de tués et de blessés, donna la mesure des talens de Ronsin, et cependant ne changea rien dans les dispositions du comité de salut public à son égard.

C'est à l'ordre fatal donné au général

Chalbos de retirer les trois colonnes sous ses ordres, qu'environ quatre-vingt-dix mille hommes réunis tant à Coron qu'au Pont-de-Cé furent accablés, dans les journées des 18 et 19 septembre, par trois mille Vendéens, d'après une disposition militaire qui n'a point d'exemple. L'armée de Saumur, rangée sur une seule colonne de huit hommes de front, présentait six lieues de flanc; l'artillerie formidable de cette colonne se trouvait tout entière placée à sa tête, dans les gorges de Coron, pendant que l'ennemi occupait les hauteurs, dont, malgré les conseils des guides, on ne voulut pas s'emparer. Les rebelles, favorisés par cette fatale disposition des troupes républicaines, s'élancèrent sans obstacle sur la tête de la colonne, se saisirent de toutes les bouches à feu, foudroyèrent les Français avec leur artillerie même, et en firent un carnage horrible.

Après ce funeste revers, le général Chalbos fut mis sous les ordres du général en chef de l'armée de l'Ouest et des Côtes-de-Brest réunies; mais les occasions de rendre

à sa patrie d'importans services ne s'offrirent plus à son courage. Ainsi les campagnes de la Vendée composent la principale partie de la vie militaire de Chalbos ; déja avancé en âge et fatigué par une longue suite de services, il avait besoin de repos. Le premier consul le nomma commandant d'armes à Mayence, et il remplissait dans ses fonctions la confiance du gouvernement, lorsque la mort vint le frapper, dans le mois de ventose an 11, à l'âge de soixante-quatre ans.

CHAMPIONNET.

CHAMPIONNET.

Le nom de ce général retrace à la pensée de l'historien huit années de succès non interrompus. Suivons-nous les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse dans le cours de leurs glorieuses campagnes? nous n'en admirons pas une peut-être au succès de laquelle Championnet n'ait contribué. Si nous abandonnons un instant les rives de la Meuse et du Rhin, nous le retrouvons dans les belles contrées de l'Italie, toujours couronné par la victoire; ses triomphes n'eurent d'autre terme que celui d'une vie qu'il avait consacrée à la gloire et à la prospérité de sa patrie. La France, heureuse et libre par les bienfaits de la paix, le cite avec reconnaissance parmi les guerriers qui se sont dévoués pour elle. Puissions-nous, en essayant de rappeler les services nombreux qu'il lui a rendus, ne pas affaiblir ses titres à l'admiration publique!

Au commencement de la guerre de la révolution, Championnet, né à Valence, en 1763, fut appelé, par le vœu de ses compatriotes, au commandement du 6e bataillon la Drôme; il se distingua, à la tête de son corps, dans les premières campagnes du Rhin, et ses talens l'élevèrent successivement par tous les grades, jusqu'à celui de général en chef. Championnet commandait en l'an 3 une division de l'armée de Sambre-et-Meuse; cette campagne fameuse par plusieurs combats, le fut sur-tout par le passage du Rhin, effectué par le général Jourdan : on vit dans cette affaire ce que peuvent la valeur et l'intrépidité des chefs sur l'esprit des soldats: Championnet, à la tête des grenadiers, se précipita sur l'ennemi, qui faisait la plus vigoureuse résistance; les Autrichiens, ébranlés par ce choc imprévu, se déconcertent, fléchissent; en vain leurs généraux veulent les rallier, ils ne prennent plus conseil que de la frayeur; la baïonnette achève de terminer leur défaite, et le champ de bataille reste couvert de leurs morts et de leurs blessés. Cham-

pionnet se porte aussitôt avec sept cents grenadiers sur Dusseldorf; la ville est sommée de se rendre, le gouverneur veut tergiverser et gagner du temps, on lui accorde dix minutes; quelques boulets et obus lancés dans ce court espace de temps achèvent de le décider, la place est rendue; la garnison, forte de deux mille hommes, défile devant sept cents grenadiers français; elle est faite prisonnière de guerre, et renvoyée sur parole de ne point servir qu'après son échange. La frayeur de cette garnison était si grande, que la ville fut évacuée avant que quatre bataillons seulement eussent pu passer le Rhin.

La bravoure et l'intelligence de Championnet ne se démentirent pas dans les campagnes de l'an 4 et de l'an 5. Le blocus de Mayence et la prise de Limbourg, le nouveau passage de la Lahn, et l'attaque de la Rednitz, attestèrent les succès de sa division. Le directoire exécutif, satisfait des services signalés qu'il avait rendus, lui écrivit en l'an 5 une lettre de félicitation conçue en ces termes:

« Vous avez, citoyen général, donné le signal de la victoire à l'armée de Sambre-et-Meuse, en commençant les opérations de cette campagne à la tête de votre brave division. Le succès des combats d'Ukerath et d'Altenkirchen est votre ouvrage, et le général en chef se loue souvent de la sagesse, des talens et du courage avec lesquels vous le secondez; notre estime et notre confiance vous seront toujours acquises à de si justes titres. »

Nous ne nous arrêterons pas à tous les combats particuliers où Championnet se distingua; un autre théâtre l'attend : de nouveaux lauriers l'appellent à la tête de l'armée de Rome; ses talens militaires, développés dans un plus grand jour, vont le placer au rang des généraux célèbres qui ont commandé en chef les armées de la république. Championnet, en prenant le commandement de l'armée, n'avait, pour ainsi dire, qu'à recueillir les fruits de la sage administration de son prédécesseur, le général Berthier; mais aussitôt après son départ, de nouveaux ennemis voulurent

tenter les hasards de la guerre ; au fond de l'Italie, un prince parjure, au mépris des traités, recevait, ravitaillait dans ses ports nos ennemis les plus acharnés ; il amoncelait sur les bords du Garillan et du Tronto des hommes et des armes, et comme un torrent dévastateur, sans provocation, sans déclaration de guerre, il inondait de ses soldats le territoire de la république romaine ; mais une poignée de ces braves, vainqueurs de l'Italie et du Rhin, protégeaient de leurs armes la république naissante.

A cette invasion subite et inattendue, les phalanges républicaines opposent partout une résistance victorieuse ; l'ennemi, terrassé dans dix combats, n'offre bientôt plus qu'une multitude en désordre, abandonnée de son roi, de son général, et fuyant cacher sa honte dans les rochers des Apennins. Mais remontons aux premiers événemens de cette guerre.

Le roi de Naples, obéissant à de perfides conseils, s'était cru assez puissant pour être le libérateur de l'Italie et le vainqueur

des Français. A la tête de plus de cinquante mille hommes il se croyait assuré de vaincre une armée composée tout au plus de quinze mille républicains, et sur-tout attaquée à l'improviste ; et quoique la paix existât toujours entre lui et la république française, quoique les deux ambassadeurs des deux gouvernemens et tous leurs autres agens diplomatiques résidassent toujours à Paris et à Naples, le général Mack, commandant des troupes napolitaines, envahit le territoire romain, sans aucune déclaration de guerre préalable. Il donnait pour motifs apparens de cette agression la violation du traité de Campo-Formio par les Français, en s'emparant de l'état romain, et en changeant la forme de son gouvernement. Le général Mack déclarait en outre que le roi de Naples avait pris les armes pour empêcher les Français de mettre le pied sur le territoire du grand-duc de Toscane.

Quelques avantages remportés d'abord sur des postes avancés avaient augmenté l'audace avec laquelle le général Mack ma

nifestait ses orgueilleuses prétentions, mais ses succès devaient être de peu de durée, et l'étendard français était lui-même destiné à flotter sur les tours de la superbe Naples, et sur le sommet étonné du Vésuve.

L'armée napolitaine commença à s'avancer vers le territoire romain le 4 frimaire an 7; trois jours après elle en fit l'invasion sur cinq points à-la-fois : les généraux qui commandaient ces cinq colonnes avaient des forces suffisantes pour exécuter le plan du général en chef Mack; cette armée, abondamment pourvue de vivres, était composée de 48,000 hommes (dans ce nombre n'étaient pas comprises les colonnes napolitaines, composées de volontaires); plusieurs bâtimens de transport devaient en outre suivre l'armée en cotoyant le Tronto, à mesure qu'elle aurait fait des progrès.

Les Français, au moment de l'invasion du territoire romain, n'avaient que cinq demi-brigades, deux régimens de cavalerie ayant tous deux une compagnie d'artillerie, sept pièces de canon et douze obu-

siers. La seule division de Rome avait quelques cartouches, et il fallut en faire venir d'Ancône pour en fournir les troupes de Terni et de Torre-di-Palma.

Le général Championnet, avec des forces aussi inférieures, se retira de Rome pour avoir le temps de les rassembler et de recevoir des renforts. Ce ne fut qu'après l'invasion des Napolitains qu'arrivèrent quatre nouvelles demi-brigades et deux régimens de cavalerie. Malgré ces secours, et les demi-brigades étant loin d'être au complet, les Français paraissaient encore trop faibles pour pouvoir se mesurer avec un ennemi nombreux et bien approvisionné.

Ce fut dans cet état qu'attaqués d'abord dans le voisinage de Terni, à Porto-del-Formo, à Monterosi, à Otricoli et Calvi, ils furent par-tout vainqueurs après des combats plus ou moins longs, et où la baïonnette française joua presque toujours le premier rôle. Championnet, en général habile, sut profiter de ces premiers succès remportés sur une armée nombreuse par une poignée de braves; il jugea que l'ar-

deur des troupes était favorable pour dissiper le reste de cette armée, qui avait osé, faire l'invasion de la république romaine; son plan de campagne fut dès-lors arrêté, et il l'exécuta complètement, avec cette célérite et ce courage qu'il avait si souvent déployés contre les armées autrichiennes. Il ne conserva de garnison que dans les places et forteresses; Rome fut évacuée, et quelques Français s'enfermèrent dans le château Saint-Ange, résolus de se défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Les Napolitains firent bientôt leur entrée dans Rome, et se signalèrent par des actes de barbarie et de férocité; plusieurs Romains qui avaient pris parti pour les Français furent insultés, l'arbre de la liberté fut abattu, le tombeau du général Duphot fut détruit, et la populace de Rome allait peut-être se porter à de plus grands excès, si un corps de troupes françaises qui évacuait alors la ville ne se fût retourné en la menaçant de la plus terrible vengeance. Le général Mack, ne pouvant réduire la garnison qui défendait le château S.-Ange et

menaçait de foudroyer la populace, fit déclarer au commandant que tous les Français malades dans les hôpitaux de Rome, ainsi que les gardes laissées par Championnet, étaient retenus en otages, et que chaque coup de canon tiré sur les Napolitains serait marqué par la mort d'un soldat français qu'on livrerait à la fureur des habitans. A Oscoli, trois soldats français prisonniers furent attachés à des arbres et fusillés; à Otricoli, trente malades, dont plusieurs avaient les bras et les jambes coupés de la veille, furent fusillés dans l'ambulance; quelques autres, couchés sur la paille, avaient été brûlés; au combat de Nepi, un des chefs napolitains avait ordonné de passer tous les Français au fil de l'épée, si la victoire ne s'était pas déclarée en faveur de ces derniers. Cette conduite atroce méritait sans doute une terrible représaille de la part des républicains; mais les lâches seuls sont barbares : Championnet voulut montrer à ses ennemis que les soldats français sont aussi généreux et humains après le combat, que terribles dans l'action; il fit mettre à l'ordre de l'ar-

mée, que tout soldat napolitain, prisonnier, serait traité avec la douceur et l'humanité dont les Français avaient toujours fait preuve envers les vaincus. Il rendit les généraux responsables de l'exécution de cet ordre, et prononça des peines sévères contre tout militaire qui se serait permis des violences ou de mauvais traitemens envers un prisonnier désarmé.

Lorsque l'ennemi fut chassé de Rome, et que les Français, vainqueurs dans plusieurs combats, pénétrèrent enfin dans le royaume napolitain, plusieurs habitans prirent la fuite à l'approche des Français. Championnet leur adressa la proclamation suivante :

« Les habitans de Civita-Ducale, à l'approche des Français, ont abandonné leurs asiles, leurs fortunes; l'épouvante les poursuit : quelle erreur !

» Habitans de ces belles contrées, rassurez-vous : les Français, en entrant sur le territoire de Naples, n'en veulent point au peuple; le peuple ne doit point être victime des faux calculs d'un gouvernement

en délire : lui seul est coupable, lui seul sera puni.

» Rappelez dans vos foyers vos enfans, que la force retient sous les drapeaux de nos ennemis. Laissez marcher ces milices impuissantes d'un roi qui vous trompe ; elles seront battues par-tout où nous les trouverons.

» Soyez calmes, rentrez dans vos maisons; que le riche habite son palais, que le pauvre revienne sous sa chaumière; prenez confiance dans la loyauté française et comptez sur ma parole, sur ma protection; votre roi tombera de son trône; mais votre culte, vos autels, vos opinions, vos fortunes seront respectés. Je le répète, rassurez-vous ; mais tremblez si un seul Français est insulté. »

Quel contraste frappant entre la conduite des généraux des deux armées ! d'un côté, quelle arrogance et quelle barbarie ! de l'autre, que de grandeur d'ame et de générosité ! Guerriers républicains qui honoriez le nom français par vos vertus comme vous le rendiez célèbre par votre valeur,

vos noms méritent d'être gravés par l'histoire à côté de ceux d'Horatius Coclès et de Scœvola. La postérité y contemplera avec délices des noms romains confondus avec des noms français; elle admirera dans le récit de vos victoires l'intrépidité et le dévouement des soldats, le sang-froid et l'habileté des chefs; elle remarquera surtout combien, dans cette circonstance, la modestie du vainqueur et sa modération ont rehaussé l'éclat du triomphe, lorsqu'au contraire la féroce présomption d'un lâche agresseur aggravait encore le poids de son opprobre.

Cependant l'armée française, après avoir livré plusieurs combats partiels à l'armée napolitaine, l'avait entièrement chassée du territoire romain : le général Macdonald, à la tête de sa colonne, était rentré dans Rome; le régiment ennemi Macedonia, fort de deux mille hommes, avait mis bas les armes et s'était rendu à discrétion : les troupes napolitaines, battues à Ponte-Fermo, Terni, Civita-Castellana, Monterosi, Otricoli, Rieti, Civita-del-Trono, Canta-Lupo,

Slorta, se repliaient en désordre vers le royaume de Naples. Dix-sept jours de campagne avaient vu paraître et fuir près de soixante mille hommes; douze mille prisonniers, quatre-vingt-dix-neuf pièces de canon, les bagages et les armes de l'armée vaincue étaient tombés entre les mains des Français; vingt-un étendards et drapeaux ennemis, arrachés dans les combats, attestaient ces brillans triomphes: ils étaient le présage de succès plus grands encore. Championnet, résolu d'en profiter, allait livrer une bataille générale à l'armée napolitaine; mais le roi et le capitaine-général Mack, préférèrent d'abandonner leur armée et de se retirer précipitamment à Naples, où la fermentation des esprits faisait craindre un soulèvement général. Cette retraite fut même si précipitée, que le général napolitain oublia de donner l'ordre de se retirer, à un corps de quatre mille hommes posté aux environs de Civita-Castellana. Ce corps s'étant présenté pour passer le Tibre à Rome, fut attaqué par les troupes françaises, qui lui prirent tous ses canons, lui firent dix-

huit cents prisonniers, tuèrent ou dispersèrent tout le reste.

L'armée française chassait devant elle les troupes napolitaines, qui étaient en pleine déroute, et s'avançait à grands pas vers la capitale du royaume de Naples. Aquila, que la nature semble avoir pris soin de fortifier, tomba au pouvoir des Français: les hautes montagnes dont l'Abruzze est hérissée servent de barrière à ce pays, et il fallut faire pour y arriver trente-six milles dans des gorges très-difficiles, et traverser les plus hautes montagnes des Apennins. Parvenus à Aquila, les Français voyaient devant eux la grande route qui conduit à Naples; la petite ville de Viterbe seule osa faire résistance et braver la vengeance des Français victorieux, en se livrant à des actes de cruauté contre nos malades et nos blessés; les habitans, levés en masse, refusèrent de se rendre à la première sommation. Voici celle que Championnet leur adressa:

« J'apprends avec indignation qu'une poignée de rebelles a osé refuser de capi-

tuler devant une armée victorieuse; si je graduais ma vengeance sur l'insulte, Viterbe n'existerait plus. Voici mes dernières résolutions :

» Si Viterbe se soumet, j'userai de clémence; si Viterbe résiste, et que, par un crime que l'on n'ose imaginer, elle insulte aux Français prisonniers dans ses murs, Viterbe sera emportée d'assaut, mise au pillage, brûlée jusqu'à ses fondemens, et je veux que le voyageur errant demande un jour où est Viterbe.

» Habitans égarés, revenez de votre erreur; ouvrez vos portes, ou craignez l'impétuosité du soldat, qui n'attend que le signal de l'attaque. »

Cette sommation énergique effraya les rebelles, qui avaient osé concevoir l'espérance de retarder les Français dans leur marche victorieuse. Viterbe ne tarda pas à reconnaître son erreur, et capitula aux conditions proposées par le général français.

Terracine était évacuée, Fondi était envahie, et les rives du Garigliano voyaient déja les patrouilles françaises. La ville de

Gaëte fut contrainte d'ouvrir ses portes; l'armée française y trouva une grande quantité de munitions, et environ trente mille médailles d'argent que le roi de Naples avait fait frapper pour ses troupes : elles offraient d'un côté l'effigie du roi, coëffé d'un casque à la romaine, et de l'autre, la Victoire couronnant un guerrier, avec cette légende : *Aux militaires qui ont bien mérité du roi et de leur patrie.*

Championnet, par la prise de Pescara, était maître des deux Abruzzes; il occupait la forteresse de Gaëte, la seule place forte qui, avec Capoue, se trouve sur la route de Naples à Rome, en passant par les Marais-Pontins et Terracine; l'armée française, après avoir passé en trois marches le Garigliano et s'être emparée des belles positions que le général Mack avait cru devoir abandonner sans combattre, se présenta devant Capoue. Cette place était défendue par une forte garnison, et le général Mack en personne la soutenait par son camp retranché de Caserte. L'ardeur des Français s'animait de cette résistance; ils voyaient derrière

Capoue le but de leurs glorieux travaux; encore une victoire, Naples tombait au pouvoir du vainqueur, et la guerre était terminée. Le général napolitain, pressé vivement par l'armée française, faisait de grands préparatifs de défense, tandis que Championnet conservait l'espérance d'en venir à une bataille rangée aussitôt que plusieurs corps de troupes qu'il attendait seraient arrivés; mais on fut bien étonné lorsque le général Mack demanda un armistice limité ou illimité, pour ménager, disait-il, quelque repos aux troupes des deux armées, fatiguées par des marches forcées, par des pluies et des neiges continuelles.

Championnet répondit au général Mack:

« San-Germano, 12 nivose an 7.

« J'ai reçu, monsieur le général, vos propositions d'armistice; l'humanité seule en fait les frais. Les mauvais chemins, la pluie, les neiges, voilà vos motifs; mais l'armée, avec sa patience ordinaire, a tout franchi; il ne lui reste plus à faire que

l'invasion de Naples. Je marche pour remplir son vœu et répondre aux ordres de mon gouvernement, qui, d'après votre déclaration de guerre à coups de canon, m'a chargé de punir cette insulte.

« Je suis fâché, pour mon compte, que mes instructions me portent à repousser vos propositions.

« *Signé*, CHAMPIONNET. »

Le général Mack se regarda dès-lors comme perdu ; il essaya de soulever, à Naples, les lazzaronis, et de les faire marcher contre les Français; mais il faillit être lui-même victime de cette sédition, et ne se sauva de leur fureur qu'en se réfugiant avec son état-major dans le camp de l'armée française.

Le roi et sa famille avaient abandonné précipitamment la capitale, et se retiraient en Sicile; M. Pignatelli, nommé vice-roi, fit tous ses efforts pour réparer les fautes du général Mack et mettre à profit l'insurrection des lazzaronis, que ce général n'avait pas su diriger; mais, pressé par les

Français, il conclut avec Championnet un armistice qui mettait son armée en possession de Capoue et de tous les postes en avant de Naples.

La révolution suscitée dans la capitale prenait à chaque instant un caractère plus alarmant ; tout le peuple avait pris les armes, résolu de chasser les Français ; il s'empara de tous les forts de la ville ; les détenus au fort Saint-Elme par ordre du roi, pour cause d'opinion, furent égorgés, et le fort Saint-Elme fut pris d'assaut. Pignatelli, regardé comme traître pour avoir conclu l'armistice avec les Français, se déroba par la fuite à la fureur populaire ; les prêtres et les moines obligèrent le peuple à jurer solennellement devant S. Janvier de combattre jusqu'à la mort pour la patrie : ce serment fut prononcé par plus de trente mille insurgés, aux cris de *vive le Roi ! vive S. Janvier ! vive Jésus-Christ !* Plusieurs palais furent brûlés après avoir été livrés au pillage par la populace.

Dans cette horrible extrémité, le prince Moliterni, qui avait signé, de concert

avec le vice-roi Pignatelli, l'armistice qui mettait Capoue aux mains des Français, se rendit secrètement auprès de Championnet pour convenir avec lui des moyens de sauver la ville de Naples d'un massacre général et d'un incendie inévitable; il fut arrêté dans cette entrevue, que l'armée française marcherait sur Naples et s'y présenterait du côté de Capo di Chino et de Poggio-Reale, pendant que les lazzaronis annonçaient le dessein de partir pour le quartier du Petit-Môle et de Sainte-Lucie, afin d'aller attaquer les Français sous Capoue.

De retour à Naples, le prince Moliterni s'établit avec quelques troupes au fort Saint-Elme, et fit tirer plusieurs coups de canon pour rétablir le calme dans la ville. Mais les lazzaronis, qui avaient aussi leur plan de campagne, marchèrent en masse vers Capoue, et parvinrent jusque sous les murs de cette forteresse, qu'ils prétendaient prendre d'assaut. Deux jours entiers se passèrent en tentatives où ces malheureux furent criblés par les décharges à mitraille de la place : un gros corps de troupes fran-

çaises avait réussi à tourner Naples pendant que ces combats sanglans se livraient. Il était déja aux portes de la ville, lorsque les lazzaronis s'avancèrent sur trois colonnes contre les Français : ce trait annonce leur audace; ils savaient que leur roi était parti de cette ville à la tête de plus de soixante mille hommes qui avaient été mis en déroute, néanmoins ils osent concevoir le dessein de défendre aux républicains l'entrée dans leurs murs, et opposent partout la plus vigoureuse résistance.

D'un autre côté, les lazzaronis qui assiégeaient Capoue, ayant appris les progrès des Français vers Naples, rebroussent chemin avec la plus grande rapidité, et volent au secours de leurs camarades qui disputaient l'entrée de la ville avec opiniâtreté. Ce fut alors que se livra un combat des plus meurtriers qu'on se rappelle dans l'histoire de cette guerre; les lazzaronis résistent trois jours dans une ville ouverte, combattent pied-à-pied dans les rues, ne cèdent le terrein qu'à la valeur du soldat qui les charge, et rendent souvent la vic-

toire incertaine. Ce fut alors que les Français, enveloppés de toutes parts, enfoncèrent plusieurs fois les lazzaronis, et se signalèrent par des prodiges de valeur que leurs victoires antérieures peuvent seules rendre croyables. Les Français avaient à combattre une foule innombrable d'ennemis, formée des débris de l'armée napolitaine, des lazzaronis et des paysans, tous bien armés, bien dirigés, et embrasés par les torches du fanatisme le plus délirant: par-tout un Français fit reculer et fuir quinze et vingt Napolitains; le Vulturne et six lieues de chemin jusqu'à Naples étaient couverts de cadavres; les lazzaronis accourus au secours d'une armée battue étaient battus eux-mêmes, et l'armée française, fatiguée de victoires, plantait l'étendard tricolore au milieu de Naples, après avoir livré aux flammes plusieurs maisons de la ville d'où l'on avait tiré sur nos soldats.

La prise de Naples fera époque dans l'histoire: soixante heures de combats dans les rues, dans les maisons, sur les terrasses, au milieu des flammes, suffirent à peine

pour réduire les terribles lazzaronis. Ils avaient imaginé de rendre la plupart des rues impraticables en les encombrant de bancs, de chaises, d'armoires, etc., qu'ils enlevaient dans les maisons. Ils s'étaient divisés en plusieurs troupes, pour repousser les Français sur tous les points; mais leurs efforts ne purent les empêcher de pénétrer enfin dans la ville. A leur entrée, le Château neuf, le fort Saint-Elme et le Château de l'Œuf arborèrent le drapeau tricolore et se rendirent à la première sommation; mais la citadelle des Carmélites, qui était occupée par les lazzaronis, opposa une plus longue résistance; il fallut l'assiéger pendant trois heures, tandis que les paysans et toute l'armée des lazzaronis, qui combattaient de rues en rues, furent enfin repoussés jusqu'au port, où il se rallièrent pour la dernière fois, et finirent par succomber.

Championnet fit son entrée dans Naples le 4 pluviose an 7. L'archevêque de Naples, vieillard vénérable, employant les armes de la religion à suspendre l'effusion du

sang humain, ordonna des prières solennelles pour célébrer cette victoire; le général Championnet assista le 25 janvier (5 pluviose) au *Te Deum* chanté dans la cathédrale, tandis qu'une éruption du mont Vésuve, qui n'avait pas jeté de feu depuis quatre ans, offrait aux Français un spectacle nouveau pour eux.

Championnet fit ensuite publier la proclamation suivante dans toute l'étendue des états napolitains.

« Vous êtes enfin libres; votre liberté est le seul prix que la France veut retirer de sa conquête et la seule clause du traité de paix que l'armée de la république vient jurer solennellement avec vous dans les murs de votre capitale et sur le trône renversé de votre dernier roi.

» Malheur à qui refusera de signer avec nous ce pacte honorable, où tout le fruit de la victoire est pour le vaincu, et qui ne laisse au vainqueur que la gloire d'avoir consolidé votre bonheur; il sera traité comme un ennemi public contre lequel nous restons armés.

» S'il y a donc encore parmi vous des cœurs assez ingrats pour rejeter la liberté que nous vous avons conquise au prix de notre sang, ou des hommes assez insensés pour regretter un roi déchu du droit de les commander, par la violation du serment qu'il avait fait de les défendre, qu'ils fuient sous les drapeaux déshonorés du parjure; la guerre contre eux est à mort, et ils seront exterminés.

» Républicains, la cause pour laquelle vous avez si long-temps souffert est enfin décidée; ce que n'avaient pu terminer les victoires brillantes de l'armée d'Italie, ce qui avait si long-temps retardé les intérêts politiques de l'Europe entière, ce qui avait suspendu les espérances d'une paix générale, ce qu'avaient empêché jusqu'à ce jour la religion des traités et la crainte d'une guerre nouvelle, l'aveuglement du dernier roi l'a opéré.

» Napolitains, si l'armée française prend aujourd'hui le titre de l'armée de Naples, c'est par l'effet de l'engagement solemnel qu'elle prend de mourir pour votre cause,

et de ne faire usage de ses armes que pour le maintien de votre indépendance et la conservation d'un droit qu'elle vous a conquis.

» Que le peuple se rassure donc sur la liberté de son culte; que le citoyen cesse de s'alarmer sur les droits de la propriété: un grand intérêt a soutenu les rois dans les efforts qu'ils ont faits pour calomnier aux yeux des nations les sentimens et la loyauté de la nation française; mais il faut peu de jours à un peuple généreux pour désabuser les hommes crédules des préventions odieuses dont se sert la tyrannie pour les porter à des excès déplorables.

» L'organisation du brigandage et de l'assassinat, imaginée par votre dernier roi, et exécutée par ses agens corrompus comme un moyen de défense, a eu des résultats déplorables et des conséquences bien funestes; mais en remédiant à la cause du mal, il sera facile d'en arrêter les suites et d'en réparer même les effets.

» Que les autorités républicaines qui vont être créées rétablissent l'ordre et la tran-

quillité sur les bases d'une administration paternelle; qu'elles dissipent les frayeurs de l'ignorance et calment la fureur du fanatisme avec un zèle égal à celui qui a été employé par la perfidie pour les aigrir et les irriter, et bientôt la sévérité de la discipline, qui rétablit avec tant de facilité l'ordre dans les troupes d'un peuple libre, ne tardera pas à mettre un terme aux désordres provoqués par la haine, et que les droits de la représaille ont à peine permis de réprimer.

» Fait à Naples, le 5 pluviose an 7.

» Le général en chef, CHAMPIONNET.»

Cette proclamation était suivie d'un arrêté relatif à la nouvelle organisation du gouvernement provisoire : la république napolitaine devait être représentée par vingt-un citoyens; cette assemblée était investie de l'autorité législative et exécutive jusqu'à l'organisation complète du gouvernement constitutionnel; ses décrets n'avaient force de lois que par la sanction du général en chef; l'assemblée était di-

visée en six comités, pour l'exécution des lois et tous les détails de l'administration.

Le général Championnet ne négligea rien pour conserver une conquête qui lui avait coûté si cher; il fortifia son armée d'une foule de Napolitains patriotes qui étaient venus se joindre aux Français; il en forma une compagnie franche, sous le nom de *Compagnie Campanienne*, ordonna aux habitans de déposer leurs armes au Château-Neuf, et prononça des peines sévères contre ceux qui désobéiraient à cet ordre ou tenteraient quelque soulèvement contre les Français.

Au milieu du tumulte des armes, Championnet trouvait encore le temps de rendre au génie un hommage solemnel; il fit élever à Virgile un monument en marbre, à l'endroit où se trouve son tombeau, près de la *Grotta di Pozzuoli*.

Mais tandis que le général français, obligé tout-à-la-fois de veiller au maintien de la tranquillité dans la ville et à celui de la discipline parmi les soldats, ne pouvait prendre aucun repos et succombait presque

sous le poids de tant de fatigues, une nuée de vautours et de concussionnaires avait envahi l'Italie après les victoires des Français; sous toutes sortes de dénominations, de professions et de masques, ils dévoraient la substance de l'armée et pressuraient arbitrairement les pays qu'elle occupait. Championnet prit des mesures sévères pour arrêter le cours de ces dilapidations; il déclara propriétés nationales toutes les prises faites sur l'ennemi, et donna l'ordre de faire fusiller tout individu, autre que les généraux de divisions autorisés par le général en chef, qui se permettrait d'imposer des contributions en argent, ou d'enlever des caisses publiques et particulières, de l'argent, et des effets précieux des Monts-de-Piété.

En vain Championnet, en entrant à Naples, avait promis solemnellement que les fortunes des particuliers seraient religieusement respectées; qu'il ne serait distrait aucun denier des banques, des loteries et des Monts-de-Piété; une commission civile, créée par le directoire exécutif pour

recouvrer les contributions imposées sur les habitans, excitait, par son ambition spoliatrice, un mécontentement général, et faisait craindre que les Napolitains, voyant leur fortune publique et particulière envahie, ne se levassent en masse contre les Français. Cette commission, non contente de la contribution militaire imposée à Naples, outre une somme d'argent considérable, et une quantité fixe d'objets d'armement, d'habillement et d'équipement, voulait encore prononcer la confiscation et saisie de tous les biens ecclésiastiques mis en vente par le roi, celle de tous les domaines de la couronne et de ceux des ordres de chevalerie; Championnet blâmait cette avidité, comme une action indigne de la nation française et une usurpation de l'autorité législative, à laquelle seule il appartenait de les abolir ou de les conserver provisoirement. Il se plaignit de la proscription étendue par ces commissaires contre la fortune des étrangers dont les pays étaient en guerre avec la France, tandis que beaucoup d'entre eux méritaient, par leur con-

duite et leurs sentimens particuliers, une généreuse exception.

Ces vexations tournaient toutes au profit d'une foule d'agens subalternes qui n'avaient aucune garantie, et dont la plupart ne couraient les armées que pour se soustraire aux dangers glorieux de défendre leur patrie. Le général français, résolu de mettre un terme à tant de désordres, ordonna à la commission civile établie à Naples de sortir de la ville dans vingt-quatre heures, et dans dix jours du territoire de Naples et de Rome.

Cette mesure sauva l'armée française et prévint une révolte générale dans Naples; mais le directoire, au lieu de féliciter publiquement Championnet de sa conduite ferme et irreprochable, l'accusa d'avoir empiété sur les pouvoirs de ses commissaires civils, et le fit traduire devant un conseil de guerre. Aussitôt qu'il apprit cet arrêté, le général se hâta d'y obéir; il remit le commandement à Macdonald et se livra aux agens chargés de le conduire à Paris. Championnet, avant de partir, avait donné l'ordre

de construire plusieurs vaisseaux; il quitta Naples, emportant l'estime du soldat et celle de ses ennemis, qu'il avait forcés à l'admirer. L'injustice du directoire, qui récompensait par un décret d'arrestation tant de services rendus à la patrie, à l'humanité, n'excita de lui aucune plainte; il était fort de son innocence, et brûlait de confondre les ennemis de son honneur et de sa gloire.

Le même génie qui destituait Championnet et livrait toutes les parties de l'Italie au pillage et aux vexations les plus inouies, appela de nouveau dans ces contrées tous les fléaux de la guerre. Schérer, qui avait obtenu le commandement en chef de l'armée d'Italie, commençait une nouvelle campagne sous les plus malheureux auspices; les Russes, débarqués sur les côtes du royaume de Naples, se joignaient à l'armée du cardinal Ruffo, qui s'approchait de cette ville. Presque toutes les provinces napolitaines se déclaraient en faveur du nouveau général, qui avait quitté le rochet pour la cuirasse. Voilà ce qu'avaient

produit les dilapidations des agens du directoire, et ce qui l'accusait de son ingratitude envers un général qui avait su, par son intégrité et son désintéressement, écarter tous ces malheurs.

L'opinion publique ne tarda pas à le venger; elle accusa la majorité du directoire d'avoir occasionné, par son incapacité, les revers éprouvés par l'armée d'Italie. La cause de Championnet était devenue, pour ainsi dire, nationale: jeté dans les fers, pouvait-il desirer un sort plus heureux? Assez d'autres trouvaient dans les accidens de la révolution le prétexte de la calomnier; mais pour les hommes tels que lui, l'injustice était une raison d'aimer davantage sa patrie.

Le nouveau directoire, effrayé par les progrès des Austro-Russes, formait une nouvelle armée vers les frontières occidentales du Piémont; le commandement en fut confié au général Championnet, qui avait été rendu à la liberté, et pouvait vaincre alors avec impunité.

Les circonstances où se trouvait l'armée

française en Italie étaient extrêmement difficiles; Championnet éprouvait les plus grands obstacles à opérer sa jonction avec l'armée de Joubert dont les divisions couvraient la Ligurie depuis Bobbio jusqu'à Nice. Ses premières opérations furent couronnées par le succès; il enleva le poste de la Tuille ou Mont-Bernard, éclaira la vallée d'Aoste, rentra dans les plaines du Piémont, s'empara de la Ferrière, de la Novalaise, et du fort des Barricades, défendu avec vigueur par les barbets et les Russes.

Joubert venait de mourir à la bataille de Novi; Championnet fut choisi pour lui succéder: il réunit alors le commandement de l'armée des Alpes et de celle d'Italie. Il se trouvait à la tête de forces imposantes, et aurait pu opérer de grandes choses, si l'ignorance et la trahison n'avaient pas auparavant créé des obstacles trop puissans. La terrible armée du Danube flanquait sa gauche; l'intrépide Lecourbe était prêt à lui donner la main; il avait avec lui de valeureux soldats et des généraux éclairés;

les Delmas, les Saint-Cyr, Grenier, Suchet, Duhem, Victor et tant d'autres étaient ses dignes compagnons : cette réunion de tant de braves, qui avaient combattu à la glorieuse armée de Sambre et Meuse, inspirait la confiance ; d'un autre côté, la mésintelligence s'était mise entre les Autrichiens et les Russes ; la défiance était devenue irremédiable entre eux, et, pour en arrêter les résultats, les Autrichiens devaient continuer seuls la guerre en Italie, tandis que Suwarow pénétrerait dans les montagnes helvétiques, pour tenter d'entrer en France par les bords du lac de Genève ou par le Mont-Jura. Toutes ces circonstances réunies semblaient assurer de nouveaux triomphes à l'armée d'Italie; mais la victoire avait à cette époque abandonné les drapeaux des Français. L'armée autrichienne, malgré le départ des Russes, se trouvait encore bien supérieure à celle d'Italie. Championnet éprouvait la lourde pesanteur du fardeau dont il était chargé; il fit d'inutiles efforts pour résister aux Autrichiens; les Français, battus auprès de Savigliano, furent forcés

de se replier sur les Apennins, et sur les Alpes.

Son armée, affaiblie par les maladies, faisait tous ses efforts pour se maintenir sur les monts liguriens, lorsqu'il fut attaqué à Nice d'une maladie contagieuse qui faisait d'affreux ravages parmi les troupes. Dans les huit premiers jours elle ne paraissait pas dangereuse, le neuvième une fièvre putride se déclara ; il fut pendant trois jours dans un continuel délire, pendant lequel il ne parlait que des besoins de ses frères d'armes, de ses devoirs militaires, et des intérêts de son pays. Il demandait sans cesse où étaient les vaisseaux chargés de blé pour l'armée ; s'ils arrivaient de Marseille; si on avait envoyé de l'argent et des habits ; si on payait la solde des troupes ; si on avait battu les Autrichiens.

Peu de temps avant sa maladie il avait écrit au directoire pour lui témoigner la joie qu'il éprouvait du retour de Bonaparte en France. « C'est à Bonaparte, écrivait-il, qu'il appartient de relever l'arbre de la liberté dans les lieux où il l'avait planté et fait fleurir. »

Quelques jours après le 18 brumaire il reçut du premier consul une lettre pleine d'expressions d'estime et d'amité. Championnet aurait voulu voir Bonaparte avant de mourir; il était un de ses premiers admirateurs; et, satisfait du bonheur qu'il préparait à la France, consolé de voir les rênes du gouvernement remises en d'aussi dignes mains, ses dernières pensées suivirent sa patrie dans l'avenir glorieux qui s'ouvrait devant elle.

Il mourut à Nice le 19 nivose an 8, regrettant de n'avoir pas le même sort que Joubert. *Si du moins, disait-il, j'étais frappé sur le champ de bataille!*

Un pressentiment secret s'était emparé de lui quand il tomba malade. *Partons de Nice*, répétait-il, *cette ville me sera fatale.* Mais il fut obligé d'y attendre son successeur, pour empêcher la désorganisation de l'armée.

Championnet laissa à Valence, sa patrie, une mère âgée de cinquante ans, qu'il adorait, et dont il était la seule espérance. « Elle mourra de douleur, disait-il à ses

amis, ménagez-lui la nouvelle de ma mort, prenez soin de la consoler. »

L'armée française ressentit vivement la perte d'un général qui, dans la campagne de Rome et de Naples, l'avait souvent conduite à la victoire. Le département de la Drôme lui éleva un monument dans la ville de Valence, où son cœur avait été porté.

CHASSELOUP-LAUBAT.

L'ARME du génie s'honore d'avoir produit des officiers célèbres, et malgré la modestie qui, dans le cours de cette guerre, voila presque toujours les services que cette arme rendit à la patrie, les militaires instruits ne balancent pas à lui attribuer une grande partie de nos victoires. On cite avec éclat la bravoure du soldat qui s'est jeté le premier dans une redoute, qui a enlevé un drapeau à l'ennemi, ou monté avec audace à l'assaut d'une ville assiégée : de tels exploits sans doute méritent d'exciter l'admiration ; mais le guerrier dont les savantes combinaisons tracent le plan d'une attaque, préparent les succès, ménagent le sang du soldat et forcent la victoire, a-t-il donc moins de droits à la gloire? Une seule faute qu'il commet peut, il est vrai, produire des maux incalculables; mais s'il sait allier à-la-fois l'audace, la sagesse et l'intrépidité ; s'il n'a rien laissé au hasard ;

s'il a tout prévu, tout calculé; conduits sous ses auspices, les soldats n'ont plus besoin que de savoir obéir, et la victoire vient se ranger d'elle-même sous leurs drapeaux.

La valeur est une qualité que le moindre soldat peut posséder; cette qualité seule lui suffit; dans un chef ou un officier de génie elle n'est qu'accessoire. La valeur ne s'acquiert pas; les talens et l'expérience nécessaires pour faire un bon officier de génie ne s'obtiennent que par de longues études et de profondes méditations. Un seul jour fait un bon soldat; quarante années d'études ne sont pas de trop pour un guerrier qui veut se distinguer dans la science des Vauban et des Dalambert.

C'est ainsi que nos premiers généraux doivent à l'arme du génie une partie des victoires qui les rendirent célèbres; c'est ainsi que le général à qui nous consacrons quelques lignes eut sa part de gloire dans les brillans succès des armées françaises.

Le général Chasseloup-Laubat servit d'abord dans les grades inférieurs; mais,

malgré l'obscurité qui dérobe à la connaissance de l'histoire une grande partie des services qu'il rendit dans nos armées, on voit que ses talens furent appréciés des célèbres généraux sous lesquels ils se trouva, puisqu'ils l'élevèrent successivement jusqu'au grade de général de division, inspecteur du génie, qu'il occupe actuellement.

Dès les premières campagnes de la guerre de la révolution, son nom ne fut pas étranger à nos victoires; Alexandre de Beauharnais, général en chef de l'armée du Rhin, s'applaudissait de le compter parmi les bons officiers de son armée. Le courage et l'intelligence qu'il déploya dans l'affaire du 20 juillet 1793, à l'attaque des environs de Landau, lui méritèrent des éloges particuliers. M. de Beauharnais le cita parmi les officiers qui conduisirent dans cette journée l'avant-garde sur les hauteurs de Frankweiler, et chassèrent l'ennemi des retranchemens formidables qu'il occupait.

Les meilleurs généraux des armées du Nord et du Rhin n'eurent qu'à se féliciter

des services que leur rendit Chasseloup-Laubat, officier de génie. Lorsque Bonaparte prit le commandement de celle d'Italie, Chasseloup courut se ranger sous ses drapeaux, et fit sous ses ordres les glorieuses campagnes de l'an 4 et de l'an 5. Il commandait le génie de l'armée au siége de Mantoue; déja il avait tracé les lignes autour de la place, et on en était aux batteries de brèche lorsque Bonaparte ordonna qu'on levât le siége.

C'est encore le commandant de génie Chasseloup qui, dans cette dernière campagne, assiégea le château de Milan, fit fortifier Peschiera, Legnano et Pizzighitone. Bonaparte n'oublia pas que plusieurs fois il seconda le succès de ses opérations militaires par ses connaissances et son instruction, et dans la lettre qu'il écrivit le 23 pluviose an 5, au directoire exécutif, il demanda pour lui le grade de général de brigade.

Cet avancement, qu'il ne devait qu'à lui-même et non à la faveur ou à l'intrigue, ne fit que l'attacher davantage à la gloire

des armes françaises; tout son temps fut, plus que jamais, consacré à méditer de nouveaux moyens de succès ; et tandis que d'autres généraux, placés par le hasard ou la nécessité au milieu des dissentions politiques, prenaient une part plus ou moins active aux affaires de l'intérieur, Chasseloup n'était occupé que de faire triompher la république au dehors.

Le directoire exécutif, satisfait de son zèle et de son dévouement, lui offrit les occasions de se rendre encore plus utile, en le nommant, le deuxième jour complémentaire an 7, général de division.

Tant que la république eut des ennemis à combattre, le général Chasseloup-Laubat ne connut point le repos; il était par-tout où il y avait des services à rendre et de la gloire à acquérir. Dans la campagne de l'an 9 en Italie, sous le général Brune, Chasseloup, alors inspecteur du génie, et commandant cette arme en Italie, fut chargé de diriger le siége de Peschiera, qu'il avait lui-même fait fortifier quatre ans auparavant. Il contribua beaucoup aux

succès de cette campagne, qui fut la dernière de cette guerre, et qui précéda le traité de Lunéville.

Ainsi le général Chasseloup-Laubat fut un des guerriers qui rendirent de grands services dans toutes les campagnes; son nom est lié désormais aux plus glorieuses époques de la révolution, et l'estime publique le récompense du dévouement qu'il a montré dans toutes les occasions. Ce général est aujourd'hui inspecteur du génie, membre du comité central de cette arme.

CHÉRIN.

CHÉRIN était généalogiste avant la révolution. Héritier d'un patrimoine honorable, il épousa l'intéressante fille de M. Dacier, membre estimable de l'Institut national. Long-temps avant que la guerre eût été déclarée il avait sollicité un emploi militaire ; lorsque les premiers jours de la liberté commencèrent à luire, en 1788, il embrassa avec chaleur une cause qui promettait la réforme des abus et le retour des idées libérales. Le 7 mai 1792 il fut nommé officier au 18e régiment d'infanterie; un mois après il fut créé adjoint aux adjudans-généraux de l'armée du Nord. Adjudant-général en 1793, il fut arrêté par ordre de Dumourier, lorsque celui-ci trahissait; mais il fut assez heureux pour tromper la vigilance de ses gardes, et revint à l'armée parmi les officiers restés fidèles à leur poste.

Sous le gouvernement révolutionnaire, Chérin, victime des soupçons du comité de salut public, fut arrêté et languit dix mois dans les cachots. Rendu à ses amis et à ses fonctions, il obtint, en l'an 4, le grade de général de brigade, et fut envoyé extraordinairement dans le département du Cher et autres limitrophes, où des troubles avaient éclaté.

Il justifia dans cette mission le choix du directoire; les mesures qu'il prit pour étouffer la révolte et rétablir le règne des lois dans les départemens de Loir-et-Cher, de l'Indre, de la Nièvre et du Loiret, furent couronnées par le succès. Il sut, en déployant habilement la force militaire sous ses ordres, forcer à la fuite les insurgés qui avaient pris les armes, et les sages proclamations qu'il adressa aux habitans des campagnes achevèrent d'y rétablir la tranquillité.

Chérin avait particulièrement étudié l'administration de la guerre; ses connaissances dans cette partie et son incorruptible probité l'avaient fait apprécier du

général Hoche, qui le retint constamment près de lui à l'armée des Côtes de l'Océan et à celle de Sambre-et-Meuse, en qualité de chef d'état-major. Les exhortations qu'il fit en l'an 5 à l'armée expéditionnaire d'Irlande sont un monument historique qui appartient à sa vie militaire : elles trouvent ici leur place.

« Braves camarades, leur disait-il, le général Hoche, sous les ordres duquel vous êtes habitués à vaincre, vous conduisait à de nouveaux triomphes; vous alliez porter la liberté en Irlande, venger les longues injures faites à la république française par le gouvernement anglais, et imposer à cette puissance orgueilleuse les lois d'une paix honorable qu'attend l'Europe entière. Les vents ont trahi nos espérances; l'armée a été dissipée par la tempête, et séparée de son chef.

» Soldats, en rentrant momentanément en France, vous ne languirez point dans l'attente d'une destination incertaine; les succès qui vous étaient promis ne sont que différés; le gouvernement est sans doute

trop attaché à l'exécution du projet glorieux qu'il a conçu pour la prospérité de la république, et met un trop haut prix à vos services, pour ne pas vous offrir bientôt les moyens d'exercer votre énergie et votre constance. Non, parce qu'un élément contraire a enchaîné cette fois vos bras, vous ne vous découragerez point; le chemin de la gloire vous est présentement connu; nous avons prouvé aux détracteurs de cette expédition maritime que, malgré les rigueurs de l'hiver, rien n'était impossible à des Français; et si votre apparition seule a suffi pour faire trembler l'Angleterre, jugez ce que vous devez espérer lorsqu'avec des forces plus nombreuses nous irons l'attaquer jusque dans ses propres foyers!

» Vos chefs applaudissent à la fermeté héroïque que vous avez fait paraître au milieu des dangers dont vous étiez entourés; le directoire exécutif en est instruit: avec les témoignages de sa satisfaction, vous recevrez bientôt l'ordre que nous desirons tous, celui de retourner combattre

les ennemis les plus acharnés de la paix et de notre liberté.

» *Signé*, CHÉRIN. »

Dans le cours de l'an 5, Chérin avait été nommé chef d'état-major de l'armée de Sambre-et-Meuse ; après avoir rendu dans ce nouveau poste des services importans, il fut nommé, le 17 fructidor de la même année, commandant en chef de la garde du directoire. Associé au général Augereau dans la journée du 18 fructidor, il fit excuser la part qu'il prit à cette illégale révolution, par le dévouement le plus absolu et l'abnégation la plus entière de tout intérêt personnel.

Dans les discussions que ses rapports lui firent avoir avec le directoire exécutif, souvent, dit l'auteur d'une notice publiée en l'an 7 sur le général Chérin, il aima mieux heurter et déplaire que de laisser perdre à la vérité quelque chose de sa force. Chargé d'une expédition en Irlande, il offrit et demanda les moyens qui devaient en assurer le succès. Le directoire s'obstinant

à les lui refuser, il donna sa démission de tout grade, c'est-à-dire de la seule ressource qui lui restât pour subsister après que la guerre avait dévoré toute sa fortune, et préféra les angoisses de la gêne la plus étroite à la complicité de livrer nos vaisseaux et nos soldats à la mort et aux Anglais.

Cependant, en l'an 7, il reprit du service et reparut à l'armée du Danube, en qualité de chef d'état-major. Il était aussi sévère observateur de la discipline qu'ennemi déclaré des dilapidateurs; les fournisseurs infidèles, qui dévoraient la substance du soldat, n'osaient se livrer sous ses yeux à leur criminelle avidité, et plusieurs fois il sut punir ceux qui s'en étaient rendus coupables.

Chérin rendit quelques services à l'armée du Danube, commandée par Massena; mais le combat qui eut lieu le 15 prairial, en avant de Zurich, devait être le terme de sa carrière. Dans cette journée, l'ennemi, qui voulait à toute force s'emparer des positions qui couvraient Zurich,

se porta avec acharnement sur les villages de Vittikon, Zolikon et Riespach; il s'en rendit maître plusieurs fois, et toujours elles furent reprises à la baïonnette par les Français.

L'audace de l'ennemi allait toujours croissant, lorsque Massena ordonna un mouvement général sur toute la ligne. L'ennemi soutint le choc avec opiniâtreté, et ce ne fut qu'une heure avant la nuit qu'il céda le champ de bataille. Toutes les troupes rivalisèrent de constance et de courage; le général de division Chérin fut dangereusement blessé d'un coup de feu à ce combat : il mourut cinq jours après, à Arau, généralement regretté.

Le conseil des cinq-cents, pour honorer sa mémoire, décréta que ses restes seraient réunis à ceux de Marceau et de Hoche, son ami et son compagnon d'armes.

Le général Chérin est compté avec honneur parmi ces guerriers qui ont porté les armes pour la république et non pour eux-mêmes, pour l'honneur et non pour la fortune. Il ne s'enrichit point durant la

guerre ; il lui sacrifia même l'héritage paternel. Chérin mourut, laissant après lui le souvenir des vertus qui seules flattent l'homme de bien, une vie sans reproche et une mémoire honorée. Chérin, né avec de la fortune, la consommant au service, mourant pauvre après avoir long-temps commandé et avoir été chef détat-major, est un modèle à offrir aux guerriers, et un exemple respectable à présenter à l'admiration publique.

CLARKE.

Ce n'est pas toujours au milieu des camps ni sur un champ de bataille que le guerrier est utile à son pays : dans le silence de la retraite, dans le cabinet diplomatique, souvent avec l'œil du génie il trace le plan d'une campagne, dirige une invasion dans le pays ennemi et marque le côté faible par où une place forte peut être attaquée. Appelé au conseil des chefs de l'état, il fixe les irrésolutions, parle en faveur de la paix ou de la guerre, plaide la cause des peuples, dirige les opérations diplomatiques qui bien souvent déjouent les projets des ministres des rois, et rendent nuls les détours d'une astucieuse politique. Pour opérer de si grandes choses il faut plus que ce courage qui sait affronter la mort ou la donner, il faut encore un vrai talent, de vastes connaissances, du génie; tel s'offre aujourd'hui à nos regards Henri-Jacques-Guil-

laume Clarke, né à Landrecies, département du Nord, le 17 octobre 1765, fils de Thomas Clarke, né à Courtnaboule, en Irlande.

Dès le jour de sa naissance il fut cadet-gentilhomme dans le régiment de Clarke, Irlandais, infanterie; jeune encore, il passa successivement, en cette qualité, dans les régimens de Bulkeley et Dillon, irlandais, infanterie. Dans le mois de septembre 1781 il fut reçu cadet-gentilhomme dans la compagnie de l'Ecole-Militaire de Paris; il était en 1782 sous-lieutenant au régiment de Berwick, (88e infanterie). Il avait été nommé cornette des hussards; par brevet du 5 septembre 1784, il fut attaché au régiment du Colonel-Général et nommé capitaine par commission quelque temps après. En 1790 il donna sa démission ne pouvant rejoindre, attendu qu'il était employé en Angleterre, au sujet de la mission du duc d'Orléans, par autorisation des ministres de la guerre et des affaires étrangères. A son retour d'Angleterre, le 11 juillet 1790, il fut nommé capitaine en remplacement au régiment d'Or-

léans, dragons (seizième); fut ensuite réformé par un décret de l'assemblée nationale; recréé capitaine du 14e régiment de dragons en 1791; lieutenant-colonel au 2e régiment de cavalerie, le 5 février 1792. C'est à la tête de ce corps qu'il a fait la campagne de cette année et continué celle de 1793.

En l'an 2, il obtint et mérita le grade de général de brigade.

En l'an 3, Clarke fut choisi pour être directeur du *Cabinet historique et topographique militaire* du directoire exécutif. Dans ce poste honorable, et qui suppose des talens réels, des connaissances locales, Clarke fut chargé de consigner dans nos fastes républicains les actions héroïques de nos braves soldats, et de conserver à la postérité ces beaux plans de campagne tracés par ces guerriers qui furent à-la-fois l'ame et le bras du gouvernement français. Le premier acte qui fit connaître Clarke fut celui où il rendit public le véritable interrogatoire de Charette, de ce dernier chef des Vendéens, fusillé pour avoir, malgré les ar-

ticles du traité de paix signé à Nantes, recommencé les hostilités.

Plusieurs journaux avaient publié un interrogatoire pseudonyme de Charette : le directoire exécutif voulut ôter à la malveillance des moyens de calomnier nos guerriers, et justifier les corps administratifs, qui, dans cette affaire, avaient fait preuve de zèle et de civisme. Clarke fut chargé de faire publier la copie de l'interrogatoire adressé au directoire par le général de division Hédouville, chef de l'état-major de l'armée des Côtes de l'Océan.

Le 16 frimaire an 4 Clarke fut nommé général de division.

Le 29 brumaire an 5 il reçut du général en chef de l'armée d'Italie, de Bonaparte, une lettre honorable, qui prouvait l'estime que le héros italique avait conçu pour lui.

« Votre neveu Elliot a été tué sur le champ de bataille d'Arcole. Ce jeune homme s'était familiarisé avec les armes : il a plusieurs fois marché à la tête des colonnes; il aurait été un jour un officier

estimable : il est mort avec gloire et en face de l'ennemi ; il n'a pas souffert un instant. Quel est l'homme raisonnable qui n'envierait pas une telle mort? Quel est celui qui, dans les vicissitudes de la vie, ne s'abonnerait pas pour sortir de cette manière d'un monde si souvent méprisable? Quel est celui d'entre nous qui n'a pas regretté cent fois de ne pas être ainsi soustrait aux effets puissans de la calomnie, de l'envie et de toutes les passions humaines, qui semblent presque exclusivement diriger la conduite de hommes.

» *Signé*, BONAPARTE. »

C'est le favori de la victoire, que toute l'Europe contemplait avec admiration, que les Français croyaient heureux parce que la fortune semblait guider ses pas ; c'est Bonaparte qui se plaignait de l'ingratitude des hommes, de la haine des méchans : il enviait le sort du jeune Elliot, mort au champ d'honneur. La lettre qu'il adresse à Clarke à ce sujet respire cette douce mélancolie, cette philosophie de l'ame qui

foule aux pieds la grandeur, la fortune, même le bonheur. Cette lettre dut porter quelque consolation dans le cœur de Clarke, de cet oncle infortuné, privé d'un neveu qui donnait les plus belles espérances.

Dans les derniers jours de l'an 4 (1796) le général Clarke fut chargé par le directoire d'une mission près la cour de Vienne, et de conclure avec le roi de Sardaigne un traité d'alliance offensive et défensive jusqu'à la paix continentale. Ce traité, que les victoires de Bonaparte avaient rendu nécessaire au roi de Sardaigne, que Clarke eut la gloire de dicter, fut ratifié par les deux conseils du corps législatif.

Ce n'était pas le seul objet de la mission de Clarke. On vit dans le *Moniteur* un extrait d'une feuille anglaise de l'opposition, en date du 24 février 1797, qui portait :

« Nous apprenons que le directoire de France, cédant à l'opinion générale et aux principes de la justice publique en faveur des prisonniers d'Olmutz, a donné au général Clarke des instructions spéciales sur

cet objet, et lui a ordonné de déclarer au cabinet de Vienne que les trois officiers français, auparavant membres de l'assemblée constituante, maintenant détenus à Olmutz, sont regardés par le gouvernement français comme prisonniers de guerre, et qu'il espère qu'ils seront traités comme tels. »

Ce fut là le premier indice de la commisération nationale pour l'infortuné Lafayette, qui, depuis trois ans, languissait dans les cachots d'Olmutz, avec les compagnons de sa captivité, Latour-Maubourg et Bureaux de Pusy. Il était réservé à Clarke de porter à Vienne le vœu du directoire de France, de plaider lui-même la cause des détenus, et d'obtenir leur liberté.

Bonaparte avait vaincu l'Autrichien à Roverbella et à l'attaque de Véronne; il écrivit à Clarke, et lui fit part des succès signalés de notre armée. Le cabinet de l'empereur dut accueillir avec distinction un guerrier à qui le héros d'Italie se faisait un devoir d'écrire, et que le gouvernement français, lors des négociations

de Léoben, avait investi de toute sa confiance.

Avant la journée du 18 fructidor, Clarke était à Venise : le porte-feuille de d'Entraigues se trouvait entre les mains des agens du gouvernement français ; on devait en faire l'ouverture : le général de division Clarke fut chargé d'assister à cette opération importante. Plusieurs des papiers de d'Entraigues furent adressés au directoire exécutif de la république française ; ils servirent à accuser Pichegru, et furent affichés sur les murs de Paris dans la matinée du 18 fructidor.

En frimaire an 8, après le 18 brumaire, Clarke reprit modestement la place de chef du bureau typographique de la guerre auprès des consuls, place qu'il avait occupée sous le gouvernement directorial, et conservé malgré la chûte du directeur Carnot, dont il était l'ami intime.

A l'époque glorieuse du traité de Lunéville, Clarke fut nommé par Bonaparte commandant extraordinaire de Lunéville et de tout le département de la Meurthe.

Clarke occupe maintenant, dans le corps diplomatique, une place distinguée. Il a été nommé par le gouvernement français ministre plénipotentiaire près sa majesté le roi de Sardaigne.

COLAUD.

Le nom du général Colaud se lie au souvenir des premiers succès de nos armées, et la république le compte au nombre de ses plus anciens défenseurs. Sa réputation militaire était déja faite lorsque plusieurs de nos guerriers, qui depuis se sont rendus célèbres, étaient encore dans l'obscurité. Pendant les dix années de guerre que la France a soutenues contre l'Europe coalisée, le général Colaud a constamment servi la liberté par ses talens et son courage. Il a fait toutes les campagnes dans les armées du Nord, des Ardennes, de la Moselle, de Sambre-et-Meuse, du Danube, de Mayence et du Rhin. Enfin, depuis l'affaire de Quiévrain, en 1792, jusqu'à la bataille de Hohenlinden, en l'an 9, il a toujours conduit nos bataillons à la victoire; et, soit que la patrie l'appelle à faire triompher ses armes sur les bords de la Meuse, du Rhin, du Mein et du Danube, soit qu'elle le choisisse pour étouffer la

rebellion dans une partie de la France, et ramener au respect des lois ses enfans égarés, l'historien qui se charge d'écrire les belles actions de nos guerriers ne voit dans la carrière parcourue par le général Colaud que des titres à l'admiration publique et à la reconnaissance nationale.

Colaud, né à Bastia, en Corse, le 22 décembre 1754, entra au service en 1772, comme simple dragon. Sous-lieutenant en 1784, il était, au commencement de la guerre, capitaine au premier régiment de chasseurs à cheval. Il fut fait lieutenant-colonel en 1792, colonel-commandant-légionnaire de la légion du centre le 26 décembre de la même année, général de brigade le 4 mai 1793, puis général de division le 20 septembre suivant.

Il se trouva à la bataille de Valmy, qui eut lieu le 20 septembre 1792. Après la retraite des Prussiens, il passa à l'armée des Ardennes, sous Valence, en qualité de lieutenant-colonel, et commandait les avant-postes de cette armée pendant le siége de Namur. Il eut plusieurs affaires

avec les troupes ennemies commandées par Beaulieu et Clairfayt.

Il servit, en qualité de général de brigade, à l'armée du Nord, commandée successivement par les généraux Dampierre, Lamarche et Leveneur. Il commandait à Hanon le corps des flanqueurs de gauche, composé de dix bataillons, lorsque le camp de Famars fut forcé le 23 mai 1793 à 9 heures du matin, par les troupes de la coalition, composées de Prussiens, d'Autrichiens, Anglais, Saxons, Hanovriens, etc. Il couvrit la retraite de l'armée et le pont de Denain, jusqu'à 11 heures du soir. Plusieurs fois, dans cette journée difficile, enveloppé de toutes parts, il fut sommé de se rendre; mais résolu de se sacrifier pour le salut de l'armée, il sut arrêter l'ennemi, et à minuit il effectua sa retraite en bon ordre sur Bouchain, où il n'arriva qu'à 4 heures du matin. Le général Lamarche donna les plus grands éloges à l'habileté de ses manœuvres, et protesta que sa vigoureuse défense avait en cette occasion sauvé l'armée française.

Pendant le siége de Valenciennes, le général Colaud commandait le même corps des flanqueurs de gauche, à Harleux. Après la prise de cette place, le camp de César ayant été forcé et l'armée obligée à la retraite, il fit face encore une fois au prince de Cobourg et au duc d'Yorck. L'armée française se replia derrière sa division et alla occuper le camp de Gaverelles.

Ce fut alors que l'armée anglaise marcha sur Dunkerque, et que se livra la bataille de Hondscoote, le 7 septembre 1793. Le général Colaud, qui y combattait sous les ordres de Jourdan, fut dangereusement blessé, d'un biscayen, à la cuisse. Le président de la Convention lui envoya une expédition du décret portant qu'il avait *bien mérité de la patrie.*

Le général Colaud était à peine guéri de sa blessure, qu'il rejoignit l'armée du Nord, où il eut le commandement de quatre divisions au camp retranché sous Maubeuge. Le général Pichegru, qui avait remplacé Jourdan, dans le commandement de l'armée, le lui déféra pendant son absence.

Le général Colaud passe ensuite à l'armée de la Moselle, et commande une division de l'avant-garde. Il se trouve à la prise de Trèves, emporte d'assaut les redoutes de Trarbach, poursuit les Prussiens, commandés par le général Kœhler, dans le Hundsruck, les force à repasser la Nahe à Bingen, où il soutient plusieurs combats, et vient ensuite bloquer Mayence. Les Prussiens, à cette époque, repassèrent le Rhin et se retirèrent de la coalition.

Deux mois après, Colaud fut envoyé à l'armée d'Italie, où il ne resta que peu de temps. Il fut chargé d'aller à Toulon, réprimer la révolte qui avait éclaté dans cette ville, où les ouvriers du port, les habitans et une partie des matelots de l'escadre avaient forcé les arsenaux et s'armaient de toutes parts. Pendant cette insurrection, qui était l'ouvrage d'une faction de l'intérieur, soudoyée par l'Angleterre, et qui éclata le 30 floréal (le même jour que le mouvement du faubourg S.-Antoine à Paris), on signalait à Toulon l'escadre anglaise, qui entretenait des intelligences

parmi les révoltés, et voulait empêcher l'escadre française de sortir du port.

Cette révolte, qui dura onze jours, pouvait avoir les résultats les plus funestes; mais grâces aux sages dispositions du général Colaud, et à l'énergie qui le caractérise particulièrement, l'ordre se rétablit, et Toulon fut une seconde fois conservé à la république.

Ces troubles étant appaisés, le comité de salut public nomma Colaud commandant en chef à Paris; mais ce général préféra de se rendre à l'armée de Sambre-et-Meuse, pour assister au premier passage du Rhin. Sur son refus, le général Menou, qui avait été créé commandant en second, fut nommé commandant en chef de la 17e division militaire.

Dans la campagne de l'an 4, le général Colaud commandait une division de l'aile gauche, sous les ordres de Kleber. A l'affaire de Siegberg, il passa au gué l'Acher et la Sieg avec son corps, enfonça les troupes autrichiennes commandées par le duc de Wurtemberg, les coupa en deux, et

en jeta une partie contre le Rhin. Dans le rapport que le général Kleber fit du passage de la Sieg, au directoire exécutif, il disait :

« Il ne m'appartient pas de faire l'éloge des généraux mes collaborateurs ; mais il m'est difficile de ne point exprimer la satisfaction que j'ai éprouvée en voyant le zèle et l'activité de chacun d'eux, l'ensemble qu'ils surent mettre dans les opérations dont ils étaient chargés, et l'ordre qu'ils firent régner par-tout dans leurs colonnes, même au milieu du combat. »

Le général Colaud reçut, à l'occasion de l'affaire de Siegberg, la lettre suivante, du directoire exécutif.

« C'est à vos dispositions sages et promptement exécutées, citoyen général, qu'on est redevable en grande partie des succès acquis à l'affaire de Siegberg.

» Le directoire en est instruit, et vous en témoigne sa satisfaction particulière. »

La division du général Colaud continua de se distinguer pendant toute cette campagne, jusque sur les frontières de la

Bohême. Lorsque la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse fut ordonnée, cette division fut chargée, le premier jour de la retraite, de l'arrière-garde, et eut une affaire sérieuse à Amberg, où elle fit la plus belle contenance.

La campagne suivante, le général Colaud eut, sous les ordres du général Hoche, le commandement de quatre divisions, et fut chargé du blocus de Mayence et d'Ehrenbreitstein.

Une insurrection s'étant déclarée dans les neuf départemens réunis, vers le commencement de l'an 7, le général Colaud y fut envoyé, au mois de brumaire, en qualité de commandant en chef; sa fermeté et l'activité de ses mesures triomphèrent de cette révolte, qui dura trois mois. Il envoya à Paris quatorze drapeaux pris sur les révoltés (1), fit rentrer au trésor public plus

(1) Aucune des feuilles publiques n'a fait mention de l'envoi de ces quatorze drapeaux, qui ont été apportés au ministre de la guerre par le chef de brigade Bonardy. Vraisemblablement le gou-

de trente millions de contributions arriérées, et rétablit l'ordre et le calme dans le pays soumis à son commandement. Ainsi les Anglais, qui voulaient s'emparer de l'Escaut, se virent trompés dans leur espérance de prolonger la guerre civile sur cette partie de la république, et d'empêcher Jourdan d'ouvrir avec succès une nouvelle campagne.

Le ministre de la guerre, en écrivant au général Colaud une lettre de satisfaction de la part du directoire exécutif, lui envoya l'ordre d'aller prendre le commandement de l'aile gauche de l'armée du Danube, au blocus de Philipsbourg.

En l'an 8, le général Colaud passa à l'armée du Rhin sous Moreau, et commanda le corps du Bas-Rhin jusqu'après la bataille de Hohenlinden. Il n'a quitté l'armée que lorsqu'elle est entrée en France après la paix de Lunéville.

Le 18 nivose an 9, le premier consul

---

vernement avait ses raisons pour ne pas donner de l'importance à cette guerre.

adressa au sénat conservateur le message suivant :

« Sénateurs, le premier consul, en vertu de l'article 16 de la constitution, vous présente comme candidat au sénat conservateur le citoyen Colaud, général de division à l'armée du Rhin.

» Ce soldat a rendu des services essentiels dans toutes les campagnes de la guerre. C'est d'ailleurs l'occasion de donner un témoignage de considération à cette invincible armée du Rhin, qui des champs de Hohenlinden, est arrivée jusqu'aux portes de Vienne, dans le mois le plus rigoureux de l'année, en vainquant tous les obstacles.»

Dans sa séance du 24 pluviose, le sénat conservateur ayant à nommer entre les trois candidats qui lui étaient présentés, d'après la constitution, par le premier consul, le corps législatif et le tribunat, fixa son choix sur le général Colaud, et le nomma membre du sénat conservateur.

Dans ces fonctions éminentes, environné des suffrages de ses concitoyens, il peut avec orgueil reporter ses regards sur la car-

rière qu'il a parcourue, et n'y trouver que de ces actions qui commandent, dans tous les temps et chez tous les peuples, l'estime et la considération.

CUSTINE.

Le guerrier dont nous allons retracer la vie militaire a joué un grand rôle dans les premières époques de la révolution. Appelé par la confiance publique au commandement des armées, et presque aussitôt dénoncé comme un traître par ceux-là mêmes qui l'avaient nommé par acclamation, et au milieu de l'enthousiasme national, Custine a éprouvé, dans l'espace de peu d'années, tout ce que la gloire a de charmes, tout ce que la jalousie, la haine et l'envie peuvent susciter de persécutions. Custine fut soldat dès sa naissance, et cependant il n'a pas eu le bonheur de mourir comme Turenne; il a péri sur un échafaud, après avoir échappé, pendant quarante ans, aux dangers des batailles : fatal effet des révolutions et des discordes politiques !

Adam-Philippe, comte de Custine, naquit à Metz, le 4 février 1740, d'une famille ancienne et respectable. Les soins que ses

CUSTINE.

parens donnèrent à son éducation développèrent en lui les principes de sagesse et de probité qui furent toujours dans la suite la règle de sa conduite. Il acquit de bonne heure l'instruction et les talens qui pouvaient le faire considérer dans la société ; mais son penchant pour les armes l'eut bientôt déterminé à embrasser cette carrière, qui ouvrait à la noblesse le chemin de la gloire et des honneurs. M. de Custine, encore très-jeune, fit la guerre de sept ans, et s'y distingua par plusieurs actions d'éclat. A la paix, il voyagea dans les principales cours de l'Europe, étudia la tactique des différens peuples, et se fit remarquer par le grand Frédéric. Lorsque la révolution d'Amérique offrit aux guerriers français l'occasion d'acquérir de la gloire, il courut des premiers combattre pour l'indépendance d'un peuple ami de la France, et mérita par sa bonne conduite dans le cours de cette guerre, et sur-tout au siége d'Yorck, le brevet de maréchal-de-camp ; à son retour en France, il fut fait gouverneur de Toulon.

M. de Custine jouissait de l'estime due à ses services lorsque les premiers événemens de 1789 annoncèrent une révolution en France. La ville de Metz, qui lui avait donné le jour, le choisit pour le représenter aux états-généraux et à l'assemblée nationale : honoré des suffrages de ses concitoyens, il se montra digne de leur confiance dans les augustes fonctions qu'il était appelé à remplir. Au milieu des passions et de cette lutte d'opinions qui divisaient alors les esprits, la sévérité de ses principes lui fit une loi de n'adopter aucun parti ; jamais son nom ne fut inscrit sur la liste d'aucune société ; il n'était pas plus du club monarchique que du club des jacobins ; ses opinions étaient celles d'un citoyen français dont l'ame libre n'avait jamais pu être enchaînée.

A l'époque où M. de Custine parut dans l'assemblée constituante, avec toute la France il voulait un roi, mais il le voulait avec cette autorité qui lui aurait permis de faire le bien en lui ôtant la faculté de faire le mal. Persuadé que nulle société ne

peut exister sans lois, il se montra le zélé défenseur de celles de l'assemblée nationale, sanctionnées par le roi; il combattit avec courage les projets perfides de quelques hommes obscurs qui ne voulaient aucun ordre, aucune loi; qui ne respiraient que l'anarchie, et dont le désordre était la seule existence. Sans écouter aucune considération particulière, il démasqua avec fermeté la conduite de quelques faux patriotes qui cachaient les diverses passions dont ils étaient dominés sous ces dehors qui en imposent à la multitude; respect aux lois et à l'ordre public qu'elles doivent assurer, telle fut sa profession de foi politique: sa plume ne s'employa jamais que pour leur défense; son épée ne combattit jamais que les ennemis de sa patrie.

Parmi cette foule d'hommes célèbres par leurs talens et leur éloquence, M. de Custine se fit bientôt connaître par la libéralité de ses idées, la sagesse de ses vues, et la droiture de ses intentions. On le voit à la tribune de l'assemblée nationale voter en faveur de la déclaration des droits, réclamer

une loi martiale contre les attroupemens, proposer la création des assignats, mesure sage et utile, si l'on n'en avait pas fait depuis un trop funeste abus. C'était sur-tout dans la partie militaire qu'éclairé par l'expérience, il savait ramener à son opinion les avis les plus opposés. Lorsque dans plusieurs cantonnemens, l'insubordination se manifesta parmi les troupes, il rejetta la cause de ces séditions sur la faiblesse des chefs; il voulait que les officiers fussent responsables de l'insubordination des corps, mais aussi que l'on mît entre leurs mains tous les moyens nécessaires pour faire respecter leur autorité. Je n'ai vu jusqu'ici, disait-il, aucun commandant prendre le ton qui convient à la chose; un officier ne doit pas craindre de compromettre sa vie lorsqu'il s'agit de maintenir la discipline; il faut qu'après avoir épuisé tous les moyens de douceur il ne craigne pas, dans le cas d'une insubordination décidée, de prendre le plus mutin, et d'en faire lui-même un exemple.

Voulez-vous entendre, continua-t-il, en

parlant à l'assemblée nationale, un trait d'un des hommes les plus humains et le plus estimés par les troupes qu'ils commandaient : 25 mille hommes avaient menacé le maréchal de Daun de passer au camp ennemi, si on exigeait qu'ils quittassent une espèce de chapeau dont on voulait changer la forme ; M. Daun, M. le maréchal de Luscy étaient d'avis de céder, mais M. Laudon leur dit : Si vous cédez une fois à ceux qui ont la force en main, vous céderez toujours. Il alla à la tête de la ligne, fit ouvrir une caisse de chapeaux, va au premier caporal, et lui ordonne, de la part de sa souveraine, d'en prendre un ; le caporal refusa, il le tua ; il en tua un second : le troisième prit le chapeau, l'armée entière le prit, et rentra dans le camp.

M. de Custine avait pour principe que quiconque se livre à la carrière militaire doit savoir faire le sacrifice de sa vie pour le maintien de la discipline ; la suite de cette histoire prouvera qu'il sut mettre ce précepte à exécution, et que sa fermeté ne

se démentit pas dans plusieurs circonstances.

En 1792, lorsque la guerre fut déclarée, M. de Custine passa au commandement des armées, et servit sous les ordres du maréchal de Luckner. Les premières opérations de la campagne ouverte par ce général furent l'occupation des défilés de Porentru, par lesquels les Autrichiens auraient pu facilement pénétrer dans plusieurs de nos départemens, dégarnis de places fortes et de troupes : le plan des Français était aussi de sonder les dispositions de l'ennemi dans plusieurs provinces à-la-fois, et d'étendre par-tout l'insurrection qui paraissait prête à se déclarer à leur approche. Le général Custine fut chargé de cette expédition ; il reçut l'ordre de porter en même-temps un corps de 1200 hommes sur Furnes, pour effrayer le gouvernement de Bruxelles et jeter dans une sorte de perplexité les généraux autrichiens. Ce plan n'ayant pas complètement réussi, M. de Luckner en rejeta la faute sur Custine, qu'il accusa d'avoir un

moment refusé d'exécuter ses ordres. Mais le fait est que ce reproche n'était nullement fondé; que M. de Luckner avait voulu par-là mettre sa responsabilité à couvert : faiblesse indigne de ce général, et qui pouvait enlever à M. de Custine la confiance si nécessaire aux chefs dans ces premiers momens de danger.

Custine qui arrivait alors d'une reconnaissance de cent quatre-vingts lieues de frontières, était absolument étranger au commandement qu'on lui donnait; il ne le reçut que le 23 avril à trois heures après midi, c'est-à-dire au moment même où il fallait l'exécuter. Cependant, quoique cet ordre l'obligeât d'aller rassembler un corps de troupes à trente lieues de la ville où il était, quoiqu'il fût forcé de faire faire quatre à cinq marches rapides à la plus grande partie des troupes, il s'empressa de partir pour cette expédition. Les obstacles semblèrent se multiplier sous ses pas; il devait faire enregistrer ses pouvoirs au département du Haut-Rhin, siégeant à Colmar, à moitié de sa route; ce ne fut

que le lendemain que cette opération put être terminée. Dès l'instant qu'il eut reçu une autorité légale, il donna tous les ordres nécessaires à la marche des troupes; mais n'ayant trouvé rien de prévu, rien de préparé, il travailla jour et nuit pour être en état de faire avec ordre et sûreté l'opération dont il était chargé. Ce ne fut que le 30 avril qu'il put aller occuper les défilés de la Byrse, situés à quinze lieues de Béfort, place près de laquelle se rassemblaient les forces françaises, et d'où il pouvait tirer ses moyens de succès.

Le général Custine s'était vu avec peine présenté comme ayant enfreint les lois de la discipline, lui qui la recommandait avec tant de chaleur, comme la première vertu du soldat. Il écrivit à M. de Luckner et au ministre de la guerre pour leur demander d'être traduit devant une cour martiale. « Si j'ai désobéi, disait-il, si je n'ai pas fait, au contraire, au-delà de ce qu'on pouvait attendre de moi, je dois servir d'exemple; je dois être la victime immolée au respect des lois et à l'obéissance due aux ordres

de son général ». Le ministre ne fit aucune réponse; M. de Luckner sembla désavouer son accusation dans une lettre qu'il lui écrivit le 23 mai. « Je n'entendais pas, lui disait M. de Luckner, que le ministre publierait le rapport que je lui ai fait; cette démarche m'était absolument indispensable pour mettre ma responsabilité à couvert,.... etc. »

Ce léger nuage une fois dissipé, Custine ne se sentit que plus vivement porté à servir son pays. Les occasions ne lui manquèrent pas. Le maréchal de Luckner ayant jugé que M. de Martignac commandait mal à Landau, en déféra le commandement à Custine, qui s'y rendit aussitôt qu'il en reçut l'ordre, et quoique excédé de fatigues, ne s'étant point couché depuis cinq nuits. Mais quel dut être son étonnement quand, se présentant devant cette place, il la trouva démantelée au point qu'il y entra à cheval par une des brèches des murailles tombées en masures! quarante hommes à cheval y seraient entrés de front. Les chemins couverts de la place

n'étaient point palissadés ; les poternes étoient ouvertes ; la garnison, composée de 4,000 hommes, était sans chef ; ses commandans n'avaient point de lieux de ralliement en cas d'attaque : enfin rien n'était prévu pour résister à l'ennemi s'il se présentait. Custine se fit rendre compte de l'état de la ville par la municipalité ; ce compte fut court : il se bornait à dire qu'aucun préparatif n'était fait pour la défense de la place. Sans prendre aucun repos, il fit murer les poternes, disposa et indiqua les lieux de rassemblemens aux premiers appels, marqua à chacun sa place dans le cas d'une bataille, posa lui-même les pièces d'artillerie, et les garnit d'un bon nombre de cartouches. Accablé de fatigues, il se coucha, mais bien lui prit d'avoir fait tous ces préparatifs, car à son réveil, l'ennemi se trouvait à cent cinquante toises de la place ; un des premiers officiers d'artillerie avait lâchement abandonné son poste, et s'était hâté d'aller lui annoncer les dispositions qu'il se pressait de faire. Custine, résolu de tout tenter pour con-

server une place aussi importante à la république, eut bientôt pris une résolution; il marcha avec assurance contre les ennemis, les chargea avec vigueur et les mit dans une déroute complète. Leurs efforts ayant échoué dans cette entreprise, ils eurent recours à la séduction. Un de chefs de l'armé de Condé osa tenter d'engager Custine à trahir sa patrie; mais ce général, indigné qu'on eût osé lui faire d'aussi lâches propositions, fit imprimer la lettre qui les contenait, et ordonna qu'elle fût distribuée parmi les troupes et dans tout le département du Bas-Rhin.

Il continua de commander à Landau jusqu'au moment où il fut nommé général en chef du camp de Soissons, ayant sous ses ordres MM. Charton, Servan et Beauharnais. Custine était disposé à servir sa patrie par-tout où on lui désignerait un poste, mais il ne put dissimuler le regret qu'il aurait de s'éloigner de la frontière, et d'abandonner le théâtre des combats pour rentrer dans l'intérieur; il pensait qu'il pouvait être plus utile devant l'ennemi que

dans un camp sous Paris, et il se plaignit avec quelque raison de ce qu'on avait cherché à le dégoûter du service, d'abord en jetant du louche sur ses intentions par des calomnies que sa loyauté avait dissipées, ensuite en lui ordonnant de s'éloigner du théâtre de la guerre.

Le conseil exécutif se hâta de réparer cette disgrace, que Custine était loin d'avoir méritée, il le nomma général en chef de l'armée du Bas-Rhin, à la place de M. le maréchal de Luckner, qui abandonnait le commandement des armées. C'est de cette époque qu'il faut compter les brillantes victoires qui rendirent son nom célèbre parmi les autres généraux français : la prise de la ville de Spire, de Mayence, de Francfort atteste et ses talens militaires, et la bravoure des troupes qui marchaient sous ses ordres.

Les Autrichiens et les Mayençais occupaient la ville de Spire au nombre d'environ quatre mille hommes; le général Custine, résolu d'attaquer cette place, trouva, après une marche forcée pendant la nuit et

contrarié par une pluie continuelle, les ennemis rangés en bataille en avant de Spire, et dans une position retranchée : malgré cet obstacle, qu'il n'avait pu prévoir, il n'hésita pas à les attaquer, et dirigeant sur leur front un grand feu d'artillerie qui protégeait la formation de sa ligne, il fit marcher sur leur droite quatre bataillons destinés à s'emparer d'une hauteur qui la dominait et la débordait. Les Autrichiens, se voyant forcés de toute part, abandonnèrent leurs retranchemens et se réfugièrent dans les murs de la ville. Les dispositions furent faites aussitôt pour enfoncer les portes à coups de canons ; mais l'ardeur des Français était telle, qu'ils se précipitèrent pour les briser à coups de hache ; une première porte fut détruite, puis celle de la seconde enceinte : enfin les Autrichiens furent repoussés de tous côtés ; mais lorsque les assiégeans furent entrés dans les rues de la ville, l'ennemi, qui s'était emparé des maisons, qu'il avait crénelées, fit sur eux un feu si effroyable, que les troupes, un moment ébranlées, chancelèrent, et peut-être au-

raient été forcées à la retraite si elles n'avaient été protégées par l'artillerie qu'on avait eu la précaution de faire marcher à la tête des colonnes. La présence des chefs ranima leur ardeur ; elles parvinrent à se rallier, et tombèrent sur les Autrichiens, qui ne songèrent plus qu'à la retraite. Le général français, quoique épuisé de lassitude et de besoin (il avait été vingt-deux heures à cheval, et les troupes étaient depuis vingt-quatre heures sous les armes), se mit à leur poursuite, et les accula au Rhin, où ils mirent bas les armes. Des drapeaux, des étendards, des canons, des obusiers et plus de trois mille prisonniers furent les trophées de cette brillante victoire.

Une circonstance semblait devoir encore ajouter à son éclat ; les soldats français, maîtres d'une ville qu'ils venaient d'emporter de vive force, ne se livrèrent à aucun des ces excès dont ils auraient eu à rougir. Déja le général s'applaudissait de commander à des braves aussi humains après la victoire que terribles dans le combat, lorsque le lendemain de la prise de la ville,

il eut la douleur d'apprendre qu'un petit nombre de turbulens, oubliant toute espèce de discipline, s'abandonnaient au pillage des boutiques d'horlogers, des maisons religieuses et sur-tout des principales églises, dont ils brisaient et enlevaient les vases sacrés. Aussitôt Custine fit battre la générale et camper l'armée qu'il avait laissée occuper la ville après l'action; un bataillon de grenadiers et de volontaires nationaux, qui s'étaient montrés les plus ardens au pillage, furent conduits au milieu de l'armée campée dans la plaine; là Custine les fit fouiller; on trouva sur un grand nombre des preuves du délit; les plus coupables tirèrent au sort, et plusieurs furent fusillés. Un capitaine et deux sous-officiers qui avaient conduit leur compagnie au pillage, en annonçant qu'il était légitime, avaient été arrêtés chargés d'un riche butin; ce capitaine s'était signalé dans plusieurs affaires, il allait être général, mais il fallait un terrible exemple, il fut fusillé à la tête de sa compagnie. Cette sévérité nécessaire eut l'approbation de l'ar-

mée entière, car les désordres n'avaient été causés que par quelques mauvais sujets qui conduisaient des hommes faciles à séduire ; elle ramena la subordination, dont les troupes ne doivent jamais s'écarter dans aucun temps.

Custine, maître de Spire, se porta rapidement sur Mayence, défendue par une garnison de six mille hommes. Il fit descendre sur le Rhin tous les bacs et bateaux qu'il trouva depuis Worms jusqu'à cette place, et se munit d'échelles, résolu de la prendre d'assaut si elle tentait de faire quelque résistance. Le tableau du danger qu'il fit à ses grenadiers, loin de les étonner, enflamma leur courage ; alors, sûr de ses moyens et toutes ses dispositions faites, il envoya sa sommation par le colonel Houchard, et écrivit en même temps au bourguemestre que rien n'était impossible aux hommes qu'il commandait ; que, les ayant consultés, ils brûlaient d'assurer la gloire du nom fançais par la conquête d'une place aussi importante. Le gouverneur répondit qu'il voulait se défendre, et qu'au moins

il demandait jusqu'au lendemain pour y réfléchir. Cependant le feu de la place ne discontinua pas pendant quarante-huit heures; la canonnade ne cessait ni jour ni nuit; Custine, pour faire cesser les incertitudes de l'ennemi, écrivit une seconde lettre, et le gouverneur capitula.

Cette utile conquête fut due à la haute idée qu'avait inspirée la prise de Spire, et aux intelligences que le général vainqueur s'était ménagées dans la ville. La ville de Francfort tomba au pouvoir des Français, dont chaque marche n'était plus qu'une victoire; cette ville, comme toutes celles dont Custine s'était emparé, fut imposée à de fortes contributions qui fournirent aux besoins de l'armée française: les droits féodaux furent par-tout abolis, et de quarante à cinquante lieues à la ronde le général recevait des estafettes envoyées par divers princes de l'Empire, des états et des villes libres, qui sollicitaient la protection de la République française.

Dans cette circonstance, Dumourier abandonna son armée, et dès-lors la for-

tune inconstante parut abandonner aussi les armes du général Custine : quelques revers qu'il n'était pas en son pouvoir d'empêcher aigrirent son caractère. Etonné de se voir arrêté dans le cours de ses victoires, il accusa le ministre de la guerre et plusieurs officiers-généraux d'impéritie ou de trahison ; il croyait par-là se décharger de la responsabilité des événemens, mais il commettait un acte indigne de sa gloire ; il agissait alors comme il avait reproché au maréchal de Luckner d'avoir agi envers lui au commencement de la campagne, avec cette différence cependant que ce dernier s'était empressé de réparer sa faiblesse, et que Custine dénonçait, entre autres, le ministre Beurnonville et le général Kellermann avec un acharnement qui ternissait aux yeux de l'homme sage tout l'éclat de sa conduite passée.

Une seule considération pourrait en quelque sorte effacer cette tache qui flétrit sa réputation, c'est que Custine n'était guidé par aucun motif de haine ou de basse jalousie, qu'il était de bonne foi dans son

opinion, qu'il visait à la réputation du plus habile général de l'Europe, et que les défaites qui venaient tout-à-coup détruire ces rêves brillans de la gloire, rendirent son imagination susceptible de prendre les impressions les plus fâcheuses.

Le général Custine, dans sa correspondance avec Kellermann, lui mandait d'aller le joindre près de Trèves, d'accélérer la capitulation de Longwi et d'empêcher les Prussiens d'atteindre Coblentz. D'après ce plan, Kellermann devait passer la Moselle et la Sarre, se rendre maître de Trèves et de Coblentz sans combat, et s'emparer de tous les magasins de l'ennemi. Mais ce plan ne put être exécuté; Custine, sans songer que Kellermann, abandonné de Dumourier, pouvait à peine rassembler trente mille hommes sous ses ordres; qu'il était impossible à une aussi faible armée, qui bivouaquait dans la boue depuis quatre jours, de passer sur le corps d'une armée de cinquante-cinq mille hommes; Custine, dis-je, accusa Kellermann dans ses lettres à la convention; il prétendit qu'il avait fui

lâchement à Daucheim, et le peignit comme un homme indigne de commander les forces de la république.

En vain, depuis cette époque, le général Custine fit tous ses efforts pour ramener la victoire sous les drapeaux de l'armée française, la fortune avait changé. Francfort fut repris par les Prussiens, et leur entrée dans cette ville, peu disposée d'ailleurs en faveur des Français, fut marquée par la perte d'un grand nombre de ces derniers. Custine fut encore battu dans le combat de Costein, près Cassel; il y perdit une grande partie de son artillerie, et quoiqu'il animât tout par son courage, quoique toute son armée eût la plus grande confiance en ses talens, il ne put empêcher le désordre que causa dans les rangs la lâche défection de quelques officiers qui abandonnèrent leur poste au moment du combat.

Cependant au milieu de ces revers, sa fermeté ne se démentit pas : non moins redoutable aux séditieux et aux désorganisateurs qu'aux ennemis de la république, il se montra toujours rigide observateur de

l'ordre et de la discipline. Sa conduite à Ogersheim en offre une preuve éclatante. Il visitait ce poste pour réprimer les troubles élevés parmi les gendarmes, qui demandaient une augmentation de paie; il leur fit observer que leur solde était la meilleure de toute l'armée, qu'ils étaient tenus avec le plus grand soin, et que leurs vêtemens étaient en très-bon état: « Et cependant, s'écria-t-il, qui croirait qu'au milieu de vous, au milieu des soldats de la patrie, il se trouve des hommes assez ingrats pour oublier les bienfaits de cette tendre mère?.... On m'a parlé de réclamations à la convention..... Moi, je ne connais que des esclaves qui marchandent leurs services. (Il régnait un profond silence). On m'a dit que vous étiez mécontens. Eh! de quoi mécontens? Où sont-ils les mécontens? parlez. »

Le colonel de la gendarmerie s'avança et dit: « Mon général, ce n'est pas un, ce n'est pas deux gendarmes qui sont mécontens, ils le sont tous ». « En ce cas, reprend vivement Custine, ce n'est pas un, ce n'est

pas deux gendarmes, c'est tout le corps qu'il faut réformer. On veut établir des lois arbitraires ! C'est à moi qu'on en veut dicter ! Non, je n'en recevrai jamais, et ce ne sera pas en vain que la nation m'aura confié d'énormes pouvoirs..... Cependant vous parlez de déserter les drapeaux. Eh quoi ! gendarmes, vous ouvrirez donc un passage à l'ennemi pour aller égorger vos enfans sur les cadavres de vos femmes ! Eh bien ! si vous avez conçu ce lâche projet, si la patrie n'est rien pour vous, si l'honneur est muet dans vos ames, partez, partez tous; mes lettres, ma vengeance vous précéderont dans vos départemens; vos concitoyens indignés vous recevront à coups de canon. Moi, je serai fidèle à mon devoir; je vous ferai poursuivre dans votre fuite par ma cavalerie; mon infanterie vous chargera; je m'attacherai à vous comme une furie. » Il dit et mit son cheval au galop sans attendre une réponse.

Le 6 mars 1793, Custine se rendit à Paris pour se concerter avec le conseil exé-

cutif sur ses opérations ultérieures. Il fut reçu avec enthousiasme par la société des jacobins, et admis dans quelques conciliabules où des chefs de parti tramaient la perte d'un grand nombre de représentans qui leur étaient odieux. Ces factieux, auxquels il importait également de mettre les généraux dans leurs intérêts, lui témoignaient leur confiance, où plutôt voulaient surprendre la sienne. Custine, initié aux mystères ténébreux dont les comités de la convention couvraient les manœuvres les plus infâmes; voyant, rassemblés dans la même ville, une troupe de scélérats soumettre au raisonnement tous les moyens de proscription que peuvent employer la force ou la ruse; Custine non-seulement dut prévoir les malheurs dont la France était menacée, mais le sort tragique destiné à lui-même pour prix de son dévouement à la patrie et de sa haine pour les factieux. Il se hâta de rejoindre son armée, dont la position réclamait plus que jamais sa présence; son retour fut marqué par quelques avantages remportés sur les Prus-

siens, qui s'étaient avancés dans le Hunsdruck par le pont de Saint-Goard et par Rhinsfeld ; il les chassa des environs de la Nahe, et se fortifia en avant de cette rivière.

Peu de jours après se donna le funeste combat de Bingen, où les Français perdirent la victoire par la désertion de plusieurs compagnies de grenadiers qui abandonnèrent leurs canons pour fuir avec précipitation. Plusieurs bataillons, entraînés par ce fatal exemple, méconnurent la voix de leurs chefs, qui ordonnaient la charge, et se retirèrent en désordre ; un grand nombre de déserteurs ne s'arrêta qu'auprès de Mayence. En vain Custine voulut reprendre Bingen, il fut forcé bientôt d'abandonner ce projet, en apprenant la fuite de cinq bataillons qu'il n'avait pas été possible de rallier ; l'ennemi, qui avait neuf ou dix mille chevaux, chargeait avec vigueur l'armée française : cette armée n'était plus composée que de quelques bataillons isolés, Custine n'avait presque point de cavalerie ; il fallut donc penser à la retraite ; la différer,

c'eût été exposer le reste de l'armée à une perte inévitable.

Un concours d'événemens rendit cette retraite extrêmement difficile. Les revers des Vosges furent tout-à-coup abandonnés par l'armée de la Moselle, et les généraux de cette armée effectuèrent aussi leur retraite, selon l'ordre qui leur en avait été donné; mais, par une négligence funeste, ils n'en prévinrent pas le général Custine, ou du moins il ne reçut leurs lettres qu'après l'exécution de cette retraite. Custine se vit extrêmement embarrassé lorsqu'il apprit que le général Estourmelles, qui aurait pu arrêter les progrès de l'ennemi en occupant avec son corps la position inexpugnable de Frankendall, et tenant la gorge de Turkeim à la tête des bois en arrière d'Hocspire, évacuait, d'après les ordres du ministre de la guerre, Kaiserlautern et le pays de Deux-Ponts.

Par cette manœuvre, les défilés des Vosges étaient abandonnés à l'instant même où il devenait indispensable pour le salut de l'armée qu'ils fussent gardés avec le plus

grand soin. Les ennemis ne manquèrent pas de profiter de ces fautes, et s'avancèrent de toute part, pendant que douze mille Hessois, aux ordres du landgrave de Hesse-Cassel, marchaient par les derrières des Vosges pour venir prendre Custine à revers. Ainsi la brave armée qu'il commandait pensa être immolée au milieu des plaines du Palatinat, par le défaut d'ensemble dans les opérations de deux armées qui devaient agir de concert.

Cette seule faute eut les plus funestes conséquences; elle exposa à l'invasion de l'ennemi les départemens du Haut et Bas-Rhin, de la Meurthe, de la Meuse et de la Moselle. Nous aurons bientôt occasion de reconnaître qu'elle fut aussi la première cause de la prise de Mayence par les Autrichiens. Custine, forcé à la retraite, ne s'était arrêté qu'auprès de Landau; il avait sur les bras une armée de près de quatre-vingt mille hommes, ce qui l'obligea de faire une réquisition extraordinaire de gardes nationales des départemens voisins.

Les revers qu'il venait d'éprouver l'af-

fligeaient sensiblement; il écrivit à la convention pour donner sa démission et demander un successeur; mais elle refusa de l'accepter, et déclara, par un décret, qu'il possédait toujours son estime et sa confiance. Custine sentit ranimer son courage par ce décret honorable; il pensa dès-lors que la faveur ne pouvait plus l'abandonner, et que l'occasion était opportune pour hasarder auprès de la convention la communication d'un plan qu'il avait conçu, disait-il, pour le salut de la république. Confiance funeste ! rêves touchans d'un homme de bien, qui, dans ces temps d'anarchie et de crimes, ne pouvaient aboutir qu'à le conduire à l'échafaud !

Le 9 avril 1793, Custine écrivit au président de la convention la lettre suivante, datée de Weissembourg :

« Quelques sentimens que m'inspire la marque de confiance que je viens de recevoir des représentans du peuple, je dois à la brave armée que je commande, à la nation tout entière, à ses représentans, à moi-même, de ne pas dissimuler la vérité,

et de la dire tout entière. Cette brave armée a pensé périr dans les plaines du Palatinat par l'effet de l'ordre donné d'abandonner les revers des Vosges, ordre donné à mon insu, à l'insu même, m'assure-t-on, du conseil exécutif; car les généraux de l'armée de la Moselle ont exécuté l'ordre de leur retraite avant de m'en donner connaissance. Leurs lettres ne me sont parvenues qu'après l'exécution de cet ordre. Sans doute ce n'est qu'inconséquence de leur part; sans doute cette conduite est la suite de l'ignorance des inconvéniens qui pouvaient résulter de cette évacuation; mais si l'armée qui m'est confiée doit toujours être livrée aux résultats de l'ignorance, de la cabale ou de la perfidie des agens de la nation, dois-je consentir à rester l'instrument passif de la destruction de ces braves soldats dont la conduite m'est confiée? et ne serais-je pas le plus misérable des ambitieux, si je conservais un commandement dans lequel tant d'erreurs, qui me seraient étrangères, ne pourraient produire que la ruine de la république?

» Je crois devoir retracer succinctement mes opinions politiques dans les fonctions publiques que j'ai été appelé à remplir depuis 1789, époque à laquelle j'ai paru dans l'assemblée constituante. Alors, avec toute la France, je voulais un roi, mais je l'ai toujours voulu avec cette autorité qui lui aurait permis de faire le bien, en lui ôtant la faculté de faire le mal. En 1791, lors de l'évasion du roi, j'aurais désiré la république, si je n'avais suivi que mon goût pour ce genre de gouvernement; mais à cet époque, où il se serait établi sans orages, la majorité du peuple et la presque totalité de ses représentans voulurent encore la monarchie, et moi avec eux je la consentis aussi; mais je désirais que le monarque, renonçant à la folle idée d'un pouvoir arbitraire, fût circonscrit à jamais dans l'exercice de ses droits par de sages limites. J'en appelle à mon opinion du 26 août.

Depuis cette époque les rois et l'Europe ont conjuré notre perte; Louis avec eux l'avait tramée : une telle conduite a fait prononcer aux représentans leur vœu

pour la république ; j'ai juré avec eux de vivre et de mourir républicain ; mais pour tenir ce serment, il ne faut pas que la convention elle-même n'offre que le tableau d'une arène où les passions se heurtent avec effort ; où l'égoïsme et l'intérêt de quelques individus dominent aux dépens de l'intérêt national ; où quelques hommes prostituent à un parti la liberté publique ; où l'on n'entend enfin que les hurlemens de la fureur, les invectives de la haine ; où les résolutions les plus exagérées tiennent lieu de discussions réfléchies et de raisons ; et si l'homme loyal qui veut franchement la liberté de son pays ne peut envisager que la douloureuse certitude de ne pouvoir atteindre le but, il ne lui reste d'autre parti à prendre que de le dire à ses concitoyens, et de demander de nouveau aux représentans du peuple de cesser de se servir de lui.

Gardez-vous de croire, mes concitoyens, qu'un plan ambitieux entre dans ma pensée ; mon ame se révolte autant à l'idée d'exercer un pouvoir absolu qu'à celle d'y être soumise. Il ne peut exister qu'une dic-

tature, même dans le moment de la plus grande crise, c'est celle de la confiance qu'inspire un grand caractère, une ame ferme qui n'est guidée que par la vertu. La force des conseils d'un seul homme doit prévaloir quand ses conseils sont utiles, mais le pouvoir immense de l'opinion doit cesser lorqu'on aperçoit son égoïsme. Un si grand caractère ne doit avoir d'ennemis que les ambitieux sans moyens et les vils agitateurs; et dans la crise où nous sommes il faut y avoir recours. Je crois qu'il n'est qu'un seul moyen de sauver la patrie; ce moyen sera développé à votre comité de salut public et au conseil exécutif. S'il est adopté, si vous me croyez capable de le mettre à exécution, alors conservez-moi encore un instant le commandement de l'armée. Chargé d'une telle mission, je saurai, s'il le faut, m'anéantir avec elle au milieu des débris de la république.

» Je pense que tous autres partis ne sont qu'incohérens et dilatoires. Ils n'amèneront que le plus douloureux déchirement, que l'anéantissement de l'armée que je com-

mande, et la république elle-même n'aura été qu'un rêve. Les rois en ont juré la destruction, et leurs satellites partagent la fureur qui les anime. La harangue de Cobourg avant Nerwinde vous en est une preuve. Ce n'est donc que par un grand parti que nous pourrons sortir de cette crise. Discutez-le, mais résolvez ; et si, contre mon vœu, vous abandonnez au hasard des événemens le salut de l'état, recevez la démission que je donne du commandement de l'armée dans lequel vous venez de me confirmer. Je ne veux pas être complice de sa ruine, puisque je n'aurais pas assuré sa gloire.

» *Signé*, CUSTINE. »

Sa franchise fut la cause de sa perte; les nombreux ennemis qu'il s'était faits par son caractère et ses opinions trouvèrent dans sa lettre un prétexte pour l'accuser d'avoir conçu le plan de s'approprier ou de mettre entre les mains d'un seul homme une autorité sans bornes. Cependant aucun projet ambitieux n'était entré dans sa pen-

sée ; Custine avait souvent bravé la mort pour défendre son pays ; il montrait pour elle le mépris le plus profond lorsqu'il s'agissait de l'éclairer sur ses véritables intérêts. Son patriotisme ne lui avait pas permis de calculer les dangers que pouvait lui faire courir sa franchise. Résolu de toujours dire la vérité, il croyait qu'il mériterait l'estime générale en faisant son devoir et se montrant le constant ennemi des scélérats et des factieux, en quelque rang que les eût placés une confiance usurpée.

Espoir trompeur ! Les jacobins, auxquels il semblait déclarer la guerre, le désignèrent dès-lors au nombre de leurs victimes ; ils cherchèrent d'abord, par des dénonciations, à fatiguer sa constance et à le décider à abandonner la défense de la patrie. Ruamps, Montaut et Soubrany, commissaires de la convention auprès de son armée, l'accusèrent d'avoir écrit au duc de Brunswick dans des termes qui devaient faire soupçonner son républicanisme ; mais l'objet de cette lettre, qui

était de réclamer un officier français fait prisonnier, ne parut à la convention susceptible d'aucun reproche; elle ne fit pas même le sujet d'une discussion.

D'autres soins occupaient alors les esprits; le général Dampierre venait de trouver une mort glorieuse au milieu des combats; l'armée du nord attendait un chef digne de lui succéder ; ce fut sur Custine que le comité de salut public jeta les yeux. Le 13 mai Barrère parut à la tribune et dit : « Citoyens représentans, votre comité a examiné la conduite de Custine; il a vu que seul il avait résisté à la manie diplomatique qui avait gagné vos généraux, et que quand Dumourier diplomatisait, pour le malheur de la république, Custine établissait la discipline la plus sévère; c'est un hommage à lui rendre; l'armée qui a le plus honoré les armes de la république, c'est celle du Rhin. Votre comité a cru devoir céder au vœu de l'armée veuve de son général. Le général qui a le mieux assuré la comptabilité de l'armée, c'est Custine; celui qui a envoyé le plus exactement

des états de revues, c'est Custine; celui qui a le mieux maintenu la discipline dans son armée, c'est Custine; celui qui a le mieux travaillé à faire recevoir les assignats dans les armées, c'est encore Custine; en conséquence, le comité de salut public vous propose de le nommer général en chef de l'armée du Nord.

Ce choix ne rencontra point d'opposition; mais Custine, retenu à l'armée de la Moselle par une maladie qui le faisait beaucoup souffrir, ne put se rendre à celle du Nord que dix jours après sa nomination; il y arriva pour être témoin de sa défaite et de la prise du camp de Famars.

Avant son départ il avait voulu tenter encore une fois le sort des armes à l'armée du Rhin; il forma un plan d'attaque et écrivit au commandant du fort Vauban de passer le Rhin avec deux mille hommes, et d'attaquer l'ennemi, qui se tenait sur l'autre rive. Houchard devait en même-temps s'emparer du château fort de Curourberck. Ces deux plans devaient s'exécuter le 17 mai 1793, mais plusieurs cir-

constances en firent manquer la réussite. Le premier ne voulut plus reconnaître Custine pour son général, depuis qu'il avait été nommé au commandement de l'armée du Nord. Les troupes conduites par le général Houchard, n'étant pas soutenues par cette division sur laquelle Custine avait compté, furent défaites et mises en déroute. Le général Ferrières, chargé de poursuivre l'ennemi, s'arrêta tout-à-coup à l'entrée du bois d'Herxheim, au lieu de tourner son flanc gauche, comme il en avait reçu l'ordre. Ce défaut d'ensemble dans les opérations rendit cette journée extrêmement fatale aux français. L'armée de la Moselle acheva de perdre les conquêtes qu'elle avait faites dans cette campagne, et se vit bientôt arracher la ville de Mayence, qui, mal approvisionnée, ne tarda pas à capituler. Ce fut dans cet état critique que Custine quitta cette armée pour aller commander celle du Nord.

Il sentit bien, en prenant ce commandement, toute l'étendue de la tâche qu'il aurait à remplir. Ses premiers soins furent

d'arrêter les progrès de la désertion et de l'indiscipline qui avoient presque entièrement désorganisé cette armée. L'état fâcheux auquel elle était réduite était loin de lui permettre de songer à attaquer les ennemis ; il se trouvoit heureux de pouvoir encore prévenir sa ruine totale, en suivant le plan d'une sage défensive, jusqu'au moment où ses forces réparées lui donneraient les moyens de combattre avec quelque avantage. Mais ses vœux ne devoient pas être remplis.

Les jacobins l'attirèrent à Paris sous différens prétextes, et lorsqu'ils furent assurés qu'il ne pouvoit leur échapper, ils se hâtèrent de dresser son acte d'accusation. De ce que sa présence avoit excité une espèce d'enthousiasme dans quelques endroits publics, Danton et Bazire conclurent qu'il vouloit marcher sur les traces de la Fayette et de Dumourier. Les dénonciations s'accumulèrent contre lui : les uns l'accusaient d'avoir suivi le même système que Dumourier ; celui-ci, disoient-ils, livroit la Belgique avec les mêmes moyens que Cus-

tine préparoit l'invasion de l'Alsace. Dumourier porta dans la Belgique une nombreuse artillerie pour la faire tomber au pouvoir des ennemis ; Custine dégarnit les places fortes, et renferma dans Mayence une grande quantité de bouches à feu qui sont devenues la proie des Autrichiens. Les autres lui faisaient un crime de quelques actions auxquelles, dans d'autres temps, la Convention elle-même s'était empressée d'applaudir. On le proscrivit publiquement dans cette assemblée, avant même qu'on l'eût décrété d'arrestation, et des législateurs, au lieu de demander qu'il fût mis en jugement, se permirent de dire qu'il fallait se hâter de faire tomber sa tête. Ce fut sous ces auspices affreux qu'il fut traduit, le 22 juillet 1793, au tribunal révolutionnaire.

Son procès dura quatorze jours ; les assasins semblèrent s'écarter à son égard du mode expéditif qu'ils suivaient avec les autres accusés ; ils mirent dans l'instruction de son affaire une sorte de lenteur et une apparence de justice qui ne s'accordaient

guères avec les principes adoptés par ce tribunal; ménagemens perfides, qui ne trompèrent personne, et qui ne servirent qu'à prolonger l'agonie de leur victime! Pas un député dans la Convention n'avait eu le courage de se lever pour prendre sa défense; on ne réclama pas même contre le décret qui le traduisait devant un tribunal incapable de décider sur des plans de campagne; et Fouquier-Tinville, accusateur public, non content de juger ses opinions politiques, osa se charger de censurer les opérations d'un général d'armée; étrange marque d'ignorance ou de barbarie dont ces temps malheureux pouvaient seuls offrir un exemple!

Une foule de témoins, gens perdus de mœurs, couverts de crimes, et soudoyés par la faction des jacobins, firent contre lui les dépositions les plus absurdes et les plus révoltantes. Un détachement de conventionnels montagnards fut envoyé au tribunal pour déposer contre lui: on remarquait dans ce nombre, Couturier Montaut, Duhem, Hentz, Levasseur, Cambon,

Maignet, etc.; deux officiers obscurs, ou qui ne s'étaient fait connaître que par leurs brigandages, se joignirent aussi à ses accusateurs. Ils lui reprochèrent d'avoir négligé de prendre Manheim et les magasins de l'ennemi, lors de son invasion en Allemagne; d'avoir épargné le prince de Nassau; d'avoir laissé une trop faible garnison dans Francfort; d'avoir fait faire une retraite précipitée et funeste à son armée; d'avoir fait avertir trop tard les représentans du peuple de sortir de Mayence, lorsque cette ville fut assiégée par l'ennemi; d'avoir négligé d'approvisionner cette place; d'avoir fait fusiller plusieurs volontaires. Ils lui firent un crime de son inaction lorsqu'il étoit à la tête de l'armée du Nord; l'accusèrent d'avoir occasionné par là la perte de Condé et de Valenciennes; d'avoir dégarni les places fortes de canons pour en encombrer Mayence, quoiqu'il sût que cette ville, abandonnée à ses propres forces, succomberait tôt ou tard sous les efforts des puissances coalisées; de s'être entouré d'officiers convaincus d'aristocratie,

Enfin de ne s'être pas montré à son arrivée à Paris, à la société des jacobins, pour détruire les bruits défavorables répandus sur son compte.

Un petit nombre de témoins osa parler en sa faveur ; Duroy, Courtois, Johannot, Haussmann, membres de la convention, et qui avaient exercé les fonctions de commissaires auprès des armées, attestèrent son patriotisme et sa probité ; ils déclarèrent qu'ils avaient toujours vu dans le général Custine un ami de l'ordre et de l'économie ; que s'il avoit levé des contributions en Allemagne, elles avaient été scrupuleusement versées dans le trésor de la république. Plusieurs officiers de son armée firent l'éloge de ses talens militaires et de sa bravoure, et en entrant dans quelques détails sur sa campagne en Allemagne sur son expédition de Spire, les lois portées par ce général contre les voleurs, lois applaudies par la Convention nationale, ils les disculpèrent sur la perte de Francfort, et prouvèrent, par une foule de rapports, qu'il était généralement re-

douté des Autrichiens. Parmi ces officiers on remarqua ses aides-de-camps Dutillet et Baraguay-d'Hilliers, aujourd'hui général de division, et le général Miranda. Ce dernier, qui ne connaissait Custine que de réputation, déclara que l'armée du Nord était dans un état déplorable lorsqu'il en prit le commandement, et qu'elle était considérablement affaiblie par la désertion depuis la trahison de Dumourier.

Custine, pour donner plus de poids à ces témoignages honorables, réclama la présence du général Houchard, et de plusieurs officiers compagnons de sa gloire; mais la Convention passa à l'ordre du jour sur cette juste demande, prétendant qu'elle n'était faite par l'accusé que pour gagner du temps et désorganiser l'armée. Le procès fut donc continué : Custine avoit choisi pour son défenseur l'estimable Tronçon-Ducoudray; il devait plaider la partie de sa défense relative à sa conduite politique, Custine se chargea de plaider lui-même celle qui concernait ses opérations militaires. Il le fit avec cette franchise et cette fermeté qui

ne l'abandonnèrent jamais, et confondit la plupart des accusations portées contre lui. Il déclara qu'à peine avoit-il mis le pied en Allemagne, tous les fous de ce pays étaient venus le trouver; ils voulaient tous lui livrer leur ville, et lorsqu'il voulait agir, il n'y avait plus personne. Un de ces misérables transfuges proposa de lui livrer Manheim moyennant 1,200,000 livres: Custine en fit part sur-le-champ au conseil exécutif qui lui envoya la somme; il la garda pendant huit jours dans sa poche, et il ne vit plus venir personne pour gagner cet argent.

On lui avait fait un reproche d'avoir ménagé la ville de Francfort en n'exigeant qu'un million de ses habitans, tandis que le roi de Prusse, qui n'y vint qu'après lui, ne craignit pas de leur demander six millions. Cette comparaison n'était que perfide pour ceux qui auraient pu ignorer jusqu'à quel point la ville de Francfort détestait les Français, et secondait les opérations de leurs ennemis. On l'accusait encore d'avoir contribué à la prise de cette ville par les

Prussiens ; Custine détrusit cette accusation en prouvant qu'il avait marché au secours de la ville aussitôt qu'il apprit qu'elle était attaquée ; que son fils montra dans cette affaire le plus grand courage ; mais que la trahison du commandant ne lui laissa pas le temps de la délivrer, puisqu'il s'empressa de recevoir les Prussiens dans ses murs.

A l'égard de Mayence, Custine déclara que l'on avait voulu commencer à entrer en marché avec les juifs, pour son approvisionnement ; mais qu'il n'avait pu être conclu parce qu'ils demandaient trop cher.

Ainsi, dit-il, pour épargner les fonds de la république, on exposait la garnison à mourir de faim. C'était aux commissaires de la Convention à ne pas s'arrêter à des économies déplacées en de pareilles circonstances.

Il avait fait fusiller plusieurs volontaires ; mais la Convention avait approuvé dans le temps cette sévérité qu'on blâmait alors : elle ne pouvait l'être que par des partisans du pillage et du désordre, plus funestes cent fois pour une armée que les dangers des

combats. Nous avons rapporté plus haut les causes de son inaction à l'armée du Nord : Custine répondit aux autres accusations, qu'il n'avait jamais enlevé des places fortes que l'artillerie inutile à leur défense ; qu'il avait éloigné plusieurs officiers aussitôt qu'il avait soupçonné leur patriotisme ; enfin que s'il ne s'était pas présenté à la société des jacobins en arrivant à Paris, c'est qu'il ne se croyait pas obligé de voir en elle une autorité constituée, qu'il la regardait au contraire comme une réunion dangereuse, et dont un grand nombre de membres étaient vendus aux puissances ennemies de la France.

Le discours que Custine prononça pour sa défense dura une heure et demie ; il exposa au grand jour jusqu'aux moindres détails de sa conduite militaire, et le fit avec cette clarté d'expressions qui peut en rendre l'intelligence facile à des juges ignorans dans l'art de la guerre ; mais la mission de ces juges n'était pas de chercher à découvrir l'innocence ; il leur était ordonné de ne voir dans les accusés que des coupables et des traîtres. Tronçon-Ducoudray plaida ensuite

la défense de son client pour les faits étrangers à la partie militaire ; son éloquence et la bonté de la cause, qu'il sut faire valoir, auraient sans peine jeté la conviction dans les cœurs d'autres juges que ceux du tribunal révolutionnaire ; les jurés se retirèrent pour délibérer, et, sur leur déclaration, le jugement qui condamnait Custine à mort fut rendu le 27 août 1793, à neuf heures du soir.

Custine rentra dans le tribunal, marchant d'un pas grave, et accompagné d'une escorte nombreuse de gendarmes ; le silence qu'il vit régner dans l'auditoire, les bougies qu'il n'avoit point encore vues allumées depuis le commencement de son procès, tout cela parut faire une vive sensation sur lui. Le président lui fit part de la déclaration des jurés à son égard, et l'accusateur public ayant fait lecture de la loi et conclu a son application contre Custine, on lui fit observer qu'il pouvait, soit par l'organe de ses défenseurs, soit par lui-même, faire des observations sur la loi qu'il venait d'entendre. Il promena ses regards

autour de lui, et n'apercevant pas son conseil ni Ducoudray son défenseur, qui étaient sortis aussitôt après la déclaration du jury, voyant qu'ils n'avaient plus rien à dire en sa faveur, il se retourna vers le tribunal, et dit : *Je n'ai plus de défenseurs, ils se sont évanouis ; ma conscience ne me reproche rien, je meurs calme et innocent.*

Il entendit ensuite la lecture de son jugement avec assez d'indifférence, et fixant l'auditoire, qui demeurait calme, tandis que l'on entendait du dehors des signes d'applaudissemens de la part de ceux qui n'ayant pu entrer, apprenaient par ceux qui sortaient, ce qui se passait dans l'audience.

Custine, après avoir entendu sa sentence de mort, entra dans le greffe, se jeta à genoux, et resta pendant deux heures dans cette attitude religieuse, pour implorer le secours et la protection du ciel; il pria son confesseur de passer la nuit avec lui, et écrivit une lettre à son fils, dans laquelle, après lui avoir fait les adieux d'un père prêt à mourir, il l'exhortait à se rappeler sa mémoire dans les beaux jours de la répu-

blique, et à faire tout ce qui dépendrait de lui pour le réhabiliter dans l'esprit de la nation, pour laquelle il mourait innocent. Il fut conduit au supplice ayant à ses côtés un ministre de la religion, tenant un crucifix qu'il lui faisait embrasser, et lui lisant quelques passages d'un livre de piété. Custine regardait avec sensibilité le peuple qui applaudissait à son supplice : ses yeux attendris et quelquefois mouillés de pleurs, se fixaient vers le ciel.

Arrivé au lieu de l'exécution, il se mit à genoux sur les premiers degrés de l'échelle, puis se relevant, il jeta les yeux sur le fer fatal et monta avec fermeté à l'échafaud. Il périt le 28 août 1793.

Sa mort n'assouvit pas la fureur de ses bourreaux ; sous ce règne abhorré, il était rare que le supplice d'un individu n'entraînât pas celui de toute sa famille. Les jacobins, fidèles à leurs principes, jetèrent dans les cachots son fils et sa belle-fille (1);

(1) Pendant le cours de son procès, cette jeune femme impatiente et courageuse, devançait le jour au palais; triste et voilée, elle attendait sous

son confesseur même fut arrêté le lendemain de sa mort, et les scellés furent apposés sur ses papiers.

Son fils, Renaud-Louis-Philippe-François Custine, avait déja passé par divers emplois, dont ses talens et sa bonne conduite

---

ses voûtes sombres que le bruit des gonds et de la redoutable escorte l'avertît du passage de son père de la conciergerie à la salle des jugemens; elle l'embrassait dans un morne silence et le suivait devant ses juges. Assise au pied de l'escabelle, elle levait vers lui des yeux mouillés de larmes. Lorsque l'interrogatoire était suspendu, plus mourante que lui, elle le consolait en lui montrant un espoir qu'elle-même cherchait en vain dans le fond de son cœur. Si Custine s'arrachait à ses embrassemens pour rentrer dans sa prison, elle allait déposer dans le sein de son jeune époux, détenu à la Force, ses alarmes pour les jours de son beau-père. On la voyait ainsi partageant entre eux ses soins religieux, courant d'une prison à l'autre, déguisant sa tristesse sous un front serein, pour éloigner des pressentimens funestes. Son cœur était le dépositaire de leurs secrets tourmens et de ces combats tumultueux que la crainte et l'espérance élevaient tour-à-tour dans le cœur du père et de son malheureux fils....

l'avaient rendu digne. Avant la révolution il était capitaine au régiment de la reine, cavalerie ; il fut chargé par le ministre Delessart des affaires de France à Berlin ; à son retour en France il servit comme aide-de-camp du maréchal Luckner à l'armée du Rhin, puis comme adjudant-général. C'est dans ce grade qu'il signala sa bravoure à l'attaque de Francfort. Il était âgé de 25 ans lorsqu'il périt par la fatale guillotine le 14 nivôse an 2. Son crime purement imaginaire, était d'avoir entretenu avec les ennnemis de l'état des intelligences tendant à favoriser les progrès de leurs armes sur le territoire français.

Fin du tome second.

TABLE ALPHABETIQUE

DES NOTICES

contenues dans ce deuxième volume.

LES GÉNÉRAUX

Bonaparte (Napoléon).	page	1
Bonnard.		78
Bonnaud.		87
Boudet.		95
Bougainville.		129
Boursier.		143
Broglie.		148
Bruyes.		171
Bruix.		175
Brune.		191
Caffarelly.		239
Canclaux.		247
Cartaux.		258
Cassa-Bianca.		273
Cervoni.		283
Chabran.		292
Chalbos.		315

CHAMPIONNET. 323
CHASSELOUP-LAUBAT. 362
CHÉRIN. 368
CLARKE. 376
COLAUD. 385
CUSTINE. 396

Fin de la Table.

Biblioteka AP W
Z445/1